

DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 12638 — 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 17 SEPTEMBRE 1985

LES ESSAIS NUCLÉAIRES ET LA FRANCE DANS LE PACIFIQUE

M. Mitterrand veut renforcer le consensus sur la défense et la politique extérieure

Après son voyage sur le site des essais nucléaires à Mururoa, M. Mitterrand a réaffirmé, dimanche 15 septembre, que la France « poursuivra autant qu'elle le jugera nécessaire son programme militaire dans le Pacifique ». M. Valéry Giscard d'Estaing, invité du « Grand Jury RTL-le Monde », a approuvé ce voyage et récusé l'idée d'une crise politique en cas de cohabitation avec l'actuel chef de l'Etat après mars 1986.

« Barre-Fabius, c'est la même chose », dit M. Georges Marchais, manifestement satisfait de sa trouvaille. Las ! Une fois de plus, le secrétaire général du PCF a manqué le coche. Il eût été mieux inspiré d'affirmer : Mitterrand-Giscard, même combat ! Tant il est vrai que la France politique a profité, dimanche, d'une douce atmosphère de cohabitation et de consensus national. *« Je souhaite que, sur les grandes questions, les Français se retrouvent »*, a réaffirmé l'actuel président. *« Je dis non à une crise politique, car elle n'a pas d'utilité pour la France »*, déclarait au même moment l'ancien président.

A l'évidence, M. Mitterrand a tout intérêt à cultiver l'art du consensus.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 8.)



« Pas d'ennemis »

Les malheurs d'Ariane et de Concorde pouvant difficilement le faire passer pour une triomphale illustration de la technologie française et européenne, le voyage de M. Mitterrand avait été jugé par Canberra et Wellington, pour ne rien dire de plusieurs petits Etats de la région, comme une démonstration de force, voire une provocation.

La démonstration étant faite, M. Mitterrand pouvait décider d'en rester là. C'était accepter l'idée que les relations entre Paris et cette importante partie du monde soient désormais placées sous le signe de la tension permanente. Bien évidemment, ni la Nouvelle-Zélande, ni l'Australie, ni à plus forte raison le Vanuatu ou le royaume de Tonga, ni l'organisation Greenpeace, ne sont en mesure, techniquement, d'empêcher la France de poursuivre ses expérimentations nucléaires. Pas davantage de la contraindre à aller plus vite et plus loin qu'elle ne le souhaite dans l'évolution statutaire de la Nouvelle-Calédonie. Mais au moment où le Pacifique est en train de prendre un poids politique, commercial et stratégique considérable, le risque existe pour la France de se trouver durablement exclue d'un terrain d'action diplomatique de première importance.

Le chef de l'Etat ne s'est donc pas contenté de dissiper toute ambiguïté sur les intentions de la France dans la région (ambiguïté que les projets concernant la Nouvelle-Calédonie avaient pu entretenir un temps chez nos « voisins » du Pacifique). Il a choisi de détendre un peu l'atmosphère en proposant à ces pays quelques mesures plus positives que le seul rappel au « respect des droits de la France ».

D'abord en suggérant à leurs chefs d'Etat et de gouvernement de venir s'assurer sur place, comme un groupe d'experts australiens et néo-zélandais avaient déjà pu le faire en 1983, que les tirs souterrains ne présentaient pas de danger réel pour l'environnement. Il est vrai que cette offre a déjà été repoussée par les deux principaux intéressés, MM. Lange et Hawke ; visiblement, les premiers ministres de Nouvelle-Zélande et d'Australie ne tiennent pas à tomber dans ce qu'ils considèrent comme un piège destiné à leur faire cautionner les essais nucléaires français.

En second lieu, la France va chercher à développer sa présence dans le Pacifique sud sur le plan culturel, en offrant aux populations locales la possibilité de poursuivre des « études supérieures francophones » dans un centre universitaire qui sera construit à cet effet et en lançant d'autres formes de coopération. Il n'est pas certain que cette tentative de séduction enthousiasme beaucoup les très anglophones Néo-Zélandais ou Australiens ; mais elle s'adresse surtout aux petits Etats insulaires, soumis à une anglicisation et à une américanisation de fait.

« La France n'a pas d'ennemis dans le Pacifique sud », a assuré M. Mitterrand. Pas même, si on le comprend bien, ceux qu'il avait dépeints à Mururoa comme de possibles « adversaires » et qui, Nouvelle-Zélande en tête, avaient fort mal pris la chose. Il lui reste à y retrouver des amis.

UN SUCCÈS COMMERCIAL POUR Mme THATCHER

L'Arabie saoudite préfère le Tornado au Mirage-2000

Les Britanniques fourniront à l'Arabie saoudite quelque quatre-vingts avions de combat et d'entraînement, pour un montant de l'ordre de 15 milliards de francs, en partie compensé par l'acquisition de pétrole saoudien que le Royaume-Uni revendra ensuite à l'exportation. Dans ce contrat figure la vente de quarante-huit Tornado, chasseur-bombardier conçu par un consortium européen et concurrent direct du Mirage-2000.

Ce choix de Ryad, s'il se confirme par une signature officielle prévue en principe pour la fin de ce mois, est un coup dur pour l'exportation de l'avion de combat français. A plus long terme, il laisse au consortium européen, le groupe anglo-germano-italien Panavia, toute liberté de se constituer désormais comme la principale structure rivale, en Europe, de Dassault-Breguet.

La société française avait, en effet, prétexté de l'incapacité de Panavia à exporter son Tornado pour réclamer la maîtrise d'œuvre du projet d'un avion de combat européen, dont, finalement, la France a été exclue.

L'Arabie saoudite, en optant pour les propositions britanniques, a décidé de ne pas attendre la livraison d'avions américains F-15, retardée par des oppositions au Congrès et par la crainte des Israéliens d'avoir, non loin de leurs frontières, un appareil susceptible d'atteindre leur territoire.

Ne voulant pas mécontenter les Etats-Unis, qui restent leur principal fournisseur, les Saoudiens ont reçu des assurances de Washington par lesquelles les Américains comprenaient la situation et donnaient leur feu vert à l'accord avec Londres.

Ce n'est pas la première fois que Ryad conclut un accord de troc, un échange avec des livraisons de pétrole, malgré les recommandations contraires de l'OPEP, présidée par le ministre saoudien du pétrole, Sheikh Yamani. Déjà, il y a un an environ, les Saoudiens avaient acheté aux Etats-Unis dix avions géants Boeing-747 moyennant la vente de 35 millions de barils de pétrole brut.

JACQUES ISNARD.

(Lire nos informations page 46.)

Les écolos-marins voguent vers Mururoa

Nouveau vaisseau amiral du mouvement écologiste, le Greenpeace *a mis le cap sur Mururoa. Notre envoyé spécial, Roger Cans, seul journaliste français embarqué sur le navire, en compagnie d'une équipe de Gamma Télévision dont il commentera les images, tient son carnet de bord.*

De notre envoyé spécial

A bord du *Greenpeace*. — La métamorphose est complète. Aussitôt larguées les amarres, les écolos redeviennent marins. Chacun à son poste. La belle ordonnance du départ tranche avec la douce pagaille qui régnait la veille encore, avec les visites d'adieu, les derniers contrôles techniques et administratifs, et même les enfants des écoles venus apporter le produit de leur collecte : une enveloppe avec quelques florins convertis en dollars.

Mais les marins n'en oublient pas, pour autant, leur mission : faire campagne et le faire savoir. Wolf, le chef de quart allemand, a confectionné à la machine à coudre une immense flamme arc-en-ciel qu'il déploie au grand mât. Ainsi, lorsque le *Greenpeace* s'avance dans le chenal, le long des quais à façades hollandaises, nul ne peut plus ignorer à Wilemstad, la capitale de l'île, que les « combattants de l'arc-en-ciel » ont repris la mer. Un dernier coup de sirène et le remorqueur double les forts portugais qui contrôlent l'entrée du port, mollement suivi par quelques frégates — les oiseaux, pas les bateaux !

Loin derrière, un Zodiac chargé de photographes et de cameramen immortalise la scène. Les films seront portés à terre, obligeant le *Greenpeace* à faire une grande boucle en attendant son Zodiac, qu'il récupère à la grue. Le navire longe l'immense usine de dessalement d'eau de mer qui alimente Curaçao en eau potable. Puis c'est Aruba, la première des Antilles néerlandaises à devenir bientôt indépendante (le processus durera en principe dix ans, à compter du 1er janvier prochain). On aperçoit les énormes raffineries Exxon, aujourd'hui désaffectées. Il n'y aura plus d'autres terres avant le canal de Panama, sinon des îles désertes blanchies par le guano et, dans la nuit, les torchères de Maracaïbo.

Après la manœuvre, Jonathan Castle, le « captain », fait la vaisselle. Ce n'est pas son tour, mais ça le détend. L'ancien ministre danois, Kjeld Olesen, qui a dormi sur le pont pour ne pas étouffer, regarde la mer avec son éternelle boîte de bière à la main. Et Dorothée Piermont, député de la RFA au Parlement de Strasbourg, fume tranquillement sa bouffarde, une grosse pipe rouge qu'elle alterne avec de petits cigares.

Dans la cabine du radio, c'est la cohue des grands jours : on inaugure le nouveau système de transmission par satellite reçu par avion d'Amsterdam. Sur le pont supérieur, que les Anglais appellent l'« île du singe » (Monkey Island), a été monté un gros œuf blanc de 230 kilos, Saturn-3, l'appareil qui, grâce à son ordinateur et ses gyroscopes perfectionnés, peut maintenir le navire en liaison permanente avec n'importe quel endroit du monde. Mais ces appareils, très sensibles, se dérèglent aussi facilement, de sorte que les premières liaisons seront constamment interrompues, obligeant les journalistes à recourir au bon vieux radiotéléphone de la passerelle.

ROGER CANS.

(Lire la suite page 8.)

UN ENTRETIEN AVEC LE CHEF DE L'ÉTAT ARGENTIN

Les colères de M. Alfonsin

M. Raul Alfonsin est attendu le mercredi 18 septembre à Paris pour une visite officielle de quatre jours. Avant son départ de Buenos-Aires, le chef de l'Etat argentin a accordé un entretien au Monde.

« Neuf anciens commandants en chef sont actuellement traduits devant un tribunal, et trois autres généraux sont jugés par le conseil supérieur des forces armées. Mais les associations de défense des droits de l'homme disent que mille cinq cents officiers et sous-officiers ont participé à la torture et à la répression...

— Ah oui ? Et pourquoi n'ont-elles pas porté plainte ? Elles ont manqué à leur devoir civique le plus élémentaire. Les tribunaux leur sont ouverts. Tout citoyen argentin a non seulement le droit mais l'obligation de dénoncer les délits dont il a connaissance...

— Mais il y a des centaines d'instructions en cours ?

— Oui, là où il y a des preuves, la justice a été saisie. Si je collais les gens au poteau, ce ne serait pas très démocratique. Je travaille dans un Etat de droit. C'est là l'engagement que j'ai pris.

— Mais est-ce que vous pensez que ceux qui ont assassiné, violé, torturé...

— Ils doivent être traduits en justice.

— Ils doivent aller en prison ?

— Ils doivent être traduits en justice ! Ce sont les juges qui décideront où ils doivent aller... Quand j'ai dit pendant ma campagne électorale — ce n'est pas quelque chose que j'ai inventé après, et je voudrais bien savoir comment d'autres que moi auraient fait — quand j'ai dit qu'il y avait trois degrés de responsabilité : d'abord, ceux qui avait décidé de faire ce qui a été fait — et qui a été très grave ; ensuite, ceux qui avaient commis des excès, qui avaient torturé ; enfin, ceux qui avaient obéi aux ordres... Vous avez quel âge ?

Les membres de trois gouvernements militaires sont soumis à procès et privés de liberté. Je le répète, il n'y a aucun pays au monde qui ait fait la même chose. C'est ça qu'il faut souligner !

— Mais vous pensez qu'il peut y avoir davantage de procès ?

— Il y aura ce qu'il doit y avoir ! Je vis dans un Etat de droit. Est-ce qu'il vous viendrait à l'idée de demander à Mitterrand combien de gens les tribunaux doivent mettre en prison ? Vous verriez comment il vous répondrait ! Pourquoi me posez-vous la question à moi ?

Propos recueillis par CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 6.)

débats

COHÉSION SOCIALE

Comment retrouver une certaine cohésion sociale, à défaut d'une amorce de consensus politique que les passions éloignent ? M. Christian Poncelet estime que l'idée de la participation est loin d'avoir jeté ses derniers feux, et M. Jacques Moreau voit dans de nombreux domaines, malgré les difficultés du jour, les signes de la vitalité de la coopération.

Une vieille idée toujours neuve la participation

Actionnariat, intéressement, expression directe des salariés

par CHRISTIAN PONCELET (*)

FACE à la crise et aux difficultés de tous ordres qui assaillent notre pays, l'entreprise apparaît de plus en plus comme la cellule de base de l'économie de même que la famille reste la cellule de base de la société.

Malheureusement, on connaît trop souvent l'entreprise par les conflits sociaux qui s'y développent, c'est-à-dire par son mauvais fonctionnement. Mais l'entreprise est avant tout un lieu d'efforts communs et chacun doit y œuvrer au profit de tous. La lutte des classes prônée par les organisations révolutionnaires est un concept qui doit disparaître au bénéfice d'une pensée *humaniste où la solidarité entre* les différents partenaires sociaux trouvera à s'exprimer dans le cadre d'une participation véritable. Il n'est pas utopique de penser qu'une telle évolution est possible.

Les récentes négociations sur la flexibilité de l'emploi ont permis de constater une évolution certaine des syndicats. Pour la première fois en France, sur des négociations de cette importance, une sorte de « *front uni* » s'est formé en effet entre la *CFDT*, la *CFTC*, *FO*, et la *CGC*. Seule la CGT est restée prisonnière *de ses dogmes et face à ses* archaïsmes idéologiques. Le niveau de responsabilité auquel sont parvenus les partenaires sociaux sur ce point est encourageant pour l'avenir si l'on veut que la France apporte une réponse efficace aux défis économiques, *industriels* et sociaux de notre temps.

En dépit des progrès considérables accomplis depuis les origines de *la Ve République*, la France n'est cependant pas encore arrivée au *niveau des sociétés industrielles plus* avancées en ce qui concerne les rapports sociaux. Le *grand* dessein de la participation, qui, dans le passé, a donné naissance aux comités d'entreprise, aux délégués du personnel, à l'extension des droits syndicaux, à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise, doit être poursuivi. Dès lors, il convient de mettre en place dès maintenant les textes qui auront à s'appliquer aussitôt que nous aurons à nouveau les responsabilités du pouvoir.

Vieille idée prophétique émise par le général de Gaulle dès la fin de la seconde guerre mondiale, la participation exprime une relation entre un individu et un groupe permettant à chacun d'accroître sa part de responsabilité et de liberté. Vieille idée, la participation paraît dès lors une idée étonnamment neuve. En vérité, *dans la période de crise que nous* traversons, aucune politique durable de redressement *économique ne* peut être entreprise si elle ne vise *aussi à plus de justice.*

C'est pourquoi nous devons entreprendre *une vigoureuse* action de promotion en faveur de la participa*tion. Voilà un grand enjeu particu*lièrement cher aux gaullistes et qui *devra se traduire concrètement sous* ces trois formes :

– l'*actionnariat en premier lieu* ; les dénationalisations seront l'occa*sion de le développer et les entre*prises privées seront incitées à suivre cet exemple ;

– l'intéressement en deuxième lieu ; la *participation des salariés* aux résultats de l'entreprise où ils travaillent *sera* affirmée comme un droit ;

– *l'expression directe en troisième* lieu ; les salariés doivent être impliqués dans la définition de leurs conditions de travail.

La *participation* est bien une idée à redécouvrir.

(*) *Ancien ministre, sénateur RPR.* Président du conseil général des Vosges.

La coopération n'est pas démodée

Des échecs récents de la coopération font oublier ses succès. Ceux-ci ne sont pas minces, portés par les besoins d'une société en mutation

par JACQUES MOREAU (*)

BIEN *qu'étant plus que cente*naire, la coopération est mal connue en France. Etant mal connue, elle est méconnue : certains ignorent sa diversité et la confondent avec tel ou tel des mouvements qui la constituent ; d'autres, au contraire, la confondent avec l'ensemble de l'économie sociale. La plupart ignorent ce qu'elle représente globalement. Ils ignorent encore plus que, loin d'être un phénomène français, la coopération sous ses diverses formes est largement présente dans tous les pays du monde, et particulièrement dans ceux du monde occidental.

La dernière assemblée *générale* du Groupement national de la coopération a été l'occasion de faire le point. N'en déplaise à telle ou telle critique, la coopération reste bien vivante, qu'il s'agisse des coopératives d'usagers, de *salariés* ou d'entreprises familiales.

Sans doute, les coopératives subissent-elles, comme l'ensemble de notre économie, les effets d'une conjoncture difficile. Elles n'en sont ni plus ni moins épargnées que les autres entreprises. Mais elles se battent pour les surmonter, et pour le faire en innovant. Comme les autres entreprises, elles connaissent *parfois* des échecs. Mais elles ont aussi à leur *actif de brillants succès.*

Deux observations :

La première est qu'il convient de remettre à leur place diverses initiatives dans le domaine des reprises d'entreprises en difficulté, et dont on peut dire, sans polémique inutile, que certaines, issues de préoccupations généreuses, s'étaient développées, contrairement aux traditions coopératives, sans l'aval des mouvements responsables. Dans d'autres cas, l'échec est *lié à la situation globale* d'un secteur de notre économie et n'est pas dû aux structures coopératives.

La seconde est que les gros titres sur des échecs font trop souvent oublier les succès de la coopération, qui traduisent sa pénétration progressive dans les secteurs ouverts sur l'avenir.

Cette vitalité de la coopération n'est pas due à des causes artificielles. Elle procède de la valeur de son éthique, de sa capacité à créer les outils répondant aux besoins profonds d'une société en pleine mutation, ainsi que de ses efforts de gestion.

Avec les mêmes « règles du jeu »

La coopération ne désire pas qu'on modifie à son avantage les « règles du jeu » de la vie économique telles qu'elles sont tracées par les pouvoirs publics. Elle veut seulement garder ce qui fait l'originalité de ses structures, et, par conséquent, elle souhaite que ces règles tiennent compte de ses particularités statutaires.

Ces particularités, communes à toutes les familles coopératives, sont fondées sur quelques idées simples. La coopérative est d'abord une association démocratique, où s'applique la règle « un homme-une voix », et qui gère une entreprise fondée sur le souci primordial du service à ses sociétaires, que ceux-ci soient des salariés (SCOP), des usagers (coopératives de consommateurs, coopératives d'habitation), des entreprises familiales (coopératives agricoles, coopératives d'artisans, de pêcheurs, etc.), pour ne citer que les plus connues. Elle se crée lorsqu'il existe un besoin *collectif* et que ceux qui le ressentent ont la volonté d'y faire face par une action collective et responsable.

Portée par l'évolution des aspirations de notre temps, la coopérative est capable de contribuer au redressement de notre économie. Citons quelques exemples :

D'abord la régionalisation. Faut-il rappeler que les grands réseaux bancaires coopératifs (crédits agricole, mutuel, populaire, coopératif) ont depuis longtemps anticipé cette évolution ? Constitués, comme dans les pays européens voisins, d'établissements régionaux et locaux, profondément ancrés dans les réalités locales, *ils ont été parmi* les premiers à privilégier l'action pour le *développement régional et, sans* oublier un nécessaire développement *de leurs relations internationales*, ils n'en maintiennent pas moins cette priorité.

Autre exemple, qui concerne le développement du secteur agro-industriel, dont tout le monde s'accorde à reconnaître la contribution qu'il apporte à l'équilibre de notre commerce extérieur et à la valorisation de notre production agricole. Faut-il rappeler le rôle historique dans ce domaine de la coopération agricole, appuyé par le crédit et les mutualités agricoles, et les actions multiples qu'elle a entreprises *pour le développer* ?

Autre témoignage qui touche au maintien *indispensable* du tissu industriel français, dont l'appauvrissement est une des *causes de nos difficultés* actuelles. Faut-il rappeler le *rôle de la coopération ouvrière*, en particulier pour la perpétuation d'entreprises *saines*, dont le chef n'a pas de successeur, ou pour la création *ex nihilo* de coopératives dans les secteurs innovants de l'économie ? Faut-il rappeler celui de la coopération artisanale pour structurer et développer ce vaste secteur, comme celui des autres formes de coopératives d'entreprises familiales ?

On pourrait trouver bien d'autres exemples, qu'il s'agisse de la pêche, de la distribution, du logement social, etc. Et je n'aurai garde d'oublier la coopération scolaire, qui est l'école de formation des coopérateurs.

Cela ne veut pas dire que, dans tel ou tel domaine, les entreprises coopératives, comme les entreprises privées des mêmes secteurs, ne seront pas conduites à opérer les « révisions déchirantes » qu'impliquent les mutations que connaît notre pays. Nous ne sommes pas partisans de l'acharnement *thérapeutique*. *Mais* la coopération reste bien vivante et demeure, pour les *jeunes* générations, l'un des moyens les plus *concrets à leur disposition pour* réaliser leurs idéaux.

(*) Président-directeur général du Crédit coopératif.

LU

« LA FIN DES HABITUDES », de Jacques Lesourne et Michel Godet

L'élasticité espace-temps

LES Mille Sentiers de l'avenir... Il y a cinq ans, Jacques Lesourne écrivait sous ce titre un ouvrage de prospective pour le public, alimenté en partie par le mégarapport qu'il patronna pour l'OCDE avec l'équipe d'Interfuturs. *La Fin des habitudes*, qu'il publie aujourd'hui en compagnie de Michel Godet, peut être consi*déré comme le deuxième tome des Mille Sentiers. Courageusement, l'auteur se remet en ques*tion, regarde si ce qui semblait *prévisible en 1980 l'est encore* aujourd'hui et les pièces du *puzzle qu'il faut déplacer pour* que les paysages de la société française d'ici à la fin du siècle aient plus de sens.

C'est sur l'élasticité espace-temps que l'on joue ici, notre *pays étant de plus en plus* dépendant du monde extérieur et *du rythme d'adaptation* de ses structures. *« Le vingt et unième siècle est maintenant plus près de nous que les événements de mai 1968. »* La formule invite mieux que tous les discours à mobiliser les esprits. Des touches claires apparaissent de plusieurs côtés : le nœud coulant énergétique s'est desserré ; la crise de l'endettement a été à demi surmontée et pourra sans doute être maîtrisée dans une décennie, comme le fut celle du pétrole ; les Etats-Unis ont retrouvé leur punch.

*Des touches sombres se pré*sentent ailleurs : l'Europe n'est *pas seulement menacée dans* son niveau de vie, mais aussi *dans son indépendance ; elle vit* mal ses mutations industrielles ; *les corporatismes (l'« oligopôle social »)* transfèrent du marché vers les *procédures bureaucrati*ques la *détermination d'une multitude de paramètres économi*ques ; les risques d'explosion de l'Amérique *latine* et du *monde* arabe se prolongent, comme la *dérive de l'Afrique* noire.

Quel effet d'ensemble ? J. Lesourne et M. Godet avancent deux propositions : 1) les éléments d'une croissance forte à l'horizon 1995 semblent en *train de se reconstituer sur les* décombres de la crise ; 2) cette *croissance retrouvée ne profitera* pas malheureusement à toutes *les régions du monde.*

Quant à la « crise », il faut *bien se rendre compte mainte*nant qu'elle n'est ni énergétique, *ni monétaire, ni* technologique, mais qu'il s'agit d'une crise socio-organisationnelle : elle est la conséquence des rigidités accumulées au cours du temps dans un monde en mutation. Pour en sortir, il faudra renouveler les représentations mentales, si bien que la mutation que nous vivons est une *formidable* occasion de changement et qu'elle est donc aussi porteuse d'*espoir.*

La « fin des habitudes », c'est le moins que puissent dire J. Lesourne et M. Godet en *ouvrant largement les perspec*tives qui seront détaillées ensuite *au fil des chapitres par une* brillante phalange d'analystes (1). Ces derniers rechercheront les *« nœuds de l'interdépendance »*, feront tourner le *« kaléidoscope international »*, décriront les *« batailles de l'intérieur entre les mutations et les rigidités »* et les *« voies de la France »*. Vivier très riche où puiser des réflexions sur des sujets de haut niveau qui nous tenaillent, et qu'abordent si peu, hélas ! les hommes politiques.

PIERRE DROUIN.

★ Seghers, 492 pages, 95 F.

(1) Voici la liste des auteurs qui ont apporté leur contribution à cet ouvrage, outre MM. Godet et *Lesourne* : Mme Ancelin, MM. Bourricaud, Bressand, Cazes, Despralries, Develle, Dubuis, Duchêne, Giri, Grewlich, H. de Jouvenel, Lellouche, Noiville, Pham Van Phi, Richonnier, Robin, Ruyssen, Chassan, Salame, Stoffaes.

étranger

EUROPE

Suède

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

• Les sociaux-démocrates de M. Palme conservent le pouvoir
• Nette progression du bloc « bourgeois »

De notre correspondant

Stockholm. – *« Le modèle suédois a tenu, nous avons gagné la bataille de la société de bien-être contre la droite néolibérale ! »* M. Olof Palme conserve le pouvoir, mais il ne peut se targuer d'une victoire « éclatante ». Avec 44,9 % des suffrages, les sociaux-démocrates perdent 0,7 % par rapport à 1982 et 7 des 166 sièges qu'ils contrôlaient dans le Parlement sortant. De son côté, le Parti communiste accuse un très léger recul (5,4 % contre 5,6 %) et perd 1 mandat (19 contre 20). En trois ans, l'écart entre le bloc socialiste et le bloc bourgeois est ainsi passé, en pourcentage de voix, de 6,2 % à 1,4 %, et en sièges de 23 à 7. Les résultats définitifs des élections générales du 15 septembre ne seront connus que mercredi, lorsque les suffrages des quelques milliers de Suédois qui ont choisi de voter, dimanche encore, par la poste auront été décomptés.

Le score de la gauche, au plan national, était en gros attendu, de même que sa défaite aux élections municipales à Malmö, la troisième ville du pays, gérée par les sociaux-démocrates depuis soixante-six ans et où un petit mouvement populiste, le Parti de la Scanie – qui préconise l'indépendance de la province, son ralliement à l'OTAN et au Marché commun et l'installation de missiles américains sur son sol – a fait pencher la balance en faveur des « bourgeois ».

En revanche, l'ampleur des bouleversements qui se sont produits au sein de l'opposition « bourgeoise » n'était pas du tout prévue. On tablait il y a quelques mois sur une forte poussée conservatrice. Or le grand vainqueur du scrutin est le Parti libéral qui, avec 14,3 % des voix, fait un bond en avant de 8,4 % et obtient cinquante et un sièges, soit trente de plus qu'en 1982. Ce succès est lié à la personnalité et à la popularité montante de son chef de file. M. Bengt Westerberg, quarante-deux ans, élégant, plutôt beau garçon, mesuré dans ses propos, cet ancien secrétaire d'État au budget a mené une campagne énergique en sillonnant le pays de long en large avant de devenir, dans les trois semaines précédant le scrutin, une vedette du petit écran, où il s'est employé à incarner la voix de la sagesse et de la modération dans un débat trop polarisé et dominé par les sociaux-démocrates et les conservateurs, qui reléguaient les autres partis au rang de figurants.

Recul des centristes

Alors que les deux principaux protagonistes du débat politique bataillaient sur l'avenir de l'État-providence, les libertés, les privatisations et la pression fiscale, M. Westerberg a soigneusement évité de noyer le public dans les chiffres. Il a tenu un langage volontairement « humain » et insisté sur *« le profil social d'une politique non socialiste »*, en présentant des revendications concrètes comme *« le droit à une chambre particulière »* pour les personnes âgées dans les hospices. Il n'aurait sans doute pas réalisé un résultat aussi remarquable si bon nombre d'électeurs bourgeois n'étaient pas las du blocage de la vie politique suédoise.

Le premier ministre va-t-il choisir de coopérer avec les communistes comme naguère ou avec les libéraux, les véritables grands vainqueurs du scrutin ?

Mais la victoire enregistrée par les libéraux s'est faite en très grande partie aux dépens des deux autres partis non socialistes, les centristes (ex-agrariens) et les conservateurs. Les premiers ne cessent de perdre du terrain depuis douze ans. En 1973, ils avaient obtenu plus de 25 % des suffrages. En 1976, leur leader, M. Thorbjörn Fälldin, avait réussi à « limiter les dégâts » en promettant de démanteler les centrales nucléaires suédoises. Une fois au pouvoir, il dut faire marche arrière, car ses partenaires libéraux et conservateurs n'étaient pas du même avis, et cette querelle sur l'atome industriel provoqua en 1978 la chute de la coalition tripartite qui avait mis fin à quarante-quatre ans de régime social-démocrate.

Depuis, le recul des centristes n'a fait que s'accentuer. Ils obtiennent cette fois seulement 12,5 % des voix, soit près de 5 % de moins qu'en 1982, bien qu'ils aient conclu un accord électoral technique avec le Parti chrétien-démocrate (KDS), ennemi déclaré de l'avortement et de l'alcool. Par le biais de cette alliance, pas très bien vue d'ailleurs par nombre de militants centristes, le leader du KDS, M. Alf Svenson, fait son entrée au Parlement. Pour les centristes, ce nouvel échec est cuisant et ne sera sans doute pas sans conséquence pour l'avenir politique de Fälldin.

Les conservateurs sont la « seconde victime » du raz de marée libéral au sein du bloc bourgeois. *« Sur bien des points, les libéraux ont le même programme que nous*, déclarait dimanche soir le dirigeant conservateur, M. Ulf Adelsohn, en qui beaucoup voyaient, il y a seulement quelques mois, le futur premier ministre, *mais nous avons peut-être commis l'erreur de présenter trop en détail nos propositions sur les réductions des dépenses publiques, les allégements fiscaux et la baisse de diverses allocations ou suventions. Ceci a permis aux sociaux-démocrates de nous prendre pour cibles, de nous accuser de vouloir renverser la société de bien-être et de déformer sciemment nos propositions avec le concours des médias. »*

Le résultat des élections aura été une douche froide pour ce parti qui progressait régulièrement depuis 1970 et qui était crédité cet été de près de 30 % des intentions de vote. Il ne recueille que 21,4 % des suffrages, soit 2,3 % de moins qu'en 1982 et perd dix des quatre-vingt-six sièges qu'il contrôlait à l'Assemblée. Le score des conservateurs et celui des libéraux paraissent indiquer que, si les Suédois critiquent certains aspects de leur système fiscal et social et souhaitent des réformes, ils ne sont pas disposés à l'abandonner.

Un social-libéralisme

Dans le Parlement sortant, la situation du gouvernement minoritaire de M. Palme était relativement confortable. Les députés sociaux-démocrates étaient plus nombreux que les groupes conservateur, centriste et libéral réunis. Le cabinet ne pouvait donc être mis en minorité que si les vingt députés communistes faisaient cause commune avec les bourgeois – ce qui ne s'est jamais produit. Dans la nouvelle Assemblée, la situation sera différente et plus délicate. Les socialistes, affaiblis, dépendront directement du bon vouloir des communistes, et ceux-ci ont déjà fait savoir qu'ils n'accorderaient aucun soutien inconditionnel. *« Ce n'est pas nouveau pour nous*, a souligné M. Palme. *Depuis 1932, les sociaux-démocrates ont gouverné la Suède pendant quarante-sept ans, et pendant quarante et un ans nous étions en minorité. »*

Reste à savoir si le premier ministre, qui présentera son nouveau cabinet début octobre, va choisir de coopérer au Parlement avec les communistes ou avec les libéraux. Il a rappelé que sa main *« était toujours tendue »* et que *« la défaite des idées néo-libérales au scrutin du 15 septembre et la renaissance d'un social-libéralisme pouvaient contribuer à détendre l'atmosphère politique tendue de ces dernières années, et éventuellement faciliter les travaux parlementaires »*. De son côté, M. Westerberg, désormais en position de force, a déclaré que *« les sociaux-démocrates avaient tout intérêt à se rapprocher des libéraux »*. Clin d'œil ? Il n'est pas exclu que ces élections et le rééquilibrage des forces qu'elles ont entraîné au sein du camp bourgeois, où les deux *« partis du milieu »*, comme on les appelle ici, sont à présent plus forts que les conservateurs, conduisent à terme à une décrispation de la vie politique qui est sans doute souhaitée par la majorité des Suédois.

Les succès de la politique économique menée par le ministre des finances, M. Feldt, dans le sillage de la dévaluation de 16 % de la couronne après les élections de 1982, ne sont pas étrangers aux résultats des sociaux-démocrates à ces élections générales. Mais le déficit croissant de la balance des paiements cette année impose, dans les mois qui viennent, des mesures d'austérité visant à freiner la consommation. On voit difficilement les communistes, aussi eurocommunistes soient-ils, approuver sans broncher ces mesures. La marge de manœuvre de M. Palme est étroite.

ALAIN DEBOVE.

LA RÉPARTITION DES SIÈGES

Voici la répartition des sièges au nouveau Parlement suédois. Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre des sièges détenus par chaque parti dans le Parlement sortant.

Sociaux-démocrates	159	(166)
Conservateurs	76	(86)
Libéraux	51	(21)
Centristes	44	(56)
Communistes	19	(20)
Verts	0	(0)

Pologne

LE PÈLERINAGE DES OUVRIERS A CZESTOCHOWA

L'Église confirme son attitude de fermeté à l'égard du pouvoir

Plusieurs dizaines de milliers de personnes (de quarante mille à cent mille selon les estimations) ont participé dimanche 15 septembre au pèlerinage annuel des ouvriers à Czestochowa, et en ont profité pour proclamer leur fidélité à Solidarité. Le président du syndicat dissous, M. Lech Walesa, pourtant théoriquement assigné à résidence à Gdansk, participait au rassemblement et a été ovationné. Le cardinal Gulbinowicz, archevêque de Wroclaw, et l'évêque de Gdansk, Mgr Goclowski, ont concélébré la cérémonie – alors que l'an dernier aucun membre de la hiérarchie épiscopale n'était présent.

A l'époque – on était alors au lendemain d'une amnistie quasi-générale des prisonniers politiques, – l'Eglise avait manifesté le souci de ne pas irriter les autorités, mais depuis la situation a nettement évolué. Le refus de toute ouverture de la part du pouvoir, l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions répressives, la reprise des arrestations et des procès, ont, semble-t-il, amené les responsables de l'Eglise à adopter une attitude plus déterminée. Les efforts déployés par le gouvernement pour inciter la hiérarchie épiscopale à appeler à voter lors des élections législatives du 13 octobre prochain n'ont ainsi donné aucun résultat, et le ton des homélies prononcées à Czestochowa confirme cette impression de fermeté.

S'adressant à la foule, d'où émergeaient de nombreuses banderoles réclamant notamment la libération des prisonniers politiques ou le retour au pluralisme syndical, l'évêque de Gdansk a reproché aux autorités de *« violer les droits de l'homme »*, et de *« rejeter sans cesse sur le peuple la responsabilité des erreurs et des déformations qui se répètent continuellement »*.

D'autre part, le cardinal Gulbinowicz, – connu il est vrai pour être l'un des prélats les plus dynamiques – s'est associé à M. Lech Walesa pour adresser au pape Jean-Paul II un télégramme évoquant notamment le droit aux libertés syndicales.

Une trentaine d'« anciens » dirigeants de Solidarité ont participé aux côtés de M. Walesa à ce rassemblement, le plus important depuis les imposantes obsèques du Père Popieluszko, victime en octobre 1984 de trois officiers de la police politique. Des forces de police avaient été déployées en grand nombre à proximité de la foule qui scandait des slogans désormais classiques – *« Pas de liberté sans Solidarité »*, etc. – mais il n'y a pas eu d'incident.

Le même jour, l'épiscopat a fait lire dans toutes les églises de Pologne une lettre pastorale consacrée à la presse et à l'information. Les évêques évoquent en particulier les nouvelles restrictions imposées à la presse catholique indépendante (il s'agit non seulement d'une censure particulièrement vigilante mais aussi de sévères limitations de papier) et dénoncent par la même occasion *« les médias qui propagent consciemment des mesonges »*.

A Varsovie, M. Jacek Kuron, fondateur du KOR et ancien conseiller de Solidarité, a été interrogé pendant quatre heures par des policiers qui l'ont mis en garde à la suite de ses récentes activités. De nombreux autres signataires d'un appel à boycotter les prochaines élections, parmi lesquels MM. Marian Jurczyk et Marek Edelman, ont été l'objet d'interpellations et d'avertissements du même ordre.

J.K.

Italie

La visite du chancelier autrichien a été dominée par le problème du Haut-Adige

Le chancelier autrichien, M. Fred Sinowatz, a effectué, les jeudi 12 et vendredi 13 septembre, une visite officielle à Rome, la première d'un chef de gouvernement autrichien depuis celle du chancelier Schuschnigg il y a cinquante ans... M. Sinowatz avait reçu à Vienne le président du conseil italien, M. Bettino Craxi, en avril 1984.

L'objectif de cette visite était de donner une nouvelle impulsion à la coopération bilatérale entre les deux pays, sur le plan des transports notamment. Elle a néanmoins été dominée par le problème qui empoisonne depuis quarante ans les relations austro-italiennes : celui du Haut-Adige, cette province italienne peuplée majoritairement de germanophones que les Autrichiens appellent le Tyrol du Sud.

« Ces questions restent ouvertes, a déclaré M. Craxi. *Nous chercherons à leur trouver des solutions conformes aux engagements pris et à l'esprit d'amitié et de confiance... »*

La très large autonomie accordée à la province du Haut-Adige à la suite des négociations entre les deux gouvernements a créé un malaise au sein de la minorité italienne qui vit dans cette région. Celui-ci s'est traduit par une victoire électorale des néo-fascistes à Bolzano, capitale de la province, lors des élections municipales du printemps dernier. Le gouvernement italien, depuis, freine très sérieusement la mise en œuvre des mesures allant vers une autonomie complète du Haut-Adige, provoquant par là une certaine irritation à Vienne.

A l'issue de sa visite officielle, le chancelier autrichien a été reçu, samedi au Vatican, par le pape Jean-Paul II.

L. R.

Bulgarie

FORTE HAUSSE DE PRIX

Sofia *(AFP)*. – Le gouvernement bulgare a annoncé, dimanche 15 septembre, une forte hausse des prix portant sur l'énergie électrique, les combustibles, l'eau, les boissons alcoolisées et certains produits alimentaires.

Les difficultés provoquées par une sécheresse de trois ans et un hiver particulièrment froid sont invoquées pour justifier ces mesures.

Le prix de l'énergie électrique augmente de 58 % pour le secteur d'État et de 41 % pour les particuliers. Les prix de l'essence et du gazoil augmentent de 35 %. Celui de l'eau potable utilisée dans l'industrie quadruple et augmente de 80 % pour les particuliers.

D'autre part, l'importation de boissons alcoolisées sera réduite et leurs prix seront « considérablement » augmentés, indique l'agence officielle. Le prix des cigarettes importées et de la bière de luxe augmentent de 35 %, le prix du café et de la viande de porc progressent également.

APRÈS LA VISITE DE M. BAYLET EN ALBANIE

Un accueil chaleureux, des perspectives modestes

De notre envoyé spécial

Tirana. – En recevant pour la première fois depuis près de quarante ans un membre du gouvernement français, en la personne de M. Jean-Michel Baylet *(le Monde* des 15-16 septembre), les dirigeants albanais n'ont pas fait les choses à moitié. L'accueil a été chaleureux, exceptionnel même par le nombre des personnes invitées par la même occasion : vingt-sept journalistes, une vingtaine d'hommes d'affaires et des personnalités aussi diverses que Mme Saint-Laurent – la mère du couturier – ou le professeur Jacques Ruffié, sans compter les « amis » de l'Albanie comme M. Robert Escarpit. Le secrétaire d'Etat français y a vu le signe de l'importance accordée à sa mission, et a pris soin de souligner que la délégation française a été reçue avec nettement plus d'égards que le sous-secrétaire d'Etat italien venu à Tirana en mai dernier.

De leurs entretiens avec les officiels albanais, les Français tirent des conclusions sans surprise. L'Albanie se dit déterminée à suivre le chemin tracé par Enver Hodja, mort au printemps : nationalisme exacerbé, indépendance et refus de toute relation avec les superpuissances. Que M. Gorbatchev ou un autre soit présent à Moscou n'y changera rien.

M. Baylet s'est félicité de la franchise des discussions et est reconnaissant à ses interlocuteurs de s'être exprimés clairement, sans recours à la langue de bois.

Naturellement, le désir de développer les échanges économiques a été souligné de part et d'autre. Mais c'est plus facile à dire qu'à faire, et certains industriels français ont regretté de n'avoir été nullement invités aux entretiens qui les concernaient. La CGE souhaiterait pouvoir obtenir un nouveau contrat pour la construction d'un barrage, comme celui de Komani, actuellement en chantier. Les cinq ingénieurs français qui sont sur place sont très satisfaits du grand soin que leurs hôtes albanais prennent d'eux, et estiment que les responsables du chantier font preuve de beaucoup de compétence, même s'ils manquent d'équipements et de moyens modernes.

Les Albanais sont d'ailleurs très conscients de leur retard ; ils cherchent par exemple à moderniser leurs cimenteries, qui fonctionnent selon des procédés antiques ; ils savent aussi qu'ils devront bien finir par équiper l'aéroport de Tirana d'un système de radarisation moderne...

Le problème, c'est qu'ils veulent aussi vendre, et donc imposer des compensations, tout en refusant de tenir compte, dans ce troc, des produits qui trouvent naturellement preneur sur le marché – comme le cuivre et le chrome. Restent les cuisses de grenouilles, les racines de bruyère, les tissus, et, surtout, le naphta et d'autres produits pétroliers. Au total, des échanges modestes, et qui devraient se développer modestement, car la concurrence, italienne en particulier, est vive.

J. K.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F.
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

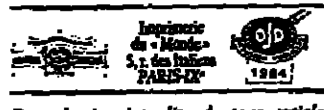
Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 90 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

PROCHE-ORIENT

Cisjordanie

Expulsion vers la Jordanie de dix-huit anciens détenus palestiniens

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël a expulsé, dimanche 15 septembre, vers la Jordanie dix-huit anciens détenus palestiniens libérés en mai dernier lors du vaste échange de prisonniers conclu avec l'organisation d'Ahmed Jibril. Ils appartiennent à un groupe de trente personnes installées après leur libération en Cisjordanie et à Gaza, mais qui, au regard de la loi israélienne, n'étaient résidents ni d'Israël ni des territoires occupés. Huit avaient déjà quitté le pays, et la Cour suprême venait de repousser l'appel interjeté par onze autres.

Le cas des expulsés est particulier. Originaires des régions conquises par Israël pendant la guerre de 1967, ils ne s'y trouvaient *pas à l'époque*. L'autorité d'occupation n'avait donc pas pu les enregistrer. Ils s'infiltrèrent par la suite en Cisjordanie et à Gaza, y commirent des *« crimes contre la sécurité »*, pour lesquels ils furent condamnés et emprisonnés. Lors de l'élargissement, sous l'égide de la Croix-Rouge, de ces détenus considérés par Israël comme des citoyens jordaniens, l'organisation humanitaire avait promis de faire son possible pour leur trouver un pays d'accueil dans les trois mois. Ce délai étant écoulé, Israël s'est estimé libre, après l'aval de la Cour suprême, de procéder aux expulsions.

Trois autres Palestiniens, quant à eux résidents de Cisjordanie, sont sous le coup d'un ordre d'expulsion. Ils ont, eux aussi, saisi la Haute Cour. Depuis 1980, aucun habitant des territoires occupés muni de papiers en règle n'a été déporté. Le mois dernier, M. Khalil Abou Zyad, menacé d'expulsion, avait préféré s'exiler volontairement pendant trois ans aux termes d'un compromis avec les autorités israéliennes.

J.-P. L.

● RECTIFICATIF. — Une erreur de transmission a rendu incompréhensible la deuxième phrase de l'article où notre correspondant à Jérusalem faisait le bilan d'un an d'union nationale (*le Monde* du 14 septembre). Il fallait lire : *« Le verdict des urnes ayant renvoyé dos à dos le Likoud et les travaillistes, la classe politique se résignait au compromis historique. »*

OPPOSANTS IRANIENS EN EXIL

Les Moudjahidins du peuple songeraient à transférer leurs bureaux à Garges-lès-Gonesse

Polémique à Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise) autour de la vente d'un ancien immeuble de la société Manpower, inoccupé depuis près de cinq ans, situé dans la zone industrielle de la Muette ; au total 5 000 mètres carrés, vendus 4,8 millions de francs et implantés entre une cité de 12 000 habitants et le parking d'une grande surface. Cet immeuble sera-t-il le futur centre opérationnel des Moudjahidins du peuple d'Iran ou un simple bâtiment à usage d'habitation destiné à des réfugiés iraniens ?

Pour M. Jean-Louis Leveau, conseiller municipal RPR (le maire est M. Henry Cukierman, communiste), il s'agirait ni plus ni moins de l'installation à Garges du bureau européen des Moudjahidins du peuple, établi depuis le 31 juillet 1981 non loin de là, dans le même département, à Anvers-sur-Oise, dans un pavillon appartenant au propre frère du dirigeant des Moudjahidins, M. Massoud Radjavi.

S'appuyant sur des témoignages de riverains, qui auraient remarqué des allées et venues autour de l'immeuble depuis une quinzaine de jours, le conseiller municipal affirme que l'organisation aurait demandé trois cents lignes téléphoniques et qu'elle n'en aurait obtenu, pour l'instant, qu'une quinzaine.

S'inquiétant de cette implantation à proximité d'une cité déclarée îlot sensible, M. Jean-Louis Leveau pose le problème de la sécurité : *« Avec ses 44 % d'immigrés et ses cinquante-quatre ethnies, la cité de la Muette a déjà été baptisée les Minguettes de Garges. »*

Pour M. Leveau, la raison de cette transaction est simple : le pavillon d'Auvers-sur-Oise ne suffit plus. Des propos qui ont immédiatement fait réagir le bureau des Moudjahidins du peuple. Dès samedi 14 septembre, il faisait paraître un communiqué indiquant, que si l'acheteur était bel et bien iranien, il s'agissait en fait d'un commerçant exilé, lié au foyer Tohidi des corporations du Bazar de Téhéran (une émanation des Moudjahidins), qui souhaitait « à titre personnel » transformer le bâtiment en logements loués à bas prix à d'autres réfugiés iraniens.

Quant à lui, l'acheteur, M. Ebrahim Mazandarani (1), en France depuis quatre ans, regrette la publicité faite autour de son projet, *« qui risque maintenant de faire échouer une action personnelle, purement humanitaire, destinée à soulager la souffrance des réfugiés »*. Le projet concernerait trente à quarante familles, dont la plupart des membres ont été exécutés, tel cet Iranien de quatre-vingt-trois ans, en France depuis un an, qui a perdu ses trois fils. L'épouse et un des fils de M. Mazandarani ont été eux-mêmes torturés dans les prisons de l'imam Khomeiny.

Les craintes de M. Jean-Louis Leveau, qui risquent de s'étendre dans la population, sont peut-être en rapport avec la polémique opposant la municipalité au ministère de l'intérieur. Ce dernier a, en effet, décidé de supprimer la brigade de gendarmerie de Garges-lès-Gonesse, qui, avec 40 185 habitants, ne possède aucun commissariat de police (*le Monde* du 24 juillet). D'où la question posée par l'élu RPR : *« Ce renfort de population particulière sera-t-il suivi d'un renfort de policiers et permettra-t-il à la brigade de gendarmerie actuelle de rester à Garges ? »*

JACQUELINE MEILLON.

(1) M. Ebrahim Mazandarani a longtemps cohabité à Auvers-sur-Oise avec M. Massoud Radjavi. Il est devenu récemment le responsable des comptes bancaires de l'organisation des Moudjahidins, et son nom figure en tant que tel au bas des appels à des dons publiés dans leur hebdomadaire en langue persane.

AFRIQUE

République sud-africaine

Vif débat autour de la rencontre entre des hommes d'affaires et l'ANC

La rencontre qui a eu lieu vendredi 13 septembre en Zambie entre des hommes d'affaires sud-africains de premier plan et des responsables du Congrès national africain (ANC) a suscité une nouvelle condamnation du chef de l'Etat, M. Botha, qui a déclaré au journal progouvernemental *Beeld* : *« Je ne peux naturellement pas interdire aux hommes d'affaires de discuter avec ces gens s'ils le désirent. Mais je ne sais s'ils vont parvenir à autre chose qu'à montrer des signes de faiblesse aux ennemis de l'Afrique du Sud »*, a-t-il dit.

De son côté, M. Frederick Van Zyl Slabbert, dirigeant du Parti fédéral progressiste (PFP, opposition blanche libérale), estime que ces entretiens pourraient constituer les premiers pas d'une politique de négociations que souhaite sa formation.

Le Front démocratique unifié (UDF, réunissant quelque sept cents organisations anti-apartheid) et le mouvement La conscience noire ont indiqué, pour leur part, qu'ils se prononceront plus tard sur les entretiens de Zambie.

Un porte-parole de l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO) assure, pour sa part, que les hommes d'affaires ont rencontré l'ANC pour *« sauvegarder les intérêts du capitalisme dans une société injuste »*.

La situation était relativement calme dimanche 15 septembre tandis que se développait le débat sur l'initiative des hommes d'affaires, longuement commentée par la presse nationale. Les 746 élèves noirs arrêtés la semaine dernière à Soweto ont été relâchés après que leurs parents se furent engagés à ne pas les laisser boycotter les cours.

Deux bombes atomiques par an ?

Un article paru dans le magazine *Optima*, publié par l'Anglo-Américain Corporation, fait sensation.

L'Afrique du Sud est en mesure de fabriquer deux bombes atomiques par an à partir de combustibles nucléaires produits par une usine secrète d'enrichissement d'uranium, y affirme M. David Fisher, un ancien directeur général adjoint de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui fut aussi un diplomate sud-africain. Selon lui, l'Afrique du Sud a trois réacteurs nucléaires en activité, qui font l'objet d'examens de la part des experts de l'AIEA. Le site expérimental de Valindaba, proche de Hartebeespoort Dam (province du Transvaal), pourrait produire suffisamment d'uranium enrichi pour permettre la fabrication de plusieurs engins nucléaires.

Les inspecteurs de l'AIEA ne sont pas autorisés à visiter ces installations.

La capacité de l'Afrique du Sud à fabriquer des bombes atomiques est considérée par beaucoup de pays, *« et tout particulièrement par les nations africaines, comme un moyen d'intimidation »*, constate M. Fischer, ajoutant cependant qu'un éventuel usage de la bombe atomique par Pretoria n'était guère plausible, en l'absence de *« cible crédible »*. *(AFP).*

Mozambique

Maputo est convaincu que Pretoria continue de soutenir les « bandits armés »

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Le sommet des six pays de la « ligne de front » (1), qui s'est réuni, le dimanche 15 septembre, à Maputo, au Mozambique, a porté à sa présidence M. Kenneth Kaunda, le chef de l'Etat zambien, qui succède à M. Julius Nyerere, son homologue tanzanien, qui doit, début novembre, se retirer de la vie politique. Cette courte rencontre a permis aux membres de cette alliance de faire le point sur les derniers développements de la situation en Afrique du Sud et au Mozambique, à la veille du voyage officiel aux Etats-Unis de M. Samora Machel, le chef de l'Etat mozambicain.

En mars, à Lusaka, les pays de la « ligne de front » avaient décidé d'apporter leur soutien au Mozambique, *« compte tenu de la détérioration de la situation »*. En juin, à Harare, le Zimbabwe et la Tanzanie s'étaient engagés, dans le cadre de la *« coopération régionale »*, à accroître leur assistance militaire au régime de Maputo.

Bien que les dirigeants de Harare taisent le nombre de leurs soldats engagés au Mozambique dans des opérations de maintien de l'ordre, on estime celui-ci à dix mille, soit environ le quart des effectifs de l'armée zimbabwéenne.

Selon la radio mozambicaine, ces opérations conjointes ont commencé le 1er juillet. Elles ont abouti, dans les provinces de Sofala, du Zambèze et de Manica, à la prise de plusieurs camps de la Résistance nationale du Mozambique (RNM) et, le 28 août, après cinq heures de combats, à la chute de son quartier général, la « Casa Banana », dans les montagnes de Gorongoza. Le porte-parole de la guérilla a dû admettre cette défaite sous couvert de *« repli stratégique »*. Conséquence de cette déroute ? Vingt-quatre otages étrangers, parmi lesquels treize Portugais, viennent d'être libérés par les « bandits armés ».

Engagés dans cette campagne de grande envergure qui menace maintenant le camp de Gogogo, considéré comme le siège de l'« académie militaire » de la RNM, les responsables de Maputo évitent de crier trop tôt victoire. Les « bandits armés » se sont encore manifestés la semaine dernière dans les faubourgs mêmes de la capitale en détruisant trois usines.

La saisie de divers documents et équipements, lors de la prise du quartier général de la RNM, a fini de convaincre les autorités de Maputo que l'Afrique du Sud continue de soutenir, directement ou indirectement, les « bandits armés » après la signature, en mars 1984 à Nkomati, d'un pacte de non-agression avec le Mozambique. Le régime de Pretoria serait en train de négocier discrètement avec son voisin mozambicain des sauf-conduits pour un « nombre significatif » de mercenaires étrangers, déjà prisonniers ou menacés de l'être. M. Louis Nel, vice-ministre sud-africain des affaires étrangères, s'était rendu, le 19 août, à « Casa Banana » pour tenter, avait-il dit, de renouer le dialogue entre les deux adversaires. En vain.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

Zaïre

UN MILITANT SOCIALISTE BELGE CONDAMNÉ A DIX ANS DE PRISON POUR « COMPLOT »

Kinshasa *(AFP)*. — M. Ronald Van den Bogaert, ressortissant belge, âgé de trente-huit ans, et militant du parti socialiste flamand, a été condamné samedi 14 septembre, par la Cour de sûreté de l'Etat, à dix ans de détention pour propagande *« séditieuse »* et *« complot contre la sûreté de l'Etat »*.

M. Van den Bogaert avait été arrêté le 18 juillet, à son arrivée à l'aéroport de Kinshasa, en possession de cassettes contenant des propos jugés *« séditieux »* destinés à des opposants zaïrois. La cour lui a également reproché ses activités *« publiques et clandestines »* en Europe en faveur du parti d'opposition interdit, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS).

ASIE

Philippines

UN ATTENTAT A LA GRENADE DANS UNE VILLE DU SUD AURAIT FAIT VINGT-CINQ MORTS.

L'explosion de trois grenades dans une salle de cinéma de Maranding (île de Mindanao, sud de l'archipel), dimanche 15 septembre, a fait au moins vingt-cinq morts et cent blessés dont plusieurs enfants, a rapporté la presse de Manille, qui a attribué cet attentat à des insurgés appartenant soit au Front de libération national Moro, à prédominance musulmane, soit au mouvement communiste.

D'autre part, les proches des quelque six cents Philippins présumés enlevés par les militaires ces dernières années ont créé samedi une organisation : Familles des victimes de disparitions involontaires (FIND).

Enfin, des soldats philippins lancés à la poursuite de maquisards communistes ont décapité cinq personnes, dont un prêtre rebelle, et ont ensuite défilé en exhibant les têtes coupées sur des piques de bambou, ont déclaré à une commission d'enquête ecclésiastique des habitants du village de Bakun, à 250 km au nord de Manille. Le chef des forces armées, le général Ramos a ordonné une enquête sur ces *« actes barbares »*. Le général Tomas Dumpit, commandant de la région concernée, a cependant démenti les allégations des villageois. — *(AFP, Reuter.)*

Chine

DIX « VÉTÉRANS » DU BUREAU POLITIQUE PRENNENT LEUR RETRAITE

Pékin. *(AFP)*. — Soixante-quatre dirigeants chinois, dont dix « vétérans » de la révolution chinoise, membres du bureau politique du PC, ont démissionné de leurs fonctions au sein du comité central a annoncé, lundi 16 septembre, l'agence Chine nouvelle. Les dix « vétérans » démissionnaires abandonnent aussi de fait leurs fonctions au sein du bureau politique. Ce sont les maréchaux Ye Jianying, Nie Rongzhen et Xu Xiangian, MM. Ulanhu, Wang Zhen, Wei Guoqing, Li Desheng, Song Renqiong, Zhang Tingfa ainsi que Mme Deng Yingchao, la veuve de Chou En-lai, a indiqué Chine nouvelle.

Ces démissions, justifiées officiellement par le grand âge des intéressés, ont été entérinées par la session plénière du comité central du PCC qui s'est tenue lundi, a indiqué Chine nouvelle, qui a ajouté que la conférence nationale extraordinaire du PCC — la deuxième de son histoire — s'ouvrirait mercredi à Pékin. Avant ces démissions, le bureau politique du PC comptait vingt-quatre membres et le comité central trois cent quarante-quatre membres.

Thaïlande

LEVÉE DE L'ÉTAT D'URGENCE

Bangkok *(AFP)*. — Les autorités thaïlandaises ont décidé de lever, lundi, l'état d'urgence décrété il y a une semaine au cours d'une tentative de putsch militaire. Considérant que la tension était suffisamment retombée, elles ont annoncé aussi la levée de l'alerte permanente des forces armées.

D'autre part, l'ex-colonel Manoon Ruepkachorn, considéré comme le principal instigateur de la tentative de coup d'Etat, a quitté Singapour pour Francfort, a déclaré samedi un porte-parole de l'armée thaïlandaise. L'ancien officier avait été autorisé par les autorités thaïlandaises à se rendre à Singapour après le coup d'Etat manqué de façon à *« apaiser les tensions »*.

Le porte-parole de l'armée a précisé que les deux sergents suspectés d'avoir pris part au complot et qui avaient accompagné l'ex-colonel Ruepkachorn à Singapour, sont revenus samedi à Bangkok. Les deux hommes, dont l'identité n'a pas été révélée, ont été conduits dans les locaux de la police de Bangkok pour y être interrogés.

Maroc

QUAND M. KADHAFI RECRUTE PAR ANNONCES...

Casablanca *(AP)*. — Un avis de recrutement de *« révolutionnaires »* figurait en bonne place dimanche 15 septembre à la une de l'organe de l'opposition socialiste *Al Ittihad Al Ichtiraki* paraissant à Casablanca.

L'avis, qui émane de la représentation libyenne à Rabat, précise que ces « révolutionnaires » seront incorporés dans les rangs de la *« garde verte internationale »* appelée à accompagner *« le révolutionnaire international »* Kadhafi lors de sa prochaine visite aux Nations unies, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'organisation.

L'avis de recrutement s'adresse aux *« révolutionnaires qui refusent la soumission et l'humiliation »*. Ils doivent adresser leurs candidatures au siège du « Centre international de lutte contre l'impérialisme, le sionisme, le racisme et le fascisme » à Tripoli.

Al Ittihad Al Ichtiraki est le seul quotidien marocain à publier cet avis. Le Maroc est lié à la Libye par un traité *« d'union d'Etat »* depuis août 1984

A TRAVERS LE MONDE

El Salvador

● *L'ENLEVEMENT DE LA FILLE DU PRESIDENT DUARTE.* — M. *Jose Napoleon* Duarte a déclaré, le 15 septembre, à l'occasion du cent soixante-quatrième anniversaire de l'indépendance de l'Amérique centrale, que l'enlèvement de sa fille aînée, Mme Ines Guadalupe Duarte et de son amie Ana Villeda, mardi dernier à l'université de San-Salvador devait servir à accélérer la pacification du pays. Les ravisseurs n'ont toujours pas révélé leur appartenance et n'ont pas formulé leurs revendications. Lors de cette première apparition publique depuis l'enlèvement de sa fille, le chef d'Etat est allé jusqu'à déclarer qu'il offrait sa fille en sacrifice *« au nom de la démocratisation, dont le but est d'aboutir à la paix pour le peuple salvadorien »*. — *(AFP, UPI.)*

Liban

● QUATORZE MORTS ET VINGT-SEPT BLESSÉS DANS DES COMBATS A TRIPOLI. — *Quatorze* personnes, dont huit militaires, ont été tuées et vingt-sept autres blessées dans de violents accrochages qui opposent depuis dimanche soir 15 septembre, dans le chef-lieu du Liban du Nord, deux milices rivales. Ces combats mettent aux prises le Mouvement d'unification islamique (MUI, intégristes sunnites) et le Parti arabe démocratique (PAD, prosyrien). — *(AFP.)*

Libye

● LE COLONEL KADHAFI AURAIT ÉTÉ LA CIBLE D'UNE TENTATIVE D'ASSASSINAT. — Selon l'agence officielle égyptienne Mena, des officiers auraient tiré sur le chef de l'Etat libyen, la semaine dernière, sans l'atteindre, blessant grièvement deux de ses gardes du corps. Ces officiers auraient été arrêtés.

Nicaragua

● LE PRÉSIDENT ORTEGA SOUHAITE RENCONTRER SON HOMOLOGUE HONDURIEN. — *Le* président Ortega a demandé, samedi 14 septembre, à son homologue hondurien, le président Roberto Suazo, de le rencontrer d'urgence, afin d'éviter une guerre qui, selon lui, *« enflammerait non seulement le Nicaragua, mais aussi toute l'Amérique centrale »*. M. Ortega fait allusion à l'incident de frontière qui a opposé les armées des deux pays et qui a entraîné la destruction d'un hélicoptère nicaraguayen. Le département d'Etat américain a, pour sa part, affirmé la légitimité du raid de l'aviation hondurienne, en imputant à Managua la montée des tensions entre les deux pays. Les ministres des affaires étrangères de Colombie, du Venezuela et du Pérou, réunis à Cartagène, ont envoyé un message à leurs homologues nicaraguayen et hondurien, les appelant *« à demeurer sereins après les incidents du 13 septembre et à maintenir ouverts les chemins de l'entente »*. — *(AFP, AP, Reuter.)*

DIPLOMATIE

APRÈS UN NOUVEL INCIDENT SOVIÉTO-AMÉRICAIN EN RDA

M. Weinberger durcit le ton à l'égard de Moscou

De notre correspondant

Washington. – Le ministère américain de la défense a accusé, dimanche 15 septembre, les forces soviétiques stationnées en RDA d'avoir récemment retenu durant neuf heures deux soldats des patrouilles que les Etats-Unis sont autorisés à faire circuler dans ce pays. Le secrétaire à la défense, M. Weinberger, qui est – comme l'ensemble des responsables civils (mais non militaires) du Pentagone – un partisan de la fermeté la plus grande à l'égard de l'URSS, a pris soin, en commentant cette affaire à la télévision, de préciser qu'il ne pensait pas qu'elle aurait des conséquences néfastes sur le sommet soviéto-américain de novembre. Il n'en a pas moins ajouté que l'on pouvait, à sa lumière, voir « *ce qu'est le comportement soviétique* » ; il est clair qu'elle apporte un peu d'eau au moulin de ceux qui s'opposent, au sein de l'administration, à la conclusion d'accords de limitation des armements impliquant d'importantes concessions à l'URSS.

De fait, M. Weinberger a indiqué qu'il ne pensait pas que « *le président* [Reagan] *ait la moindre intention de faire de l'Initiative de défense stratégique une monnaie d'échange* » dans les négociations avec l'URSS. Or cette question est au centre de la préparation de la rencontre de Genève, dans la mesure où l'objectif principal du Kremlin est de tout faire pour empêcher le développement par les Etats-Unis d'armes anti-missiles ou anti-satellites. M. Gorbatchev devrait donc, pense-t-on généralement, laisser entrevoir d'importants gestes en échange de sévères limitations au programme de la « guerre des étoiles ».

Si cette attitude était bien celle qu'adoptera Moscou, la Maison-Blanche risque fort d'endosser le mauvais rôle que l'URSS avait si bien su se réserver depuis des années. Cette perspective a, semble-t-il, conduit le département d'Etat à plaider à nouveau pour un assouplissement de la position américaine sur les armes anti-missiles – position dont il est, en fait, l'avocat depuis plus d'un an et que M. Weinberger a une fois de plus rejetée dimanche. « *Le président*, a déclaré le ministre de la défense, *a présenté au monde le concept le plus porteur d'espoir que l'humanité ait eu à connaître* [depuis l'âge atomique] *et n'a pas l'intention, pour autant que je sache, de retirer cet espoir.* »

Le « meurtre » du major Nicholson

Selon les indications fournies par le Pentagone et M. Weinberger, des militaires soviétiques auraient délibérément heurté, le 7 septembre dernier, à 150 kilomètres au sud-ouest de Leipzig, un véhicule militaire américain avant d'y retenir, sous la menace de leurs armes, les deux soldats qui l'occupaient. Depuis la signature, en 1947, des accords autorisant les quatre puissances occupantes de l'Allemagne à patrouiller dans leurs différentes zones, les incidents auxquels donne lieu cet espionnage légal sont nombreux.

Il semble néanmoins que les Soviétiques les multiplient, ces derniers mois, à l'encontre des Etats-Unis. Après avoir tué, le 24 mars dernier, le major américain Nicholson, leurs sentinelles avaient embouti, en juillet, la voiture du commandant de la mission militaire dont dépendent les patrouilles.

Officiellement qualifiée de « meurtre » à Washington, la mort du major Nicholson avait provoqué de très vives protestations des autorités américaines qui avaient cru pouvoir annoncer qu'assurance leur avait été donnée que de telles violences ne se reproduiraient plus. Moscou avait toutefois par la suite démenti avoir pris quelque engagement que ce soit et n'aurait selon M. Weinberger, rien répondu de « *positif* » aux nouvelles protestations élevées par les Etats-Unis. « *Ou bien les Soviétiques ne tiennent pas leurs promesses, ou bien la discipline de leurs unités est très faible* », a ajouté le secrétaire à la défense.

Peu après, l'agence Associated Press citait, anonynement, un autre responsable américain affirmant qu'un officier soviétique avait, sur place, présenté des excuses et que M. Weinberger pourrait avoir « *surdramatisé* » ce dernier incident. Ce que le porte-parole du Pentagone, interrogé par le *Washington Post*, a aussitôt contesté.

BERNARD GUETTA.

M. Giscard d'Estaing regrette que la France n'ait pas davantage étudié le programme IDS

Interrogé lors du Grand Jury RTL-*le Monde*, à propos de l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan, M. Giscard d'Estaing a notamment répondu :

« *Je suis allé deux fois aux Etats-Unis cet été ; j'ai rencontré l'ensemble des responsables de ce pays, et notamment tous ceux qui sont concernés par ce sujet. J'en ai retiré la conviction suivante : le programme américain va se poursuivre. C'est seulement dans l'hypothèse d'un accord global comportant une réduction très importante des armements nucléaires offensifs avec l'Union soviétique que l'on peut imaginer une interruption de ce programme. En réalité, on va vers la poursuite du programme d'initiative stratégique de défense des Etats-Unis. Il y a deux questions.*

« *La première question est celle de savoir s'il est bon que les entreprises européennes participent à ce programme. Lorsqu'il s'agit de contrats normaux, ma réponse est oui. Faut-il, d'autre part, que l'Europe de l'Ouest, et notamment la France, étudie de beaucoup plus près les conséquences d'un tel programme sur notre système de défense ? La réponse est évidemment oui. Jusqu'à présent, cette étude n'a pas été suffisamment conduite.* »

A propos de la visite de M. Gorbatchev en France – du 2 au 5 octobre – l'ancien président de la République a déclaré : « *M. Gorbatchev viendra à Paris, où il sera reçu officiellement, alors que les troupes soviétiques sont toujours en opération en Afghanistan. Je constate le fait.*

« *Il est utile qu'il y ait des rencontres et des échanges d'informations entre les dirigeants de l'Union soviétique et les dirigeants français. Ayant vécu ces rencontres, je peux vous dire que, loin de ce que l'on racontait à l'époque, ce ne sont pas des rencontres de compromission ou d'arrangement. Ces rencontres permettent une information réciproque, parfois une mise en garde, et aussi une recherche de solutions aux grands problèmes de l'heure.* »

● *Mort de l'ambassadeur du Venezuela en France.* – L'ambassadeur du Venezuela en France, M. Fernando Parades Bello, a succombé, dimanche 15 septembre, à une crise cardiaque. Il présidait une cérémonie devant une délégation du Venezuela à Valmy (Marne), lorsqu'il a été terrassé par un infarctus. Il était en poste depuis le 13 septembre 1979.

[Né le 6 mars 1927, M. Fernando Parades Bello était diplômé d'une école militaire d'aviation des Etats-Unis. Plusieurs fois emprisonné pendant la dictature de Perez Jimenz, il avait été nommé lieutement-colonel en 1964, général de division en 1975 et, la même année, ministre de la défense, avant de rejoindre Paris comme ambassadeur.]

AMÉRIQUES

Pérou

LE CHEF DU HAUT ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE A ÉTÉ LIMOGÉ

Lima (*AFP*). – Le général d'aviation Cesar Enrico, chef du commandement conjoint des forces armées, a dû donner sa démission, le dimanche 15 septembre, à la demande du président Alan Garcia.

Cette démission est liée à la demande d'enquête du gouvernement sur le massacre de paysans par des militaires dans des villages du département d'Ayacucho. Le chef de l'Etat avait donné soixante-douze heures aux chefs de l'armée pour fournir des explications. Le délai expirait dimanche soir.

Chili

● *Disparition du docteur Maria Paz Rojas Baeza.* – On nous signale de très bonne source l'arrestation et la disparition à Santiargo du docteur Maria Paz Rojas Baeza, neuropsychiatre, ancien chef de service de l'hôpital universitaire de Santiago. Mme Rojas Baeza avait participé au mouvement pour le rétablissement de la démocratie au Chili. Elle a travaillé plusieurs années en France dans les services hospitaliers.

Haïti

● *Trente Haïtiens disparus en tentant de rejoindre les Etats-Unis.* – Les survivants d'une tentative malheureuse de rejoindre les Etats-Unis en bateau à voile ont déclaré à des diplomates américains à Haïti que trente autres passagers étaient tombés ou avaient été jetés par-dessus bord pendant le voyage, a rapporté, samedi 14 septembre, le *Miami Herald*. Le bateau avait été intercepté, le 4 septembre, par les garde-côtes américains, alors qu'il tentait d'atteindre la côte de Floride. – (*AP.*)



AMÉRIQUES

Un entretien avec le président Alfonsin

(Suite de la première page.)

— Est-ce que votre projet de réconciliation entre les forces armées et le pays suppose que...

— *Mon projet* de réconciliation n'est pas séparable de la distinction que j'ai faite entre les trois degrés de responsabilité... Vous savez, d'un côté, une minorité de gens me disent que je suis trop indulgent, de l'autre côté, une autre minorité *me dit que* c'est horrible ce que je fais. Je le savais d'avance. Il faut qu'il en soit ainsi. Plus de 80 % des Argentins sont d'accord avec ce que je fais. Les organisations de défense des droits de l'homme n'ont pas toutes la même position, d'ailleurs. Celles que vous avez vues, vous leur avez demandé ce qu'elles pensent de la subversion terroriste ?

— Non.

— C'est une question, pourtant, qu'un journaliste devrait poser. Ceux qui attaquent le gouvernement, demandez-leur ce qu'ils pensent des terroristes. Certains vous répondront *qu'il s'agissait* de gens qui ont lutté pour la *patrie*... Ils défendent des gens qui ont eu un comportement élitiste, qui ont utilisé des méthodes répugnantes pour arriver au pouvoir.

— Mais la répression a été plus répugnante encore, et bien plus massive...

— Et tuer un gardien au coin de la rue, tout simplement parce *qu'il était gardien* ?

— Ça me répugne aussi. *Mais entre* la *répression et* le terrorisme, il n'y a pas eu de commune mesure.

— Vous n'allez tout de même pas me forcer à défendre la répression ! J'ai toujours lutté et je continuerai de lutter contre ses méthodes, contre ce qu'elle représente. Je veux simplement vous dire quelle sorte de gens s'opposent à notre politique. Il est ridicule, tout de même, que je doive me défendre contre leurs accusations !

— Est-ce que vous ne pourriez pas expliquer davantage ce que vous entendez par réconciliation entre l'armée et le pays ?

— C'est la distinction que nous devons *faire* entre les *mauvais* chefs qu'a eus l'armée, et l'armée en tant qu'institution. Un pays ne peut fonctionner sans armée. Nous devons faire en sorte que celle-ci ait le prestige qu'elle doit avoir dans n'importe quelle société. Aux sceptiques de l'autre bord, à ceux qui se demandent *comment on peut parler* de prestige des forces armées sans qu'il y ait de nouveaux procès, je réponds : le prestige des forces armées est lié au fait que les mauvais chefs sont traduits en justice. C'est ce qui permet que les choses deviennent claires pour le reste de l'armée.

— Mais comme *il est* difficile de réunir des preuves contre les *tortionnaires parce que* la répression s'est faite dans la clandestinité et l'anonymat, avec des victimes aux yeux bandés, et des bourreaux qui utilisaient de faux noms, on peut penser qu'il n'y aura guère de condamnations...

— Alors qu'est-ce que vous *faites ? Je vous pose* la *question* : qu'est-ce que vous faites ? Répondez-moi !

— Il n'y a rien à faire ?

— Répondez-moi, qu'est-ce que vous faites ? S'il n'y a pas de preuves, on va « fusiller » de la même façon ? Je crois qu'il y aura quelques cas où on pourra réunir *assez de preuves pour condamner.*

— Quelques cas ?

— Pour le moins. Je ne sais pas où en sont toutes les instructions en cours.

— Des personnalités de votre parti m'ont dit qu'il n'était pas bon pour le pays de multiplier les procès.

— Non, ce n'est pas bon. Tous les hommes politiques étrangers à qui j'en parle me disent : Finissez-en. *Jusqu'à quand ça va durer ?* Je réponds : Bon, c'est à la justice de décider. Je ne peux rien faire.

— Mais quand on parle de « loi du point final », qu'est-ce que ça veut dire ?

— La seule chose que j'ai dite, c'est qu'on ne peut mettre un point final par décret.

— Vous n'avez pas imaginé une consultation nationale sur ce sujet ?

— Non. Je crois connaître l'opinion de la population sur ce sujet.

— Vous n'avez pas l'impression que les gens sont fatigués de tout ça, qu'ils veulent en finir, passer à une autre étape ?

— Il est toujours préférable de regarder vers l'avenir. Mais la population veut aussi que les leçons soient tirées.

« Notre plan de rigueur est hétérodoxe »

— Au début, vous avez semblé prendre vos distances à l'égard des exigences de la communauté financière internationale...

— Non, pas du tout. Ce que je voulais, c'est qu'on discute de notre projet pour surmonter la crise économique. Nous étions convaincus, en effet, que les recettes économiques appliquées *avec l'aval du FMI pouvaient être* valables — je ne le discute pas — dans certains pays développés, mais pas dans le nôtre. Alors, ce que nous avons essayé, pendant longtemps, c'est de convaincre le FMI d'accepter les critères que nous voulions suivre. Nous y sommes parvenus, et, aujourd'hui, *nous appliquons notre propre* plan, qui est original, qui est d'une certaine façon hétérodoxe par rapport à la jurisprudence du FMI. Nous croyons qu'il va donner des résultats. Il donne déjà des résultats.

— En quoi est-il différent des autres plans de stabilisation ?

— Du fait que le blocage des prix *ne plaît guère* au FMI.

— Mais tout de même, il y a *eu changement dans votre politique ?*

— *Nous ne pouvions pas* appliquer notre plan tant qu'opéraient certains mécanismes à la Banque centrale, qui entraînaient une extraordinaire expansion monétaire. Et nous n'avons pu mettre un terme à cette situation qu'à la fin de l'année dernière. C'est alors que nous avons commencé notre *dernière négociation* avec le FMI, dans le but de mettre en place le plan austral, qui est en cours.

— Mais au début, vous pensiez pouvoir à la fois lutter contre l'inflation et obtenir un certain taux de croissance ?

— C'est ce que je continue de penser. Je crois que nous allons relancer l'économie. Je ne pense pas que notre plan soit récessif.

— *Vous avez donné l'impression*, au début, de vouloir relancer l'économie par l'augmentation du pouvoir d'achat. En août 1984, le pouvoir d'achat avait augmenté de 6 %. Aujourd'hui, avec le plan, il *diminue.*

— Ça se discute, et dans cette discussion je voudrais bien savoir qui, *finalement*, va l'emporter. Il y a eu diminution momentanée du pouvoir d'achat, sans doute. Mais si l'inflation cesse, cela signifie que le salaire gagné au début du *mois garde* sa *valeur tout au long* de ce mois. Vous ne croyez pas ?

— *Les syndicats disent que*, tandis que les salaires sont bloqués, l'inflation, elle, continue.

— Oui, mais supposez que, avec les salaires bloqués, nous ayons ce mois-ci une inflation de 3 %. Avant, l'inflation était de 30 % *par mois*. Alors, arrivé au 15 du mois, de combien le salaire était-il dévalué (1) ? C'est pourquoi nous disons que la diminution du pouvoir d'achat n'est pas aussi grande qu'on le prétend. Il faut voir ce que *signifie* le maintien *des prix tout au long du mois.*

— Un autre thème brûlant, *c'est le paiement ou non de la* dette extérieure. En assumant votre mandat, vous avez dit que vous vouliez distinguer entre la part légitime de cette dette et celle qui ne l'est pas.

— La dette illégitime, c'est quand quelqu'un fait un dépôt clandestinement à l'étranger, et, *avec ce dépôt pour garantie*, obtient un prêt étranger. Un tel prêt ne peut être comptabilisé comme dette extérieure. Nous avons essayé de distinguer entre les deux dettes, la légitime et l'illégitime. Nous avons demandé des informations de *tous côtés*. C'est très difficile. Nous n'y *sommes pas arrivés. Il y a* des gens qui croyaient que la dette illégitime, c'était l'argent qui avait été dilapidé. Mais ça, c'est une dette légitimement contractée, du moins aux yeux des créanciers ! Sur ce point, nous n'avons pas changé, à aucun moment, par rapport à ce que j'ai dit pendant *la campagne électorale...*

— Mais Saul Ubaldini, le *secrétaire général de la CGT...*

— Est-ce que vous voulez m'interpeller en utilisant les arguments des uns et des autres ? Posez-moi vos questions à vous. Les arguments que vous évoquez n'ont rien à voir avec la réalité argentine.

— Mais ceux qui disent que la dette illégitime, c'est celle qui n'a pas servi à financer des équipements ou encore...

— Non, il ne s'agit pas de ça ! Ou alors il faudrait dire que 100 % de notre dette, ou du moins une grande partie, n'est pas légitime. Imaginez : quand la dette *argentine* était de 40 milliards de dollars, nous pensions que ce qui pouvait être considéré comme illégitime était de l'ordre de 3 à 5 milliards de dollars. Et même ce chiffre, nous ne sommes pas arrivés à le découvrir.

« Revendiquer un moratoire c'est de la basse propagande »

— Vous ne pensez pas que les pays latino-américains devraient *s'unir* pour affronter leurs créanciers ?

— Nous croyons à l'intégration de l'Amérique latine. Pas seulement pour affronter le problème de la dette extérieure, mais aussi ces problèmes de fond qui sont la *détérioration des termes de* l'échange, les discriminations dont nous souffrons dans notre commerce extérieur, l'agression commerciale des pays développés.

Jamais l'Argentine n'a exporté autant de marchandises. Mais leur valeur ne cesse de diminuer. C'est le prix du maïs qui tombe de 30 %, celui du blé de *15 %*, alors qu'il avait déjà chuté l'an dernier *de 40 % ou de 50 %*, celui du *soja* qui tombe aussi. Tout cela parce qu'on nous fait une concurrence déloyale. La Communauté économique européenne, par exemple, produit la viande à 2 500 dollars la tonne, mais elle nous prend des marchés sur la base de 1 000 dollars la tonne, un prix que nous ne pouvons pas *soutenir*, parce que nous produisons plus cher. Non *seulement* elle nous oppose un protectionnisme féroce, mais elle fait un dumping sans précédent sur les marchés des pays tiers.

C'est pour cela que nous devons nous unir : nous devons nous servir du poids que représente l'Amérique latine sur la marché mondial pour obtenir un ordre économique international plus juste. La dette extérieure, je le répète, n'est pas tout. Nous devons faire un effort en commun pour éviter de creuser davantage le fossé technologique et scientifique qui nous *sépare des pays* développés.

— Mais cette union dont vous parlez, elle se fait ?

— Nous n'avons jamais été aussi unis qu'aujourd'hui. Jamais, au cours de ce siècle, il n'y a eu autant de réunions, d'échanges d'informations, autant d'amitié, même, *entre chefs* d'Etat latino-américains. Mais nous ne devons pas seulement revendiquer, nous avons aussi l'obligation d'être sérieux, fondamentalement sérieux, dans notre demande de plus de justice sociale, laquelle est la condition de la paix.

— Et une position commune *en faveur d'un moratoire* unilatéral ?

— Mais non, mais non ! C'est de la basse propagande, ça ! Nos problèmes sont différents, ils sont plus importants que ça ! Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas harmoniser nos politiques financières pour que chaque pays opère suivant *ses conditions et ses* possibilités.

— Et comment mettre fin, en Argentine, à ce que vous avez appelé dans un livre la prospérité du capitalisme spéculatif aux dépens du capitalisme productif ? Comment reconstruire l'Argentine sur des bases *plus saines* ?

— En faisant ce que nous faisons. Il faut d'abord gagner la bataille contre l'inflation, obtenir une certaine stabilité, et orienter le crédit vers la production. Nous allons moderniser l'Argentine, très rapidement. Nous avons déjà fait des progrès extraordinaires dans ce sens.

— En discutant avec des Argentins *dans la rue, j'ai eu* l'impression que beaucoup étaient arrivés au point de ne plus croire en leurs dirigeants ni même en leur propre pays. Comment ferez-vous pour rétablir la confiance ?

— Vous n'avez pas eu de chance. En fait, plus de 70 % des *Argentins ont confiance dans leur* gouvernement. Ce n'est pas moi qui *le dis, ce sont tous les* sondages.

— *Oui, mais* les sondages reflètent la réalité d'un moment. Je parlais d'un état d'esprit permanent...

— Il y a une autre façon de voir les choses. Le peuple argentin est en train de donner l'exemple à ses dirigeants. Un changement profond s'est produit dans ce pays. *Les gens* demandent du sérieux, ils veulent qu'on en *finisse* avec les *slogans*. Ils demandent un langage rationnel. C'est ce langage-là que nous voulons tenir. C'est de cette façon-là que nous serons à la hauteur des transformations qui se sont opérées ici.

— Pour être rationnel jusqu'au bout, le gouvernement sera-t-il fidèle à sa promesse de ne pas *faire marcher la planche* à billets ?

— *C'est ce que nous faisons.*

— Et si l'argent manque pour payer les fonctionnaires ?

— Il ne manquera pas... Mais, ma parole, *vous voulez ma mort* !

— Quel est le sens de votre prochaine visite en France ?

— Nous nous sommes toujours sentis proches de la France. *La* France collabora beaucoup avec *notre gouvernement*. Nous allons voir si nous pouvons attirer de nouveaux investissements, faire de bonnes affaires.

— Le fait qu'il y ait maintenant une démocratie en Argentine, cela facilite vos relations avec les autres pays ? Avec les membres du Club de Paris, par exemple ?

— Sans aucun doute ! Cela ne veut pas dire que nous allons changer la philosophie du Marché commun. Mais *nous pouvons* trouver quelques solutions à quelques *problèmes.* »

Propos recueillis par
CHARLES VANHECKE.

(1) Pour comprendre le raisonnement de M. Alfonsin, il faut savoir qu'avant le blocage les salaires étaient réajustés tous les mois. Le chiffre de 3 % cité par le président correspond effectivement au taux d'inflation du mois d'août.

Un homme hanté par le déclin de son pays

L'homme, physiquement, rappelle Bernanos, mais un Bernanos nourri à la viande de bœuf plus qu'aux mystères de la charité. Comme lui, d'ailleurs, il a une *grande* aptitude à *colérer*, sans qu'on sache à quelles sources il puise ses colères. Il dit le droit et dénonce l'imposture, avec la vigueur d'un cocher.

Devant le journaliste, il n'a guère de patience. Il coupe les questions, répond comme s'il était agressé. Le dialogue, souvent, est vif, entrecoupé de lourds silences. *Le cocher mène son* attelage le fouet en main. Alors, il n'aime pas beaucoup les mouches du coche. Au détour d'une question, voici lâché le nom d'Ubaldini, l'un des chefs de la CGT. *Quelle* imprudence ! Nous sommes le 29 août, et le syndicat a lancé deux cent mille de ses petits soldats — qui ne sont pas de plomb — contre la *politique* économique *du* président !

« Alfonsin n'aime pas Ubaldini, nous confiera plus tard un confrère. *Il l'a pris en grippe. Il est allé jusqu'à le traiter de pleurnichard en public.* » Voilà qui explique cette affichette qui nous avait intrigué, la veille, au siège de la centrale : *« Pleurer est un sentiment, mentir est un péché. »*

Il y a trois ans, c'était encore le temps des pleurs, des vrais. Aux premiers jours de juin 1982, l'hystérie des Malouines n'était pas *encore retombée. Dans son bureau* d'opposant, M. Alfonsin avait le même visage d'impatience. Il n'était alors que le chef d'une tendance minoritaire au sein du Parti *radical. Pas si minoritaire que ça,* explique-t-il d'ailleurs avec force détails.

Les hommes politiques sont prodigues en démonstrations de ce *genre. L'avenir* devait prouver, pourtant, que M. Alfonsin ne bluffait pas. A la Casa Rosada, le palais présidentiel, régnait le dernier en date des généraux de cauchemar qui avaient plongé l'Argentine dans une sorte de stupeur. *Alors que les cadavres se comptaient* par milliers dans les souterrains du régime, alors que le mot « disparus » hantait la conscience d'un nombre croissant d'Argentins, *il suffit d'un coup de main sur quelques îles — objet d'un vieux litige* avec l'Angleterre — pour frapper le pays d'amnésie.

On vit alors le bon peuple, et beaucoup de sursitaires de la démocratie, servir de claque inespérée au *général Galtieri. Etaient-ils* vraiment tous « fous » des Malouines, les Argentins ? Sans doute pas. Mais aux sceptiques, il manquait un homme, une autorité, pour prêter sa voix.

Or, partout, c'était le silence. A *droite comme à gauche, au nom de* la *« lutte contre l'impérialisme »,* tout le monde était ficelé. Il n'y avait guère d'intellectuels, parmi les rescapés, pour jouer le rôle — *indispensable* — du « traître » à son pays. Sur la place de Mai, quelques



VIOLETTE LE QUÉRÉ.

égosillés inventèrent un slogan : *« El borrachon, al paredon ! »* (« L'ivrogne, au poteau ! »). L'ivrogne, *c'est-à-dire le général Galtieri,* dont les mains tremblaient, à la télé, d'avoir bu trop de whisky.

Le général fit donner sa police, *une dernière fois.* Au même moment, le désert commença à se peupler. Un homme prononça — enfin — les mots attendus depuis deux mois. Le peuple *« en avait assez ». « Assez de décadence, de morts, d'irrationalité ».* Le peuple, *c'est-à-dire les officiers* et les soldats *« qui avaient lutté sur le front contre l'impérialisme »* ; les ouvriers, qui avaient supporté *« la rapine sans limite des richesses du pays »* ; les intellectuels et les étudiants, *« qui avaient vu détruire la liberté de penser »* ; enfin *« l'immense majorité des Argentins, qui ne voulaient plus être manipulés ».*

Cet appel à la révolte évoquait *aussi les militaires. Il distinguait,* entre eux, une majorité restée saine, et une minorité *« prête à tout pour augmenter son pouvoir ».*

La référence à l'« impérialisme » *mise à part,* le langage, *en trois* ans, n'a pas changé. M. Alfonsin, l'auteur de cet appel du 15 juin 1982, a gardé le même souci de rationalité, par opposition à la *démagogie péroniste. Il fait* toujours la même distinction entre les *« mauvais chefs »* et le reste de l'armée.

Il n'attendit pas le coup d'Etat militaire du 24 mars 1976 pour fonder l'Assemblée permanente *des droits de l'homme, une organisation* qui dénonça les crimes de l'Alliance anticommuniste argentine (AAA), dont les hommes de *main* employaient contre la guérilla *de gauche* et *ses alliés supposés* les mêmes méthodes qui allaient servir, *plus tard,* sous le règne de l'armée. Contrairement aux péronistes, tentés par une alliance avec les militaires, il axa sa campagne présidentielle de 1983 sur le thème des droits de l'homme, et sa victoire montra qu'il avait touché juste.

A la Casa Rosada, il a pris deux initiatives courageuses : dès son *premier conseil des ministres, il a* décidé d'envoyer devant un tribunal les neuf commandants en chef qui ont gouverné le pays de 1976 à 1982. Un an et demi plus tard, *après avoir cru — comme tant* d'autres — à la possibilité d'une relance de l'économie par la consommation et avoir rompu des lances avec le FMI — ce qu'il nie *aujourd'hui,* — il a mis en *route un* plan de stabilisation d'une rigueur sans précédent en Amérique latine, s'exposant ainsi à l'accusation — facile — d'avoir cédé aux exigences *des créanciers étrangers. Et, autre* phénomène inattendu, les Argentins, dans leur majorité, ont applaudi.

Au-delà des réussites du *moment, M. Alfonsin a commencé* d'introduire dans la vie politique de son pays le grain de *raison* qui lui manquait cruellement depuis des décennies. Son langage carré, *direct, impressionne ses compatriotes,* qui ont surtout entendu, dans le passé, les homélies péronistes et les rodomontades des casernes. En vingt mois de présidence, il semble avoir brisé, pour longtemps, la domination qu'exerçaient les fidèles de Peron. Son authenticité l'a servi, et aussi son habileté politique, redoutable pour ses adversaires. A tel point que certains Argentins commencent à craindre un autre *monopole*, celui du Parti radical.

L'homme que M. Mitterrand va *recevoir le 18 septembre à l'Elysée* se définissait d'emblée dans la première ligne d'un ouvrage qu'il publia en 1980 : *« Je suis né il y a cinquante-trois ans,* écrivait-il, *et, depuis cinquante ans, l'Argentine est sur la pente du déclin. »* Dans la dédicace du livre, il disait : *« A ma mère, et à l'espoir d'une Argentine forte, généreuse et solidaire, pour laquelle elle m'a appris à lutter. »*

La hantise du déclin, le goût de la lutte et le *« désir de force »,* voilà tout le *président* argentin.

Ch. V.



4 PLACE



Comment devenir capitaliste pour votre capital ?

4 PLACEMENTS INTERNATIONAUX DU GROUPE ROBECO 1er INVESTISSEUR EUROPÉEN.

Entre les placements si tranquilles qu'ils ne rapportent presque rien, et ceux si aventureux qu'on peut y laisser sa chemise, quels placements vous offrent le meilleur rapport sécurité-profit? Retenez ces deux mots-clés : Groupe Robeco.

Le Groupe Robeco existe et réussit depuis plus de 50 ans.

Il vous propose quatre types de fonds de placement investis en valeurs boursières et en programmes d'immobilier commercial, qu'il sélectionne dans le monde entier avec une compétence réputée.

Quel que soit votre objectif, l'un des quatre fonds permet d'y répondre fructueusement à moyen et à long terme.

Le Groupe Robeco, indépendant de tout à l'exception de ses souscripteurs, est en complète communauté d'intérêts avec eux. S'il est, aujourd'hui, le premier investisseur européen et l'un des tout premiers du monde, c'est qu'il leur permet d'être capitalistes pour leur capital.

Vous acquérez les titres du Groupe Robeco pour des montants très accessibles, par l'intermédiaire de votre banque ou de votre agent de change. Ils sont cotés sur 19 grandes places financières, dont Paris.

Robeco

Vous cherchez un profit à la fois par un dividende raisonnable et une plus-value appréciable du titre ? Vous pouvez vous orienter vers Robeco, fonds commun de placement investi en actions éprouvées telles que Mitsubishi, Philips, American Express, entre autres...

Rolinco

Vous préférez vous axer principalement sur une croissance en capital, moins imposable ? Rolinco, fonds commun investi en actions sélectionnées d'industries de pointe, privilégie la plus-value sur les dividendes. Il est plus risqué que Robeco mais offre un potentiel de profit plus important.

Rorento

Si vous êtes attiré par une sécurité performante, appréciez Rorento, fonds commun investi en obligations et valeurs internationales à revenu fixe. Sa gestion en fonction du coupon, du cours des obligations et du cours des devises a pour but de vous procurer les meilleurs profits obligataires. Ses revenus, réinvestis et réincorporés à la valeur du titre, ressortent uniquement en plus-value, vous plaçant sous un régime favorable.

Rodamco

La pierre - celle de l'immobilier commercial qui rapporte-vous intéresse ? Rodamco vous permet d'accéder aux placements en immeubles de bureaux et dans les centres commerciaux les mieux placés, avec, notamment, une forte concentration aux Etats-Unis.

D'ailleurs, interrogez votre banque ou votre agent de change sur le Groupe Robeco et ses placements. Pour le faire en connaissance de cause, téléphonez-nous au (16.1) 342.01.01 ou adressez-nous le coupon ci-dessous.

Nous vous ferons parvenir une information gratuite, simple et détaillée, sur notre stratégie d'investissement, nos placements, leurs modalités et leurs résultats dont l'évolution à moyen et à long terme est remarquablement positive.

Adressez le coupon ci-dessous à : ROBECO, Service Information, 146-148, rue de Picpus 75012 Paris.

Veuillez me faire parvenir gratuitement et sans engagement de ma part, votre dossier sur le Groupe Robeco et ses fonds de placement :

Robeco ☐ Rolinco ☐ Rorento ☐ Rodamco ☐

Nom ____________________

Prénom ____________________

Adresse ____________________

____________________ Tél. : __________

M/14/09 248

GROUPE ROBECO

Ogilvy & Mather

politique

APRÈS LE VOYAGE DU CHEF DE L'ÉTAT DANS LE PACIFIQUE

Impressions à l'Elysée

C'est paradoxal, mais c'est ainsi : M. Mitterrand paraît toujours beaucoup plus à l'aise pour répondre aux questions impromptu que pour prononcer un discours écrit à l'avance. L'exercice auquel il s'est livré le dimanche 15 septembre a permis de vérifier *la pérennité de cette loi du* mitterrandisme. Grave et solennel *en lisant son texte,* en présence de la télévision, le président de la République s'est manifestement détendu ensuite, lors de son entretien informel avec les journalistes, sous les ors tourmentés du salon Napoléon III de l'Elysée. Et à plus forte raison à l'heure des petits fours, que la tiédeur du soir autorisait à prendre sur la terrasse en devisant.

Pour un homme dont le Concorde avait eu tant de mal à *décoller, puis qui avait assisté à la* destruction en vol d'une fusée *porteuse de deux satellites et de* beaucoup d'espoirs franco-*européens,* et qui revenait tout juste d'un voyage équivalant au tour de la Terre, la forme était surprenante, l'œil vif et la réplique pateline – ce qui faisait d'ailleurs probablement partie de la démonstration.

Au fil de la conversation, on a ainsi pu glaner quelques appréciations présidentielles où la volonté de dédramatisation, après un voyage qui avait été *« prévu depuis longtemps »* et *« simplement avancé »* en raison des événements, ne résistait pas toujours au penchant de M. Mitterrand pour l'ironie.

L'activité des faux « époux Turenge » en Nouvelle-Zélande ? *« Rien de plus licite »* s'il ne s'agissait que d'une opération de renseignement dans un pays qui sert de plate-forme à des actions hostiles à la France. Sont-ils allés plus loin, ces agents de la DGSE ? M. Mitterrand se refuse à le croire. Au demeurant, son rôle est de *« défendre la France »,* et il le fait *« autant qu'il le peut ».*

L'Australie ? Comme elle s'est *bien accommodée des essais nucléaires* britanniques, dans l'at*mosphère ceux-là, et sur son propre* territoire, jusqu'en 1962 ! Le *président de la République,* à qui rien de scientifique n'est désor*mais étranger,* aimerait d'ailleurs beaucoup aller étudier sur place les effets de ces explosions sur l'environnement. Et les Etats-Unis, quel jeu jouent-ils aujourd'hui vis-à-vis de la France dans le Pacifique ? M. Mitterrand n'a pas à se plaindre d'eux. Ils ne vont tout de même pas condamner, eux qui s'y livrent régulièrement, les expérimentations nucléaires souterraines ! Quant à la Nouvelle-Calédonie, n'en firent-ils pas durant la seconde guerre mondiale leur plus grande base de la région ?

Compassion

Le président péruvien, M. Garcia, n'aurait-il pu utilement être rencontré lors de l'*escale de Lima* (*le Monde* daté 15-16 septembre) ? Le chef de l'Etat *« a entendu dire »* qu'il avait refusé de le voir, mais assure *avoir ignoré* qu'une telle demande ait été formulée. *D'ailleurs,* vous avez vu quelle heure il était : on ne dérange pas *les gens en pleine nuit.* Mais M. Garcia va être invité à Paris, et on l'a déjà rassuré par téléphone *sur les excellentes dis*positions de l'Elysée à son égard.

La présence *présidentielle* n'aurait-elle pas porté la poisse à *la malheureuse fusée Ariane,* après avoir eu les plus fâcheuses *conséquences* sur le système de freinage du Concorde ? M. Mitterrand, modeste, se demande si l'on *« n'exagère pas son influence sur les astres et sur les métaux ».* Quant à son départ du centre de contrôle de Kourou, il n'a rien eu de précipité, contrairement à ce que l'on en a dit. Au contraire, le *président était plein de fraternelle* compassion pour les techniciens, *dont certains avaient les larmes* aux yeux (frisson d'émotion dans l'assistance). Et puis, hein ? La vie continue pour Ariane, dont les acheteurs ont maintenu leurs commandes.

Et ce Comité de coordination du Pacifique sud convoqué en hâte pour la circonstance, quel avenir aura-t-il ? On va le réunir de nouveau, d'ici quatre mois, on verra bien où, peut-être en Nouvelle-Calédonie ou en Polynésie, ou même en métropole, pourquoi pas ? Mais il était important, après avoir solennellement réaffirmé que Paris ne modifierait pas *sa politique dans le Pacifique, ni* ne renoncerait à ses expérimenta*tions nucléaires, de proposer* aussi quelque chose de plus at*trayant* – du *moins* l'espère-t-on – aux pays riverains. *« Nous ne voulons pas seulement être pour eux ceux qui font sauter leur bombe, tout de même ! »* Champagne. Rideau.

BERNARD BRIGOULEIX.

Les écolos-marins voguent vers Mururoa

(Suite de la première page)

On est loin, en tout cas, des systèmes d'écoute ultramodernes que certains imaginaient à bord du *Rainbow-Waarrior* avant de le couler. La plupart des gros navires, en particulier les pétroliers qui sont nombreux dans les parages, disposent de ce système. Il permet les liaisons par télex et les communications téléphoniques directes, sans passer par la radio et une station maritime.

Le Rainbow-Warrior n'avait pas prévu cet équipement, qui n'est indispensable que pour une large couverture médiatique. Et le *Greenpeace* ne l'avait pas prévu non plus pour sa campagne dans l'Antarctique. C'est l'attentat d'Auckland qui en a décidé autrement. Mais il a fallu, pour cela, faire quelques acrobaties « greenpeaciennes » : trouver un appareil pas trop coûteux et le faire livrer là où se trouverait le bateau, qui ne pouvait attendre indéfiniment à Amsterdam. Finalement, Radio-Holland leur a prêté un appareil de démonstration de fabrication norvégienne. Mais il en coûte quand même à Greenpeace quelque 3 000 dollars de location par mois à la COMSAT, la société américaine propriétaire du satellite. Sans compter le fret aérien depuis Amsterdam jusqu'à Curaçao via Miami (Saturn 3, étant hors gabarit, a dû être transbordé dans plusieurs avions-cargos), et non compris le coût de la transmission elle-même, qui revient à *une quinzaine de dollars* la minute ! Et il est question, pour procéder au réglage de Saturn 3, de faire venir un spécialiste d'Amsterdam à Panama !

Pour Greenpeace, c'est le prix à payer pour saisir une occasion unique : faire connaître, au jour le jour, l'expédition du défi. Défi à l'armée française, qui, par ses bombes, *« souille le Pacifique »* – sans oublier les « coups tordus » de ses agents *secrets.* Défi à la marine française, qui prétend escorter un pacifique navire chargé seulement de matériel polaire, d'écolos et d'observateurs. Défi, enfin, au président de la République française qui, la *veille encore du départ* de Curaçao, tenait « conseil de guerre » à Mururoa.

Les écolos devenus *marins* reviennent très vite à leurs premières amours : la nature et l'écologie. Dès le premier jour de navigation, il se trouve que les dauphins se sont donné rendez-vous au bateau, qui arbore, peint sur sa passerelle, un dauphin auréolé d'arc-en-ciel. Pas seulement deux ou trois animaux égarés, mais de véritables troupes de ballet qui, à l'improviste, sont venues exécuter leurs gracieuses prouesses autour du *Greenpeace.* A plusieurs reprises, on a assisté à ce spectacle superbe, et – au dire des « vieux » *marins* du bord – assez rare, d'une troupe de dauphins fendant les flots collés à l'étrave de proue, comme les chevaux tirant le char de Neptune, cependant que d'autres faisaient des cabrioles à la poupe. Parmi la troupe des cétacés cascadeurs, une *prima ballerina* a particulièrement attiré l'attention avec ses sorties en vrille, comme pour mieux montrer son ventre rose. Tous les écolos – y compris les mécaniciens en combinaison graisseuse – sont alors devenus touristes, l'œil rivé à l'appareil photo. Et lorsqu'un saut particulièrement audacieux a soulevé une *gerbe au soleil, produisant un arc*-en-ciel éclair, un frisson de ferveur a parcouru *le public accoudé* au bastingage. Neptune est avec nous !

ROGER CANS.

M. Mitterrand veut renforcer le consensus

(Suite de la première page.)

Et, lorsque l'occasion se présente – comme ce fut le cas pour Mururoa, – il se précipite. Et il marque des points.

La démarche du président revêt deux aspects, Le premier, et le plus apparent, consiste à acclimater, autant que faire se peut, progressivement, la cohabitation. Or, qui dit cohabitation dit consensus : celui-ci existe sur la nécessité pour la France de préserver sa souveraineté, de développer les moyens de sa défense et de conforter sa présence dans le Pacifique sud. Qui dit consensus, fût-il minimum, dit nécessairement compromis. *« Nous aurons les moyens d'appliquer notre politique sans compromis »,* affirme pourtant M. Giscard d'Estaing. Cette pétition de principe, destinée surtout à faire pièce aux arguments de M. Barre, ne devrait pas résister à l'épreuve de la cohabitation, au moins sur ces sujets essentiels que sont la défense et l'action extérieure de la France. S'agissant du premier sujet, M. Giscard d'Estaing – comme, aussi, M. Charles Pasqua – a d'ailleurs dû prendre des libertés avec les faits pour justifier son accord avec la démarche de M. Mitterrand, crédité d'un changement qui serait intervenu à l'épreuve du pouvoir, alors qu'il était accompli depuis 1978.

Tels sont, précisément, les deux secteurs qui forment le « domaine réservé » du président ; ou plutôt, si l'on s'en tient à la lecture qu'il fait lui-même de la Constitution, le « domaine que lui réserve » le texte fondamental de la République. « Bétonner » ce domaine-là, tel est l'objectif de M. Mitterrand, afin d'être, le jour venu, en position de cohabiter dans de bonnes conditions, c'est-à-dire sans être dépouillé de ses attributs.

Tout le monde a approuvé, le 18 août dernier, la « directive » présidentielle adressée aux armées pour neutraliser la campagne de l'organisation Greenpeace contre les essais nucléaires français à Mururoa. Qui, demain (c'est-à-dire après mars 1986), pourra lui contester le pouvoir d'adresser de nouvelles directives aux armées ? Tout le monde a salué le voyage à Mururoa et approuvé la politique qui le sous-tend. Qui, demain, pourra lui refuser le droit de réunir, autour de lui, un comité de coordination du Pacifique sud, et de décider de l'action diplomatique de la France dans ce secteur, et au-delà ? C'est donc, dès maintenant, une certaine idée du partage des pouvoirs que fait prévaloir M. Mitterrand.

Le chef de l'Etat s'emploie à faire ses preuves comme détenteur des fonctions de souveraineté attachées à sa charge. Il démontre qu'il est inattaquable comme incarnation de l'Etat et défenseur des intérêts fondamentaux du pays, alors qu'il devra peut-être s'effacer comme inspirateur de la politique gouvernementale. L'opposition lui concède l'un pour mieux lui contester l'autre, non sans redouter le piège que recèle la tactique présidentielle.

Le premier danger qui guette l'opposition, le plus apparent, est en effet de voir ce président-voyageur renouveler l'opération. *« Qu'il nous fasse le coup tous les mois,* disent en privé les responsables de l'opposition, *et il capable de remonter dans l'opinion ! »* Le second danger va bien au-delà. M. Alain Peyrefitte l'a parfaitement décelé, qui estime que M. Mitterrand prive l'opposition *« de ses discours les plus faciles ».*

Celle-ci, écrit l'éditorialiste du *Figaro* (1), *« pouvait galvaniser les Français sur la liberté de l'enseignement, sur la liberté de la presse, sur les dangers du « socialo-communisme », sur les libertés économiques, sur la défense nationale, sur la place de la France dans le monde ; ces cartes maîtresses risquent de lui être retirées ».*

Si bien que se met en place une configuration paradoxale : plus le PS paraît seul (attaqué plus durement que jamais par le PC, tandis que le MRG s'en détache), plus ce président socialiste paraît renforcer sa position.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Dans son numéro du 12 septembre.

« La France entend seulement faire respecter ses droits »

M. Mitterrand a déclaré, dimanche soir 15 septembre, à son retour de Mururoa :

« Mesdames et messieurs.

» A Kourou, en Guyane, j'ai assisté au lancement par Ariane de deux satellites. On sait que ce quinzième tir, comme avant lui le deuxième et le cinquième, a échoué. J'en ai éprouvé, et beaucoup de Français avec moi, une vive déception, mais nous ne devons pas oublier les réussites qui, dans cette discipline, placent, avec Ariane, la France et l'Europe au premier rang du monde.

» J'ai admiré l'exceptionnelle qualité de nos équipes d'ingénieurs et de techniciens. Je les ai remerciés au nom de la France, pour les services rendus au pays. J'étais venu m'associer à leur joie, ma place était encore, plus encore, parmi eux alors qu'ils étaient dans la peine. Je leur exprime ici ma gratitude et ma confiance. Quant au programme des tirs suivants, il s'exécutera comme prévu, retardé sans doute d'un mois.

» A Mururoa, en Polynésie, j'ai visité le centre d'essais nucléaires – explosions souterraines ; – j'ai constaté, là aussi, la qualité du travail accompli. Ces essais n'ont eu aucun raté, l'environnement est protégé, trois mille personnes – Polynésiens et Européens – vivent sur le site, elles consacrent à leur tâche une foi, un dévouement, une compétence rares. Aucune d'entre elles, depuis le début, n'a souffert et ne souffre dans sa santé d'effets radioactifs. Tous ont conscience de prendre une part déterminante à la défense de la France.

» J'ai réuni le comité de coordination du Pacifique sud composé des hauts commissaires, des commandements militaires et de nos ambassadeurs dans la région. J'ai rappelé mes instructions : d'une part, la France, puissance présente au Pacifique, entend y décider souverainement de ce qui touche à ses intérêts nationaux. D'autre part, en application de cette règle, elle poursuivra autant qu'elle le jugera nécessaire, comme le font de leur côté les quatre autres puissances nucléaires : Etats-Unis, Union soviétique, Chine et Grande-Bretagne, les expérimentations utiles à sa défense.

» J'ai proposé un plan qui permettra aux savants et aux experts français dans le Pacifique sud, civils et militaires, de travailler pour des programmes scientifiques civils en coopération avec les pays de la région. Le gouvernement reprendra ses propositions et les mettra en œuvre dans un délai d'un mois.

» De même, j'ai dit au comité de coordination qu'il convenait de maintenir et d'accroître la présence de la langue et de la culture françaises dans le Pacifique sud. J'attends du gouvernement qu'il étudie, avec les représentants des populations des territoires français dans le Pacifique, la création d'un centre d'études supérieures francophone. Cela est désiré, cela est attendu, cela est nécessaire.

» J'invite les chefs d'Etat et de gouvernement du forum du Pacifique sud à se rendre sur le site de Mururoa ; je renouvelle l'invitation déjà faite à leurs savants et à leurs techniciens, invitation qu'ont acceptée l'Australie et la Nouvelle-Zélande, et qui a donné lieu à un rapport qui concluait à l'innocuité, à l'absence de tout danger.

» Je demande à cette occasion à l'Australie, qui a naguère accepté que les explosions nucléaires atmosphériques de la Grande-Bretagne aient lieu sur son territoire, d'autoriser les savants et les experts français à étudier sur place les effets des mesures prises depuis lors par les autorités australiennes pour effacer toute trace de radioactivité.

» Mesdames et messieurs, la *France n'a pas d'ennemi dans* le Pacifique sud, elle entend seule*ment faire respecter ses droits.* Qui, en France et dans le monde, *pourrait s'en étonner !*

» Merci. »

[Entre 1952 et 1962, l'Australie a mis à la disposition de la Grande-Bretagne, pour ses essais nucléaires, des sites de tirs sur l'île de Flag-*Island (dans l'archipel des îles de* Montebello) et à Maralinga, dans l'Etat d'Australie *occidentale.* A l'époque, la Nouvelle-Zélande a prêté son assistance météorologique pour les essais britanniques. La Grande-Bretagne effectue aujourd'hui ses expériences nucléaires – une ou deux par an – sur les installations américaines du Nevada.]

Propos et débats

M. Mauroy : dure rigueur

La politique de rigueur « qu'a dû mener le gouvernement socialiste à partir de 1982 », *explique que les Français soient* « en difficulté avec la gauche », *a estimé, le samedi 14 septembre, à Lille, M. Pierre Mauroy. L'ancien premier ministre, qui intervenait à l'occasion du congrès de la fédération du Nord du PS, a évoqué sa* « dure » *vie de premier ministre et rappelé qu'en mars 1983 il avait mis en balance son poste en affirmant :* « Je continue la rigueur ou je ne continue rien. »

M. Sarre : pompier incendiaire

M. Marchais « excelle dans son rôle de pompier incendiaire » ; *face à* « cette ligne folle » *de la direction du PC,* « les socialistes doivent maintenir le bon cap et ne donner ni prétexte ni alibi » *au secrétaire général du PCF, estime M. Georges Sarre, secrétaire national du PS et animateur du CERES, pour qui* « le PCF s'installe *durablement dans le sectarisme, l'isolement et le déclin électoral* ».

M. Lecanuet : cohabitation impossible

« La cohabitation, *estime M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, dans un entretien publié le 16 septembre par les* Dernières Nouvelles d'Alsace, est impossible parce qu'elle n'est pas convenable, ni morale. On ne peut entrer avec le communisme et sortir avec le centrisme. Ce n'est pas une évolution, mais une pirouette. »

M. Juppé : pas d'accord !

Le RPR ne jouera pas « la bouée de sauvetage du Parti socialiste », *a affirmé, dimanche 15 septembre, M. Alain Juppé, secrétaire national du RPR, chargé du redressement économique et social. Invité de l'émission « Sept sur sept » sur TF 1, M. Juppé a ironisé sur les notions de consensus et de cohabitation en déclarant :* « On essaie de *nous faire croire que l'opposition et la majorité actuelle, à condition* d'éliminer les plus extrémistes de chaque côté, seraient prêts à *travailler ensemble. Eh bien, ce n'est pas vrai. On n'est pas* d'accord. »

LES RÉACTIONS

En France

M. Giscard d'Estaing : oui, mais...

Avant d'avoir eu connaissance de la *déclaration* de M. Mitterrand à son retour de Mururoa, M. Giscard d'Estaing a jugé, dimanche 15 septembre au « Grand Jury RTL-*le Monde* » que le président de la République avait eu *« raison d'affirmer la continuité de la politique de dissuasion nucléaire de la France. C'est un ralliement de sa part à l'effort lucide et courageux qui a été accompli par ses prédécesseurs depuis le général de Gaulle pour doter la France d'une force de dissuasion nucléaire* (1), a-t-il remarqué avant d'exprimer la crainte que, *« à l'heure actuelle la France ne fasse pas le nombre d'expériences nucléaires qui serait nécessaire pour préparer la future modernisation de notre force de dissuasion ».*

L'ancien chef de l'Etat a ajouté : *« Si le Pacifique est important pour l'avenir de la France, il ne faut pas commencer par abandonner la Nouvelle-Calédonie. »* M. Giscard d'Estaing ne *« croit pas à l'indépendance-association ; cela n'existe pas dans le monde actuel. Il y a l'indépendance tout court ou il y a la participation à un grand ensemble politique ».* Selon lui « la nouvelle majorité » aura à *« reprendre l'évolution de la Nouvelle-Calédonie à l'intérieur de la République française et non pas sous la formule d'une indépendance-association ».*

M. Giscard d'Estaing a d'autre part expliqué pourquoi il n'avait pas voulu s'exprimer au sujet de l'affaire Greenpeace : *« Quel que soit le sentiment que j'éprouve sur la manière singulière dont a été conduite cette affaire,* a-t-il dit, *je n'ai pas voulu qu'une phrase de moi puisse être utilisée contre mon pays. »*

(1) M. Giscard d'Estaing s'est référé, sur ce point, au programme commun de la gauche, *« qui,* a-t-il dit, *était encore la charte en vigueur au moment des élections de 1981 ».* Chacun sait, pourtant, que l'accord entre le PS et le PCF sur ce programme avait été rompu en septembre 1977 et que, surtout, s'agissant de la force de frappe, le PCF s'y était rallié en mai 1977 et le PS en janvier 1978.

M. PASQUA : OUI, SI...

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, invité dimanche 15 septembre du « Club de la presse » d'Europe 1, a estimé que *« le président de la République a eu raison d'aller à Mururoa si le message qu'il entendait donner était de confirmer que la France est une nation indépendante et qu'elle décide par elle-même de tout ce qui touche à ses intérêts vitaux ».*

Il a souligné que M. Mitterrand avait été *« obligé »* de faire ce voyage *« pour mettre les choses au point »,* parce que *« certains pays riverains voyant la politique du gouvernement en Nouvelle-Calédonie ont pu se dire que le moment était venu de pousser un peu les choses ».*

A l'étranger

Les premiers ministres néo-zélandais et australien déclinent l'invitation de se rendre à Mururoa

Le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, a vivement répliqué, le dimanche 15 septembre, à Auckland, aux propos tenus vendredi à Mururoa par M. Mitterrand. Le chef du gouvernement de Wellington, qui s'exprimait avant que le président français eût prononcé sa déclaration de dimanche après-midi à l'Elysée, s'est notamment ému de la phrase de M. Mitterrand indiquant (*le Monde daté 15-16 septembre*) que *« la souveraineté de la France ne peut être remise en cause »* et que *« personne ne peut se substituer à sa volonté lorsqu'il s'agit de ses intérêts dans le Pacifique, sauf à apparaître comme un adversaire ».*

Pour M. Lange, Paris *« considère la Nouvelle-Zélande comme une ennemie »,* mais Wellington *« ne se déclare pas ennemie de la France ».* Mais il a estimé que M. Mitterrand *« travaille actuellement à créer en France une vague de nationalisme hystérique »* dont le but serait *« de justifier la présence d'espions français en Nouvelle-Zélande ».* Quant au *« raid éclair »* du chef de l'Etat à Mururoa, il répondait, selon le premier ministre néo-zélandais, au souhait de la France *« de jouer à la fois le rôle d'une puissance dans le Pacifique et d'une puissance nucléaire tout court ».*

Ce voyage, a poursuivi M. Lange, est *« un bras d'honneur en direction de tous ceux qui pensent autrement que Paris. M. Mitterrand est également venu dans le Pacifique pour faire savoir qu'il y disposait d'une colonie, où il peut s'adonner à autant d'essais nucléaires qu'il le souhaite. » « Ce n'est certainement pas une façon d'agir qu'on connaît dans le Pacifique ou en Nouvelle-Zélande,* a conclu M. Lange, *mais cela apparaît comme un moyen de gagner les élections en France. »*

Le premier ministre néo-zélandais a indiqué qu'il avait proposé à M. Mitterrand de le rencontrer lors de son voyage éclair dans le Pacifique, *« mais, bien sûr, il n'a pas osé prendre de risques, il ne m'a pas répondu. Mais pouvait-on vraiment attendre une réponse de sa part ? »,* a ajouté M. Lange. Ce dernier, après avoir pris connaissance de la déclaration de M. Mitterrand, a repoussé l'offre faite à tous les chefs de gouvernement de la région de venir vérifier, à Mururoa même, l'innocuité des essais nucléaires français pour l'environnement, mais s'est déclaré prêt à rencontrer le président français à Paris, ou à l'accueillir à Wellington.

Le premier ministre australien, M. Bob Hawke, a indiqué, de son côté, ce lundi matin à Port-Moresby, où il assiste aux cérémonies marquant le dixième anniversaire de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qu'il rejetait également cette invitation. *« Si M. Mitterrand tient tant à prouver à tout le monde dans la région que ces essais sont parfaitement sûrs, il n'a qu'à y faire procéder en France métropolitaine »,* a-t-il notamment déclaré. – *(AFP.)*

Le débat sur la cohabitation et l'évolution du régime

Au moment où l'opposition semble difficilement parvenir à se mettre d'accord pour élaborer une stratégie électorale commune et se perd en débats contradictoires sur la cohabitation, M. Valéry Giscard d'Estaing affiche, lui, une belle sérénité, un optimisme que rien ne paraît devoir entamer.

L'union ? Pour l'ancien président de la République, pas de doute, elle va réussir. Des listes communes vont être constituées dans deux tiers à trois quarts des départements, assure-t-il, fort des contacts qu'il a eus, ces dernières semaines, à l'UDF et au RPR, au plus haut niveau, avec M. Jacques Chirac, dont il veut définitivement oublier l'« attitude » en 1981. M. Giscard d'Estaing confie même, en privé, que l'UDF et le RPR pourraient aller à la bataille sous un sigle commun. Quelque chose comme « Union pour le redressement » (UPR). Ce n'est pas encore le « parti de l'union », appelé de ses voeux par l'ancien président de la République, mais...

La cohabitation ? Elle sera possible, et pas un député *« élu par l'union de l'opposition »* ne refusera sa confiance au nouveau gouvernement. A l'exception, sans doute, de M. Raymond Barre, mais explique M. Giscard d'Estaing, c'est une personnalité à part.

Tellement « à part » qu'elle ne semble pas devoir faire partie, aux yeux de l'ancien chef de l'Etat, des députés « élus par l'union de l'opposition » !

Le libéralisme ? Si les « solutions libérales » n'ont pu être appliquées totalement sous le septennat précédent, elle ne manqueront pas de l'être en 1986, car les esprits, alors, seront prêts.

Bref, M. Giscard d'Estaing esquisse un scénario « de rêve ». Un scénario dans lequel il ne précise pas son rôle, s'en tenant à cette simple affirmation : *« Je porte en moi l'ardent besoin d'être utile. »*

Au passage, il balaie la contradiction que comporte sa conception du rôle d'un président de la République dans le futur — M. Giscard d'Estaing est pour une présidentialisation du régime — et son acceptation de voir le chef de l'Etat jouer un rôle secondaire pendant cette période « exceptionnelle » que seront les années 1986 à 1988.

Ce débat sur l'évolution possible ou nécessaire, des institutions tend à se substituer, dans l'opposition, au débat sur la seule cohabitation. M. Alain Madelin, délégué général du PR, estime qu'une *« expérience de cohabitation peut conduire à un rééquilibrage entre pouvoir exécutif et pouvoir législatif »*. Un point de vue que ne partage pas tout à fait M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, qui nous expliquait que si on peut *« aspirer, pour un avenir plus lointain, dans une France apaisée et consolidée, à un vrai régime présidentiel avec séparation des pouvoirs,* actuellement, *seul le président de la République élu au suffrage universel est en mesure de garantir au pouvoir force et efficacité. Un compromis boiteux, né de la combinaison entre une opposition libérale victorieuse en 1986 et un président issu de l'union de la gauche n'est pas à la mesure des exigences du redressement »*, juge ce député barriste, qui ajoute : *« A l'époque où elle était portée par la croissance, notre société a pu s'accommoder d'un pouvoir politique faible et divisé. Aujourd'hui, elle n'en a ni le temps ni les moyens, si elle veut se réformer en profondeur. »*

Ce débat institutionnel pourrait occuper une partie des travaux des parlementaires de l'UDF, réunis pour trois jours à Strasbourg.

M. Giscard d'Estaing, après avoir longuement hésité, après avoir décidé de ne pas participer à ces journées parlementaires, s'est finalement laissé convaincre. Il devait arriver à Strasbourg, lundi après-midi, en compagnie de M. François Léotard — qui avait, lui aussi, l'an dernier, boudé ses collègues — et assister à l'ouverture des travaux.

Du côté du RPR, M. Charles Pasqua, président du groupe sénatorial, estime que l'opposition l'ayant emporté en mars 1986, le président devra soit appeler les citoyens à trancher en remettant son mandat en jeu ou en dissolvant la nouvelle Assemblée, soit renoncer aux prérogatives qui s'attachent au rôle de chef de la majorité.

Pour le PCF, enfin, qui ne « demande » pas au chef de l'Etat d'écourter son mandat si la droite est victorieuse, la cohabitation suppose que le PS et l'opposition soient d'accord sur la politique à suivre, ce qui est le cas, affirme M. Marchais.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

La guerre des signatures aura-t-elle lieu ?

Suffira-t-il, pour faire voler en éclats la cohabitation politique de demain, si elle a lieu, d'un paraphe intempestif... ou refusé du chef de l'Etat ou de son premier ministre ? Signes du pouvoir et marques juridiques décisives qui authentifient et même scellent l'existence des textes officiels, signatures et contreseings jouent un rôle aussi important que méconnu dans le fonctionnement de la machine politico-administrative de l'Etat.

Faute de griffe présidentielle ou du premier ministre, ou pour un trait de plume de trop, conflits ou retards dans la conduite des affaires publiques pourraient provoquer instantanément un conflit majeur ou, par répétition, entretenir une détestable guérilla, et, qui sait, déboucher sur une rupture.

Le président de la République *« promulgue les lois »* (article 10 de la Constitution). Sa signature en est la marque nécessaire. Le chef de l'Etat *« signe les ordonnances et les décrets délibérés en conseil des ministres »* (article 13). Il ratifie les traités (article 52). Surtout il signe, ès qualités, de nombreux décrets de nomination : premier ministre et membres du gouvernement (article 8 de la Constitution), membres du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes (1), magistrats de l'ordre judiciaire (2), professeurs de l'enseignements supérieur, officiers, certains fonctionnaires et agents publics ainsi que les membres de certains corps (3). Toutes ces nominations sont prononcées par décret présidentiel non adopté en conseil des ministres.

Sont au contraire adoptées en conseil des ministres, et donc signées aussi du chef de l'Etat, toutes les nominations concernées par l'article 13 de la Constitution (4). Il en va de même pour les emplois de procureur général près la Cour de cassation, la Cour des comptes et la cour d'appel de Paris, et nombre d'emplois de direction dans les établissements publics, entreprises publiques et sociétés nationales. La liste de ces emplois vient d'être mise à jour et augmentée (*le Monde* du 8 août).

Cette énumération impressionnante peut se résumer aisément : le chef de l'Etat a en principe la maîtrise, par stylographe interposé, de l'appareil d'Etat. Nul ne peut le contraindre à nommer qui il ne veut pas voir nommé. Mais, en même temps, la Constitution prévoit que les actes du président de la République sont contresignés par le premier ministre (et le cas échéant par les ministres responsables), à quelques exceptions près qu'énumère l'article 19 : la nomination du premier ministre, précisément, la soummission d'un projet de loi à référendum, les dispositions de l'article 16, la dissolution de l'Assemblée nationale, les messages aux deux Assemblées et tout ce qui concerne le chef de l'Etat et le Conseil constitutionnel.

Dans tous les autres cas, le contreseing du premier ministre est indispensable. Point de texte valide sans les deux paraphes (au moins). Qu'arriverait-il si le premier ministre refusait son contreseing (qui, du reste, dans le système ascendant tel qu'il est pratiqué, intervient avant la signature du président ?) Le chef de l'Etat pourrait-il sans scandale (et surtout sans abolir ladite cohabitation) *« mettre fin aux fonctions »* du premier ministre sur la *« présentation »* (plus imaginaire que jamais) *« par celui-ci de la démission du gouvernement »*, pour reprendre les termes de la Constitution (article 8) ?

> *Entre le président de la République et son premier ministre, un trait de plume en plus ou en moins pourrait faire voler en éclats la cohabitation.*

Haute trahison ?

Et si c'est le président qui bloque, en refusant de signer ? Il ne le peut pas, s'agissant de la promulgation des lois. Sauf à encourir l'hypothétique, mystérieux et à vrai dire assez abstrait couperet de la « haute trahison » évoquée, on ne peut dire plus, par le titre IX de la Constitution consacré à la Haute Cour de justice.

Pour les projets de loi, d'ordonnance ou de décret réglementaire, le président de la République ne paraît pas non plus pouvoir faire obstacle au processus dès lors que le conseil des ministres *« a adoptées »*. Encore cette mention rituelle pourrait-elle être remise en question en cas de cohabitation conflictuelle et de conseils des ministres houleux. Du reste, il faut noter que le chef de l'Etat a la maîtrise de l'ordre du jour du conseil et qu'il peut donc en amont s'opposer à l'inscription des textes à l'ordre du jour.

Ainsi le vrai champ d'action du chef de l'Etat comprend les nominations (avec la réserve que l'on a vue) et, bien sûr, les actes dispensés du contreseing de portée inégale et par définition peu nombreux, au contraire de l'« ordinaire » des textes produits. Quel domaine immense pour des conflits de signature, si conflits il devait y avoir !

De Gaulle : toujours plus

Au fait, ces deux signatures — celle du président et celle du chef du gouvernement, — forts symboles, on l'a vu, des pouvoirs respectifs, se valent-elles ou sont-elles hiérarchisées ? C'est au fond la question centrale à quoi renvoient tous les aspects logistiques de cette éventuelle « guérilla » ? Georges Pompidou osa, en avril 1964, émettre une réponse « égalitaire » en affirmant à l'Assemblée nationale : *« Sauf exceptions énumérées limitativement par la Constitution, aucun acte du président de la République n'est valable sans la signature du premier ministre. Et je vous demande de croire que j'attache à cette signature la même importance que le président de la République attache justement à la sienne* (...). *Cela veut dire que* [les] *décisions ne sont prises, quel qu'en soit l'initiateur, qu'après accord entre le président de la République et le premier ministre »*.

De Gaulle ne l'entendit bien sûr jamais de cette oreille. Lui plaçait au premier rang, sans équivoque, sa signature. Il trouva même, peu après son retour au pouvoir, que le chef de l'Etat devait signer plus de textes que ne le prévoyait la Constitution.

Cette vision, consubtantielle à la vision gaullienne du rôle du chef de l'Etat, se trouva renforcée par un conflit avec M. Michel Debré sur le point de savoir s'il appartenait au premier ministre de décider seul des attributions des secrétaires d'Etat (ce que pensait ce dernier) ou bien si de Gaulle devait superviser les attributions de tous les membres du gouvernement.

S'ensuivit la mise au point, menée à bien à l'époque par M. Bernard Tricot, à la demande du général, d'une liste de textes que le chef de l'Etat signerait, en dépit de l'absence d'indications de la Constitution.

La tradition ainsi créée a encore cours. Aucun des successeurs du général n'a renié cet héritage. Une circulaire récente (mai 1985) qui synthétise toutes les règles et usages concernant l'élaboration et la publication des textes officiels (5) indique en effet que l'auteur d'un décret *« est normalement le premier ministre »* mais que *« ce peut être le président de la République si la Constitution l'exige, si le décret doit être pris en conseil des ministres, si une loi l'a prévu ou si un usage l'admet ainsi que dans le cas où, exceptionnellement, le président, pour des raisons dont il est juge, se réserve cette signature »*.

Reconquête

Prérogative, on le voit, presque royale, et qui laisse peu de place à la supposée irresponsabilité politique du chef de l'Etat ! De Gaulle avait ainsi souhaité intervenir personnellement autant que faire se pouvait dans tous les grands domaines où la Constitution lui attribuait un rôle prééminent ou qui lui tenaient à cœur (défense et affaires étrangères entre autres).

Or ce qu'un président de la République a, dans des cas non exigés par les textes, signé, un décret du premier ministre seul peut le modifier ou l'abroger. La jurisprudence du Conseil d'Etat attribue en effet une valeur nulle à la signature « supplémentaire » du chef de l'Etat.

Un premier ministre qui voudrait en découdre avec le chef de l'Etat pourrait ainsi « revisiter », en privant le président de réplique, de nombreux aspects de la vie publique. On verrait alors le chef du gouvernement, par la force de sa seule signature, rééquilibrer à son profit les pouvoirs entre les deux hommes, au demeurant tellement imbriqués par la Constitution.

Exemple limite, tant il pose de problèmes de crédibilité internationale et intérieure et ferait jouer au premier ministre un rôle difficile qui ne lui vaudrait sans doute guère de prestige supplémentaire, mais exemple formellement plausible, qui dit bien à quel ébranlement de son statut s'exposerait en cas de cohabitation conflictuelle le chef de l'Etat : un décret signé du premier ministre peut très bien abroger le texte du 14 janvier 1964, signé à l'époque par le général de Gaulle, qui confère au chef de l'Etat l'ordre d'engagement des forces aériennes stratégiques en cas de conflit.

Exemple limite ? Sans doute. Mais tout serait extrême si la guerre des signatures venait à éclater, et bientôt, peut-être, la Constitution de la Ve République. Au contraire, dans une cohabitation pacifique ou à tout le moins fondée sur le pragmatisme, jamais le chef de l'Etat ou le premier ministre n'aurait à brandir, en guise d'arme suprême, leur stylographe.

MICHEL KAJMAN.

(1) A l'exception des conseillers d'Etat et des conseillers maîtres à la Cour des comptes.

(2) Mais pas celle du procureur général près la Cour de cassation, ni celle du procureur général près la cour d'appel de Paris.

(3) A toutes ces nominations s'ajoutent celles, et les promotions, dans les ordres de la Légion d'honneur et du mérite.

(4) Conseillers d'Etat, grand chancelier de la Légion d'honneur, ambassadeurs, conseillers maîtres à la Cour des comptes, préfets, représentants du gouvernement dans les territoires d'outre-mer, officiers généraux, recteurs d'académies et directeurs des administrations centrales.

(5) Processus dans lequel le secrétariat général du gouvernement joue un rôle central et discret, qui prendra sans doute une importance plus grande encore dans la période de l'après-mars 86.

AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

M. Giscard d'Estaing : « Je dis non à la crise politique »

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui était dimanche 15 septembre l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde », a poursuivi sa plaidoirie en faveur de l'union. Il a notamment expliqué : *« Le nouveau gouvernement sera en place au mois d'avril prochain ; à la fin du mois d'août, il aura épuisé ses « cent jours », ce qui veut dire que, dans un an, l'essentiel des mesures de redressement devra avoir été pris. Pour cela il faut un gouvernement, c'est-à-dire une équipe de gens décidés à travailler ensemble. Il me paraît essentiel de commencer tout de suite à préparer leur action, à la préparer par l'union (...). L'objectif est clair : une campagne unie, un gouvernement uni, un redressement réussi ensemble. »* L'ancien président de la République estime ainsi que *« six arguments »* plaident en faveur de l'union : *« La nécessité de gouverner ensemble, l'urgence du redressement à opérer, la ressemblance des positions de l'UDF et du RPR, l'aspiration profonde des Français, l'enseignement du passé et enfin un réflexe de bon sens. »*

« On sait très bien, a souligné M. Giscard d'Estaing, *que l'échec de l'élection présidentielle a été largement le fruit de la désunion. Il ne s'agit pas de rouvrir la porte par laquelle le malheur est arrivé. »* Il a ajouté : *« La loi électorale donne une prime d'environ 10 % à des listes uniques ; cela représente de vingt-cinq à trente députés, c'est ce qui peut faire toute la différence ente une majorité boiteuse et une majorité capable de conduire un redressement (...). Pour moi, la désunion, c'est le luxe des périodes calmes. »*

Un climat nouveau

« Je voudrais vous annoncer une bonne nouvelle, a poursuivi l'ancien chef de l'Etat, *l'union va réussir. Les contacts que j'ai eus ces derniers jours avec les principaux dirigeants de l'opposition UDF et RPR (...) me conduisent à penser que nous allons aboutir à des listes uniques dans environ deux tiers ou trois quarts des départements, c'est-à-dire dans plus de deux départements sur trois. »*

M. Giscard d'Estaing est d'autre part convaincu que les députés *« élus par l'union de l'opposition »* ne refuseront pas en 1986 d'accorder leur confiance au gouvernement issu de la nouvelle majorité. *« Ceci n'aura pas lieu »* a-t-il prédit. *« On oublie toujours,* a-t-il expliqué, *que les grandes consultations nationales créent un climat nouveau. (...) Un grand nombre de députés seront élus grâce à l'union de l'opposition. Ces députés auront annoncé le programme de gouvernement commun de l'UDF et du RPR. Il y aura donc une immense attente de l'opinion publique. Et si chacun respecte la volonté des électeurs, c'est-à-dire si nous avons en effet les moyens d'appliquer sans compromis la volonté des électeurs, je ne vois pas qui se refusera à soutenir une telle action. »*

M. Giscard d'Estaing a considéré M. Barre comme un cas à part. *« M. Barre,* a-t-il dit, *a des raisons personnelles d'évaluer une situation politique et de porter un jugement. Il a toute liberté de s'exprimer. La personnalité de M. Barre dépasse celle des simples députés de l'opposition. »*

Après avoir affirmé : *« Je dis non à la crise politique car elle n'a pas d'utilité pour la France »*, le député du Puy-de-Dôme a précisé que, après l'élection d'une nouvelle majorité, ce sera au président de la République de dire *« comment il entend pour sa part respecter la volonté des électeurs. »* Évoquant les pouvoirs du président de la République pendant les deux années qui suivront la victoire de l'actuelle opposition, il a déclaré : *« Les pouvoirs du président de la République viennent de deux sources : la Constitution et le fait qu'il ait été très souvent le chef, l'inspirateur de la majorité politique du pays. Dans la période 1986-1988, les pouvoirs du président de la République seront ceux que lui donne la Constitution, ce ne seront plus ceux que lui donnait jusqu'ici le fait d'être le chef de la majorité politique. »*

M. Giscard d'Estaing a affirmé une fois encore qu'il n'était *« candidat à aucun poste »*. *« Je porte en moi l'ardent besoin d'être utile »*, a-t-il seulement souligné.

Au journaliste qui lui demandait si une cohabitation lui paraissait possible entre lui et M. Mitterrand, notamment après les propos très sévères qu'avait eus M. Giscard d'Estaing au moment de l'affaire des « avions renifleurs » (1), il a répondu : *« Pour beaucoup de questions politiques, j'ai évacué toutes les préoccupations personnelles. »*

(1) M. Giscard d'Estaing avait notamment déclaré : *« Lorsqu'un président de la République laisse attaquer son prédécesseur, il n'est plus qualifié pour représenter l'unité du pays. »*

Une élection cantonale

VAL-D'OISE : canton de Goussainville (1er tour).

Inscr., 16709 ; vot., 8665 ; suffr., expr., 8310, MM. Messager, div. opp., 4341, *ELU* ; Toumazet, PC, 3969.

[M. Guy Messager, div. opp., maire de Louvres, qui a été élu avec 52,23 % des suffrages exprimés, succède à Roger Gaston, PC, décédé en juin dernier. Conseiller général de ce canton depuis 1967, Roger Gaston avait été réélu au second tour des élections cantonales de mars 1982 avec 6081 voix contre 4531 à M. Canto, UDF, pour 10612 suffrages exprimés, 11084 votants et 17285 inscrits.

Les voix socialistes du premier tour de ce scrutin se sont correctement reportées sur le candidat communiste, et M. Toumazet (47,76 % des suffrages) a même sensiblement amélioré le score réalisé par la gauche le 8 septembre (42,02 %).

Les résultats du premier tour de ce scrutin partiel avaient été les suivants : Insc., 16713 ; vot., 8787 ; suff. ex., 8588. MM. Toumazet, 2699 ; Messager, 1887 ; Mme Hermanville, RPR, 1590 ; MM. Jaffré, PS, 910 ; Muller, FN, 812, Gunediger, div. opp., 477 ; Desroses, UDF-PR, 213.

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE No 1

M. Pasqua souhaite que M. Chirac devienne premier ministre

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, invité du « Club de la presse » d'Europe no 1 dimanche 15 septembre, évoquant l'interview récemment accordée par M. Raymond Barre à *l'Expansion*, a déclaré : *« Première bonne nouvelle, M. Barre a un programme. Deuxième bonne nouvelle, je dirai qu'à 90 % les idées de M. Barre et celles du RPR sont identiques. »*

A propos du refus éventuel du député du Rhône d'accorder sa confiance au futur premier ministre, M. Pasqua estime : *« Si M. Mitterrand décidait de rester, et s'il appelait comme premier ministre un représentant authentique de la nouvelle majorité qui propose les mesures que je viens d'énumérer, je vois mal M. Barre lui refuser la confiance, en tous cas ce serait très mal ressenti par les Français, et M. Barre a trop le sens de l'intérêt général pour se comporter de cette façon. »*

A la question de savoir s'il souhaite que M. Jacques Chirac devienne le premier ministre de M. Mitterrand, M. Pasqua répond : *« Oui, pour une simple raison. Nous, nous croyons que les idées que nous proposons et les mesures que nous indiquons aux Français comme devant favoriser le redressement sont de nature à permettre ce redressement ; nous en sommes intimement convaincus. C'est la raison pour laquelle nous considérons qu'il faut aller au pouvoir, et y aller tout de suite. Naturellement, je comprends parfaitement que si d'autres ne croient pas que les mesures qu'ils proposent puissent produire des effets positifs, ils préfèrent ne pas y aller. Mais nous, nous y croyons. »*

Deux attitudes

Le sénateur des Hauts-de-Seine, appelé à commenter l'annonce faite par M. Giscard d'Estaing au « Grand Jury RTL-*le Monde* » qu'il y aurait au moins deux tiers de listes d'union dans l'opposition, a répondu : *« Ce serait une excellente nouvelle, ce ne serait pas mauvais du tout ! Mais cela voudrait dire qu'on aurait auparavant mûrement pesé les avantages et les inconvénients du système et pris toutes les mesures nécessaires pour éviter les dérapages, parce que si nous faisons des listes d'union et que nous nous retrouvions avec des listes dissidentes, ce n'est pas bon ; mais peut-être peut-on l'éviter, c'est très possible ; il faut ouvrir, ouvrir à d'autres partenaires, si on veut faire des listes d'union un peu plus générales. Nous, nous sommes pour une large union.*

» L'important, c'est que la décision soit prise d'un commun accord par le RPR et l'UDF lorsque nous aurons jugé de la meilleure formule pour gagner et que nous soyons naturellement d'accord sur ce que nous ferons lorsque nous arriverons au pouvoir. Cela me paraît encore plus important que d'avoir des listes d'union ou des listes séparées. »

Enfin, M. Pasqua a évoqué le problème de la cohabitation, en disant : *« A partir du moment où la majorité législative nouvelle ne correspondrait pas à la majorité présidentielle, le président de la République aurait le choix entre deux attitudes. Il pourrait dire aux Français : « il y » a conflit entre les deux autorités » élues au suffrage universel et je » vous demande de trancher : pour » cela, soit je dissous l'Assemblée » nationale, après vous avoir mis » devant vos responsabilités, soit je » démissionne et je remets mon » mandat en jeu. Cela sera fonction aussi de l'attitude que le président de la République aura lui-même adoptée pendant la campagne électorale. Va-t-il prendre une part active à la campagne ? Va-t-il se comporter comme le chef de la majorité sortante ? Dans ce cas, si elle était écrasée, il devrait en tirer les conséquences. Si, au contraire, il se tient un peu en retrait, s'il y a une majorité nouvelle et s'il décide de ne pas en appeler à l'arbitrage du peuple — rien ne l'y oblige. — le président de la République se trouverait conserver les pouvoirs qui lui sont reconnus par la Constitution, mais, du même coup, il ne détiendrait plus ceux qui appartiennent au chef de la majorité parlementaire. Dans une certaine mesure, on se trouverait devant une redistribution du pouvoir. »*

POLITIQUE

Point de vue

Un programme pour 1986

par JEAN-PIERRE FOURCADE (*)

AU-DELA de la préparation des listes électorales et de la cohabitation, le moment est venu de s'interroger sur le message que l'opposition devra diffuser pour l'emporter en mars 1986. Face à l'aggravation du chômage et de l'insécurité, elle devra redonner l'espoir à nos concitoyens. Encore ne faut-il pas promettre des résultats impossibles à atteindre en quelques mois.

L'analyse lucide de la marge de manœuvre dont disposera alors le gouvernement constitue donc le préalable à tout programme d'action. En surestimant en 1981 les réserves de l'économie française, les socialistes ont isolé notre pays de la reprise constatée partout ailleurs à partir de 1983. Qu'en sera-t-il en 1986 ?

La « politique de rigueur » de Jacques Delors et de ses successeurs ne parvient pas à rééquilibrer notre commerce extérieur. Il serait fallacieux de faire croire à nos concitoyens que les bonnes dispositions de l'économie mondiale entraîneront une croissance suffisante de nos exportations. D'autant plus que les perspectives économiques esquissées pour 1986 et 1987, dans le monde atlantique, ne sont guère encourageantes — et que la baisse de régime constatée en Asie du Sud-Est risque de se poursuivre.

Rien ne permet d'envisager un équilibre durable et automatique de notre balance commerciale. Or cet équilibre est nécessaire pour rembourser la dette extérieure contractée depuis 1981 : même si quelques aménagements récents sont venus en atténuer le poids, il faudra plusieurs années d'excédents des paiements pour s'acquitter de ce fardeau sans trop réduire la consommation des Français.

De bons esprits préconiseront un ajustement de la parité du franc dans le SME. Ce serait faire peu de cas de la pression amicale de nos partenaires pour espérer que cet ajustement, sans doute nécessaire, atteigne le niveau suffisant pour régénérer le commerce extérieur. Ce serait surtout continuer à faire croire que l'adaptation de l'appareil économique français à la compétition internationale ne peut s'opérer qu'en terme de dévaluation du franc. Les socialistes ayant hésité à *prévoir le retrait du francs du SME* et l'abandon de toute organisation monétaire de l'espace européen, ne laissons pas supposer que l'opposition pourrait le faire.

Comme aujourd'hui l'action de redressement du gouvernement sera facilitée par la baisse du dollar et contrariée par le faible dynamisme de l'économie allemande, avantagée *par la poursuite de la désagrégation* de l'OPEP et désavangagée par les difficultés financières des pays en développement. Bref, il n'y a pas lieu de fonder d'espoir de redressement *sur des aides venues de l'extérieur*. La véritable marge de manœuvre du gouvernement dépendra du diagnostic porté sur trois problèmes spécifiques :

Déphasages

1) *Le déséquilibre des finances publiques.* — Comme il est impossible de financer le déficit budgétaire par des ressources saines, l'accumulation des déficits atteignant ou dépassant 3 % du PIB constitue à la fois un élément d'accélération de l'inflation et de réduction de la croissance. C'est en 1986 que la charge de la dette dépassera largement le coût des investissements civils de l'Etat : comment ne pas en déduire que l'Etat a perdu la maîtrise des financements qu'imposent un secteur public démesurément élargi et une situation catastrophique du bâtiment et des travaux publics ? *Phénomène plus préoccupant*, les recettes fiscales ont tendance à plafonner, ce qui entraîne des tensions dans les relations financières entre l'Etat et les collectivités locales.

Le problème central de 1986 consistera pour le gouvernement à retrouver quelque souplesse en agissant par priorité sur le déficit du budget. L'effort de réduction suppose des *réformes profondes* et, sans doute, longues à se traduire par des économies alors que la demande d'allégements fiscaux sera très pressante. Disons qu'il faudra réduire de 20 à 40 *milliards* un déficit atteignant sans doute 150 à 170 milliards pour l'ensemble de l'année : qui pourrait prétendre y parvenir sans de profonds changements d'orienta*tion portant sur les nationalisations*, le financement de la construction, les bonifications d'intérêts, les interventions économiques et sociales de l'Etat ?

2) *Le coût de la protection sociale.* — A la fin de l'année, trois régimes sur cinq connaîtront de grandes difficultés. L'assurance-vieillesse est structurellement déficitaire, l'UNEDIC ne vaut guère mieux, l'assurance-maladie retrouve une situation difficile : les maigres excédents des prestations familiales et des accidents du travail ne suffisent pas, et de loin, à compenser les pertes. C'est un déficit global de l'ordre de 25 milliards de francs, majoré des charges de remboursement des emprunts contractés pour redresser la trésorerie de l'assurance-vieillesse et de l'UNEDIC, qu'il faut se préparer à financer en 1986. Mais c'est l'échéance de 1987 qui sera insupportable puisqu'elle risque de connaître un déficit trois fois supérieur.

L'immobilisme serait suicidaire

Les cotisations à la charge des entreprises ayant depuis longtemps dépassé la cote d'alerte, surtout en comparaison avec la RFA, et les partenaires sociaux étant très attachés au strict maintien des prestations actuelles, la marge de manœuvre du futur gouvernement tendra vers zéro. Sauf à sacrifier une fois de plus le pouvoir d'achat des prestations familiales, l'opposition ne peut se satisfaire des mesures trimestrielles de replâtrage que les socialistes sont contraints de mettre en œuvre. Dans ce domaine comme en matière de finances publiques, l'*immobilisme serait suicidaire*. Mais la réforme nécessaire se heurtera à de fortes réticences que ne manqueront pas d'alimenter les représentants professionnels et syndicaux *siégeant dans les principales* caisses.

J'ai déjà évoqué les grandes lignes du programme à proposer aux partenaires économiques et sociaux : transfert au budget de l'Etat des prestations familiales, mise en œuvre de régimes complémentaires de vieillesse par capitalisation, responsabilisation des hôpitaux publics et privés, développement des régimes complémentaires d'assurance-maladie ouverts aux entreprises d'assurance comme aux mutuelles, nouvelle frontière entre l'aide publique au chômage et la politique contractuelle, concurrence plus grande entre les divers systèmes autres que ceux concernant la famille. A partir d'un tel schéma, il devient possible d'envisager un retour à l'équilibre de l'ensemble de notre système social vers 1988. L'opposition serait folle d'aborder ce dossier explosif sans avoir une conception commune d'une protection sociale cohérente avec une économie compétitive. Encore faudra-t-il persuader les Français que le lien entre protection sociale et niveau de l'emploi est étroit, et que la réforme de l'une aura des conséquences heureuses sur l'autre.

3) *Le dynamisme de l'appareil productif.* — Il est nettement insuffisant et c'est là que l'on peut le plus facilement agir. Encore faut-il ne pas ressusciter un front syndical unitaire en se trompant dans le choix des priorités. Mieux vaut assouplir la réglementation de l'embauche et des licenciements qu'abroger le monopole syndical. Mieux vaut conserver le SMIC en l'adaptant au premier emploi des jeunes que supprimer les dispositions des lois Auroux qui sont aujourd'hui mieux acceptées.

L'essentiel est d'abandonner la vieille conception social-démocrate de l'aide systématique aux entreprises en difficulté et de favoriser par des mesures fiscales celles qui, faisant des bénéfices, sont capables d'investir et d'exporter dans de bonnes conditions. Le dynamisme de l'appareil productif repose, bien sûr, sur davantage de flexibilité de l'emploi et des conditions de travail : mais il ne peut se développer qu'à partir d'entreprises saines et performantes. C'est de leur réponse positive à la politique de redressement mise en œuvre en 1986 que dépendra la rapidité du renouveau.

Résumons-nous : l'environnement international de 1986 ne nous dispensera pas d'un effort courageux et persévérant, qu'il faut entreprendre dès la mise en place de ce gouvernement. Ensuite, la marge de manœuvre sera très réduite sur le plan financier comme sur le plan social : elle ne pourra s'élargir que si le gouvernement parvient à redonner son dynamisme à l'appareil productif. Enfin, la clé du succès ne réside pas dans des combinaisons politiques ou dans l'aspect plus ou moins conflictuel de la cohabitation. La voie de l'espoir, c'est une discussion méthodique, approfondie et conclusive avec les partenaires économiques et sociaux qui accepteront d'y participer. Alors, peut-être, le débat politique pourra s'affranchir des utilisateurs de moulins à prières plus prompts à s'invectiver qu'à aborder *les vrais sujets, ceux qui intéressent* les Françaises et les Français.

(*) Président de la commission des affaires sociales du Sénat. Ancien ministre.

LA FETE DE L'HUMANITÉ

M. Marchais : voter communiste pour empêcher la coopération entre le PS et la droite

Au cours de la Fête de *l'Humanité*, organisée à La Courneuve, en Seine-Saint-Denis, le samedi 14 et le dimanche 15 septembre, M. Georges Marchais a, par deux fois, exposé les thèmes principaux de la campagne du PCF pour les élections législatives.

Au cours du journal de la mi-journée, sur TF 1, samedi, le secrétaire général du Parti communiste a affirmé qu'« *il n'y a pas de différence, pas de contradiction* » entre la politique de M. Laurent Fabius et celle de M. Raymond Barre.

Dimanche, dans le discours qu'il a adressé aux participants à la fête, M. Marchais a expliqué que la question qui se pose, pour *1986*, *n'est pas celle* de la cohabitation entre le chef de l'Etat et une majorité de droite à l'Assemblée nationale, mais celle de la « *coopération* » entre le PS et la droite, que le PCF se déclare décidé à empêcher.

M. Roland Leroy, directeur de *l'Humanité*, a annoncé que 592 060 « vignettes », donnant droit à l'entrée à la Fête, avaient été vendues cette année(contre 574 561 l'an dernier.)

P.J.

M. Marchais a affirmé que « *la politique du gouvernement socialiste, comme celle de la droite hier, ne se fixe pas pour objectif le redressement de notre économie* », mais « *obéit à une autre volonté : permettre aux grandes sociétés capitalistes, aux grandes fortunes de faire le plus d'argent possible.* » « *Or*, a-t-il dit, *ce qu'il faut bien comprendre, c'est que, aujourd'hui, investir aux Etats-Unis pour profiter du dollar, ça rapporte plus d'argent aux grands patrons que de contribuer à développer l'industrie française ; jouer à la Bourse, spéculer, faire des placements financiers, ça rapporte plus d'argent aux milliardaires que de créer des emplois et d'améliorer les salaires. C'est comme cela que les cent mille ménages les plus riches accaparent une fortune qui a plus que doublé depuis 1982 : plus de 500 milliards de francs. C'est comme cela que les profits des entreprises ont augmenté de 50 % en trois ans : 580 milliards de francs en 1984. Et c'est comme cela qu'on sacrifie nos emplois, nos industries, nos régions.* »

Le secrétaire général a dénoncé, ensuite, la « flexibilité » du travail comme un « *véritable retour au dix-neuvième siècle, la liberté de licencier et la suppression* [des] *droits essentiels* [des travailleurs] ».

Au sujet des élections législatives de mars prochain, M. Marchais a déclaré que « *les jeux ne sont pas faits* », car la droite, selon lui, ne gagne pas de voix. « *Toutes les élections partielles*, a-t-il dit, *le montrent : quand la droite l'emporte, c'est parce que des électeurs qui votaient socialiste ou communiste s'abstiennent. Et pourquoi le font-ils ? C'est évident : parce que la politique du gouvernement socialiste ne correspond pas à ce qu'ils attendaient. (...) La politique de Mitterrand et Fabius, c'est l'atout capital dont la droite dispose pour revenir au pouvoir.* »

Le secrétaire général a souligné que, au cas où l'opposition l'emporterait l'an prochain, « *la Constitution n'impose nullement* [au président de la République] *de mettre fin à son mandat si la majorité à l'Assemblée nationale ne lui convient pas.* » « *Et nous ne le lui demandons pas* », a-t-il ajouté.

« Sur l'essentiel ils sont d'accord ! »

M. Marchais a continué : « *La pratique des institutions, depuis 1958, a conduit au fait que le président de la République s'est octroyé de plus en plus de pouvoirs. Au point qu'on peut considérer que, aujourd'hui, Mitterrand a l'œil sur tout, et qu'il décide de tout, ou à peu près. Partant de là, il est facile de comprendre que, si le président met en œuvre une politique pendant que le premier ministre et son gouvernement, eux, en développent une autre qui lui est opposée, il se créera inévitablement, et rapidement, une situation inextricable à la tête de l'Etat. Dès lors, envisager, comme le font le Parti socialiste et la droite, que cette situation ne se produira pas, que la France pourra être dirigée à la fois par un président socialiste et par un gouvernement de droite, c'est admettre que leurs politiques ne diffèrent pas fondamentalement. Et c'est un fait : sur l'essentiel, ils sont d'accord !* »

Selon le secrétaire général du PCF, « le mot « cohabitation » est piégé. » « *La question*, a-t-il dit, *n'est pas de savoir s'il y aura, demain, cohabitation entre le Parti socialite et la droite, mais coopération entre eux pour continuer à appliquer la même politique de casse et d'austérité (...) Il va y avoir en mars prochain un moyen d'empêcher cette coopération entre le Parti socialiste et la droite, un moyen de se prononcer résolument pour une autre politique, ce sera de voter massivement communiste.* »

Télex pour Botha, cartes postales pour Mitterrand

Johnny Hallyday l'a dit, dimanche, sur la grande scène : la fête de *l'Huma*, c'est la fête des Français. Et les Français, entassés devant lui jusqu'à s'écraser sur les barrières de sécurité, l'ont ovationné. Une ovation ample et généreuse comme Nelson Mandela, emprisonné depuis vingt-deux ans en Afrique du Sud, en avait eu la primeur lorsque Georges Marchais s'en était pris, deux heures plus tôt, aux «*racistes de Pretoria*» sur la même grande scène, haut lieu du *show-biz* et de la politique du PCF.

Johnny ou Mandela ? Mandela ou Johnny ? Laquelle de ces deux «vedettes» a-t-elle vraiment tenu le premier rôle pour la grande famille communiste, petits cousins à la mode de Bretagne compris, réunie samedi et dimanche au parc de La Courneuve ? Ce fut Mandela. Mandela qui était partout. Sur les revers de veste (en badge), sur les poitrines (en tee-shirt), dans les cheveux (en serre-tête). «*Libérez Mandela*» exigeaient, sur le même ton, ces bons vieux accessoires de la propagande. «*Libérez Mandela*» scandait la foule, revigorée d'épouser une cause définitivement juste, noble, où les bons sont les bons, les méchants des méchants. «*Libérez Mandela*» télégraphiaient les plus mobilisés au pouvoir blanc de Pretoria. Car l'on pouvait télégraphier.

Punch et agressivité

A 10 F les deux lignes, 20 F les quatre, la fédération du Val-de-Marne incitait tous les militants à expédier un télex pour obtenir la libération du dirigeant noir. « *Dans la minute qui suit, il tombera sur le téléscripteur du premier ministre assassin P. Botha en Afrique du Sud* », précisait le tract communiste. Et le télex ronflait doucement. D'où le plaisir, la satisfaction de pouvoir enfin dire à ce Botha-là ce qu'on a sur le cœur. Du genre : « *Libérez-le sans conditions. Stop. Votre régime, M. Botha, vaut celui de Hitler. Stop.* ». « *Freedom for Mandela* ».

La fête de *l'Huma* fut donc un hommage soutenu, total, au dirigeant noir du Congrès national africain (ANC). Et la France était invitée, dans la foulée, à dire « *non au charbon des assassins de l'apartheid* », invitée fermement à brûler « *du charbon français* ». Tant et si bien qu'à la fin — probablement victime d'une auto-intoxication — le PCF avait d'autorité confisqué le combat pour la libération de Mandela à son usage exclusif.

« *Mitterrand, Fabius, complices !* » devait lancer sur la grande scène un responsable communiste. Et Georges Marchais, plus prudent, demandait au gouvernement de mettre fin à sa politique « *de faux-semblants* » *à l'égard de l'Afrique du Sud*. Une délégation conduite par M. Roland Leroy doit se rendre, à ce propos, à l'hôtel Matignon.

Voilà pour la politique étrangère. *Punch*, *agressivité*, *certitudes*. Au fil des stands communistes, le même tonus servait à taper dur sur la politique économique et sociale des socialistes. *Une politique « de casse tous azimuts »*. Et puisque l'on peut télexer à M. Botha, pourquoi ne pas écrire à M. Mitterrand ? Des cartes postales, fraîches imprimées, *adressées à « M. F. Mitterrand, président de la République, palais de l'Elysée, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris »*, n'attendaient que cela. *Une invite à prendre la parole* pour évoquer la situation chez Renault, celle de l'entreprise SKF, celle de la sidérurgie, celle de Wonder et de Bernard *Tapie*, le « *branché de Mitterrand* ».

A vos stylos, camarades ! A vos mégaphones ! De retour de Mururoa, le chef de l'Etat *s'attendait-il à ces prises à partie* ? A des familiarités comme : « *Nous avons bien voté, mais tu n'as pas tenu tes promesses* », « *Non, Mitterrand, la crise n'est pas fatale* », « *Tu n'a pas compris notre vote* ». De quoi sonner les socialistes s'ils se faisaient encore des illusions.

La fête de *l'Huma*, colorée, chaleureuse, en a oublié à certains moments son habituel côté kermesse. Elle s'est voulue, cette fois (plus que jamais), la fête des « *petites gens* ». La fête d'un *parti seul contre tous*.

LAURENT GREILSAMER.

LE CONGRÈS DES RADICAUX DE GAUCHE

L'autonomie à la carte

Le congrès du MRG, réuni à Paris les 14 et 15 septembre, a laissé le soin au comité directeur, qui devrait être convoqué à la fin du mois d'octobre, d'avaliser les listes aux élections législatives et régionales de mars prochain. Tout en refusant un accord national avec le PS — lequel se déclare toujours favorable à une solution qui respecterait la « volonté d'autonomie du MRG », — des accords locaux entre socialistes et radicaux de gauche ne sont pas écartés. Le MRG entend privilégier une démarche autonome, lui permettant d'ouvrir ses listes à des démocrates et des réformistes, avec pour objectif un élargissement de la majorité présidentielle.

Le congrès du MRG, qui avait commencé à huis clos le matin, s'est poursuivi le samedi après-midi 14 septembre, par les interventions publiques des représentants des fédérations départementales, qui ont exprimé leur souhait d'autonomie pour mener la bataille législative. « *L'idéal difficile à atteindre* », remarque M. Jean Girardon, conseiller général de la Saône-et-Loire, serait qu'il n'y ait « *aucun accord électoral* ». Au « *nous ne voulons plus être les godillots du PS !* », lancé par une militante de l'Hérault, fait écho le « *nous nous sommes fait piéger dans le face-à-face PS-MRG* » de M. Michel Scarbonchi, adjoint au maire de Montesson (Yvelines).

« *Les radicaux de gauche n'ont pas bénéficié de la victoire* [de 1981] ; *ils doivent minimiser les conséquences de la décrue* », explique M. Raymond Julien, député de la Gironde, qui, comme nombre d'intervenants, dénonce « *la caricature de proportionnelle* » introduite par la nouvelle loi électorale. Pour le porte-parole de la fédération de l'Isère, les listes autonomes MRG doivent « *stopper l'hémorragie des voix de gauche* ». Ce sentiment est partagé par M. Alain Dutoya (Landes), pour qui son parti ne prendra pas de voix au PS, mais canalisera les suffrages de ceux qu'il a déçus.

« *Alliés disciplinés et loyaux* », les radicaux de gauche ne doivent pas adopter une « *stratégie de mosaïque* », avec des tactiques variables d'un département à l'autre, estime M. Bernard Charles, député du Lot. Lançant une mise en garde à ceux qui, localement, tenteraient de passer des accords avec le PS, il craint que, à terme, une variété de tactiques ne provoque l'éclatement du parti. « *Quel que soit le prix à payer en sièges, en situations, en prébendes, aucun ne doit être tenté par le débauchage* », insiste M. Scarbonchi, pour qui « *la stratégie dure et difficile de l'autonomie sous-tend la grande exigence de la solidarité* » avant et après le congrès, « *quelles que soient les offres faites* ».

M. Alain Monod, secrétaire national chargé des élections, sera l'un des rares à observer que le PS ne mérite pas de tels excès critiques. Pour lui, la démarche autonome est nécessaire au MRG pour « *trouver son identité* », mais elle ne doit pas empêcher une entente pour que la gauche non communiste gagne le maximum de sièges.

M. Crépeau : « le parti n'est pas une fin en soi »

Avant que ne soit votée à l'unanimité, dimanche en fin de matinée, la motion finale, qui prévoit la convocation du comité directeur pour qu'il se prononce sur les propositions de « *candidatures homogènes, d'alliance et d'ouverture* ». M. Roger-Gérard Schwartzenberg développe les quatre axes à suivre pour la reconquête de l'opinion. Il s'agit, pour le secrétaire d'Etat chargé des universités, de « *refuser l'échec* », d'« *élargir le consensus* », en évitant toute « *crispation doctrinaire* » face à une opposition qui propose « *l'alternance sans alternative* », de « *préparer l'avenir* » par la formation et la modernisation économique et de « *rassembler les Français* ». Pour l'ancien président du MRG, « *un prétendu rassemblement qui se limiterait à un seul parti* » donnerait naissance à des « *listes rétrécies* », ne permettant pas à la majorité de faire le plein de ses voix. Listes autonomes, oui, mais listes communes aussi, ajoute-t-il, « *si le MRG a l'assurance de pouvoir faire passer son message* ».

Pour M. Michel Crépeau, la démarche électorale du MRG doit prendre en compte plusieurs acquis : ainsi, la gauche, écartée du pouvoir pendant vingt-trois ans, « *a réappris à gouverner* » ; ainsi, la gauche, « *d'idéaliste et quelquefois doctrinaire, est devenue réaliste* » ; ainsi, la représentation proportionnelle favorisera, à terme, les regroupements souhaités par les radicaux. Le ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme considère que cette évolution pose la question d'une adaptation de la Constitution, Constitution qui, selon lui, porte en elle le germe d'« *une crise institutionnelle* ». Quant à la préparation du prochain scrutin, l'ancien président du MRG relève que l'on ne peut, à la fois, se réjouir « *de ce que le PS ne puisse à l'avenir faire tout tout seul et de ce qu'il soit contraint de rechercher des alliances, et, dans le même temps, lui refuser, au nom d'un excessif patriotisme de parti les conditions qui permettraient une alliance* ». « *Le parti n'est pas une fin en soi. Il y a la gauche et la majorité, d'abord, et la nécessité de gouverner la France avant tout* », ajoute-t-il.

Clôturant le congrès, M. François Doubin souligne que l'autonomie du parti, dont il est le président depuis janvier dernier, suppose sa mobilisation à l'intérieur et la modification de ses rapports à l'extérieur. Confirmant qu'il y aura une liste législative par région, il explique que la stratégie électorale doit être « *maîtrisée* », c'est-à-dire, par le choix des hommes, des thèmes et des implantations, que les prochaines échéances électorales doivent être préparées. Pour le président du MRG, la question n'est pas d'« *avoir avec le PS un divorce total, tumultueux, véhément* » ; elle n'est pas, non plus, que le PS perde, « *mais bien que le MRG gagne* ».

ANNE CHAUSSEBOURG.

M. Jean Verdun a la tête de la Grande Loge de France

M. Jean Verdun a été élu, samedi 14 septembre, grand maître de la Grande Loge de France, deuxième obédience maçonnique française par le nombre de ses membres (seize milles environ), répartis dans quelque quatre cents loges en France, dans les DOM-TOM, à l'île Maurice, au Togo, en Côte-d'Ivoire, au Sénégal.

M. Verdun succède à M. Henri Tort-Nouguès, grand maître en 1983 et en 1984, qui n'était pas rééligible.

[Ne le 21 mars 1931, à Marcq-en-Barœul (Nord), M. Jean Verdun est spécialiste de la communication en milieu rural.Il est aussi auteur d'une dizaine de romans, parmi lesquels : *les Jeunes Loups, l'Enfant nu, Mille matins d'été, le Carnaval du Père-Lachaise.* Il a aussi écrit un essai : *la Réalité maçonnique* (Flammarion).

M. Verdun a dirigé, de 1978 à 1984, la revue de la Grande Loge de France, *les Points de vue initiatiques.* Au cours des dix dernières années, il a exercé les fonctions de grand secrétaire et de grand maître adjoint.]



société

Le budget de la défense pour 1986

Priorité à la marine, censée protéger les intérêts français à l'extérieur, et à la force d'action rapide, conçue pour être le « fer de lance » de l'armée de terre en Europe et outre-mer. Primauté, maintenue, de la force nucléaire de dissuasion, avec le tiers des investissements. Démarrage de l'effort consacré à une politique spatiale, pour disposer de satellites de communications et d'observation militaires.

En revanche, aucune commande prévue d'avions-radars et peu d'espoirs, pour l'armée de l'air, de pouvoir mettre en œuvre un missile stratégique mobile.

Telles sont, brièvement analysées, les grandes orientations du projet de budget de la défense pour 1986, qui sera examiné par le conseil des ministres du mercredi 18 septembre, en même temps que le reste des dépenses de l'État pour l'an prochain.

Ce projet de budget militaire s'élève à 158 350 millions de francs (non comprises les pensions, qui se montent à 36 425 millions de francs), soit une augmentation de 5,4 % par rapport aux dépenses du ministère de la défense pour 1985. Si l'inflation constatée en 1986 est bien celle que le gouvernement prévoit aujourd'hui, soit 3,7 %, le pouvoir d'achat des armées devrait être supérieur à ce que l'on craignait qu'il soit lors de la préparation, il y a quelques mois, de l'ébauche du budget militaire.

Au ministère de la défense, on explique cet accroissement, en volume, des crédits militaires pour 1986 par l'intervention du premier ministre, M. Laurent Fabius, qui a arbitré le débat contre les propositions restrictives de l'administration des finances.

En 1986, les armées devraient consacrer 82 670 millions de francs à leur fonctionnement (titre 3 de la loi de finances) et 75 680 millions de francs à leur équipement (titres 5 et 6). Soit une hausse, respectivement, de 5,31 % et de 5,55 % par rapport aux « enveloppes » attribuées en 1985 à ces deux postes de dépenses.

Un nouveau sous-marin stratégique

Dans les crédits de fonctionnement, la priorité a été donnée aux dépenses d'entraînement des forces et, comme la loi de programmation militaire 1984-1988 votée en 1983 par le Parlement le prévoyait, les effectifs militaires seront diminués d'environ cinq mille hommes ou femmes. Le prêt des appelés, qui n'avait pas été augmenté en 1985, sera augmenté de 1 F par jour dès le 1er janvier 1986. La solde de certains engagés sera améliorée, et des contrats longs (de quinze ans, avec droit à pension proportionnelle) seront proposés à des sous-officiers. De même, la gendarmerie, qui s'est plainte cette année de ne pouvoir couvrir ses frais de carburant et de téléphone sans une « rallonge » budgétaire, devrait voir ses crédits de fonctionnement en hausse de 6 % en volume (et de 10 % pour ses seuls frais de carburant).

Mais ce sont les dépenses d'équipement, nucléaire et classique, que le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a voulu privilégier, à la différence d'autres ministères, civils, pour lesquels, au contraire, elles marqueront le pas l'an prochain.

Les armées françaises en sont, en effet, arrivées au stade où il leur faut penser à renouveler une grande partie de leur arsenal, parce que certains matériels sont en fin de génération.

Ainsi, les forces nucléaires bénéficieront de 25 200 millions de francs de crédits (environ 7,7 % d'augmentation par rapport à 1985), soit le tiers des dépenses d'équipement militaire en 1986.

- *Priorité à la marine et à la force d'action rapide*
- *Aucune commande d'avion-radar par l'armée de l'air*
- *Le tiers des investissements à la dissuasion nucléaire*
- *Démarrage d'une politique spatiale à des fins militaires*

Plusieurs programmes en cours continueront d'être exécutés : la transformation des Mirages IV en bombardiers capables de lancer le missile air-sol à moyenne portée (ASMP), l'adaptation de ce même missile nucléaire aux avions Mirage 2000 (version N) de l'armée de l'air et aux Super-Etendard de l'aéronavale, la mise en œuvre d'avions Transall-Astarté (qui servent de relais de transmission des ordres stratégiques), le développement du missile préstratégique *Hadès*, qui remplacera le *Pluton* de l'armée de terre, et la modernisation des sous-marins actuels (de la classe du *Redoutable*) en submersibles aptes à tirer des missiles M 4 à plusieurs têtes nucléaires comme ceux à bord de l'*Inflexible*.

Un sous-marin stratégique, dit de nouvelle génération, sera mis à l'étude, avec un dessin nouveau de la coque. Un effort pour réduire le bruit de ses déplacements devrait en rendre la détection encore plus difficile à l'horizon des années 2005-2010.

C'est l'été prochain que le gouvernement décidera si ce nouveau sous-marin sera armé de missiles dérivés de l'actuel M 4 ou d'un nouveau missile, le M 5, avec des têtes nucléaires plus légères, plus nombreuses (on parle d'une douzaine de charges explosives à bord d'un seul et même missile) et « durcies » pour mieux déjouer les réseaux adverses de défense antimissiles. Le sous-marin serait prêt en 1994 et le M 5, s'il est retenu, en 1997.

D'une manière générale, des crédits seront attribués en 1986 pour concevoir des « leurres » actifs et passifs contre les installations ABM (antimissiles) du début du siècle prochain. Ces « leurres » équiperont toutes les têtes des missiles français, en priorité celles des sous-marins stratégiques. La moindre vulnérabilité des sous-marins et le « leurrage » de leurs missiles sont deux arguments avancés par le gouvernement pour expliquer qu'il a préféré, pour l'instant, ne pas commencer la fabrication d'un missile stratégique mobile, le SX, proposé par l'armée de l'air. Le SX aurait été un missile aérotransportable par avion Transall et monté sur un camion banalisé, stocké sur des bases aériennes et déplacé, selon les besoins, sur ses sites prévus de lancement.

L'armée de l'air ne se prépare pas seulement à perdre le SX. Elle doit aussi abandonner l'espoir de disposer de deux ou trois avions-radar, du modèle Boeing-AWACS, qui auraient amélioré ses possibilités de détecter des raids adverses à basse altitude en Europe ou sur de lointains théâtres d'opérations outre-mer.

On estime au ministère de la défense que ce projet majeur, évalué à quelque 10 milliards de francs, ne doit pas être importé d'un pays étranger et que l'industrie française devrait pouvoir offrir des solutions de substitution à un moindre coût de revient.

Certes, en Europe, les AWACS déjà en service à l'OTAN ne laisseront pas la France sans informations sur la situation militaire. Mais, hors d'Europe, il faudrait pouvoir « bricoler » un système national, comme la nécessité en a été démontrée au Tchad.

Précisément, l'opération Manta au Tchad a illustré bien d'autres insuffisances du dispositif militaire français dans le cadre d'une intervention extérieure et éloignée. Le projet de budget pour 1986 cherche à y remédier. C'est ainsi que l'armée de terre sera autorisée à acheter au Canada des engins automatiques de reconnaissance CL-289 (des avions sans pilote, en quelque sorte, qui espionnent le champ de bataille), et à commander au constructeur français Panhard des véhicules blindés légers (VBL), qui commenceront d'équiper les unités de la force d'action rapide.

Outre ces matériels, l'armée de terre devrait consacrer environ 900 millions de francs au développement de deux programmes importants d'armements censés renouveler sa panoplie : d'abord, la mise au point de son nouveau char de combat qui, succédant à l'AMX-30, aura un nouveau blindage et pourra tirer en roulant ; ensuite, le développement de l'hélicoptère d'appui et de protection (le HAP destiné au combat antichar et à la lutte contre d'autres hélicoptères) en coopération avec l'Allemagne.

De son côté, la marine mettra en chantier son premier porte-avions à propulsion nucléaire, qui sera en service après 1994.

Assemblé à Brest, ce porte-avions de 35 000 tonnes devrait pouvoir embarquer l'avion de combat tactique, dérivé du Rafale, que Dassault-Breguet et la SNECMA ont proposé, en vain, lors des négociations entre cinq pays européens sur un appareil commun. Un autre porte-avions du même type sera construit ultérieurement pour remplacer le *Foch* et le *Clemenceau* à la fin de la décennie. Symbole de la volonté de la France d'être présente sur tous les océans pour y protéger ses intérêts, la mise en chantier de ce porte-avions s'accompagne de la décision, longuement débattue, d'inscrire au budget de 1986 la construction d'un septième sous-marin nucléaire d'attaque, comparable au *Rubis* ou au *Saphir*. Ces sous-marins lancent des torpilles et des missiles, dits à changement de milieu, contre des navires de surface ou d'autres sous-marins. Le septième sous-marin nucléaire d'attaque sera, toutefois, plus silencieux que ses prédécesseurs : sa taille sera assez identique, mais l'avant de sa coque sera davantage profilé.

Avec ou sans les Allemands

Au total, compte tenu de tous ces programmes nouveaux, la marine nationale devrait commander en 1986 l'équivalent de 50 000 tonnes de bateaux, soit le sixième du tonnage global de la flotte.

Pour compléter cet arsenal de dissuasion nucléaire et de rétorsion classique, l'essentiel sera le lancement d'une véritable politique spatiale à des fins militaires. Le programme VEC se met en place : voir, écouter et communiquer en toute autonomie. Les objectifs ont été définis par l'état-major de l'espace désigné par M. Hernu au début de l'année et présidé, aujourd'hui, par le vice-amiral d'escadre Bernard Louzeau, major général des armées.

L'armée de l'air, qui devrait commander en 1986 trente-cinq Mirage 2000 dont seize N à vocation nucléaire, est toute désignée pour gérer cette politique spatiale si son état-major sait prendre, à temps, le « tournant » de l'espace au lieu de s'accrocher à la survie, hypothétique, de ses missiles du plateau d'Albion.

En 1986, des crédits d'études et de développement seront réservés, dans cette perspective, à deux projets destinés à donner au commandement, le premier, les moyens de communiquer en permanence avec ses bases ou avec ses unités les plus éloignées de lui et, le second, de recueillir des renseignements militaires sur l'évolution des crises et des rapports de forces dans le monde.

Le premier programme vise, avec l'appoint de satellites de communications, à disposer avant le milieu de la décennie prochaine d'un réseau de transmissions gouvernementales et militaires, sur la base de ce qui vient d'être tenté, à moindre échelle, avec le lancement du satellite français Télécom 1 de télécommunications civiles, dont les canaux sont utilisés par les militaires. L'opération Manta, au Tchad, en a montré toute l'urgence.

Le second projet concerne la mise au point de satellites d'observation militaire. Dans un premier temps, de tels satellites feraient appel à la technologie optique (par beau temps) et, lors d'une seconde étape, ils useraient de la reconnaissance radar (par temps couvert et de nuit). Il s'agit là d'un programme très ambitieux et pour lequel la France souhaite le concours d'un allié comme en témoignent ses discussions avec les Allemands.

De cette coopération avec l'Allemagne fédérale, les Français ne font pas une condition *sine qua non*. Le ministère de la défense affirme, en effet, qu'il continuera seul ce programme spatial si le gouvernement de Bonn, par son refus, choisissait de ne pas s'affranchir du bénéfice du réseau américain d'observation.

JACQUES ISNARD.

LA CONFÉRENCE DE GÊNES SUR LA PROTECTION DE LA MÉDITERRANÉE

Eaux saines en haute mer

Les dix-sept pays signataires, avec la CEE, de la Convention de Barcelone sur la protection de la Méditerranée contre la pollution et l'amélioration de l'environnement, ont tenu leur quatrième réunion ordinaire du 9 au 13 septembre à Gênes (Italie), sous l'égide du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Cette réunion, à laquelle participaient dix ministres et, pour la première fois, des représentants de l'Albanie (1), marquait le dixième anniversaire du Plan d'action pour la Méditerranée (PAM). Une occasion pour les parties contractantes de réaffirmer leur volonté politique de poursuivre et d'intensifier leur coopération. Sous l'impulsion de la France, dix objectifs prioritaires ont été, en particulier, adoptés. Mais au-delà des bonnes intentions des gouvernements, la lenteur de la mise en œuvre du PAM au cours des dix années écoulées n'incite qu'à un optimisme modéré.

« A Barcelone, il y a dix ans, ont été ouverts les volets de la coopération. A Gênes, aujourd'hui, affichons des objectifs qui fassent bouger les choses. » Plutôt que de s'attarder à *« un quelconque satisfecit »*, Mme Huguette Bouchardeau, ministre français de l'environnement, aura eu le mérite d'aborder franchement les difficultés auxquelles se heurtent le Plan d'action pour la Méditerranée.

La Méditerranée demeure encore relativement saine, mais certaines zones littorales sont dégradées et la lutte contre la pollution coûte de plus en plus cher.

S'il n'est pas négligeable le bilan de la première décennie du PAM est loin de correspondre, en effet, à l'ampleur et à l'urgence des problèmes posés. Le principal acquis réside dans la mise en place d'un réseau de surveillance continue et de recherche en matière de pollution – le programme MED-POL – qui a permis, avec la collaboration de plus de quatre-vingts centres de recherche nationaux, d'évaluer les sources les plus importantes de pollution marine. Les données ainsi recueillies, bien qu'incomplètes, ont servi de base au protocole sur les sources de pollution d'origine tellurique signé en 1980 (2). Elles ont surtout démontré que l'état général de la pollution en Méditerranée n'était pas aussi « mauvais » qu'on avait pu le penser.

Selon un rapport présenté à Gênes, à partir des renseignements collectés lors de la première phase de MED-POL (1978), *« les eaux et les sédiments au large sont d'une qualité relativement acceptable que l'on peut comparer à celle de la haute mer dans les océans »*.

Certaines zones littorales, proches des émissaires des grandes villes apparaissent, cependant, très dégradées et *« le goudron s'accumule sur les rivages de l'Afrique du Nord et de certains pays du Moyen-Orient en quantités qui sont, peut-être, les plus élevées du monde »*. La pollution a, tout au plus, été contenue mais les perspectives sont peu encourageantes si l'on tient compte du développement démographique, industriel et agricole des pays riverains et de l'accroissement des activités maritimes.

10 milliards de tonnes

Le directeur exécutif du PNUE, M. Mostapha Tolba, s'est déclaré, pour sa part, *« déçu »* par l'hésitation de beaucoup d'États à adopter les critères de lutte contre la pollution proposés par les organisations internationales.

Selon certaines estimations *10 milliards de tonnes de déchets* domestiques et industriels seraient déversés, chaque année, dans la Méditerranée. Sur ce chiffre les rejets d'hydrocarbures entrent pour 800 000 tonnes (de 1977 à 1984 cent un accidents ou alertes de transport ont été recensés dont, seulement, une demi douzaine présentant un caractère de gravité). *« Aucune mer, et en particulier aucune mer fermée dont les eaux ne se renouvellent qu'une fois tous les quatre-vingts ans, ne saurait résister à une telle agression »*, a souligné M. Tolba.

Le budget annuel du PAM, d'abord financé exclusivement par le PNUE, de 1975 à 1979, a atteint, en 1985, près de 4 millions de dollars. Une charge devenue lourde pour les parties contractantes et, surtout, mal répartie au détriment de la France (3). Mais quelles que soient les déceptions qu'il a pu engendrer, le PAM aura contribué à une évolution essentielle des mentalités en servant de cadre à une coopération utile entre les pays de la « famille » méditerranéenne.

A l'aube d'une nouvelle décennie, sa relance n'en est pas moins nécessaire ainsi que Mme Bouchardeau l'a exprimé, avec force, à Gênes. Le ministre de l'environnement a remporté un incontestable succès dans la capitale de la Ligurie en faisant adopter une dizaine d'objectifs *« forts et réalistes »* parmi lesquels figurent, notamment, l'implantation de stations de déballastage et de traitement des résidus huileux dans les ports pétroliers ainsi que de stations d'épuration dans toutes les villes de plus de 100 000 habitants et d'émissaires en mer (ou autres équipements appropriés) dans toutes les villes de plus de 10 000 habitants.

Le texte de Gênes prévoit, également, en priorité, la réduction, de manière substantielle, des risques de transport des substances toxiques ou dangereuses, la protection des espèces marines menacées, telles que les phoques-moines ou les tortues de mer, l'indentification et la protection d'au moins 100 sites historiques d'intérêt commun le long du littoral et d'au moins 50 nouveaux sites ou réserves marines. La déclaration invite, enfin, les gouvernements à proclamer une semaine annuelle de l'environnement méditerranéen. Elle lance, aussi, un appel aux 350 millions d'habitants des pays riverains de la Méditerranée ainsi qu'aux 100 millions de touristes visitant, chaque année, la région *« pour qu'ils prennent davantage conscience des exceptionnelles valeurs naturelles, économiques et culturelles de la Méditerranée et pour qu'ils s'engagent, individuellement et collectivement à les protéger »*.

GUY PORTE.

(1) Tirana, qui n'a pas signé la Convention de Barcelone, était représentée par deux observateurs, le premier secrétaire, M. Nikolla Nosi, et le conseiller pour les affaires politiques, M. Gazin Tepshi, de son ambassade à Rome.

(2) Quatre protocoles ont été signés sur les opérations d'immersion (1976), les cas de situation critique (1976), la pollution d'origine tellurique (1980) et les aires spécialement protégées (1983). Seuls les deux premiers ont été ratifiés par toutes les parties contractantes.

(3) Les contributions dues par les parties contractantes sont calculées selon le barème d'évaluation des Nations unies, sans aucun plafond. En fonction de son produit national brut, la France a assuré, à elle seule, ces dernières années, plus de 40 % du budget.



SOCIÉTÉ

REPÈRES

ÉDUCATION

Le PS veut assouplir la carte scolaire

« L'école, c'est l'un des très bons dossiers de la gauche face aux propositions incohérentes et dangereuses de la droite », a déclaré M. Michel Charzat, secrétaire national du PS chargé du secteur public en présentant samedi 14 septembre les acteurs du colloque « La société française et son école », organisé en juin dernier par son parti. Plusieurs idées exposées alors – désectorisation souple des établissements, possibilités de contester les décisions d'orientation au sein même du service public, autonomie renforcée des établissements, refonte du calendrier scolaire – devraient être reprises dans le programme électoral élaboré par le prochain congrès du PS.

FEMMES

Des manifestations contre le viol

Des féministes *« révoltées par les récents viols commis en public » et « scandalisées par la lâcheté de tous ceux qui n'ont pas réagi »* ont décidé d'appeler à des manifestations :

A Paris, le rendez-vous a été fixé au mardi 17 septembre à 18 heures, 156 boulevard de Magenta, par le collectif d'associations féministes contre le viol.

A Nantes, la manifestation organisée par la maison des femmes, *les Cahiers du féminisme* et le Planning familial est prévue le 20 septembre à 20 heures, place Graslin.

ENVIRONNEMENT

Pour le litre d'essence à... 16 FRANCS

A en croire l'écologiste René Dumont, le seul moyen de sauver les forêts européennes menacées par les pluies acides serait de porter le prix de l'essence à 16 F le litre afin de réduire la circulation. Venu à Besançon à l'invitation du collectif « pluies acides », l'ancien candidat aux élections présidentielles n'a pas hésité à préconiser la fermeture de 75 % des industries, suggérant que le chômage qui en résulterait pourrait être réduit par l'instauration de la journée de quatre heures. Samedi 14 septembre, les écologistes locaux avaient manifesté dans les rues de la ville afin d'attirer l'attention sur l'évolution « foudroyante » d'un mal qui, selon eux, risque d'aboutir, dans cinq ans, à la disparition des forêts en Franche-Comté.

MÉDECINE

Le SIDA perturbe la communion

La peur du SIDA incite de nombreux membres de l'Eglise épiscopalienne aux Etats-Unis à refuser de boire dans le calice lors de la communion. Car les membres de cette Eglise (branche américaine de l'Eglise anglicane, qui compte environ 2,7 millions de fidèles) communient sous les deux espèces : se partageant le pain consacré, puis le vin dans un calice commun. La baisse de la communion due au SIDA inquiète les dirigeants de l'Eglise, réunis pour leur convention annuelle en Californie. Ils hésitent cependant sur la marche à suivre : faire une déclaration publique rassurante sur ce problème, ou bien garder le silence en espérant que l'anxiété des fidèles, qu'ils jugent sans fondement, disparaîtra progressivement.

DROITS DE L'HOMME

Une « convention » d'associations humanitaires

A l'occasion de son cinquième anniversaire, DHS (Droits de l'homme et solidarité) a organisé une convention à Chantilly, les 14 et les 15 septembre, en présence des représentants de cinquante-quatre associations humanitaires. A l'unanimité, les participants ont dénoncé les menaces qui pèsent sur un prêtre français au Chili, Pierre Dubois, curé de la Victoria à Santiago, qui était le compagnon d'André Jarland, assassiné il y a un an.

Les membres de DHS, qui travaillent à l'élaboration d'une charte, ont étudié les moyens de renforcer leur coopération (127, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris).

CROIX GAMMÉES

Le Front des étudiants juifs (FEJ) a dénoncé, dans un communiqué publié samedi 14 septembre, *« la grossière provocation raciste et antisémite »* qui avait eu lieu la veille à la gare Saint-Lazare à Paris.

Vendredi 13, peu après 14 heures, un groupe d'adolescents juifs, coiffés de la kippa, la traditionnelle calotte, est attaqué par quatre jeunes gens bottés, au crâne rasé, vêtus de blousons paramilitaires et arborant l'écusson de la Légion des volontaires français (LVF, volontaires français combattant aux côtés des Allemands sur le front de l'Est pendant la seconde guerre mondiale), ainsi que des brassards à croix gammée. Les adolescents prennent la fuite. Des passants d'origine antillaise, témoins de la scène, prennent alors à partie les agresseurs. Dans la bagarre, un des « skinheads » est blessé, ainsi qu'un Antillais. C'est au moment où un attroupement hostile aux assaillants se forme que la police intervient pour protéger les quatre jeunes gens ; ceux-ci n'ont pas été interpellés.

Le FEJ rappelle qu'*« il est intolérable que des individus puissent, en toute impunité, arborer des emblèmes nazis et s'attaquer à des adolescents dont le seul crime était de porter une kippa ».* Il a protesté contre *« l'attitude inqualifiable de la police ».*

Feux de forêts

TROIS PYROMANES ARRÊTÉS

« Je voulais être pompier, mais on a refusé ma candidature. Alors j'ai voulu prouver que je pouvais participer efficacement aux secours » : Claude Amiel, vingt-quatre ans, demeurant à Moux (Aude) a reconnu devant les gendarmes avoir allumé le feu qui, dans la nuit du 13 au 14 septembre, a dévasté 120 hectares de pins, chênes verts et garrigue à Montbrun-des-Corbières (Aude). Le pyromane était un récidiviste..., la veille il avait mis le feu à Fontcouverte, une autre localité de l'Aude.

Un incendiaire à vocation similaire, Paul Ribot, vingt-cinq ans, de Rieussec (Hérault), a été appréhendé après avoir reconnu être l'auteur de sept incendies volontaires dans la montagne Noire au cours des quatre mois passés.

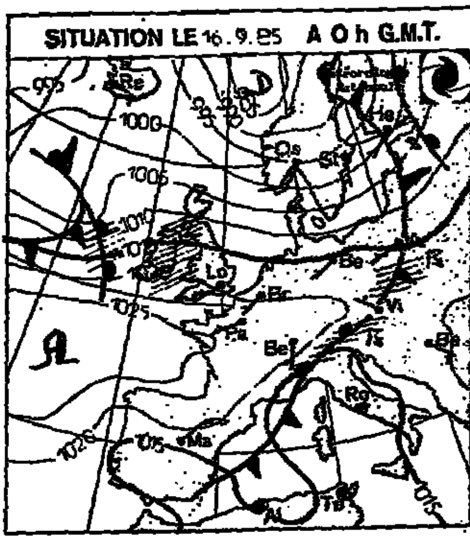
Un troisième pyromane a été inculpé et écroué, dimanche 16 septembre, dans les Pyrénées-Orientales ; Gérard Courtine, trente-deux ans, demeurant à Sorède (Pyrénées-Orientales), avait allumé onze incendies au cours de l'été détruisant ainsi plus d'un millier d'hectares de forêts entre Argelès-sur-Mer et le Perthus. Gérard Courtine, pour sa part, voulait *« voir le remue-ménage créé par les évolutions des véhicules des pompiers et le ballet des Canadair au-dessus des flammes ».*

● *Une cache d'armes découverte près de Bayonne.* – Une caisse renfermant des armes a été découverte, par hasard, dimanche 15 septembre, dans un bois d'Ustaritz, à une dizaine de kilomètres de Bayonne. Cette cache est la septième de ce genre, attribuée, selon les enquêteurs, aux clandestins basques espagnols, et découverte depuis le début de l'année au Pays basque français.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16.9.85 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 17-09 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard — Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France, entre le lundi 16 septembre à 0 heure et le mardi 17 septembre à 24 heures.

Une situation anticyclonique se rétablit sur la France, les perturbations atlantiques circulant ainsi au nord du 50e parallèle.

Mardi : La journée sera plutôt ensoleillée. Le matin les brouillards seront encore fréquents. Ils n'épargneront totalement que le pourtour méditerranéen où le mistral soufflera toujours. Ces brouillards se dissiperont généralement en milieu de matinée mais localement plus tardivement. Par ailleurs, le ciel sera nuageux, par nuages moyens du Nord aux Ardennes, par nuages bas près de la Manche.

L'après-midi, le temps ensoleillé se généralisera. Le mistral commencera à faiblir.

Les températures minimales seront en légère baisse dans le Sud-Est, toujours basses mais stationnaires ailleurs. Les maxima afficheront une petite hausse, venant dépasser de peu les normales saisonnières avec 19 à 23 degrés sur la moitié nord, 22 à 26 degrés au sud.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 15 septembre, le second, le minimum de la nuit du 15 au 16 septembre) : Ajaccio, 26 et 18 degrés ; Biarritz, 21 et 13 ; Bordeaux, 16 et 8 ; Bréhat, 17 et 11 ; Brest, 16 et 9 ; Cannes, 25 et 17 ; Cherbourg, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 16 et 8 ; Dijon, 16 et 5 ; Dinard, 17 et 8 ; Embrun, 22 et 6 ; Grenoble-St-M.-H., 20 et 9 ; Grenoble-St-Geoirs, 20 et 8 ; La Rochelle, 18 et 10 ; Lille, 18 et 8 ; Limoges, 15 et 8 ; Lorient, 19 et 5 ; Lyon, 18 et 10 ; Marseille-Marignane, 26 et 14 ; Menton, 26 et 18 ; Nancy, 15 et 3 ; Nantes, 19 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 18 ; Nice-Ville, 26 (maxi) ; Paris-Montsouris, 18 et 10 ; Paris-Orly, 19 et 7 ; Pau, 20 et 12 ; Perpignan, 26 et 15 ; Rennes, 18 et 7 ; Rouen, 17 et 6 ; Saint-Etienne, 18 et 9 ; Strasbourg, 17 et 6 ; Toulouse, 22 et 10 ; Tours, 18 et 4.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 17 degrés ; Genève, 19 et 8 ; Lisbonne, 37 et 19 ; Londres, 18 et 9 ; Madrid, 35 et 14 ; Rome, 28 et 17 ; Stockholm, 12 et 10.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MERCREDI 18 SEPTEMBRE

« L'exposition les grands boulevards », au musée Carnavalet, 15 heures, entrée.

« Le Marais : de l'auberge de l'Aigle d'or aux hôtels de Soubise et des Ambassadeurs de Hollande », 15 heures, place de l'Hôtel-de-Ville, devant la poste (P.-Y. Jaslet).

« Chez un tourneur d'étain », 14 h 30, métro Arts-et-Métiers, devant guichet à billets (M.-C. Lasnier).

« Versailles : le potager du roy Louis XIV », 14 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre.

« La Butte-aux-Cailles », 14 h 30, métro Corvisart (Paris pittoresque et insolite).

« L'hôtel de Lauzun », 14 h 45, métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Notre-Dame et l'art gothique », 14 heures, devant portail central (Ch. Merle).

« Le fournil du boulanger Poilane et le quartier du Cherche-Midi », 15 heures, 2, rue du Cherche-Midi (M. Hager).

« Carrière et ossuaire ou le dédale impressionnant des catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau.

« Rues chaudes, atelier d'artiste, cabarets, autour de l'église Saint-Merri », 15 heures, 78, rue Saint-Martin (Paris et son histoire).

« Hôtels et l'église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (G. Botteau).

« Hôtels du Marais, place des Vosges illuminés », 21 heures, pont Marie (Les Flâneries).

« Le Marais, hôtels et jardins », 14 h 30, sortie métro Rambuteau (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

16 h 15, 6, place des Vosges, maison de Victor Hugo, « Victor Hugo sans masque » (M. Brumfeld).

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au *Journal officiel* du samedi 14 septembre :

DES DÉCRETS

● Fixant les conditions d'intégration dans des corps de fonctionnaires relevant du ministère de l'éducation nationale de certains personnels du lycée d'enseignement professionnel privé de la société nouvelle des aciéries de Pompey (Meurthe-et-Moselle).

● Modifiant certaines dispositions du code de la route.

Sont parus au *Journal officiel* du dimanche 15 septembre :

UN DÉCRET

● Portant publication de la convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures (ensemble deux annexes), signée à Bonn, le 3 décembre 1976.

UN ARRÊTÉ

● Modifiant l'arrêté du 19 juin 1984 relatif aux conditions générales d'utilisation des aéronefs civils.

BREF

EXPOSITIONS

BIENNALE DE FLORENCE. – La XIVe Foire-exposition internationale des antiquaires de Florence aura lieu cette année du 21 septembre au 13 octobre dans les salles du palais Strozzi. Sur 3 500 mètres carrés, seront exposés des meubles anciens, des tapisseries, faïences, peintures des plus fameuses écoles italiennes et étrangères, des sculptures sur bois, bronzes, marbres, tapis, argenteries, bijoux, etc. Cent vingt-trois exposants italiens et étrangers avaient participé à la précédente exposition, qui avait accueilli cent cinquante mille visiteurs.

★ **Renseignements : Office national italien de tourisme, 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. (1) 266-66-68.**

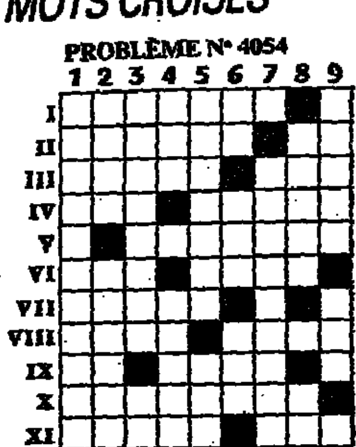
COLLOQUE

C'EST UNE CONTRE-RÉVOLUTION. – L'université de Haute-Bretagne-Rennes-II organise, du 17 au 21 septembre à Rennes, un colloque international sur les résistances à la Révolution. Il s'attachera à saisir les conséquences de la spécificité sociale, chronologique et géographique de la contre-Révolution. Au cours du colloque organisé dans le cadre de la Commission de recherche historique pour le bicentenaire de la Révolution française (CNRS), plus de cinquante communications seront présentées par des universitaires et chercheurs français et étrangers.

★ **Renseignements et inscriptions : Roger Dupuy et François Lebrun, université de Haute-Bretagne, 35043 Rennes-Cedex.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4054



HORIZONTALEMENT

I. On dédaigne la belle, mais on s'intéresse à la bonne. – II. Pô, Tage ou bouillon pollué. File. – III. Tisser ou tricoter. Argile. – IV. A l'envers, c'est aussi l'endroit. Prix d'un passage payé à Nocher. – V. Habit qui fait le moine ou masque peu catholique. – VI. Le « découvert » y est autorisé. Fruit de la ketmie. – VII. Il est dangereux et inutile d'y chercher la petite bête. – VIII. Expédiée dans le monde du silence. Lieu de passage d'un Aigle. – IX. Symbole. D'autant plus indigeste que le repas a été fin. – X. Mère indigne. – XI. Fondateur d'une « compagnie » maritime. Digne de crédit ou impropre au débit.

VERTICALEMENT

1. Agent général d'assurance. – 2. Nom populaire d'un personnage impopulaire. Panne d'émission. – 3. Lamennais le fut dès son plus jeune âge. Organisme à la fois curieux et discret. – 4. Illustre enfant de Riga. Désavoue. – 5. Se tient toujours à l'affût du canon. Ornement. – 6. Note. Peut étouffer ou éviter un refroidissement. Pourri quand il est frais. – 7. Tartes à la poire. – 8. Cité en raison même de son importance. Participe passé. – 9. Telle une note dépassant la mesure. Ses paquets ne sont pas recommandés.

Solution du problème n° 4053

Horizontalement

I. Ritournelle. Vie. – II. Egoïne. Poussins. – III. Fume. Lin. Cônes. – IV. Rab. Plongeon. Ru. – V. Inespérée. Pô. Ti. – VI. Goût. As. Perlée. – VII. Edredon. Ortie. – VIII. Ro. Trottine. – IX. Anchois. Bée. Or. – X. Ordinal. Soir. – XI. Astérides. Usé. – XII. Us. Ce. Comédies. – XIII. Recoin. Ore. – XIV. Replante. Otite. – XV. Cape. Te. Sirènes.

Verticalement

1. Réfrigérateur. – 2. Iguanodon. Sera. – 3. Tombeur. Cep. – 4. Oie. Stéthoscope. – 5. Un. Pp. Orteil. – 6. Ré. Le. Ovide. Nat. – 7. Loran. Sir. Ne. – 8. Epines. Nicot. – 9. Longe. Or. Adorés. – 10. Lu. Problème. – 11. Escopette. Se. Or. – 12. Sonorités. Date. – 13. Vin. Lei. Oui. In. – 14. Inerte. Noisette. – 15. Essuie-verres. Es.

GUY BROUTY.

RENCONTRE

AU NOM DU PERE ET DU FILS. – L'Institut des sciences et de la famille (ISF) organise le 24 septembre à Lyon une journée avec Geneviève Delaisi de Parceval (psychanalyste, auteur de *l'Art d'accommoder les bébés, la Part du père,* et *Un enfant à tout prix*) sur le thème « Filiation et parentalité ».

★ **Inscriptions : ISF, 38, rue Sainte-Hélène 69002 Lyon. Tél. : (7) 892-91-24.**

ÉCHECS

LE CHAMPIONNAT DU MONDE

Karpov prend la tête

Deux de suite et la deuxième avec les noirs ! Fructueuse fin de semaine pour Karpov, qui, en remportant la 4e et la 5e partie du Championnat du monde, vendredi et samedi, a renversé le cours du match.

Battu dans la première partie (un « accident » qui ne lui était arrivé qu'une fois, en 1974, contre Spassky dans une demi-finale du Tournoi des candidats, qu'il remporta 4-1), le champion du monde mène maintenant 3-2. Confortable position puisqu'elle oblige Garry Kasparov à vaincre deux fois sans perdre une seule fois pour conquérir le titre (1). Un programme bien difficile à réaliser pour le challenger, sauf à oublier que, mené 5-0, lors du premier match annulé, il était remonté à 5-3...

Il faudra cependant que Kasparov ne croie plus qu'il a toujours en face de lui un Karpov exsangue, au bord de la dépression et incapable de jouer deux parties de suite. En ne prenant pas de *time-out* après sa première défaite, Kasparov a cru impressionner le champion du monde. En jouant les mêmes quinze premiers coups que ceux de la 16e partie du premier match qu'il avait failli gagner, il l'a provoqué. Mais c'est lui qui commit une faute au 24e coup (Fb2 au lieu de Fa1), perdit un pion et la partie qu'il ne reprit pas, sagement enfin, dimanche ; le 41e coup mis sous enveloppe samedi par Karpov (Cd3) ne lui aurait laissé aucune chance.

Repos ce lundi. Sixième partie mardi à moins que Kasparov ne prenne ce fameux *time-out*. Un peu tard.

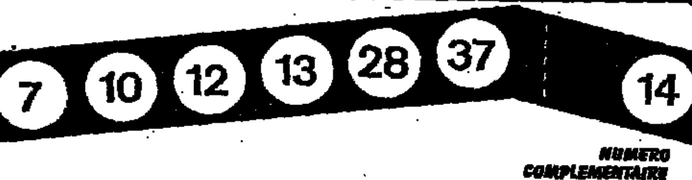
(1) Rappelons qu'en cas d'égalité au bout des vingt-quatre parties le champion du monde conserve son titre.

Blancs : KASPAROV
Noirs : KARPOV
Cinquième partie
Partie espagnole

1. é4	é5	22. bxç5	Dxç5
2. Cf3	Cç6	23. Fxé5	Cd7
3. Fb5	a6	24. Fb2	Db4
4. Fa4	Cf6	25. Cb3	Cç5
5. 0-0	Fé7	26. Fa1	Fxé4
6. Té1	b5	27. Cf4	Cb7
7. Fb3	d6	28. Dé2	Cd6
8. ç3	0-0	29. Cxç5	Dxç5
9. h3	Fb7	30. Dg4	Té8
10. d4	Té8	31. Td1	Fg6
11. Cbd2	Ff8	32. Df4	Db4
12. a4	Dd7	33. Dç1	Fé4
13. axb5	axb5	34. Té1	Da5
14. Txa8	Fxa8	35. Fb3	Da8
15. d5	Ca5	36. Db2	b4
16. Fa2	ç6	37. Té3	Fg6
17. b4	Cb7	38. Txé8	Dxé8
18. ç4	Tç8	39. Dç1	Cé4
19. dxç6	Dxç6	40. Fd5	Cç5
20. ç5	Cd8	41. Cb3	Cd3
21. Fb2	dxç5	Aband.	

LOTO NATIONAL

N° 37 – TIRAGE DU SAMEDI 14 SEPTEMBRE 1985



PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 18 SEPTEMBRE 1985 ET SAMEDI 21 SEPTEMBRE 1985

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS N°	22	1 037 595,00 F
5 BONS N° + complémentaire	72	50 730,00 F
5 BONS N°	3 188	3 600,00 F
4 BONS N°	160 947	70,00 F
3 BONS N°	2 606 677	6,00 F

BONUS DU SAMEDI : 213 507

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 6,00 F X 2 = 12,00 F

culture

MUSIQUE

OUVERTURE DE « MUSICA 85 » A STRASBOURG

Saint Bach selon Kagel

Le ministre de la culture, Jack Lang, le président de l'Assemblée européenne, Pierre Pflimlin, le maire de Strasbourg, Marcel Rudloff, et de nombreuses personnalités, assistant avec quelque mille quatre cents spectateurs à une création contemporaine, c'est un de ces petits miracles dont le festival Musica 85 est coutumier. L'œuvre nouvelle avait certes de quoi séduire (et inquiéter) par son titre traditionnel (et insolite) : *la Passion selon saint Bach*, de ce dynamiteur sympathique dont on ne sait jamais s'il plaisante ou s'il est sérieux, Mauricio Kagel. L'accueil a été mitigé : plutôt chaleureux et, en même temps, quelque peu réservé.

On aura deviné que Kagel a traité la vie et le destin de Jean-Sébastien Bach comme ceux du Christ dans les *Passions selon saint Jean* et *saint Matthieu*, en confiant au ténor « évangéliste » un des premiers textes, vénérable et naïf, sur l'existence douloureuse du Cantor (celui qu'écrivit son fils Carl Philipp Emanuel dès 1754) et à un récitant les mots mêmes de Bach, en les entourant d'airs de solistes et de chorals sur des paroles tirées des *Cantates*. Il aura suffi pour cela de remplacer Dieu ou Jésus par Jean-Sébastien, dont on n'est pas sûr qu'il eût tellement apprécié des adaptations telles que : *« Me voici venu vers ton trône, ô Bach ! »*, ou bien *« Bach notre Père s'en occupe, notre Père et Saint-Esprit »*...

La révérence de Kagel à l'égard du maître de Leipzig ne fait pas de doute. Il s'explique longuement, dans la somptueuse plaquette éditée à cette occasion (1), tant sur l'importance de cette musique pour lui-même et pour tous les compositeurs que sur le travail cryptique et cabalistique qu'il a opéré sur les structures et le nom même de Bach pour écrire son œuvre de façon quasi sérielle. Et ce respect est d'autant plus évident que, s'il imite la forme littéraire de la *Passion*, jamais il ne caricature la musique, à laquelle il ne fait que de discrètes allusions.

Pour autant, l'adoption d'un modèle aussi caractéristique détermine chez Kagel un langage néo-classique, d'ailleurs très personnel, atonal, d'une extrême habileté, plein de charme, d'harmonie et de malice, mais sans agressivité apparente, qui en rend l'écoute fort agréable, avec un sens descriptif et une vivacité de réaction aux suggestions du texte que Bach n'aurait pas désavoués. L'orchestre est très sage, mendelssohnien, tout juste pimenté par le piano, le clavecin et les percussions.

> *« Il se peut que tous les musiciens ne croient pas en Dieu ; pourtant, tous croient en Bach » : tel est l'aphorisme qui introduit la nouvelle œuvre de Kagel...*

Parodies impies

On ne peut ici que survoler cette œuvre (qui dure une heure trois quarts), dont il faudrait tourner les pages pour goûter chaque savoureux détail, et l'art digne d'un peintre à fresque et d'un miniaturiste : mentionnons, par exemple, les invocations contemplatives qui saluent chaque nom des ancêtres de Bach, la fureur du chœur d'enfants (avec percussions, xylophone, etc.), stigmatisant les tourments qui lui furent infligés dans sa jeunesse, la jolie parodie de l'orchestre français que Bach découvre à Hambourg (avec flûte, piano, clavecin et trompette), la scène burlesque du consistoire d'Arnstadt, où il se fait musicalement taper sur les doigts (avec un fouet), le ravissant madrigal du mariage avec Maria Barbara, etc.

Mais Kagel montre le bout de l'oreille quand il dit que le poste de Weimar obligeait Bach à composer pour le culte : *« Jean bien-aimé, quel crime as-tu commis ? »*, chante alors un chœur rempli de diablotins... Plus tard, après l'amusant épisode du duel manqué avec Louis Marchand, le chœur explose de colère, réclame que *« le soleil devienne ténèbres »*, entonne un immense choral aux plaintes lamentables : *« O homme, pleure amèrement ton péché »*... parce que le roi de Dresde a omis de payer au grand musicien les 500 thalers qu'il lui avait promis !

Les diablotins feront pareil tintamarre quand l'ordonnance de l'office divin à Leipzig oblige Bach à *« chanter l'acte de foi »*, et plus tard entonneront un formidable *Alléluia* avec trompette et grands coup de gong en l'honneur de l'oculiste anglais qui a soigné la cataracte de Bach – *Alléluia* se terminant par un *Kyrie eleison* et un couac, lorsque l'opération tourne mal. Enfin le Cantor meurt sur un choral désaccordé et détonnant qui s'arrête sec, comme un bruit de guillotine, laissant assez fâcheusement présager de l'autre monde...

Ce ne sont là que quelques points saillants de l'œuvre, significatifs cependant du relatif échec de Kagel : il lui est bien difficile de faire de Bach un Christ, même si Jean-Sébastien *« est resté cloué durant des décennies à la croix de ses fonctions officielles »*. Dès lors, quelles que soient ses bonnes (?) intentions, il nous amuse plus par ses parodies impies qu'il ne nous émeut par sa glorification quelque peu forcée de Bach. Mais ne nous avait-il pas prévenu par cet aphorisme bancal inscrit à la première page de son œuvre : *« Il se peut que tous les musiciens ne croient pas en Dieu ; pourtant, tous croient en Bach ? »*

On regrette qu'une œuvre si pleine de talent, fruit d'un travail gigantesque de quatre années, manque ainsi d'assise véritable. Elle était magistralement interprétée par ceux qui en avaient donné la création mondiale, le 9 septembre à Berlin, la Jeune Philharmonie allemande, le chœur de chambre du Rias de Berlin, le chœur de la Radio de Stuttgart, les Petits Chanteurs de la cathédrale de Limbourg et quatre excellents solistes, sous la direction du compositeur.

Programme franco-anglais

Une foule presque aussi nombreuse assistait au second grand concert de Musica 85, patronné par la SACEM, un superbe programme d'œuvres françaises comprenant le *Fragment d'Apocalypse* d'Alain Bancquart, créé il y a deux ans à Metz, fresque impressionnante dont on regrette seulement la rigidité rythmique ; *Aïs*, le fantastique voyage au royaume des ombres de Xenakis, un de ses grands chefs-d'œuvre (*le Monde* du 29 septembre 1984), et les *Métaboles* de Dutilleux, dont la pureté toute classique, le lyrisme frémissant et mystérieux, ont rarement paru aussi évidents. Elles étaient magnifiées par Theodor Guschlbauer et son Orchestre philharmonique de Strasbourg, qui ont atteint dans tout ce programme, insolite pour eux, à une qualité sonore et à une puissance visionnaire vraiment exceptionnelles.

Le London Sinfonietta, dirigé par Elgar Howarth, avait auparavant donné, avec la musicalité et la perfection exemplaires qu'on lui connaît, un ensemble de « nouveautés » anglaises quelque peu décevant. On en retiendra cependant *Kites*, du jeune Simon Holt, petite musique pétillante et primesautière, inspirée par une bataille de cerfs-volants japonais, et *Zansa*, de Nigel Osborne, une partition qui déborde de vitalité dans un tissu chamarré, d'une écriture serrée, fort bien conduite, qui mérite d'être réentendue.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Par Musica 85, *les Dernières Nouvelles d'Alsace* et le ministère de la culture, avec le texte intégral et sa traduction.

ROCK

UN BALADIN A BERCY

Higelin haute voltige

Pour sa rentrée, Jacques Higelin a fait le pari de rassembler trois cent mille spectateurs en un mois de concerts au Palais omnisports de Bercy, dans une mise en scène de Patrice Chéreau. Le prince du rock n'a pas eu peur du gigantisme du lieu. Il le fait oublier magnifiquement dans un jeu d'échanges avec le public. Un triomphe.

Jacques Higelin prend le contrepied du raisonnable dans une aventure romantique, parfois un peu naïve, qui dure déjà depuis vingt-cinq ans. Comédien, chanteur, musicien, il repousse toujours les règles, les limites, il affirme son indépendance, le droit à l'extravagance, au délire, quitte à frôler de temps à autre le gouffre.

Higelin épouse le mouvement perpétuel de la vie. En vrai baladin, il croit en la grâce des rencontres, avec les lieux, où il se glisse naturellement et qu'il transforme à chaque fois en un nouveau cercle magique lui permettant de voyager à travers les musiques, de se libérer par des mots drus ; avec les gens, qu'il pousse subrepticement dans un dialogue à la voltige, dans des rapports beaux et fragiles.

Affronter Bercy durant vingt-trois représentations relève du défi, mais surtout du goût du panache, du besoin insatiable d'émerveillement. Financièrement, le pari n'est pas encore gagné : dix salles de douze mille places ont été louées jusqu'à présent. Mais le spectacle est une réussite exemplaire.

Constitué d'éléments mobiles, le dispositif scénique (75 mètres sur 35) est à la hauteur du palais démesuré et occupe la plus grande partie de la piste. Il est complété par une machinerie sophistiquée, des astuces de mise en scène (une batterie sur une jeep, le piano sur une plaque tournante), des éclairages superbes et un son impeccable. Comme un chat, Jacques Higelin court d'un point à un autre, réduit à presque rien la différence entre le plateau et la salle. Affamé d'aimer et de donner, il pose son univers d'errance, il *« crie, pleure, rit (...). Insouciant. Egaré dans l'âme du printemps. Cœur battant, cœur serré par la colère, par l'éphémère beauté de la vie »*.

Ces derniers mots sont ceux de *Tête en l'air*, la chanson ouvre le concert. Higelin, qui a su préserver les rêves de l'adolescence mais subit, comme chacun, les chocs du monde extérieur, trouve aussitôt un écho : ce qu'il dit, beaucoup des douze mille spectateurs le ressentent de la même manière.

Alors le chanteur part dans des coups de gueule, dans des exigences, des inquiétudes et des fantasmes, dans des désirs, des nostalgies angoissantes et des envolées amoureuses, dans un humour proche de la dérision. Les sentiments joués, chantés, aboutissent à une sorte de folie générale. Le baladin se saoule de public et réciproquement. Une intimité formidable s'installe. Tout devient beau, limpide. Avec une soif de vivre et un besoin de jouissance.

Plateau-parking

La voix gouailleuse chante *Hold Tight, Mona Lisa Klaxon, Je ne peux plus dire je t'aime*. Et aussi les nouveaux titres comme *Mamy, Coup de lune, Victoria*. D'une chanson à l'autre, Higelin place des climats apparemment opposés mais qui se répondent, se complètent. Le plateau devient un parking, une ville déserte, les toits des immeubles d'une grande ville, un territoire qui abolit les frontières, brise les barrières, exige toujours plus d'air, toujours plus d'espace.

Les musiciens participent étroitement au jeu des émotions : l'équipe fidèle du baladin bien sûr, avec Patrick Gauthier au synthétiseur, Yvon et Alain Guillard aux cuivres, Eric Serra à la base, Diabolo à l'harmonica, Michel Santangeli à la batterie et Pierre Chereze à la guitare ; mais aussi les percussionnistes, les guitaristes, les saxophonistes, les trompettistes et les danseurs des deux griots africains que sont Mory Kante (magnifique à la cora, une harpe à vingt et une cordes) et Youssou Ndour (la voix étonnamment puissante et haute). Ensemble, ils offrent notamment en guise de finale, une gerbe musicale éblouissante avec *Nascimo*.

Tout le spectacle – dont on prend seulement conscience de la durée (plus de quatre heures) en sortant du Palais, tellement le plaisir était grand et fort – épouse l'appel fraternel et la folie, la pudeur et la délicatesse, l'élégance de cœur d'un funambule en quête de bonheur.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Palais omnisports de Bercy, 20 h 30.

CINÉMA

LE FESTIVAL AMÉRICAIN DE DEAUVILLE

Voyageurs de l'histoire, de la vie, de l'espace

Le Festival de Deauville s'est terminé le 15 septembre. Les films américains qui ont été présentés sortent progressivement dans les salles. Pour les amateurs d'épouvante : le nouveau Tobe Hooper, *Life Force*.

On nous avait annoncé que le Festival de Deauville présenterait, désormais, chaque année, *« une œuvre française ayant un rapport avec les États-Unis, soit par le réalisateur, les acteurs, le sujet ou la production »*. Ce fut *le Neveu de Beethoven*, de Paul Morrissey (1), déjà présenté au Festival de Venise, coproduction franco-allemande, avec parmi les interprètes, deux actrices du cinéma français, Jane Birkin et Nathalie Baye.

La version originale est en langue anglaise. Curieux choix, qui engendra un malentendu : beaucoup attendaient un nouvel *Amadeus*. Il ne s'agit d'un drame intimiste sur les rapports tyranniques et passionnels qu'entretint Beethoven avec son neveu Karl. Le scénario, tiré d'un roman de Luigi Magnani, a été écrit, avec Morrissey, par Mathieu Carrière, qui tient également dans le film le petit rôle de l'archiduc protecteur du musicien.

L'affrontement entre Beethoven vieillissant et Karl, adolescent, a été mis en scène dans une suite de tableaux qu'on pourrait qualifier de « distanciés » si le jeu excessif de Wolfgang Reichmann (il rappelle Emil Jannings) ne venait semer une sorte d'incohérence au sein des images belles et oniriques du directeur photo Hanus Polak et des décors de Mario Garbuglia (qui travailla avec Visconti).

Le jeune Dietmar Prinz a la présence physique ambiguë des acteurs comme les aime Morrissey. Mais, sorti de son univers américain habituel, de son esprit de dérision, lancé dans une entreprise qui se veut, sans doute, internationale, le cinéaste n'a pas réussi à donner un point de vue auquel on puisse s'accrocher.

Jeunesse, western, humour

A en juger par ce festival qui, pour une bonne part, fut celui des avant-premières, le cinéma américain se maintient sur ses positions (*Alamo Bay*, de Louis Malle occupant une place spéciale), ses genres commerciaux, ses thèmes – celui de la jeunesse a dominé, et sa bonne qualité technique.

Le grand western traditionnel, exaltant, revit dans *Silverado*, de Lawrence Kasdan, hommage d'un cinéaste dont on sent le plaisir de filmer l'aventure, l'espace, les exploits de héros pittoresques opposés à des « méchants » qui trouveront leur châtiment au bout du compte.

L'humour baigne *Retour vers le futur*, de Robert Zemekis, film passé lui aussi par le Festival de Venise (*le Monde* du 30 octobre), savoureuse variation sur le voyage dans le temps cher aux romanciers et aux cinéastes de science-fiction.

Tobe Hooper, qui avait ravi les amateurs d'épouvante à gros effets, avec *Massacre à la tronçonneuse* et *Poltergeist*, a manifesté plus d'ambition avec *Life Force* (2). Bien sûr, on peut relever des influences d'*Alien* et de *la Nuit des morts vivants*, mais les trucages d'un voyage dans l'espace et de la destruction de Londres par la contamination d'êtres venus d'ailleurs sont très réussis.

Et – détail important –, l'histoire est située en août 1986 comme s'il y avait un présage à brève échéance. Un vaisseau spatial anglo-américain allant observer la comète de Hallay a découvert un OVNI à bord duquel l'équipage a trouvé des chauves-souris géantes momifiées et les corps parfaitement conservés de deux hommes et d'une femme. Ces humanoïdes ramenés sur Terre vont déclencher un mal foudroyant en absorbant, pour renaître, le fluide vital de tous ceux qui passent à leur portée.

Là serait, apprend-t-on, l'origine du vampirisme depuis la nuit des temps.

Mais n'y a-t-il pas une fable sociale dans cette visite d'extraterrestres fascinants (Mathilda May, John Keegan, Christofer Jagger), capables de se glisser dans d'autres corps sans distinction de sexe, et transmettant, érotiquement à l'occasion, une maladie épouvantable

On aimerait privilégier, en attendant une sortie qui n'est pas fixée, *Desert Hearts*, de Donna Deitch, premier long métrage de fiction d'une réalisatrice de films expérimentaux et de documentaires. C'est tiré d'un roman de Jane Rule. En 1959, une femme de trente-cinq ans, professeur d'université, très bon chic, bon genre, vient à Reno pour divorcer. Elle loge dans un ranch tenu par une ancienne entraîneuse et rencontre une fille très indépendante qui s'est affranchie des conventions par des aventures homosexuelles.

Ages différents, milieux différents, conceptions de la vie différente : une belle et tendre histoire d'amour naît, non sans difficulté, culpabilité et complications entre ces deux personnages interprétés avec beaucoup de nuances et de finesse par Helen Shaver et Patricia Charbonneau. N'en disons pas plus et prenons date : Deauville doit aussi servir à cela.

JACQUES SICLIER.

(1) Sortie à Paris, mercredi 18 septembre. Un livre de Mémoires imaginaires de Karl van Beethoven, publié par Jacques Brenner en 1958 chez Julliard, reparaît aux éditions Belfond/Laffont sous le même titre que le film (192 p., 89 F). Le disque de la musique du *Neveu de Beethoven* sort en même temps (Deutsche Grammophon).

(2) Sortie à Paris le mercredi 18 septembre.

■ MICHAEL HAMPE A SALZBOURG. – Herbert von Karajan a invité Michael Hampe, intendant de l'Opéra de Cologne, à mettre en scène *Don Giovanni* au Festival de Pâques de Salzbourg en 1987, production qu'il dirigera lui-même.

■ ORANGE ET MONTPELLIER. – Les Chorégies d'Orange présenteront la saison prochaine *Tannhäuser*, dans une mise en scène de Jacques Karpo, sous la direction de Ch. Perick, avec Léonie Rysanek et de Grace Bumbry, *la Damnation de Faust*, avec Thomas Moser, Simon Estes et Alexandrina Miltcheva, et *Macbeth*, de Verdi, dans une réalisation de Petrika Ionesco, sous la direction de Thomas Fulton. En 1985, *Simon Boccanegra* a rempli le théâtre antique à 99 % et *Boris Godounov* à 85 %. De son côté, le Festival de Radio-France et de Montpellier a obtenu une fréquentation moyenne de 86 % (environ 50 000 spectateurs) et les responsables ont décidé de reconduire le festival pour l'an prochain. Les spectateurs provenaient pour 82 % de la région Languedoc-Roussillon, et 50 % ont assisté à plusieurs manifestations (de deux à cinq). Le budget du festival était de 9 millions de francs.

■ MORT DE KHOKHLOVA. – Nous apprenons la mort à Moscou de l'actrice Alexandra Sergueievna Khokhlova, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans. Epouse du cinéaste et théoricien Lev Koulechov, elle avait joué dans les films de ce dernier, et avait enseigné à l'Institut du cinéma.

THÉATRE

MORT DE JULIAN BECK

La légende des années 60

L'acteur et metteur en scène américain, Julian Beck, fondateur du Living Theatre, est mort le 14 septembre d'un cancer à l'hôpital Mount Sinaï de New-York. Il était âgé de soixante ans.

Chevelure de Christ, œil messianique, Julian Beck symbolise le mouvement des années 60. Dans le domaine du théâtre, il l'a mené, avec sa troupe, sa tribu : le Living Theatre.

D'abord, le Living est une compagnie d'avant-garde new-yorkaise fondée par Julian Beck et sa femme, Judith Malina en 1947. En 1958, il découvre Antonin Artaud, le théâtre de la cruauté.

Le Théâtre des Nations invite à Paris *Connection*, de Jack Gelber – des drogués attendent leur fournisseur – et *The Brig (la Taule)*, entièrement construit sur le règlement des prisons de l'armée américaine en Corée. Les comédiens ne simulent pas, ils s'infligent et subissent réellement de cruelles brimades. Hyper-vérisme impressionnant, mais c'est à partir de 1963 que Julian Beck trouve sa voie, quand, pour des raisons de fisc et de censure, il s'exile en Europe avec sa communauté de nomades aux cheveux longs, hommes et femmes parés de bijoux barbares, vêtus de robes indiennes, de jeans effrangés, décorés de miroirs. Le Living conteste toute autorité, refuse la propriété, la société de consommation, prêche la révolution par la poésie, la civilisation de l'herbe qui fait planer, de l'acide qui ouvre des mondes inconnus. Julian Beck se dit anarchiste non violent, mais la violence de ses spectacles fait scandale.

Les acteurs se mettent en transe, descendent parmi les spectateurs, les agressent pour les obliger à participer, à ne pas « consommer ». A Bordeaux, invité par Sygma, le Living et Sylvano Bussotti commencent un happening qui tourne bientôt à la bagarre. Julian Beck et ses comédiens (géants aux trois quarts nus) font une démonstration de force tranquille, assis en lotus sur scène... A l'Odéon, toujours pour le Théâtre des Nations, Julian Beck, seul sur le plateau éclairé aux bougies, proteste contre la guerre du Vietnam en psalmodiant *« Freedom now, peace now »* au milieu d'un chahut hystérique. En 1968, la « prise de l'Odéon » se fait sous sa bannière.

En juillet, à la demande de Jean Vilar, le Living Theatre donne à Avignon son fulgurant spectacle, *Paradise now* au Cloître des carmes. Les contestataires, plus ou moins manipulés, se regroupent autour de Julian Beck, qui, dépassé, continue à prêcher l'amour.

Aujourd'hui, c'est vrai, l'idéologie de Julian Beck *« mystico-vasouillarde »* selon l'expression de Roger Planchon, apparaît seulement naïve. Mais son théâtre ne l'était pas. Julian Beck et Judith Malina arrivent à un moment où l'avant-garde des années 50 épuise ses recherches sur la destruction du langage, où Brecht mal compris, rendu exsangue, se désagrège en ternes copies du Berliner Ensemble. Julian Beck donne aux acteurs un rôle créateur essentiel. Il est, avec Grotowski, celui qui change la manière de jouer et de voir jouer. Ses excès mêmes font craquer les habitudes, les traditions d'un rationalisme pesant, cassent les formes sclérosées.

On a pu croire que *Paradise Now* marquait la naissance d'un théâtre sauvage et libre. C'en était l'apogée et la fin. Les années 70 voient des centaines de groupes, accrochés à la marginalité, « livingists » qui ne sont que de ternes copies...

Julian Beck et Judith Malina retournent aux Etats-Unis, mais les temps ont changé, et ils sont imperturbablement eux-mêmes. Ils vont au Brésil, se font expulser, reviennent en Europe, s'installent en Italie, jouent, de festival en festival, d'anciens et de nouveaux spectacles, avec des comédiens qui n'ont plus la force nécessaire. En Europe aussi, les temps ont changé, leur théâtre de l'« ici et maintenant » est devenu un théâtre d'hier. Et les subventions que lui accorde Jack Lang n'y peuvent rien.

Le Living Theatre est mort, Julian Beck abandonne la scène. Il est malade. On le redécouvre acteur, presque méconnaissable, amaigri, cheveux courts sous un feutre, et sa bouche généreuse, son regard de sagesse infinie, petit juif, homme de main qui naît et meurt dans une poubelle. On le redécouvre ainsi dans *Cotton Club*, le film de Coppola. On le voit, étrange et bouleversant, un acteur, un homme unique.

COLETTE GODARD.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA POUDRE D'INTELLIGENCE : Lucernaire (374-24-08), 21 h 45.

DOJO JI : Lucernaire (374-24-08), 21 h 45.

SPECTACLE COMMERCIAL : Cartoucherie Tempête (328-36-36), 21 h.

LE BAISER DE LA VEUVE : Mathurins (265-90-00), 20 h 45.

☞ Spectacles sélectionnés par le club du « Monde des spectacles »

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : le Misanthrope.

BEAUBOURG (277-12-33) : *Cinéma-Vidéo, nouveaux films BPI* : 16 h : Marcel Marceau, de K. Adamov ; 19 h, Nasa (25e année), de J.-L. Headlee ; *Vidéodisques Opéra*, 16 h : Peter Grimes, de Britten, dir. C. Davis ; 19 h : Falstaff, de Verdi, dir. C.-M. Giulini.

Les autres salles

☞ CARTOUCHERIE Théâtre de la Tempête (328-36-36), 21 h ; spectacle commercial.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h, Reviens dormir à l'Elysée.

☞ COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Balise de toi.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.

☞ DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : *Femmes*.

☞ FONTAINE (874-74-40) 21 h : Rififoin dans les labours.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

☞ LUCERNAIRE (544-57-34) : I. 18 h : Simone Weil 1909-1943 ; 20 h. : Orgasme adulte échappé du zoo ; 21 h 45 : la Poudre d'intelligence ; II. 18 h : Diabolo's 1929-1939 ; 20 h : Chômo qui peut ; 21 h 45 : Dodo-Ji.

☞ MATHURINS (265-90-00) Grande Salle 21 h : les Mystères du confessionnal.

☞ THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 18 h 30 : Que faire de ces deux-là ; 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h. : Nous on fait où on nous dit de faire.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 15 : Faites chauffer l'école ; 21 h 45 : Chant d'elles ; 23 h : Crazy cocktail.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou. — II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Deux pour le prix d'un.

CAFÉ D'EDGAR (320-85-11), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Non je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Tant pis si je vous fais rire.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 18 h 30 : Eclairs d'un sorcier ; 20 h 30 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Courteline et Labiche en vacances.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 heures : la Gauche mal à droite.

Lundi 16 septembre

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

ESPACE GAITÉ (327-95-94) (D.) 20 h 30 : Ph. Val.

Jazz, pop, rock, folk

BAISER SALÉ (233-37-71), 23 h : Bruce Koenig Band.

BERCY, PALAIS OMNISPORTS (341-72-04), 20 h 30 : J. Higelin.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : S. Guerault, B. Vasseur.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 22 heures : M. de Carvalho ; 0 h 30 : Raquel.

MÉRIDIEN (758-12-30), 22 h : B. Carter.

MONTANA (548-93-08), 22 heures : R. Urtreger ; (dern.).

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : Blue Doctors.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : C. Guilhot, G. Arvanitas.

SUNSET (261-46-60), C. Escoude, M. Graillier.

XXe Festival estival de Paris

(354-84-96)

Eglise St-Séverin, 20 h 30 : la Grande Ecurie et la Chambre du Roy, dir. : A. Parrott (Bach).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)

17 h, Dans la gueule du loup, de R. Parrish ; 19 h, Dix ans de cinéma français : Ainama, de F. Cissenti.

Les exclusivités

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).

AMAZONIA, LA JUNGLE BLANCHE (It., v.f.) (*) : Maxéville, 9e (770-72-86).

L'AMOUR PROPRE (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George-V, 8e (562-41-46) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Impérial Pathé, 2e (742-72-52) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

BABY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio Cujas, 5e (359-89-22).

BIRDY (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Parnassiens, 14e (320-30-19).

CARNÉ, L'HOMME A LA CAMÉRA (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) h. sp.

CHOOSE ME (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Rialto, 19e (607-87-61).

COMMENT CLAQUER 1 MILLION DE DOLLARS PAR JOUR (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16). — V.f. : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94).

CONTES CLANDESTINS (Fr.) : République, 11e (805-51-33) ; Denfert, 14e (321-41-01).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).

DANCE WITH A STRANGER (Brit., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; *UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC* Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 5e (575-79-79). — V.f. : UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (574-33-40).

LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82). — V.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).

DEUX HOMMES A LA CAMÉRA (Sov., v.o.) : Olympic, 14e (544-43-14).

EMMANUELLE IV (Fr.) (**) : George V, 8e (562-41-46).

LES ENFANTS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

ESCALIER C (Fr.) : Forum 1er (297-53-74) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; *Ambassade, 8e (359-19-08)* ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LE GAFFEUR (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

GOULAG (A., v.o.) : UCG Danton, 6e (225-10-30) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Biarritz, 8e (562-20-40). — V.f. : Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77) ; UGC Boulevard, 9e (343-01-59) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94). — V.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES GUERRIERS DE LA JUNGLE (A., v.f.) (*) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A., v.o.) (**) UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LEGEND (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Tourelles, 19e (364-51-98).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Convention Saint-*Charles, 15e (579-33-00)*.

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Calypso, 17e (380-30-11).

MASK (A. v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52).

MISHIMA (A.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

NINJA III (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Images, 18e (522-47-94).

NOSTALGHIA (It., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Calypso, 17e (380-30-11).

*NO MAN'S LAND (Fr.-Suisse) : Ciné-*Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

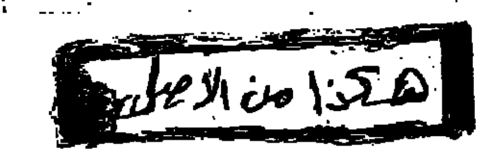
LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01) ; République, 11e (805-51-33).

PALE RIDER (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; *Paramount Odéon, 6e (325-59-83)* ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) Maxeville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-*56-31) ; Fauvette, 13e (331-56-86)* ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PAROLE DE FLIC (Fr.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC *Montparnasse, 6e* (574-94-94) ; UGC *Odéon, 6e* (225-10-30) ; *Gaumont Ambassade, 8e* (359-19-08) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Nation, 12e (343-04-67) (h. sp.) ; *Paramount* Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

POLICE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (747-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; George V, 8e (562-41-46) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Olympic-Entrepot, 14e (544-43-14) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé-Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96)



SPECTACLES

POLICE ACADEMY 2 : AU BOULOT (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06).

LA PROMISE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

RENDEZ-VOUS (Fr.) : UGC Odéon, 6e (225-10-30).

LES RIPOUX (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02). — V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Reflet-Balzac, 8e (561-10-60). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).

RUNAWAY, L'ÉVADÉ DU FUTUR (A., v.o) : UGC Normandie, 8e (563-16-16). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

SANG POUR SANG (A., v.o.) (*) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

SHOAH (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic, 14e (544-43-14).

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

SPÉCIAL POLICE (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

STRANGERS KISS (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Républic Cinéma, 11e (805-51-33) (h. sp.).

STRICTEMENT PERSONNEL (Fr.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

SUBWAY (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Miramar, 14e (320-89-52).

TERMINATOR (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE (Fr.) : Cinoche St-Germain, 6e (633-10-82) (h. sp.) ; Rialto, 19e (607-87-61).

TRISTESSE ET BEAUTÉ (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

VISAGES DE FEMMES (Ivoirien, v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

WITNESS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Capri, 2e (508-11-69).

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

FELLINI-ROMA (It., v.o.) : Reflet-Logos, 5e (354-42-34).

LA FEMME ET LE PANTIN (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

LA FILLE DE RYAN (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

GEORGIA (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

L'HOMME AUX PISTOLETS D'OR (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; — V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LA 8e FEMME DE BARBE BLEUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

IL ETAIT UNE FOIS LA REVOLUTION, (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All.) : Rialto, 19e (607-87-61).

METROPOLIS (All.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

LA MOMIE (A., v.o.), St-Germain Studio, 5e (633-63-20).

OPÉRATION JUPONS (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02).

QU'EST-IL ARRIVÉ A BABY JANE ? (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE ROI LEAR (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

SOLEIL VERT (A., v.f.) (*) : Arcades, 2e (233-54-58).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).

LA VIE PASSIONNÉE DE VINCENT VAN GOGH (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23).

LES FILMS NOUVEAUX

BREAKFAST CLUB, film américain de John Hughes (v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; George V, 8e (562-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

CHRONOS, film franco-américain de Ron Fricke : La Géode, 19e (245-66-00).

DANGEREUSEMENT VOTRE, film américain de John Glen (v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16). — V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

DUST (*), film franco-belge de Marion Hansel : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; UGC Convention, 15e (574-93-40).

NOTRE MARIAGE, film franco-portugais de Valeria Sarmiento : Latina, 4e (278-47-86) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

ORINOKO, film vénézuelien de Diego Risquez : Latina, 4e (278-47-86) ; Utopia-Champollion, 5e (326-84-65).

LE POUVOIR DU MAL, film franco-italien de Krzysztof Zanussi : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; St-Germain-Huchette, 5e (633-63-20) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; PLM St-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

RECHERCHE SUSAN, DESESPÉREMENT, film américain de Susan Seidelman (v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nations, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

Les grandes reprises

AMERIKA/RAPPORTS DE CLASSES (All., v.o.) : République-Cinéma, 11e (805-51-33).

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (335-21-21).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21) ; Rialto, 19e (607-87-61).

LA CAGE AUX FOLLES (Fr.) : UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16).

LE CHATEAU DU DRAGON (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30)

LES CHEFS-D'ŒUVRE DE WALT DISNEY (A., v.f.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Napoléon, 17e (267-63-42).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.-it., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Elysées-Lincoln, 8e (354-36-14).

LES DEUX ANGLAISES ET LE CONTINENT (Fr.) : Rialto, 19e (607-87-61).

DOUX OISEAUX DE JEUNESSE (A., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

Les festivals

CARNÉ-PRÉVERT, Ranelagh, 16e (288-64-44), en alternance : les Visiteurs du soir, les Portes de la nuit, les Enfants du paradis.

CARNÉ, Champo, 5e (354-51-60) : Drôle de drame ; Hôtel du Nord.

CHARLOT, Péniche des Arts, 5e (527-77-55), 21 h : Charlot papa ; Charlot à l'hôtel ; Charlot et Mabel en promenade.

CINQ FILMS POUR LE PRIX D'UN (v.o.), Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 16 h : Une nuit à Casablanca ; 18 h : l'Impératrice rouge ; 20 h : l'Homme au bras d'or ; 22 h : Thé servant.

LES COMÉDIES MUSICALES DE L'ÉTÉ 85 (v.o.), Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Ziegfeld Follies.

M. DURAS, Denfert, 14e (321-41-01), 18 h : India Song.

L'ÉTÉ D'EASTWOOD (v.o.), Action Rive Gauche, 5e (329-44-40) : Magnum force. — Salle 2 : Bronco Billy.

FASSBINDER (v.o.), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) : Effi Briest.

HUMOUR ANGLAIS (v.o.), Action-Ecoles, 5e (325-72-07) : Tueurs de dames.

INVISIBLES A PARIS (v.o.), Cinéma Utopia, 5e (326-84-65), 16 h 30 : la Rose et la Flèche ; 18 h 30 : Sept hommes à l'aube ; 20 h 30 : Immacolata E Concetta ; 22 h 30 : 10, place Rillington.

A. KUROSAWA (v.o.), Saint-Lambert, 15e (532-91-68), Dodes'Caden ; Dersou Ouzala. — Denfert, 14e (321-41-01), les Sept Samouraïs ; Chiens enragés.

S. RAY (v.o.), Olympic-Entrepôt, 14e (544-43-14), la Maison et le Monde.

E. ROHMER, République-Cinéma, 11e (805-51-33), 16 h : le Genou de Claire.

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 16 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 **Cinéma : le Coucou.**
Film franco-italien de F. Massaro (1979), avec M. Serrault, T. Milian, O. Colli, L. Adani.
Un coiffeur pour dames, obligé de faire la « folle » pour plaire à ses clientes et tyrannisé par sa famille, découvre la liberté grâce à un bandit réfugié chez lui. Serrault égaré dans une lourde fantaisie où règne la mysogynie.

22 h 5 **Etoiles et toiles.**
Magazine de Martine Jouando et Frédéric Mitterrand.
Interview de George Miller, réalisateur de Mad Max III, et du comédien Mel Gibson (avec des extraits et des séquences du tournage). Le cinéma fait par les enfants (une expérience tentée à Valence, dans la Drôme).

23 h **Journal.**

23 h 15 **C'est à lire.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 **Série : V.**
Feuilleton américain écrit et réalisé par K. Johnson et Richard T. Heffron.
Deuxième épisode : des extra-terrestres d'apparence humaine ont débarqué, sans le cacher le moins du monde, comme en territoire conquis. Face à l'envahisseur, trois stratégies : collaborer, négocier de pied ferme ou lutter franc. Un scénario bien ficelé, un suspense efficace.

22 h 10 **Série documentaire : le Japon, le rêve et l'histoire.**
Réal. Jean Antoine. No 2 : « Des barbouzes venus d'Europe ».
Le Japon du seizième siècle, c'est le Japon des shoguns et des samouraïs. L'art de la guerre y atteint des sommets dans le raffinement de la cruauté. Les premiers hommes blancs, trois naufragés portugais, apparaissent sur les côtes. Les Japonais les appellent « barbouzes du Sud ».

23 h 5 **Journal.**

23 h 30 **Bonsoir les clips.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 **Cinéma : Guy de Maupassant.**
Film français de M. Drach (1981), avec C. Brasseur, J. Carmet, Miou-Miou, S. Signoret, V. Genest, D. Gélin.
Les dernières années de Maupassant et la montée de la folie — consécutive à la syphilis — qui va le détruire. Le drame hallucinant de l'écrivain, avec des retours en arrière pour compléter sa personnalité. Un peu de culture, beaucoup de reconstitution spectaculaire.

22 h 45 **Journal.**

23 h 15 **Thalassa.** Le magazine de la mer de G. Pernoud.

0 h **Série : Animaux.** Emission de F. Rossif.

0 h 5 **Prélude à la nuit.**

FR 3-PARIS - ILE-DE-FRANCE

16 h 5, Première séance : les Misérables (2e partie) ; 17 h 35, La mémoire aux images ; 18 h, Magazine : Carte blanche ; 18 h 55, Dessin animé : Hello, Moineau ! 19 h 5, Atout PIC : Roland Dumas ; 19 h 15, Informations ; 19 h 40, Feuilleton : Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

20 h 35, **L'Impitoyable**, film de C. Chi Hwa ; 22 h 10, Les dérives de Canal Plus ; 23 h 15, Football australien ; 1 h 15, Festival de jazz d'Antibes 1984 ; 1 h 45, **le Fruit défendu**, film de J.-L. Brunet.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **« Lettres à Sophie »**, par Y. Florenne, d'après Diderot.

21 h 40 **Latitudes**, musiques traditionnelles.

22 h 30 **La nuit sur un plateau** : en direct du Théâtre de la Bastille et du Théâtre de l'Aquarium.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : « Party Waltz » de Shimizu, « Horses Galloping Free » de H. Kotani, « Haru o Tsugero kotori » d'Arai, « Message to Grogh » de Kubota, « Four Bagatelles » d'Urakabe, « A Happy Mouse » de Kotani, « Festival Autumn », de Kubota, « Hollyday Street » de Kuwano, « Agitato » d'Urakabe, « la Farandole » de Bizet, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Rostropovitch, sol. E. Shimizu, H. Kotani, M. Kubato, S. Urakabe, Y. Kuwano, pianos.

22 h 30 **Les soirées de France-Musique** : « Brasil 85 » ; à 23 h 5 Autour d'un concerto de Mozart ; à 0 h Max Steiner : l'âge d'or de la Warner Bros.

Mardi 17 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

7 h 30 **SICOB matin** (RFE), l'ordinateur au tribunal.

10 h 45 **ANTIOPE 1.**

11 h 15 **La une chez vous.**

11 h 30 **Les jours heureux.**

12 h 2 **Tournez... manège.**

13 h **Journal.**

13 h 50 **Série : La lumière des justes.**

14 h 45 **Transcontinental.**

15 h 55 **Reprise : les jeudis de l'information** (diff. le 12 septembre).

17 h 10 **La maison de TF 1.**

17 h 30 **La chance aux chansons.**

18 h **Salut les petits loups.**

18 h 30 **Mini-journal pour les jeunes.**

18 h 45 **Feuilleton : Huit, ça suffit.**

19 h 15 **Jeu : Anagram.**

19 h 40 **Emission d'expression directe.**
Le CNPF et le groupe communiste de l'Assemblée nationale.

20 h **Journal.**

20 h 35 **Les grands écrans de TF 1 : Ce fut un bel été.**
(Deuxième partie), scénario de S. Roulet, réal. J. Chapot, avec Krystyna Janda, Maurice Ronet, Bruno Cremer... (redif.).
En Espagne, au cours de la guerre civile : un officier des Brigades internationales, blessé et traqué par un agent secret de Franco, trouve refuge chez Wanda. Fronsac désapprouve la présence de cet étranger et soupçonne sa femme d'entretenir une liaison avec lui...

22 h 5 **Série : Entre ciel et terre, Jérusalem.**
(Première partie), « Mourir pour Pomponico », réal. P. Volson.
Trois cinéastes ont regardé et filmé Jérusalem, à la recherche de l'insolite, de l'inédit dans cette ville déjà mille fois regardée. Ce soir, c'est le regard de Patrick Volson, réalisateur juif : un regard critique, notamment sur l'« hégémonie juive » à Jérusalem. Une série intéressante et intelligente.

23 h **Journal.**

23 h 15 **C'est à lire.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 **Télématin.**

10 h 30 **ANTIOPE.**

11 h 30 **Les rendez-vous d'Antenne 2.**

11 h 35 **Les carnets de l'aventure.**

12 h **Journal et météo.**

12 h 10 **Jeu : L'académie des neuf.**

12 h 45 **Journal.**

13 h 30 **Feuilleton : Histoires à suivre.**

14 h **Aujourd'hui la vie.**

15 h **Série : La reine des diamants.**

15 h 55 **C'est encore mieux l'après-midi !**

17 h 30 **Récré A 2.**

18 h 25 **Le Derby.** Les résultats.

18 h 30 **C'est la vie.**

18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**

19 h 15 **Emissions régionales.**

19 h 40 **Jeu : la Trappe.**

20 h **Journal.**

20 h 30 **D'accord, pas d'accord (INC)**

20 h 35 **Cinéma : la Traversée de Paris.**
Film français de C. Autant-Lara (1956), avec J. Gabin, Bourvil, L. de Funès, J. Batti, R. Arnoux. (N.).
Une nuit de 1943, à Paris, un chauffeur de taxi au chômage et un artiste peintre qui s'amuse à faire une expérience transportent, dans des valises, de la viande de porc destinée au marché noir. D'après une nouvelle de Marcel Aymé, une chronique profondément réaliste de certaines veuleries du temps de l'Occupation.

22 h 25 **Magazine : Cinéma cinémas.**
De A. Andreu, M. Boujut et C. Ventura.
Evocation de Louise Brooks (reportage réalisé à la frontière du Mexique, à l'endroit même où la comédienne tourna les Mendiants de la vie*) : interviews du réalisateur américain Richard Brooks et du comédien Jean-Louis Trintignant ; séquence musicale sur Dexter Gordon, saxophoniste de jazz. Le magazine de luxe du cinéma est désormais programmé le troisième mardi (et non le premier mercredi) de chaque mois.*

22 h 15 **Journal.**

23 h 40 **Bonsoir les clips.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h **Télévision régionale.**

19 h 55 **Dessin animé : Il était une fois l'homme.**

20 h 5 **Les jeux.**

20 h 30 **D'accord, pas d'accord (INC).**

20 h 35 **La dernière séance : soirée George Sidney.**
Emission de G. Jourd'hui et E. Mitchell.

20 h 45 **Premier film : la Reine Vierge.**
Film américain de G. Sidney (1953), avec J. Simmons, S. Grangers D. Kerr, C. Laugthon, G. Rolfe, K. Byron.
La princesse Elizabeth d'Angleterre, fille d'Henri VIII, s'éprend, adolescente, de Thomas Seymour, qui sera le seul amour de sa vie. Les événements historiques sont utilisés de façon romanesque pour donner une explication sentimentale au mystère de la « Reine Vierge ».

23 h **Journal.**

23 h 25 **Deuxième film : Show Boat**
Film américain de G. Sidney (1951), avec K. Grayson, A. Gardner, H. Keel, J.-E. Brown, R. Sterling, A. Moorehead (v.o. sous-titrée).
Une jeune fille, élevée sur un bateau-spectacle sillonnant le Mississippi, s'éprend d'un chanteur entré dans la troupe, l'épouse, part avec lui. C'est un joueur invétéré. Flamboyante mise en scène d'une comédie musicale de Jérome Kern et Oscar Hammerstein, elle-même tirée d'un roman d'Edna Ferber.

1.10 **Série : Animaux**, de Frédéric Rossif.

FR 3-PARIS - ILE-DE-FRANCE

17 h, Feuilleton : La révolte des Haidouks ; 17 h 15, Série : Dynastie ; 18 h, Effraction ; 18 h 55, Dessin animé : Hello, Moineau ! ; 19 h 5, Atout PIC ; 19 h 15, Informations ; 19 h 40, Feuilleton : Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym ; 7 h 10, Cabou Cadin (et à 17 h 15) ; 7 h 35, Top 50 ; 8 h 30, Dancin'days (et à 11 h 55) ; 9 h, **les Implacables**, film de R. Walsh ; 11 h 10, C'est encore loin, Naples ? ; 12 h 35, Magazine ; 14 h, **le Corrupteur**, film de M. Winner ; 15 h 40, **Calmos**, film de B. Blier ; 17 h 45, 4 C + ; 18 h 25, Top 50 ; 19 h, Maxitête (et à 20 h et 20 h 30) ; 19 h 5, Zénith ; 19 h 40, Tout s'achète ; 19 h 50, Dessin animé ; 20 h 5, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 20 h 35, **L'Africain**, film de P. de Broca ; 22 h 20, **Tchao Pantin**, film de C. Berri ; 23 h 50, **la reine des rebelles**, film de I. Cummings ; 1 h 15, Rue du cinéma ; 2 h 5, Surprises : Animation à Annecy.

FRANCE-CULTURE

9 h 5, **La matinée des autres** : la parole créatrice dans la tradition indienne ; 10 h 30, **Musique** : miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, **L'école des parents et des éducateurs** ; 11 h 30, **Feuilleton** : Le hussard sur le toit ; 12 h, **Panorama** : à 12 h 45, Club de la presse : avec Jacques Attali ; 13 h 40, **Instantané**, magazine musical ; 14 h, **Un livre, des voix** : « Un poisson muet surgit de la mer », de Serge Baamly ; 14 h 30, **« Guerre aux asperges »**, de P. Louki. Avec C. Piéplu, R. Trappe ; 15 h 30, **Mardis du théâtre** : Jean Cocteau, le rêve partagé ; 17 h 10, **Le pays d'ici** : en direct de Maubeuge ; 18 h, **Subjectif** : Agora, avec Flora Groult ; 19 h 30, **Perspectives scientifiques** : la psychosomatique ; 20 h, **Musique, mode d'emploi** : Stravinski, souvenirs de Manuel Rosenthal.

20 h 30, **Journal du corps humain.**

21 h 30 **Diagonales**, l'actualité de la chanson.

22 h 30 **Nuits magnétiques** : la nuit et le moment ; à 0 h 5 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

9 h 5, **Le matin des musiciens** : Stravinski contre Schoenberg, œuvres de Stravinski, Bartok, Webern ; 12 h 10, **Le temps du jazz** : les ellingtoniens buissonniers ; 12 h 30, **Concert** : Radio-Côte d'Azur, récital de clavecin, œuvres de Boehm, Kuhnau, Haendel, J.-S. Bach, par D. Moroney, clavecin ; 14 h 2, **Repères contemporains** : les jeunes compositeurs du Conservatoire, Frédéric Durieux ; 14 h 30, **Le chant plaintif** : œuvres de Berlioz ; 15 h, **Les après-midi de France-Musique** : Eusebius et Florestan ; 16 h 30, les airs de concert de Mozart ; 18 h 2, **Aspects de la musique de scène** : œuvres de G. Fauré, A. Jolivet, Schmitt, Milhaud ; 18 h 30, **Jazz d'aujourd'hui** : lecture au laser ; 19 h 10, **Magazine international** : actualité musicale internationale des festivals, des concerts ; 20 h 4, **Sonates de Scarlatti**, par Scott Ross ; 20 h 20 **Avant-concert.**

20 h 30 **Concert** (en direct de la faculté de droit d'Assas pour le Festival estival de Paris) : « Esther » oratorio (version anglaise), de G.-F. Haendel, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les Chœurs de Radio-France, dir. C. Farncombe, chef des chœurs ; J. Jouineau, sol. A. Rossi, A.-M. Rodde, J. Bowman...

22 h **Les soirées de France-Musique** : le musicien de minuit, Anne-Marie Rodde.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 16 SEPTEMBRE

— *M. Michel Rocard*, ancien ministre, député des Yvelines, est l'invité de l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h 20.

MARDI 17 SEPTEMBRE

— *M. François Léotard*, député UDF du Var, secrétaire général du PR, est reçu à l'émission « Parlons vrai » sur Europe 1, à 8 h 20.

COMMUNICATION

A RENNES

Premier studio de production d'images numériques

Rectifier la cadrage, changer les couleurs d'une image déjà enregistrée, intégrer un personnage dans une scène déjà tournée, multiplier les trucages sans perdre la qualité ni la définition de l'image : telles sont quelques-unes des possibilités révolutionnaires du studio de télévision numérique inauguré le 13 septembre à *Rennes* par M. François Schoeller, président de Télédiffusion de France (TDF).

La plupart des grandes télévisions possèdent déjà quelques équipements numériques, qui permettent la régénération de l'image, le ralenti ou la répétition immédiate d'une courte séquence, mais c'est la première fois au monde que se trouve *réunie toute une chaîne de production*, de la caméra au mélangeur, utilisant ce nouveau standard.

Le *numérique* est l'avenir de la télévision. Codée sous forme de séries binaires, comme les données informatiques, l'image offre une qualité et une souplesse d'utilisation incomparables. Seul obstacle à sa généralisation : la diffusion de telles images *exige quatre fois plus de fréquences* que la télévision aux standards traditionnels. Insoluble en diffusion hertzienne classique, le problème sera résolu par l'utilisation des réseaux câblés en fibres optiques.

La France possède donc un atout de poids dans cette nouvelle bataille technologique. C'est sans doute ce qui pousse industriels et organismes publics à passer rapidement de l'*expérimentation* au *développement*. Les trois partenaires du studio de Rennes, *TDF*, *FR 3* et *Thomson* vidéo équipement, ont créé un groupement d'intérêt économique pour son exploitation.

Loué aux chaînes publiques comme aux producteurs privés, à un tarif proche d'un studio classique, le nouvel équipement va fonctionner en vraie grandeur. Ce qui permettra de tester ses possibilités, d'évaluer son *marché* et *d'affiner ainsi* le *lancement* des premiers produits commerciaux d'ici deux ans environ.

J.-F. L.

VU

Angkor, encore

Il n'y aura pas avant longtemps d'*Année du Cambodge*, comme cette Année de l'Inde, qui nous permet de découvrir les monuments, les temples splendides du sous-continent. Pour le Cambodge, et pour Angkor, le plus célèbre de ses ensembles *architecturaux, il faut* à nouveau prendre le vêtement de l'explora*teur, à nouveau tailler dans* la forêt si l'on veut retrouver la pierre. *Le film de Pierre Philippe*, diffusé dimanche 15 septembre par FR3, est le récit nostalgique d'une telle expédition, la première depuis plusieurs années à pouvoir tourner sur le site, avec l'accord et même la coproduction des autorités vietnamiennes.

Exceptionnel témoignage que ce récit-documentaire, loin de la *sécheresse qui fait souvent la loi* en matière de reportage télévisé. Nous y avons vu les temples à nouveau avalés par la forêt. Il n'y a plus rien à faire là-bas, pour l'instant du moins. Les archéologues piétinent, les historiens de *l'architecture* ou de la religion se lamentent. Pourtant, et ce n'est *pas le moindre intérêt de ce film* que de l'avoir révélé, il y a en France de quoi travailler.

L'équipe conduite par Pierre Philippe a en effet retrouvé les moulages effectués sur le grand temple d'Angkor Vat, à l'occasion de l'Exposition coloniale de 1931. Comme les moulages du *Musée* des *monuments français*, ils peuvent devenir un jour la seule trace intacte d'une statuaire disparue. Si du moins ces moulages perdus ne sont pas détruits à leur tour par l'indifférence. Il serait curieux de se scandaliser de l'*abandon* d'Angkor au Cambodge si l'on ne fait *pas*, en *France*, le *tout petit* geste qui permettrait d'en garder au moins le souvenir.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

NOUVELLE MAQUETTE POUR « LE MATIN DE PARIS »

Le Matin de Paris a inauguré, *lundi 16 septembre*, *sa nouvelle* maquette. Rénovation plus qu'innovation, on y retrouve les tendances modernes : mise en pages aérée, caractères typographiques en nombre limité, absence de filets verticaux (sauf à la « une »), « titraille » abondante, souplesse de l'utilisation...

A la « une » de cette première édition nouvelle formule, une enquête-sondage sur « Les Français en l'an 2000 ». Dans son éditorial, le directeur de la publication, M. Max Théret, annonce de nouvelles rubriques et réaffirme la position du quotidien : « Le Matin *veut mettre les idées en lumière, tenter de sortir le débat politique de son microcosme souvent médiocre, contribuer aux nécessaires clarifications* (...). *Sans mettre son drapeau dans sa poche, il soutiendra les idées de l'avenir – les valeurs, non les dogmes – en toute liberté à l'égard des structures comme des hommes politiques.* »

La rédaction du *Matin* a été presque entièrement renouvelée depuis la vente du journal, en février, par M. Claude Perdriel, P-DG du *Nouvel Observateur*, et fondateur du quotidien de la rue Hérold. Elle est dirigée par Max Gallo, écrivain, ancien porte-parole du gouvernement de M. Mauroy et parlementaire européen, et par Richard Liscia.

MÉDECINE

L'ÉPIDÉMIE DE TRICHINOSE EN RÉGION PARISIENNE

Le vecteur cheval

Une épidémie de trichinose sévit depuis plus d'un mois dans la région parisienne (*le Monde* du 30 août). Elle semble actuel*lement bien circonscrite* dans deux foyers, à Melun et dans le quatorzième arrondissement de Paris. Les premiers cas ont été dépistés dès le 12 août mais la grande majorité des sujets atteints s'est présentée dans la *semaine du 19 au 26 août*. Deux cent cinquante malades sont actuellement recensés, mais ce chiffre est naturellement très sous-estimé en raison de la bénignité de nombreux cas. Une *enquête* épidémiologique est *actuellement* en cours.

Cette affection parasitaire cosmopolite, provoquée par un ver de quelques millimètres de long (*Trichinella spiralis*), est commune à l'homme et à plusieurs mammifères. Les vers adultes vivent quelques semaines dans le tube digestif de l'animal parasité. Les femelles, s'enfonçant profondément dans la muqueuse intestinale, donnent naissance à de nombreuses petites larves *qui gagnent la circulation sanguine*. Ces larves sont alors disséminées dans tous les muscles, où *elles* s'enkystent, restant vivantes pendant plusieurs mois. Si un autre animal, ou un homme, ingère ces muscles, il contracte la maladie. La trichinose affecte le plus souvent les rats (qui sont cannibales !), divers carnassiers sauvages (renards...) et enfin, très souvent le porc.

Mais, en France, la maladie est très rare car la viande de porc est consommée très cuite. Quant au mode d'infestation du cheval, il reste hypothétique.

Chez l'homme, quelques jours après l'ingestion de la viande parasitée survient une diarrhée d'intensité variable. Mais ce n'est qu'au moment de la dissémination des larves (au quinzième jour) dans l'organisme et dans les muscles que les *symptômes* sont les plus marqués : fièvre élevée, asthénie intense, myalgies et courbatures, œdème de la face et des paupières et éruption cutanée. De discrets troubles neurologiques sont parfois observés (troubles sensitifs, troubles de la vision...). Le traitement par des corticoïdes et des drogues antihelminthiques améliore rapidement l'état des malades.

Les origines

A *Paris* et à *Melun*, les premiers symptômes ont été observés dès le début du mois d'août. Mais, compte tenu de la durée d'incubation, on peut estimer que la majorité des contaminations se sont produites dans la dernière semaine de juillet. *Comment avons-nous pu trouver* l'origine de l'épidémie ?

1) Tous les patients, sans exception, étaient des consommateurs de viande de cheval, consommée crue ou peu cuite la plupart du temps.

2) Les membres des familles des patients qui partageaient les mêmes repas sans consommer de viande de cheval n'ont jamais présenté les signes de la maladie.

3) Les patients se rappelant la *date d'achat de leur viande de cheval* témoignaient d'un achat pendant la dernière semaine de juillet.

4) Enfin, dans chacun de deux foyers épidémiques, la majorité des consommateurs s'étaient fournis dans un seul point de distribution.

Cette convergence simultanée autour de deux pôles de distribution de viande chevaline évoquait une contamination par un seul animal. Cette hypothèse a pu être confirmée grâce à la coopération des professionnels concernés : c'est bien une même carcasse de cheval importée des Etats-Unis, débitée en deux morceaux, qui a été livrée le 22 juillet aux deux détaillants de Melun et du quatorzième *arrondissement*.

La seule mesure préventive consiste donc à se débarrasser de la viande de cheval achetée à la fin du mois de juillet et au début du mois d'août dans ces deux endroits, en l'adressant aux services compétents pour analyse.

La transmission interhumaine est impossible. Quant au cheval, son infestation est exceptionnelle puisque seuls les carnivores peuvent en principe se contaminer. Depuis 1976, deux millions cinq cent mille chevaux ont été consommés en France, sans aucun incident ; et le *risque d'une nouvelle épidémie* est infime. Une cuisson prolongée de cette viande permettrait évidemment une sécurité totale, mais peut-on raisonnablement bouleverser, devant cet incident, la tradition culinaire du steak tartare, si apprécié en *France* ?

Docteur THIERRY ANCELLE
Docteur JEAN DUPOUY-CAMET,
service de parasitologie, hôpital Cochin.

CARNET DU *Monde*

Naissances

– Nathalie BRES et Jérôme BUREAU,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Alice,

à Paris, le 12 septembre 1985.

8, rue Valentin-Haüy,
75015 Paris.

– Hubert et Violaine DADRE, Florian et Bérengère,

sont heureux d'annoncer la naissance de

Tristan.

33, cours Xavier-Arnozan,
33000 Bordeaux.

Fiançailles

– M. Alain FOURMENT
et Mme, née Chantal MIGEOT,
M. Yves DESJEUX †
et Mme, née Jacqueline POUZET,

sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants,

Stéphanie et Pierre-Yves.

92100 Boulogne.

Décès

– Mme Alain Audiat,
son épouse,
Mlle Sophie Audiat,
sa fille,
M. et Mme Michel Audiat,
son frère et sa belle-sœur,
M. et Mme Christian Ruillier,
son beau-frère et sa sœur,

ont la profonde douleur de faire part du décès accidentel de

Alain AUDIAT,

survenu le 10 septembre 1985, à Saint-Tropez (Var), dans sa soixante et unième année.

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité, le vendredi 13 septembre, à Saint-Tropez.

Un service religieux sera célébré le *jeudi 19 septembre*, à *18 heures*, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, *rue* de l'Annonciation, à Paris (75016).

Cet avis tient lieu de faire-part.

65, rue Raynouard, 75016 Paris.

– Le président,
Le conseil d'administration,
Le directeur général,
Et le personnel de l'Association technique de l'importation charbonnière,

ont la tristesse de faire part du décès accidentel de son secrétaire général,

Alain AUDIAT,

vice-président du comité consultatif
de la Communauté européenne
du charbon et de l'acier,
officier de l'ordre national du Mérite,
officier de l'ordre
de la Couronne de chêne
du Grand-Duché de Luxembourg,

survenu dans sa soixante et unième année, le 10 septembre 1985, à Saint-Tropez (Var).

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité, le vendredi 13 septembre, à Saint-Tropez.

Un service religieux sera célébré le jeudi 19 septembre, à 18 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, à Paris (75016).

Cet avis tient lieu de faire-part.

149, rue de Longchamp, 75116 Paris.

– Salency (Oise).

Mme Maurice Grabois,
son épouse,
M. et Mme Oswald von Carlowitz-Grabois,
Le docteur et Mme Jérôme Grabois,
ses enfants,
Hélène, Antoine et Armand,
ses petits-enfants,
Les familles Duprez, *Weill et* Vandernotte,
Et *toute* la *famille*,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Maurice GRABOIS,
médecin honoraire
de l'hôpital de Noyon,

survenu dans sa soixante-dixième année.

Selon la volonté du défunt l'incinération a eu lieu dans l'intimité, le lundi 16 septembre 1985.

60400 Noyon. Salency.

– Mme Eugénie Musset,
sa mère,
Coline Musset, née Vidal,
son épouse,
Frédérique, Danièle et Roland Musset,
ses enfants,
Adel Bilal,
son futur gendre,
Les familles Charpak, Lattard, Le Noane, Tempé, Vidal, Wackenheim,
Et tous ses amis,

ont la grande tristesse d'annoncer le décès accidentel, à l'âge de cinquante-deux ans, de

Paul MUSSET,
physicien supérieur au CERN,

survenu le 4 septembre 1985, dans le massif du Mont-Blanc.

L'incinération a eu lieu le *10* septembre dans l'intimité.

Une cérémonie réunira ceux qui l'ont aimé, le 21 septembre, à *10* heures, en l'église de Prévessin, près de Ferney-Voltaire.

Route Bellevue,
01210 Prévessin.

– Ses amis,
Ses anciens collègues,
Ses anciens élèves,

ont la profonde peine d'apprendre la mort de

Yolande PIETU,

survenue le 9 septembre 1985.

– M. et Mme Stéphane Ullmann,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jacques Bonitzer,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Léon ULLMANN,
née Germaine Bloch,

survenu le 7 septembre 1985, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le 12 septembre, au cimetière du Père-Lachaise.

4, allée Florent-Schmitt,
92210 Saint-Cloud.
8, rue Degas,
75016 Paris.

– Mme Rosa Landau,
M. Théophile Vatel,
M. et Mme Daniel
et Ingrin Joseph-Dailly
et leur fille, Emmanuelle,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Manuella VATEL,

survenu à son domicile parisien, le 14 septembre 1985, au terme d'une longue *et cruelle maladie*.

Les *obsèques auront* lieu le *mardi* 17 septembre, à 14 h 30, au cimetière *du Montparnasse (entrée principale)*.

Cet *avis tient lieu de faire*-part.

6, avenue de Lowendal,
75007 Paris.

Remerciements

– Mme Simone Adda,
Mr. et Mrs. Ph. Hammer
et leur enfant,
Mlle Carole Adda,
M. et Mme Victor Adda
et leurs enfants,
profondément touchés de la sympathie que vous leur avez témoignée lors du décès de

M. Charles ADDA,

vous prient de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

– Mme Henri Flammarion
et ses enfants,
très sensibles aux marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Henri FLAMMARION,

adressent leurs plus sincères remerciements aux personnes qui se sont associées à leur peine.

Anniversaires

– Il y a dix ans, le 15 septembre 1975, disparaissait

Philippe BERNARD,
maître-assistant à Paris-I.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient aujourd'hui une pensée pour lui.

Avis de messes

– *Le* président
et les membres du Cénacle des Amis *informent* qu'un *service religieux* aura lieu à la mémoire de leur président d'honneur,

Arthur Wellesley BARNETT,

le mardi 24 septembre 1985, à 9 heures précises, en l'église anglicane Saint-Michel, 5, rue d'Aguesseau, à Paris-8e.

Le Cénacle des Amis,
59, rue de Richelieu,
75002 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

sports

AUTOMOBILISME

LE GRAND PRIX DE BELGIQUE DE FORMULE 1

Senna gagne, Prost assure

Le Brésilien Ayrton Senna (Lotus-Renault) a donné une nouvelle preuve de sa virtuosité sur piste humide en remportant, dimanche 15 septembre à Spa-Francorchamps, le Grand Prix de Belgique de formule 1 automobile, dont le départ avait été donné sur le circuit encore détrempé par les pluies de la nuit et de la matinée.

Remarqué l'an dernier lors du Grand Prix de Monaco, puis vainqueur cette année du Grand Prix du Portugal, disputés tous deux sous la pluie, le jeune Brésilien a pris la tête dès le départ de la course, pour terminer avec 28 secondes d'avance sur le Britannique Nigel Mansell (Williams-Honda), 55 secondes sur le Français Alain Prost (McLaren-Tag Porsche), et 1 minute 15 secondes sur le Finlandais Keke Rosberg (Williams-Honda). Philippe Streiff (Ligier-Renault) a fini neuvième à un tour.

Alain Prost, qui s'est contenté d'une place d'honneur sans prendre trop de risques, a fait un nouveau pas vers le titre mondial des conducteurs.

Alors qu'il ne reste, théoriquement, que trois grands prix à disputer, il possède désormais seize points d'avance sur l'Italien Michele Alboreto, contraint à l'abandon au quatrième tour, ayant cassé l'embrayage après qu'il eut dû utiliser au dernier moment sa voiture de réserve. En marge du duel Prost-Alboreto, la formule 1 fait l'objet de deux sujets de préoccupation : le maintien du Grand Prix d'Afrique du Sud, le 19 octobre à Kyalami, et les mesures à prendre pour que les petites écuries ne se retrouvent pas prochainement en panne de moteurs.

De notre envoyé spécial

Spa-Francorchamps. – Peur du péril jaune qui s'attaquerait à la formule 1 automobile après le sport motocycliste, ou simple problème de communication ? Dans ce milieu longtemps confiné aux écuries britanniques, italiennes et françaises, les motoristes japonais de Honda (1) font encore bande à part, ce qui ajoute un peu plus à leur mystère. De l'avis unanime, le moteur Honda qui équipe depuis deux saisons les Williams de Keke Rosberg et de Nigel Mansell est devenu le plus puissant. *« Il est en plein développement*, estime Gérard Larrousse, le directeur sportif de l'écurie Ligier. *On a l'impression qu'il dispose d'un peu plus de chevaux à chaque course. »*

A Monza, le 6 septembre, Rosberg semblait s'envoler vers la victoire lorsqu'il a dû abandonner, moteur cassé, à six tours de la fin. A Spa, le Finlandais semblait être le seul à pouvoir inquiéter Ayrton Senna, s'il n'avait pas détérioré ses pneus en tentant vainement de doubler son propre équipier Nigel Mansell. *« Honda a sûrement une petite avance sur tous les autres moteurs*, pense Bernard Dudot, le directeur technique de Renault-Sport. *Son problème est d'améliorer sa fiabilité. »*

En introduisant le moteur turbo dans la formule 1 en 1977, les responsables de Renault ne se doutaient pas qu'ils apportaient une bombe à retardement, qui menace aujourd'hui cette discipline. Ce défi technologique relevé par BMW, Ferrari, Porsche, Honda, Alfa-Romeo, et la saison prochaine par Ford, est devenu hors de prix pour les petites écuries encore indispensables pour la constitution d'un plateau d'une vingtaine de monoplaces.

« Avec l'apparition du turbo, les grands constructeurs sont devenus les nouveaux maîtres de la formule 1, remarque Gérard Larrousse. *Eux seuls peuvent supporter les contraintes et les coûts de cette technologie de pointe. »* Des moteurs atmosphériques Cosworth de 3 litres avec 160 chevaux par litre, les moteurs de formule 1 sont passés à 520 chevaux pour 1,5 litre avec le premier turbo Renault, pour atteindre aujourd'hui près de 1 100 chevaux en qualification et 900 en course.

« Les limites du turbo sont infinies, indique Bernard Dudot. *Les 1 500 chevaux peuvent être accessibles la saison prochaine si on y met le prix. Pour augmenter encore la suralimentation par turbocompresseurs, on peut mettre au point un système à multi-étages en plaçant les compresseurs les uns derrière les autres pour multiplier les pressions et obtenir en bout de chaîne un niveau très élevé. C'est très compliqué et surtout très cher. Si cette escalade continue, il ne restera bientôt que trois ou quatre motoristes capables d'équiper une écurie chacun. »*

> *Les responsables de la formule 1 regrettent le retrait de l'écurie Renault, mais ils redoutent plus encore le désengagement progressif du principal fournisseur de moteurs*

Un seule équipe

A l'inverse de Renault, qui vend aussi ses moteurs à Ligier, Lotus et Tyrell, et, à un degré moindre de BMW et d'Alfa-Romeo, qui fournissent deux écuries, les autres grands motoristes Ferrari, Tag Porsche, Honda et demain Ford, ont choisi de se limiter à une seule équipe. *« A ce niveau de technologie, c'est indispensable*, estime Marco Piccinini, le directeur sportif de Ferrari. *La collaboration doit être trop étroite entre les motoristes et les autres concepteurs de la voiture. »*

Devant cette nouvelle tendance, les responsables de la formule 1 regrettent, bien sûr, le retrait de l'écurie Renault des compétitions, mais ils redoutent plus encore un désengagement progressif du principal fournisseur de moteurs. La Régie a, certes, décidé d'honorer ses contrats d'un an avec Tyrell et de deux ans avec Lotus, mais elle n'a pas encore fait connaître son choix entre un nouveau plan de développement moteur de trois ou cinq ans – qui pourrait nécessiter un investissement supérieur à 100 millions de francs – et une solution moins ambitieuse.

En remportant sa troisième victoire de la saison avec Lotus, le moteur Renault a démontré qu'il reste très compétitif, mais, note Bernard Dudot, *« un moteur qui n'évolue pas est désormais dépassé au bout de trois ans »*. Or Renault ne peut pas se permettre une contre-publicité.

Si on ajoute qu'Alfa-Romeo s'interroge sur sa poursuite de la compétition, que le motoriste britannique Brian Hart, qui équipe les écuries Ram, Toleman et Lola, traverse une période difficile, on comprend mieux que les responsables de la formule 1 veuillent stopper l'escalade financière pour ne pas se retrouver en panne de moteurs.

Plusieurs mesures ont déjà été envisagées et seront discutées, le 25 septembre, lors de la prochaine réunion de la commission de formule 1, qui pourrait les soumettre, le 6 octobre, à la ratification du comité exécutif de la Fédération internationale du sport automobile (FISA). Les essais devraient être interdits sur les circuits qui accueillent un grand prix dans l'année, afin de moins pénaliser les écuries aux budgets modestes. Les moteurs de qualification, dont la durée de vie n'exède pas quelques tours, seront sur la sellette. Leur suppression entraînerait une réduction de près de 30 % des budgets de certains motoristes.

Bernard Dudot estime qu'il faudrait aller plus loin encore, en s'attaquant aux systèmes de suralimentation des turbos. *« Il faudrait décourager les systèmes trop sophistiqués, du type multi-étages*, dit-il. *On pourrait limiter la pression à un nombre déterminé de bars. Ça ne remettrait pas en cause l'acquis sur la suralimentation, mais, comme au temps des moteurs atmosphériques, tout le monde travaillerait avec le même niveau de pression. »* L'unité de vues est pourtant loin d'être de mise chez les motoristes, dont certains ont d'importants programmes d'investissement en cours, comme c'est probablement le cas chez Honda.

Pour Ferrari, le seul constructeur qui a participé à tous les championnats du monde depuis 1950, le pessimisme n'est pas de mise pour l'avenir de la formule 1. *« Il faut donner acte à la FISA d'avoir su faire adopter le règlement actuel, basé sur des défis techniques comme la consommation (le maximum d'essence autorisée pour un grand prix passera de 220 litres cette année à 195 litres la saison prochaine) ou la maîtrise des turbos, qui ont attiré les grandes marques du monde entier*, dit Marco Piccinini. *La formule 1 est devenue une guerre technologique où le Japon, l'Amérique – avec le retour de Fordd, – l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre, et pourquoi pas encore la France, sont désormais représentés. Le vrai gaspillage serait de gommer ce défi technologique. »*

GÉRARD ALBOUY.

(1) La firme japonaise a participé au championnat de F 1 de 1964 à 1968.

MOTOCYCLISME

Japonaises au Bol d'or

Dernier en date dans la saison des épreuves du championnat du monde d'endurance – mais aussi la plus prestigieuse d'entre elles, – le Bol d'or a eu lieu sur le circuit du Castellet les 14 et 15 septembre. L'équipage Christian Sarron-Espie-Cornu sur Yamaha a mené la course pendant vingt heures mais a dû abandonner, laissant la voie libre à la Honda de Coudray et Igoa, associés à Vieira, qui remportent l'épreuve et le titre mondial.

De notre envoyé spécial

Le Castellet. – *« Cette Yamaha Genesis marche vraiment très bien. Le moteur tourne comme une horloge. A ce rythme-là, nous sommes bien partis pour gagner. Alors, tant pis pour les autres... »* Christian Sarron faisait cette déclaration quelques heures après le départ du quarante neuvième Bol d'or (retardé d'une demi-heure par une averse). A ce moment, il n'avait aucune raison de s'inquiéter. L'équipe Yamaha-Gauloises, bien habituée aux courses de vitesse, avait tout à gagner : en juillet dernier, aux huit heures de Suzuka (Japon), la Genesis, en tête, cassait une soupape et devait abandonner. Mais sans perdre l'espoir de briller un jour dans une épreuve d'endurance.

Quand le départ est donné, Christian Sarron prend les commandes de la courses. Il les gardera pendant près de vingt heures. Derrière lui, la Honda Rothmans, *pilotée* par son frère cadet Dominique, suivie de la Honda nº 1, meilleur temps des essais avec, à son guidon, Gérard Coudray, premier exæquo au classement provisoire du championnat avec son équipier Patrick Igoa. Pour eux, un impératif : assurer le titre en arrivant avant les Suzuki de Moineau, Oudin, Hubin, de Radiguès.

Depuis cet hiver, les points récoltés sur des épreuves de vingt-quatre heures comptent double : Honda ne doit pas, comme l'année dernière, laisser échapper un titre que tout le monde considérait comme acquis. Très vite, l'écart se creuse entre les trois machines de tête et les quelque quatre-vingts autres concurrents qui perdent en moins d'une heure de un à vingt-cinq tours.

Nouvelle venue, la Yamaha Genesis se comporte mieux que les bolides plus expérimentés. Avec une régularité agaçante, elle boucle les 5,8 km du circuit Paul Ricard en quelque 2 mn 10 s, à une moyenne d'environ 155 km/h. Quand elle faillit à cette constance, c'est pour s'offrir le record du tour.

La nuit tombe. Christian Sarron impose toujours à cette épreuve de fond un rythme de grand prix. La partie nocturne apporte traditionnellement son lot d'abandons : une vingtaine ce week-end. Le petit matin n'est guère plus magnanime : les pistion percent les cylindres, les boîtes de vitesses sautent (une trentaine de machines abandonnent, soit un tiers des engagés). En tête, malgré quelques petits bouleversements, Sarron résiste, talonné à deux tours par la Honda de Coudray. Avec cinq tours de retard, la Suzuki de de Radiguès n'est que quatrième. Tout en queue, la dernière machine a cédé cent cinquante-six tours; dans huit heures, elle en aura perdu quatre cents.

Soudain, dix-neuf heures et demie après le départ, le moteur de la Genesis lâche Jacques Cornu. Le pilote pousse l'engin jusqu'à son stand : transmission primaire cassé, abandon sans appel. Dès lors, la Honda prend la tête et ne la perd pas au cours des cinq dernières heures. Igoa et Coudray conservent leur titre de champions du monde conquis l'année dernière. Vieira s'y associe.

Cumul

Une autre Honda se classe deuxième devant la Suzuki : le classement inverse de 1984. Honda redevient champion des constructeurs. Bonne affaire pour la firme japonaise, qui remporte son septième Bol d'or en dix ans. Elle était déjà comblée par les exploits de Freddie Spencer en grand prix : pour la première fois, un pilote a cumulé les titres en 250 et 500 centimètres cubes.

A l'issue de ce Bol d'or, Honda met k.-o. ses adversaires. Toutefois, Yamaha montre le bout de son nez. Christian Sarron, le casse-cou, peut sans aucune doute à l'avenir mener sa Genesis très loin au Castellet (la Yamaha ne participera qu'à une ou deux épreuves d'endurance par an, se consacrant essentiellement à la vitesse). On a pu voir que le Bol d'or reste aussi populaire auprès du public qu'il est prestigieux chez les professionnels.

Tous les inconditionnels des deux-roues étaient là. Venus de l'Europe entière à leur pèlerinage annuel, ils plantaient dès le samedi matin leurs tentes aux abords du circuit, après avoir acquitté les 140 francs que coûte l'entrée.

Certains ont passé la nuit sur les gradins, emmitouflés dans leur sac de couchage. Il y aurait le loulou de banlieue qui pétarade sur son engin trafiqué; le père de famille et sa Gold Wing équipée grand tourisme; le pseudo-« Hells Angel » sur son chopper. Il y avait aussi Nigel, l'Anglais, qui, à soixante-treize ans, a traversé la Manche pour la quarante-neuvième fois sur sa BSA d'origine. Tout ce petit monde se retrouve, pacifique, mange, boit, dort ensemble. Et discute inlassablement et exclusivement, vingt-quatre heures durant, de celles qu'on a eues, qu'on n'a pas eues, qu'on aura...

S. DURAND-SOUFFLAND.

La FIA maintient le Grand Prix d'Afrique du Sud

Le grand cirque de la formule 1 automobile devrait faire étape à Kyalami le 19 octobre pour le Grand Prix d'Afrique du Sud. Alors que la plupart des fédérations sportives internationales ont, à la suite du Comité international olympique, exclu l'Afrique du Sud de leurs rangs dès les années 70 pour sa politique d'apartheid, le comité exécutif de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) a estimé, le 13 septembre, que l'évolution de la situation dans ce pays, unanimement condamné dans le monde, ne justifiait toujours pas l'annulation du Grand Prix réclamée par les gouvernements finlandais et français. L'Automobile-Club d'Afrique du Sud a en effet donné le 11 septembre *« toutes garanties à la FIA pour la sécurité du public et des participants »*.

En attendant de se retrancher dans le ghetto de Kyalami, protégé par l'armée et la police sud-africaines, les responsables de l'automobile ont donc choisi de s'abriter derrière leur propre règlement. Leur seul interlocuteur restera l'Automobile-Club d'Afrique du Sud qui *« a toujours respecté l'article 2 des statuts de la FIA »* en ne pratiquant pas de discrimination politique, raciale ou religieuse dans ses compétitions. Le comité exécutif de la FIA estime même que *« la violation de l'article 2 de ses statuts créerait un très grave précédent en ouvrant la porte à l'avenir aux pressions politiques de toutes natures qui conduiraient inéluctablement à l'éclatement, puis à la disparition de la FIA. »*

Par son refus de céder aux pressions politiques, le comité exécutif de la FIA a, certes, manifesté son indépendance, même si on pouvait attendre un peu plus de hauteur de vues et de pensées de la part de dirigeants chargés des destinées d'une importante fédération sportive internationale. Mais il a aussi placé dans l'embarras bon nombre de constructeurs, de commanditaires et de pilotes qui redoutent les retombées négatives sur l'opinion publique de l'organisation de ce Grand Prix.

A l'exception de Renault, dont la décision a été facilitée par son abandon de la formule 1 à la fin de la saison, aucun autre forfait n'a, jusqu'ici, été enregistré. Les pilotes les plus soumis à la pression de leur gouvernement pour boycotter l'épreuve, comme le Suédois Stefan Johansson, le Finlandais Kéké Rosberg ou les Brésiliens Nelson Piquet et Ayrton Senna, seraient prêts à prendre, pour la circonstance, une licence étrangère. La FIA annonce, en effet, que les pilotes ou les constructeurs qui n'honoreraient pas l'engagement pris en début de saison de disputer tous les grands prix inscrits au calendrier *« auront à répondre de leur attitude »* devant ces instances.

Désormais *« seule une évolution de la situation et des conditions de sécurité pourraient conduire la FIA à prendre des décisions extraordinaires »*. Deux observateurs ont été dépêchés en Afrique du Sud pour juger de cette évolution. Parmi les causes possibles d'annulation, M. Jean-Marie Balestre, le président de la Fédération du sport automobile, a encore évoqué les cas de grève générale ou de refus de visa. Il n'a pas abordé un éventuel boycottage du Grand Prix par l'ensemble des télévisions. Or, plus encore que les grands prix européens ou américains, celui d'Afrique du Sud, qui occasionne des frais de transports importants, ne peut se concevoir sans l'indispensable apport des droits de télévision.

G.A.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

COUPE D'EUROPE DE MARATHON A ROME

L'équipe de RDA (Hellmann, 2 h 11 mn 28 s; Peter, 2 h 14 mn 27 s; Eberding, 2 h 16 mn 4 s) a remporté comme en 1983 la Coupe d'Europe de marathon disputée à Rome le 15 septembre, devant l'équipe de France (Lefrand, 2 h 14'16"; A. Gonzalez, 2 h 15'9"; Madelon, 2 h 15'47").

Automobilisme

GRAND PRIX DE BELGIQUE DE FORMULE 1

Classement. – 1. Senna (Lotus-Renault), 298,420 km en 1 h 34 mn 19 s 89 (189,811 km/h); 2. à 28 s 42, Mansel (Williams-Honda); 3. à 55 s 10, Prost (McLaren-TAG-Porsche); 4. à 1 mn 15 s 29, Rosberg (Williams-Honda); 5. à 1 t., Piquet (Brabham-BMW); 6. Warwick (Renault).

CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS

1. Prost (Fr.), 69 pts; 2. Alboreto (It.), 53; 3. Senna (Brésil), 32; 4. De Angelis (It.), 31; 5. Johansson (Suède), Piquet (Brésil) et Rosberg (Finl.), 21; 8. Landa (Autr.), 14; 9. Mansell (G-B), 13; 10. Tambay (Fr.), 11; 11. Laffite (Fr.), 10.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

*Villeurbanne b. Limoges	101- 74
*Orthez b. Antibes	84- 76
Le Mans b. *Caen	115-103
*Avignon b. St.-Français	98- 81
*Monaco b. Challans	101- 74
*Racing-CF b. Vichy	69- 52

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division
(Onzième journée)

*Nancy b. Lens	2-1
*Laval et Metz	1-1
Rennes b. *Marseille	2-1
*Brest b. Toulon	2-1
*Auxerre b. Strasbourg	2-0
*Paris-SG b. Le Havre	2-1
*Bordeaux b. Nantes	2-1
*Toulouse b. Bastia	3-1
*Lille et Monaco	2-2
*Nice b. Sochaux	2-0

Classement. – 1. Paris-SG, 20 pts; 2. Bordeaux, Nantes, 15 pts; 4. Lens, Nancy, 14 pts; 6. Toulouse, Rennes, 12; 8. Metz, Monaco, Nice, 11 pts; 11. Auxerre, Toulon, Lille, 10 pts; 14. Laval, Sochaux, 9; 16. Le Havre, Brest, Strasbourg, 8; 19. Marseille, 7; 20. Bastia, 6.

Deuxième division
(Dixième journée)

GROUPE A

*Le Puy bat Martigues	1-0
*Alès bat Red Star	1-0
*Lyon bat Sète	1-0
*Béziers et Saint-Etienne	0-0
*Montpellier bat Thonon	1-0
*Grenoble bat Nîmes	3-2
*Tours et Istres	0-0
*Montceau bat Cannes	3-1
*Chaumont et Gueugnon	0-0

Classement. – 1. Le Puy et Alès, 15 pts; 3. Saint-Etienne et Sète, 12; 5. Lyon, Thonon, Montpellier et Montceau, 11, etc.

GROUPE B

R.C. Paris bat *Valenciennes	3-0
*Guingamp et Dunkerque	2-2
*Caen bat Reims	1-0
*Abbeville et Quimper	1-1
*Angers bat Niort	1-0
*Limoges bat Rouen	1-0
Beauvais bat *Lorient	2-0
*Sedan bat Besançon	1-0

Classement. – 1. RC Paris, 18 pts; 2. Guingamp, 16; 3. Mulhouse et Quimper, 13; 5. Abbeville et Reims, 12, etc.

Golf

RYDER CUP A BIRMINGHAM

Pour la première fois depuis 1957, l'équipe d'Europe (Ballesteros, Langer, Lyle, Faldo, Torrance, Clark, Pinero, Way, Canizares, Woosman, Brown et Rivero) a battu celle des Etats-Unis (Green, Sutton, Strange, Kite, O'Meara, Zoeller, North, Wadkins, Floyd, Peete, Jacobsen, Stadler) 16,5 à 11,5 dans la Ryder Cup, qui met traditionnellement aux prises tous les deux ans les meilleurs golfeurs des deux continents.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Première journée)

Poule 1

Toulouse bat *Boucau	11-9
*Narbonne bat Lombez-S	23-9
*Mont-de-Marsan et Béziers	9-9
*Romans bat Bagnères	25-3
*Graulhet bat Brive	15-6

Poule 2

Bayonne bat *Lavelanet	19-15
*Toulon bat Pau	39-13
*Biarritz bat Valence	36-12
*Oloron bat Hyères	6- 4
*La Voulte bat Castres	19- 9

Poule 3

Agen bat *Montauban	22- 6
Hagetmau bat *Tyrosse	4- 3
*Tulle et Lourdes	12-12
*Le Creusot bat Dax	18- 6
*Aurillac bat Nîmes	23- 3

Poule 4

RCF bat *Bègles-Bord.	10- 9
Montferr. bat *Marmande	15- 0
*Tarbes bat Carcassonne	24- 6
*Grenoble bat Perpignan	15-12
*Nice bat Bourgoin	16-10

Tennis

TOURNOI DE PALERME

Demi-finale. – Tulasne (Fr.) b. Muster (Autr.), 6-0, 6-4; Nyström (Suède) b. Perez (Uruguay), 7-6, 6-4. *FINALE :* Tulasne (Fr.) b. Nyström (Suède), 6-3, 6-1.

NATIONAL A AIX-EN-PROVENCE

Simple messieurs

Demi-finales. – Dadillon b. Benhabiles, 7-6, 2-6, 7-5; Forget b. Delaitre, 6-2, 6-3.

Finale. – Forget b. Dadillon, 3-6, 6-3, 6-1, 6-1.

Simple dames.

Finale. – N. Tauziat b. P. Paradis, 6-4, 7-5.

Double dames.

Finale. – N. Herreman-S. Amiach b. P. Paradis-C. Suire, 7-6, 7-5.

Double messieurs.

Finale. – Potier-Vanier b. Champion-Winogradsky, 5-7, 6-1, 6-3.

Double mixte

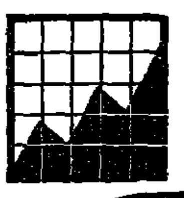
Finale. – P. Paradis-Février b. C. Vanier-Vanier, 6-2, 6-2.

	La ligne*	La Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	65,00	77,09
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,53
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur expansion

Lille - Roubaix - Tourcoing - Un établissement public à caractère économique crée, en liaison avec les collectivités locales, une association de promotion industrielle pour laquelle elle recherche un directeur. Sa mission consistera à promouvoir, à l'échelle européenne, les capacités d'accueil de la métropole. Il sera chargé de concevoir et de conduire des actions de prospection auprès d'investisseurs étrangers - notamment dans les pays industrialisés. Il prendra en charge les dossiers et facilitera la décision d'implantation par la recherche du site, des systèmes de financements et des aides publiques. Ce poste qui nécessite beaucoup de diplomatie et une grande disponibilité pour de fréquents déplacements, s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'école supérieure (ENA, HEC, ESSEC, IEP, Ponts....) ayant participé à des programmes d'expansion d'entreprises pour le compte de groupes privés ou d'établissements publics. La pratique courante de l'anglais est indispensable, celle d'une seconde langue souhaitée. La rémunération annuelle sera fonction des références et du potentiel du candidat. Ecrire à Françoise ORANGE en précisant la référence A/4680M

MEMBRE DE SYNTEC

PA

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur général

Alpes maritimes - 450.000 F

Matériel de forage - Un important groupe international recherche le directeur général de l'une de ses filiales françaises, située à proximité de Nice, dont la vocation est de fabriquer et de commercialiser du matériel de forage. Placé sous l'autorité immédiate d'un directeur de division basé à l'étranger, il assumera, avec l'assistance d'une équipe de direction composée de 5 personnes, l'ensemble des responsabilités que suppose une société de production-vente regroupant 100 personnes et réalisant un chiffre d'affaires de 60 millions de francs. Ce poste de haut niveau s'adresse à un cadre supérieur confirmé âgé de 38 ans minimum, diplômé d'une grande école d'ingénieurs (ou pouvant justifier d'un niveau équivalent) et maîtrisant bien la langue anglaise. Il devra impérativement justifier d'une expérience de management d'une société de production, par exemple dans le domaine des composants mécaniques en grande ou moyenne série, et dans le contexte d'un groupe international. Il devra également faire état d'une bonne maîtrise des relations sociales. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 450.000 francs, sera assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à JP ROUGIER en précisant la référence A/R 9115M

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Société de Conseils de Notoriété Nationale et Internationale cherche pour sa filiale spécialisée en traitements informatiques comptables (70 personnes - 60 millions C.A. environ)

Un Directeur Général Adjoint

pouvant être appelé à devenir **Directeur Général.**

Le poste suppose :
- une formation de haut niveau unissant si possible technique et gestion,
- une expérience approfondie de l'organisation appliquée à l'informatique,
- des qualités accentuées d'homme de terrain ainsi que l'habitude d'animer une équipe de collaborateurs et de gérer un budget lié à la marge d'exploitation.

En contrepartie, nous offrons des responsabilités immédiatement autonomes et motivantes, pouvant à terme offrir des possibilités d'évolution dans un secteur en pleine expansion.

Une expérience dans une Société de même type et de taille équivalente serait très appréciée.

Poste basé à Neuilly.

Ecrire avec C.V. et prétentions à :
Mme D'ORNANT - FIDAL PARIS
18 Bis rue de Villiers
92303 LEVALLOIS-PERRET

FIDAL PARIS

Filiale française d'un important groupe industriel international, nous recherchons notre :

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Depuis notre siège social situé dans la proche banlieue Nord de Paris, vous exercerez vos fonctions auprès de nos différents établissements de province.

Membre du comité de direction, vous bénéficierez du concours actif de la direction européenne des ressources humaines du groupe. Ce poste intègre tous les aspects de la fonction Personnel avec la volonté de promouvoir une gestion moderne et imaginative des ressources humaines.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel confirmé justifiant d'une expérience réussie en milieu industriel. De nombreux déplacements tant en France qu'à l'étranger nécessitent une parfaite maîtrise de l'anglais. Votre expérience du vécu, votre souci du concret, votre implication, vos qualités d'homme de conseil et de dialogue vous permettront de réussir à ce poste de responsabilités. La rémunération proposée est de nature à motiver le candidat de valeur que vous êtes.

Les perspectives de carrière à l'intérieur du groupe, directement liées au niveau de performances, seront réelles et attractives.

Envoyez votre dossier de candidature avec prétentions à :
ADVANTAGE 35, rue Brunel 75017 PARIS sous la référence 8501. Discrétion assurée.

Paris

X, Centrale, HEC, ESSEC...

30 ans environ

Déjà bien parti dans la vie professionnelle, vous avez la volonté d'assumer rapidement des responsabilités personnelles dans le développement de votre entreprise.

Société de services, CA 600 MF, filiale performante d'un très puissant groupe industriel français, nous sommes en plein essor par la diversification de nos activités, la conquête de marchés nouveaux, le développement d'innovations techniques...

Nous recherchons pour Paris l'adjoint de notre Directeur Commercial. Etroitement associé à la définition de notre politique commerciale, il sera chargé d'animer l'action de nos agences, de mener personnellement des négociations de haut niveau avec certains clients nationaux, de définir et de conduire notre politique de communication externe.

Ce poste prépare à des fonctions de larges responsabilités dans notre entreprise.

Adressez votre dossier de candidature s/réf 2565 M à **Céplad**, 135 avenue de Wagram, 75017 PARIS.

Adjoint Directeur Commercial

DESSEIN

STÉ FINANCIÈRE DE GROUPE
quartier OPÉRA
recherche son

DIRECTEUR H.F.

- pour gérer et développer son départem. « caution » ;
- formation bancaire indispensable notamment analyse et bilans et appréciation du risque ;
- nécessité d'aimer les contacts avec la clientèle, le poste étant technico-commercial ;
- ce poste comportera respons. et grande autonomie.

Adr. C.V., photo et prétentions, N° 4802, Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

Directeur des ventes

electrotechnique, electronique de puissance

Marseille

Notre PMI, *spécialisée en Electrotechnique et Electronique de Puissance*, occupe une position importante sur un marché très porteur en particulier dans le domaine des ALIMENTATIONS STABILISEES.

En liaison directe avec notre PDG, vous participerez à la définition de la politique commerciale, animerez une équipe d'ingénieurs d'affaires, négocierez directement avec les gros clients, superviserez l'élaboration des devis, la gestion des contrats ainsi que le suivi des chantiers.

Agé d'environ *30 à 40 ans*, votre formation d'INGENIEUR ELECTROTECHNIQUE (option électronique souhaitée) a été de préférence assortie d'études commerciales. Votre itinéraire professionnel a permis de vous affirmer comme technicien, mais aussi en tant qu'homme de stratégie, de terrain et d'animation.

Le salaire proposé, d'un très bon niveau, comprendra un intéressement au développement des affaires. La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo, sous la référence 8532, à J. Cariotti - CAPFOR Aix-Marseille - CA Evolic - Bastide Blanche - B5 - 13127 VITROLLES, qui traitera confidentiellement les candidatures.

MEDIA BA

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CAEN
ANGERS - BREST - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NIORT - QUIMPER - RENNES

COMPAGNIE PRIVEE D'ASSURANCE SUR LA VIE

recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL ADJOINT

Le poste nécessite :
- une formation de bon niveau unissant technique et gestion,
- une expérience approfondie de l'assurance vie et de l'organisation commerciale appliquée à des réseaux d'agents et de courtiers

Cette situation dont les perspectives d'évolution sont importantes peut convenir à un Inspecteur Général ou un Contrôleur Général possédant un fort potentiel.

Adressez candidature manuscrite avec CV, photo et niveau de rémunération souhaitée à MAZET, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

Merci de préciser sur l'enveloppe la réf. 7584.

Importante Librairie
Midi de la France
(C.A. annuel 20.000.000 F)
recherche

son directeur

responsable de la gestion intégrale et de l'administration d'une équipe de 20 personnes.
Grande expérience en librairie exigée.
Envoyer CV et prét. sous réf. 1334 à LT/ASSCOM - 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

ASSOCIATION DE TOURISME

recrute

DIRECTEURS DE VILLAGES

- RESPONSABLES DE CENTRES D'HÉBERGEMENT FAMILIAUX DE 300 LITS ENVIRON.
- Les candidats auront une expérience de la gestion et de la restauration collectives.
- Postes à pouvoir dans LE FOREZ et aux SABLES-D'OLONNE.

Position cadre, emploi permanent. Lettre manuscrite, c.v., et photo, n° 62376 à HAVAS. 63002 CLERMONT-FERRAND Cedex.

Recherchons directeur(trice). Entreprise culturelle (9 employés). Expérience direction souhaitée. Env. candidature : CAVLA, 24, rue Victor-Fortun, 44400 REZE.

GROUPE IMPORTANT DE TRAVAIL TEMPORAIRE

DIRECTEUR COMMERCIAL

ou DIRECTRICE

pour toute la branche administrative Paris.
Expér. justifiée nécessaire.
Gros avenir autonomie vers direction générale.
Cette ETT créée en 1965 est 4e à Paris.
Vos réponses confidentielles peuvent exclure certains noms.
Ecr. n° 4.785 Publicités-Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

Société Française dans le cadre de sa réelle expansion, recherche

directeur administratif et financier

Compétent pour assurer une responsabilité internationale.

Ses connaissances et expériences indispensables devront être complétées par une très bonne *pratique de la langue anglaise.*

Merci d'adresser CV et prétentions de salaire s/réf. 40063 à COFAP - 39, rue de l'Arcade - 75008 Paris. Confidentialité garantie.

cofap

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Un projet socio-économique ambitieux
Innover, mobiliser, former

UN PUISSANT GROUPE INTERNATIONAL, leader mondial sur ses marchés, filiales dans 5 continents, poursuit et amplifie sa politique de mobilisation – formation – développement et responsabilisation des hommes considérée par sa Direction Générale comme un élément clef de sa stratégie et de sa réussite recherche

RESPONSABLE PREMIER PLAN

Collaborateur du Directeur du développement socio-économique au niveau du Groupe.

Son profil : de formation supérieure ingénieur (X, ECP, Mines...) ou gestion (HEC, Sciences Po...) ayant si possible un acquis complémentaire en sciences humaines.

Son expérience : 5 à 10 ans en milieu industriel dans un grand groupe ou un cabinet spécialisé de haute notoriété ayant initié et guidé des opérations d'envergure de FORMATION-ACTION.

Sa mission : "Architecte" d'un vaste projet de formation et de développement :
- promouvoir au niveau du Groupe et mettre en œuvre le changement : FORMATIONS, ACTIONS QUALITÉ, GROUPES DE PROGRÈS...,
- valoriser les initiatives, favoriser le dialogue et animer des groupes de réflexion de dirigeants et cadres supérieurs.

Poste à Paris.

Rémunération : 350.000 F. +

Ecrire sous réf. DK 125 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris — etap

CHIMIE
Directeur recherche-développement

LA FILIALE FRANÇAISE D'UN DES GRANDS GROUPES LEADER DE LA CHIMIE INTERNATIONALE recherche son **Directeur Recherche-Développement.**

Directement rattaché au Président, il devra dynamiser et coordonner l'activité d'une quinzaine d'ingénieurs et techniciens chargés de la recherche-développement ainsi que de la qualité. Ce poste conviendrait à un ingénieur chimiste diplômé grande école (+ Doctorat apprécié) ayant 8 à 10 ans d'expérience en recherche-développement de produits industriels et ayant l'habitude d'animer des équipes.

La connaissance des colles, mastics, produits de protection de surfaces, serait un atout mais une expérience dans le domaine des polymères, résines de synthèse ou corps gras pourrait convenir.
La réussite dans ce poste implique d'excellentes capacités de contacts (avec clients, fournisseurs et autres laboratoires du groupe), ainsi que de la rigueur, du dynamisme et des qualités d'organisation et d'innovation.
Parfaite connaissance de l'allemand ou de l'anglais indispensable.

Poste : 200 km sud Paris.

Rémunération : 300.000 F. +

Ecrire sous réf. PI 153 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris — etap

Directeur juridique international

UN PUISSANT GROUPE DE NOTORIÉTÉ MONDIALE, produits grand public, CA supérieur à 7 milliards (dont 1/3 réalisé à l'étranger) et dont la croissance ces dernières années a dépassé 15 % par an, recherche son **Directeur Juridique.**

Le titulaire du poste se verra confier à l'échelon du groupe des responsabilités particulièrement importantes dans les domaines : contrats internationaux, marques, droit des sociétés, assurances...
Ces fonctions conviendraient à un Docteur en Droit ou niveau équivalent IEP, IDA... ayant 5 à 8 ans d'expérience internationale acquise dans un grand groupe ou Cabinet juridique de forte notoriété. Il aura notamment de très bonnes connaissances en droit des marques et il parlera couramment l'anglais.
Ses compétences, son dynamisme, son imagination en feront l'interlocuteur avisé de la Direction du Groupe et des Directeurs de filiales.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. RK 154 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris — etap

Prestigieuse société de notoriété internationale fabriquant et commercialisant des produits de grand luxe. PARIS

450.000 F
Directeur financier

Rattaché au Président, son rôle consistera à consolider les systèmes en place de façon très opérationnelle compte tenu de la croissance exceptionnelle du Groupe. Sa responsabilité portera sur : • les comptabilités générale et analytique des Sociétés, • les fonctions de contrôle (contrôle de gestion, budget, tableaux de bord, etc.), • la trésorerie, • l'informatique.

Expérience réussie de 5 ans minimum dans une fonction financière et dans une société à forte notoriété pour sa gestion. Une première expérience dans un Cabinet d'Audit serait un plus.

Bonnes connaissances du secteur de la PME et de ses impératifs ainsi que du fonctionnement des filiales à l'étranger exigées.

Formation supérieure + DECS et parfaite maîtrise de l'anglais indispensables.

Précis, rigoureux, le candidat doit avoir un grand sens de la communication et de l'animation.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous référence 25014-M.

MRI conseil
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly.

Directeur France
bilingue allemand

presses à injection plastique

Fabricant allemand de machines à injection plastique, présent sur tous les marchés internationaux, recherche le futur **Directeur de sa Filiale de Vente en France.**

Il prendra en charge l'ensemble des activités de vente et de gestion sur le marché français et exercera sa mission en étroite coopération avec la maison-mère en RFA.

Son profil : très bonne formation d'ingénieur, excellent vendeur avec une solide expérience dans le domaine des biens d'équipement industriels ; bon gestionnaire, sachant diriger et organiser ; fiable, efficace, pragmatique, loyal, esprit d'équipe, sens de la responsabilité.

Pour la dialogue avec la maison-mère (en Allemagne du Sud), la connaissance de la langue allemande est indispensable.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite + photo, sous la référence 2544, à

Conseillers de Direction franco-allemands
Klaus W. Herterich
44, rue La Boétie
75008 PARIS
Téléphone : 563.49.24
interconseil

MEDIA PA

BIENS D'ÉQUIPEMENTS LOURDS
(technologies avancées)

LEADER DANS SA SPÉCIALITÉ
+ de 50 % A L'EXPORTATION
FAISANT PARTIE D'UN ENSEMBLE INDUSTRIEL NATIONAL EN EXPANSION MONDIALE,
rech. pour l'une de ses unités
à 150 KM DE PARIS (à 25 km d'une grde ville)

DIRECTEUR D'USINE
250 personnes

Rattaché à la D.G., avec une DÉFINITION LARGE DE LA FONCTION. Il assume en priorité LA DIRECTION DE LA PRODUCTION (150 pers.) : Conception, Méthodes, Usinage, Montage, Mise en route chez le Client • ORGANISATEUR, ANIMATEUR vigoureux de ses équipes, il a le souci constant des performances techniques, des coûts, des délais (outil de production exceptionnellement moderne et performant).

Réelle opportunité
POUR UN HOMME DE TERRAIN « BATTANT »
si
- **INGÉNIEUR diplômé électromécanicien**
- **JEUNE (– de la quarantaine). Parlant ANGLAIS**
- **DES TALENTS ET UNE EXPÉRIENCE RÉUSSIE D'ORGANISATION DE PRODUCTION et/ou DE DIRECTION D'USINE, avec utilisation de l'INFORMATIQUE**

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 8286 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS



emplois internationaux — emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)



Compagnie Européenne d'Accumulateurs

CADRE COMMERCIAL EXPORT

Cette importante société (filiale du groupe CGE) est spécialisée dans l'étude, la fabrication et la commercialisation de batteries de démarrage et de batteries industrielles. Elle accroît très sensiblement sa présence sur les marchés étrangers.

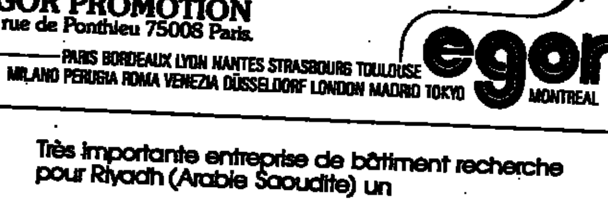
Au sein d'une équipe jeune, performante et motivée, le titulaire du poste prend en charge le développement des ventes de batteries industrielles sur l'Europe du Nord et de l'Est. La distribution des produits est assurée à travers un réseau diversifié : filiales, agents, importateurs, ...

Nous souhaitons rencontrer un tempérament commercial de formation supérieure. Il possède déjà une première expérience significative de la vente à l'export. Il maîtrise l'anglais et l'allemand et peut effectuer depuis Paris de fréquents déplacements.

Les conditions offertes et les perspectives de carrières sont de nature à intéresser des professionnels de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence M 19/431 P, à :

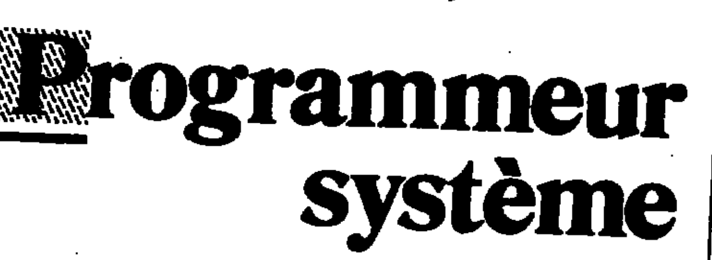
EGOR PROMOTION
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.





URGENT

Très importante entreprise de bâtiment recherche pour Riyadh (Arabie Saoudite) un



Programmeur système

possédant :
- 3 ans d'expérience sur matériel IBM 370 ou 43 XX sous DOS/VSE, VSAM et CICS.
- Langages : COBOL - Assembleur.
- La connaissance d'autres langages sera un atout.
- Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à Média-System, 2, rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, sous réf. 9991 qui transmettra.

média-system

Expert-Comptable en Afrique dans un Cabinet Internationnal
450.000 FF +

De formation supérieure et diplômé expert-comptable ou mémorialiste, vous avez acquis une solide expérience de l'audit en cabinet. Nous souhaitons vous confier la responsabilité d'un de nos bureaux en Afrique de l'Ouest francophone dans une ville importante de la côte. Vos excellentes qualités relationnelles, vos aptitudes à diriger et vos capacités techniques de généraliste font de vous l'homme de la situation pour assurer le suivi, la gestion et le développement des grandes sociétés clientes et de leurs sous-traitants. Nous vous donnerons les moyens nécessaires pour y parvenir : autonomie et formation à nos méthodes. Les avantages liés à l'expatriation sont importants : logement, frais de mission, retour en France 2 mois par an. La pratique de l'anglais est nécessaire. Merci d'adresser votre dossier à Alain Nervet, 15, rue du Louvre 75001 Paris (Réf. 15 AB 1), mandaté par le Cabinet PETITEAU SCACCHI & Associés pour effectuer cette recherche.

Curriculum



nervet pont conseil

BCEOM,
SOCIETE FRANÇAISE D'INGENIERIE AUX PREMIERS RANGS DES EXPORTATEURS DE SERVICES,

RECHERCHE
ECONOMISTES

aptes à analyser des projets dans les pays en voie de développement. Ils auront une expérience de l'économie des infrastructures et des transports et/ou du développement urbain.

Des séjours ou des missions de moyenne durée en Asie ou en Afrique sont à prévoir.

Merci d'écrire à BCEOM - 15, square Max-Hymans - 75015 PARIS.

MEDIA PA

BCEOM

UNIVERSITÉ DE GENÈVE

LA FACULTÉ DES LETTRES ET LA FACULTÉ DES SCIENCES
ouvrent une inscription pour un poste de

PROFESSEUR ORDINAIRE D'HISTOIRE ET PHILOSOPHIE DES SCIENCES

Charge : il s'agit d'un poste à charge complète. Le futur titulaire donnera une partie de son enseignement en Faculté des Lettres et l'autre en Faculté des Sciences. L'enseignement se donne en français.

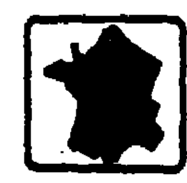
Titre exigé : doctorat ès sciences.

Entrée en fonction : 1er octobre 1986 ou date à convenir.

Les dossiers de candidatures doivent être adressés avant le 30 novembre 1985 au Secrétariat de la Faculté des Sciences, 20, quai Ernest-Ansermet, CH-1211 Genève 4, auprès duquel peuvent être obtenus des renseignements complémentaires sur le cahier des charges et les conditions.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

RHONE-ALPES
Etablissement financier siège à Lyon
recherche
ANALYSTE FINANCIER CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

Formation :
Après votre formation supérieure — commerciale, gestion entreprise, — vous avez acquis 5 ans d'expérience professionnelle minimum et maîtrisez les problèmes de financement dans l'entreprise.

Mission :
Rattaché(e) au siège et bénéficiant d'une large autonomie de fonctionnement, le goût des responsabilités conjugué à vos motivations vous dispose à organiser votre activité sur une zone géographique étendue (département), sous la responsabilité du directeur de l'exploitation.

Votre mission comprendra :
- La prospection et le développement d'un fonds de commerce constitué d'entreprises industrielles et commerciales ;
- L'instruction, le montage et la présentation pour décision finale de dossiers de financement.

Rémunération :
Motivante et évolutive.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, c.v. et photo ainsi que vos prétentions à RÉGIE-PRESSE sous n° 311 524 M, 7, r. de Monttessuy, 75332 Paris Cedex 07.

Chez un équipementier majeur...
Conduire la conception de systèmes de navigation aérienne

Notre Division Aérospatial lance actuellement plusieurs projets d'étude et développement de systèmes de navigation pour le marché français et l'exportation.
Vous êtes ingénieur (ENSAE, ESE, ENSICA...) et vos cinq ans d'expérience en étude de produits de haute technologie vous donnent l'envie d'aller plus loin.
Nous vous proposons de prendre la direction d'une équipe-projet pluridisciplinaire chargée de concevoir un produit, du cahier des charges aux essais en vol.
Les deux postes à pourvoir allient intérêt technique de premier ordre, possibilité de manager une équipe de jeunes ingénieurs et techniciens, et perspectives d'évolution intéressantes.
Ces postes sont à pourvoir à Valence.

Référence CPNA/LM

Chez un leader dans le domaine de la commutation...

Conduire l'industrialisation et les méthodes

Notre département commutation fabrique plus d'un million de produits par mois, avec un millier de références. Les produits nouveaux, les modifications, les automatisations à lancer donnent à ce poste son rythme et sa variété.
Ingénieur, vous avez pratiqué au moins cinq ans l'industrialisation de pièces de grande série (de préférence dans l'électromécanique). Une équipe de huit agents de méthodes, collaborera avec vous (spécialistes de la fabrication du montage, du lancement).
Dépendant du directeur du département, vous serez en liaison avec les responsables des études, de la fabrication. Vous conduirez toutes les opérations d'automatisation des chaînes de montage et ferez évoluer les méthodes en visant la productivité maximum.

Concevoir des équipements de commutation industrielle

Ingénieur électromécanicien (ENSMM, ENSEM, INSA...), votre première expérience industrielle vous a permis de maîtriser l'ensemble des exigences d'un projet destiné à des produits de série. Vous possédez de bonnes connaissances en allemand.
Nous vous offrons la responsabilité de l'étude de notre gamme de commutation industrielle destinée au marché automobile européen : notre savoir-faire et les moyens que nous mettons en œuvre nous donnent de solides atouts pour ce secteur.
La responsabilité de ces projets s'étend de la définition des produits en collaboration avec les clients. Jusqu'à la pré-série. Une équipe de techniciens collabore à ces développements.

Ces postes, basés à Valence offrent d'excellentes perspectives d'évolution au sein du groupe

Référence COMET/LM — Référence COMAUT/LM

Crouzet

Envoyer votre dossier de candidature en précisant la référence choisie, au responsable du recrutement, Crouzet S.A. Direction du Personnel 26027 Valence cedex

---

LIMAGRAIN

Au sein de la Division des Affaires Internationales nous offrons à un

INGÉNIEUR AGRONOME

la responsabilité du **BUREAU DE VIENNE EN AUTRICHE**. Chargé de fonctions diversifiées tant dans le domaine commercial que technique, il aura au sein de ce poste largement autonome, la mission d'assurer principalement,

- les relations avec nos principaux partenaires dans les pays de sa zone (Europe Centrale),
- la promotion des variétés et des ventes,
- le suivi des productions sous licence et des essais variétaux.

Il pourra également être chargé de missions concernant plus spécifiquement le secteur de la Recherche.
Ce poste exige, outre la maîtrise de la langue allemande et de bonnes connaissances d'anglais, de réelles capacités de négociations commerciales.

Les dossiers de candidature détaillés doivent être adressés, sous **référence 350**, à LIMAGRAIN - BP 51 - 63360 GERZAT.

LIMAGRAIN

Le maïs de la France.

IBM France
Centre d'approvisionnement des composants électroniques BORDEAUX

recherche

• DES INGENIEURS ELECTRONICIENS GRANDES ECOLES H/F
débutants ou ayant quelques années d'expérience pour des postes de responsables de la caractérisation et de l'évaluation des composants VLSI.

• DES INGENIEURS ELECTRONICIENS GRANDES ECOLES H/F
connaissant les procédés de fabrication des semi-conducteurs et ayant plusieurs années d'expérience en fabrication industrielle pour des responsabilités au sein du Département Assurance de la Qualité et de la Fiabilité.

• UN STATISTICIEN H/F
diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur (Bac + 5) pour une activité d'études et de Conseil au sein du Département Assurance de la Qualité.

Une bonne pratique de l'anglais est indispensable pour l'ensemble de ces postes.

Merci d'envoyer lettre de candidature et C.V. à IBM Service du Personnel B.P. 27 - 33610 CESTAS.

MASH

---

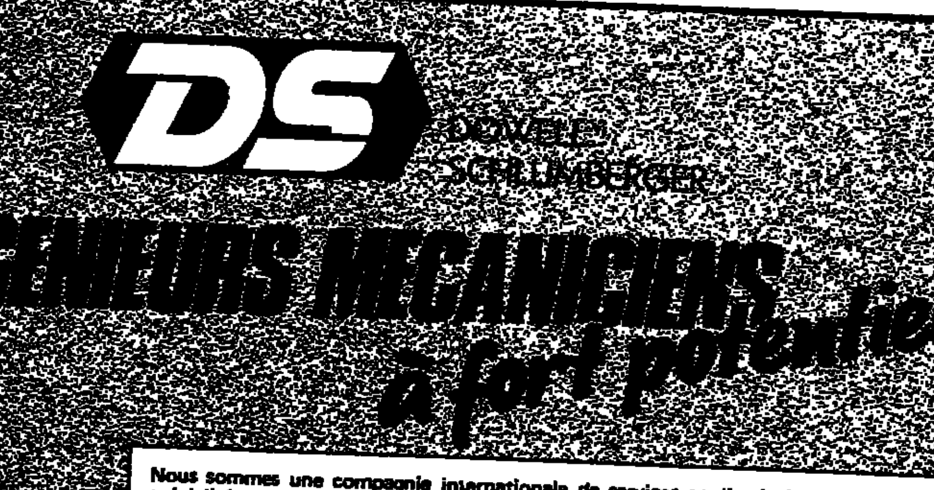
ferry-peter

Filiale d'un groupe international, nous sommes un des leaders de l'impression de formulaires pour l'informatique. Nous recherchons pour notre principale imprimerie située près de Nancy

INGENIEUR D'ENTRETIEN

de formation AM ou équivalent spécialisé en mécanique et électricité, vous êtes débutant ou vous avez une première expérience réussie.
Dépendant du Directeur de Production, vous serez chargé du contrôle et de l'animation des services entretien. Vous aurez la responsabilité de la définition de la politique d'entretien, de sa mise en œuvre et de son suivi budgétaire.
La maîtrise de l'anglais et/ou de l'allemand sera un atout important. La rémunération est de 160 000 F et de réelles possibilités d'évolution sont envisageables au sein d'un groupe en expansion.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et photo) à M. DECOGNIER - FERRY PETER - 4, rue du Champy, 54210 Saint-Nicolas-de-Port.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.15.65



Nous sommes une compagnie internationale de services appliqués à l'industrie pétrolière, spécialisée dans la cimentation et la stimulation des puits de pétrole.
Nous recherchons pour notre centre RHONE-ALPES 2 Ingénieurs mécaniciens.

1 INGENIEUR PASSIONNÉ PAR LA RECHERCHE

Mission :
Etudier les problèmes de manutention de matériaux liquides et solides.
Concevoir de nouveaux équipements.

1 INGENIEUR BUREAU D'ETUDES

Mission :
Diriger la conception, l'étude et la réalisation d'unités spéciales et superviser l'industrialisation.

Profil :
Quelques années d'expériences, vous êtes ingénieur INSA, ENI, ARTS et MÉTIERS, ... et possédez une excellente maîtrise de l'anglais.
Créativité, mobilité, sens de la communication sont impératifs.

Opportunités de carrière dans le Groupe pour des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence 307, à MÉDIA P.A. Rhône Alpes - 72, avenue Jean Jaurès - 69007 LYON, qui transmettra ou téléphoner au (77) 32.64.23, poste 101.

Bougez, Vivez... à Valbonne Sophia-Antipolis

La Division Terminaux (Europe) et le Centre Technique (Europe) de DIGITAL EQUIPMENT FRANCE continuent leur important développement. Dans le cadre d'activités à vocation européenne et pour faire face à notre expansion, nous créons le poste de

Comptable Financier
DECS, BTS comptabilité ou DESS gestion

Vous possédez 3 à 5 ans d'expérience dans un environnement international, une bonne pratique de l'informatique et une excellente connaissance de la fiscalité française.

Vous aurez pour mission de superviser :
- *la comptabilité industrielle,*
- *les activités de comptabilité générale,*

et vous participerez à l'élaboration et la mise en place des systèmes, des procédures de gestion et contrôle.

Votre goût du travail en équipe et votre sens des responsabilités seront des atouts pour réussir dans cette fonction, puis évoluer.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Si vous correspondez à ce profil, écrivez nous sous réf. 83M DIGITAL EQUIPMENT, Division du Personnel, BP 29 Sophia-Antipolis 06560 VALBONNE Cedex.

N° 2 mondial de l'informatique

digital

Carrefour



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

INGENIEURS GENERALISTES, DEBUTANTS AUJOURD'HUI RESPONSABLES D'UNE UNITE DU GROUPE DANS TROIS ANS — Lyon

Cette unité performante (1 500 personnes - 700 MF) appartient à l'un des plus puissants groupes industriels français, présent au plan mondial. Elle produit, en très grande série, des biens d'équipements électromécaniques à forte intégration électronique. Désireuse de préparer, en trois ans, de futurs cadres dirigeants, elle offre à deux ingénieurs généralistes débutants (Mines, Centrale, ENSAM ...) les postes d'accueil suivants :

■ Ingénieur Robotique **■ Ingénieur Recherche et Développement**

Elle saura reconnaître leur potentiel en leur confiant, sous trois ans, d'importantes responsabilités polyvalentes avec direction d'effectifs, à Lyon ou dans une autre unité du Groupe. La pratique de l'Anglais est indispensable.

Les premiers entretiens auront lieu à Lyon ou à Paris. Des précisions sur chacun des postes à pourvoir sont disponibles en téléphonant au 16.7/889.70.12. Merci d'adresser lettre manuscrite C.V. et prétentions sous référence 4079/M en précisant le(s) poste(s) vous intéressant, à Guy PELLAE, Sélé-CEGOS Rhône-Alpes, 2 rue du Musée Guimet 69006 LYON.

sélé CEGOS

Publival

ENERTEC

recherche pour son usine de fabrication de matériel électronique (230 personnes), située à Pont-Audemer (20 Km de Honfleur) un

Assistant du Quality Manager

Il aura pour mission de contribuer à l'amélioration et au suivi de la qualité de notre fabrication et à la mise en place de nouvelles structures de motivation du personnel.

Débutant ou ayant une première expérience de fabrication électronique le candidat aura une formation d'ingénieur grande école ESE, ENSL.

La vocation internationale de notre société et de nos produits offre de réelles possibilités de développement de carrière pour un candidat de valeur connaissant l'anglais.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en précisant la référence M4897 à M. Dargnies, ENERTEC Schlumberger, Z.I Saint Ulfran, 27500 Pont-Audemer.

ENERTEC Schlumberger

Chef de projet EUROPE
"ENGINEERING"

BECTON DICKINSON, premier collaborateur du monde médical, dans le cadre de son expansion, recherche un Chef de projet «Engineering» Europe.

Rattaché au Président de la Division Europe, vous serez chargé du développement et de la coordination de projets engineering et/ou de fabrication en rapport avec des acquisitions, des actions de sous-traitance, etc...

Ingénieur mécanicien, vous aurez une bonne connaissance des techniques plastique (thermoformage, injection, ...). 6 à 8 ans d'expérience dans le conditionnement ou le développement de produits vous auront «rodé» à la fabrication. Votre sens des relations vous permettra de collaborer avec différents interlocuteurs internes et externes, à l'échelon européen. Une parfaite maitrise de l'anglais sera donc impérative. Autonome et faisant preuve d'une très grande disponibilité, vous vous déplacerez aussi bien en Europe qu'aux Etats Unis. Poste basé à Grenoble.

Si cette opportunité de carrière vous motive, merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant votre salaire actuel à J.C. Bühler — BECTON DICKINSON — 5 chemin des Sources — BP 37 — 38241 MEYLAN cedex.

BECTON DICKINSON

MEDIA PA.



LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

Recherche pour son établissement de Toulouse

Toulouse

1 ingénieur en informatique de gestion

Il aura en charge le suivi d'un important projet logiciel réalisé en maîtrise d'oeuvre externe.

De formation Ecole d'Ingénieur ou Universitaire, le candidat aura en outre une expérience de 3 à 5 ans en Informatique de Gestion.

Merci d'adresser CV et prétentions sous référence 85/05, au CNES, Division du Personnel, 18 avenue Edouard Belin, 31055 Toulouse Cédex.

média-system

INGENIEURS CHIMISTES
(CHIMIE PARIS, ESCPI, ENSIC,...)
LA RECHERCHE, POURQUOI PAS CHEZ **SOLVAY** ?

Parmi les 45 000 personnes qui constituent ce groupe international (dans les premières sociétés chimiques européennes), 3000 se consacrent à la recherche. Le saviez-vous ? Savez-vous qu'en France, SOLVAY c'est 10 000 personnes, 22 usines, 8,5 milliards de CA ?

*Nous avons 2 postes à pourvoir. L'un près de **NANCY** concerne la recherche sur les produits du groupe et fait appel à des compétences en chimie minérale ainsi qu'à une expérience de 3/4 ans en chimie industrielle. Cet ingénieur "Perfectionnement" est responsable des essais et de la transposition des résultats en fabrication. (réf. 805 M).*

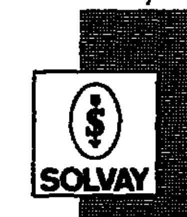
*L'autre poste, basé dans la région de **BESANÇON**, touche aux techniques de polymérisation (matières plastiques) et fait appel à la chimie organique.*

La fonction s'apparente à celle décrite pour Nancy, mais s'adresse à un ingénieur débutant. (réf. 806 M).

Dans les deux cas, vous travaillerez en relations étroites avec le Laboratoire Central à Bruxelles. Ces postes constituent des "filières" vers d'autres fonctions, la fabrication par exemple. La mobilité géographique et la pratique de l'anglais seront alors des atouts.

Merci d'adresser votre candidature sous référence du poste choisi à la Direction du Personnel de SOLVAY - 12 cours Albert 1er - 75383 Paris Cédex 08.

DESSEIN



diriger le commercial et le marketing de notre département "moteurs"

Vous souhaitez donner une nouvelle dimension à votre expérience acquise dans le marketing ou la vente de composants industriels de série.

Nous vous offrons cette opportunité.

Notre département moteurs occupe une place importante sur son marché (moteurs synchrones, asynchrones, pas à pas, courant continu...).

Son chiffre d'affaires dépasse 160 MF, dont 40 % à l'export. Nous vous proposons de diriger son service marketing et commercial, au sein d'une équipe de direction jeune et motivée.

Responsable devant le directeur du département de la mise en œuvre de la politique commerciale, vous orientez l'action de votre équipe composée d'ingénieurs d'affaires (dédiés à des marchés concentrés) et de chefs de produits. Vous agissez auprès de notre réseau en France et auprès de nos filiales à l'étranger en vue de l'obtention des résultats optimas.

Une double formation technique (ingénieur...) et commerciale (IAE, INSEAD, MBA) est nécessaire pour ce poste, complétée par au moins cinq ans de pratique industrielle, dans un contexte international.

Une excellente connaissance de la langue anglaise est indispensable. Ce poste est basé à Alès (60 km de Montpellier).

Crouzet

Envoyez votre dossier de candidature sous référence MCM/LM au responsable du recrutement, Crouzet SA, direction du personnel, 26027 Valence cedex.



1 ingénieur développement et contrôle fabrication

Une première expérience dans l'industrie des colles, peintures, vernis, caoutchouc serait appréciée.

Ce poste basé à notre usine de Tilloy (Nord) conviendrait à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur type ENSI, ENSA, ENSEA.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Adresser CV manuscrit, prétentions et photo (retournée) à Francis Soulet - 3M France - Division des Ressources Humaines - Bld de l'Oise 95006 Cergy Pontoise Cédex.

3M

média-system

Lyon Ecole Ingénieurs recherche

JEUNE INGÉNIEUR INFORMATICIEN

scientifique et industriel pour enseignement, recherche et travaux d'études.

Env. C.V., prétentions, photo à M. Mille, ICPI, 31, pl. Bellecour, 69002 LYON.

Tél. : (7) 232-50-82.

JEUNE CADRE FINANCIER EXPORT
HEC-ESSEC-ESC-IECS

Un très important constructeur de matériel de [illegible] de l'Est, réalisant un CA élevé à l'exportation recherche un jeune ingénieur commercial, parlant bien l'anglais + l'allemand ou l'espagnol pour prendre la responsabilité de dossiers tels que : financement d'exportations, polices Coface, suivi juridique et financier d'importants contrats, au sein d'une équipe spécialisée.

Il participera aux négociations des contrats en liaison avec les ingénieurs technico-commerciaux.

Brefs déplacements intermittents.

Deux à trois ans d'expérience (Exportations biens d'équipements, techniques financières export) souhaités.

Résidence ville de l'Est, agréable région touristique.

Adr. CV dét. ss réf. 1113 à SELETEC Conseil 67009 STRASBOURG CEDEX.

Révision comptable Paris Province

Un organisme professionnel, conseil auprès de nombreuses entreprises du secteur de la Coopération Agricole, recherche pour faire face à son développement

4 JEUNES REVISEURS COMPTABLES

de formation D.E.C.S. + certificat(s) supérieur(s) ou *Mémorialiste* et justifiant d'au moins 3 à 5 ans d'expérience, en cabinet de préférence. *Les postes sont à pourvoir à Paris et dans les régions Centre*, Midi et Rhône-Alpes.

Intégrés dans des équipes spécialisées, les candidats recherchés *auront à intervenir dans les domaine suivants* :

- Révision comptable
- Commissariat aux comptes
- Missions juridiques et fiscales
- Conseil en gestion.

L'ensemble de ces missions exige un profond investissement personnel, une grande disponibilité, des qualités de *rigueur et de sincérité* mais aussi et surtout une bonne capacité au dialogue et une large *ouverture d'esprit. Ces qualités* doivent permettre aux candidats d'évoluer rapidement vers des postes de chefs de mission.

Le travail en équipes réduites, la jeunesse et la motivation des collaborateurs sont garants de l'excellente ambiance qui règne au sein de cet organisme ainsi que de son dynamisme et de la qualité des prestations fournies.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 508241M (Paris), 508242M (Centre), 508243M (Midi), 508244M (Rhône-Alpes), (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

VOS COLIS DE DOMICILE A DOMICILE EN MOINS DE 24 H. **TAT EXPRESS**

Vous êtes intéressés par une société de services à très forte expansion (40 %/an), filiale de la compagnie aérienne T.A.T.

Nous recherchons nos :

CHEFS DE CENTRES

de DIJON (création de poste) et de NANCY.

Les candidats *minimum 25 ans* auront des qualités de *commercial* et d'exploitant. Au terme d'une formation, ils seront responsables d'un centre de transport : organisation de l'exploitation, gestion du personnel, gestion du parc véhicules, relations clientèle, développement commercial, suivi de *la qualité de service*.

Envoyer lettre manuscrite + c.v. + photo + prétentions à :
Madame Rose Verdet Sélé-Cegos tour Chenonceaux
204, rond-point du Pont-de-Sèvres, 92516 Boulogne-Billancourt Cedex.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

555-91-82

هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Futur responsable
développement et produits nouveaux
Une carrière évolutive dans ce premier groupe mondial du verre plat

BOUSSOIS **filiale de P.P.G.** renforce les structures de sa branche automobile et offre un poste formateur et évolutif à un jeune ingénieur AM, ECAM, INSA, IDN...

Dans un premier temps, il fera partie de l'équipe investissements-méthodes, afin d'obtenir une solide connaissance des matériels, des produits et des clients.
Cette formation concrète lui permettra d'assurer ensuite des responsabilités importantes de développement, un contact étroit avec des constructeurs automobiles en France et à l'étranger.
Ce poste conviendrait à un candidat débutant ou ayant une première expérience (dans un service développement, qualité ou technico-commercial) dans une industrie de transformation très automatisée.
De réelles qualités de dynamisme et de contact sont indispensables ainsi que la maîtrise de l'allemand (connaissance complémentaire de l'anglais appréciée).
Poste à Boussois (proximité Maubeuge)

Écrire sous réf. CO 103 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec



4, rue Massenet 75116 Paris

assistant (e) de direction
ANNECY

Premier exportateur français dans sa branche d'activité (800 Millions de CA - 327 personnes), cette société recherche un jeune Assistant (e) de Direction qui sera chargé (e) de seconder l'adjoint à la direction générale, responsable des services administratifs et financiers.

Les techniques de gestion sophistiquées, dans un environnement très dynamique, nécessitent que la personne retenue ait une formation supérieure (ESSEC, SUP de CO option finances et comptabilité) et une première expérience dans un poste similaire.

Transmettre votre dossier de candidature (C.V., photo et rémunération actuelle), sous réf. 3660 à I.C.A., 3, rue d'Hauteville 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

La technique super plus

Nous sommes une PMI (60 MF, 80 p.) mondialement connue dans le domaine de machines spéciales destinées aux industries agro-alimentaires, chimiques...
Notre notoriété s'appuie sur un savoir-faire très spécifique, une grande capacité d'innovation technique, une forte impulsion commerciale (75% à l'export). Nous recherchons un

INGENIEUR D'ETUDES

pour lui confier, à la tête d'une petite équipe, la responsabilité de conception et d'industrialisation d'une de nos lignes de produits. Ce poste doit évoluer rapidement vers la responsabilité globale du Bureau d'Etudes.
C'est un jeune ingénieur (AM, INSA...) pouvant se prévaloir d'une première expérience réussie dans un secteur proche (mécanique, automatismes, électronique...).
Il dispose d'excellentes aptitudes managériales lui permettant, à terme, d'encadrer une équipe importante.
L'anglais courant est indispensable.
Le poste est basé à 150 km à l'ouest de Paris.
Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence 509261 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Département Industrie

BKC PARIS–NEW YORK
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris



MACHINES FRANÇAISES LOURDES
LE NOUVEAU LEADER FRANÇAIS DE LA MACHINE-OUTIL LOURDE regroupant FOREST-LINE et BERTHIEZ-ST-ETIENNE (technologies avancées)
EN EXPANSION MONDIALE (+ de 50% A L'EXPORTATION) étoffe son Département SYSTÈMES et recrute le

Responsable de l' INFORMATIQUE DE PILOTAGE DES CELLULES & ATELIERS produits par M.F.L.

Basé dans l'un des sites de Province
Il participera à l'écriture du cahier des charges des modules, supervisera la confection des logiciels, intègrera les modules dans le calculateur pour les adapter à chaque application et ira superviser la mise en service chez les clients en France et à l'Etranger.

Un informaticien process
- **INGÉNIEUR diplômé, de préférence Mécanicien. Parlant ANGLAIS**
- **5 à 8 ans D'EXPÉRIENCE INDUSTRIELLE AVEC PILOTAGE DE PROCESS EN TEMPS RÉEL.** *Connaissance de la COMMANDE NUMÉRIQUE et si possible du Calculateur DEC*

S.C. GARANTIT UNE DISCRÉTION ABSOLUE.
Lettre manusc., C.V. dét., rémunér. et photo sous réf. 8304 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

CRÉDIT MUTUEL DE NORMANDIE

Nos résultats, nos investissements, nos effectifs sont en progression constante. Notre Groupe s'est fixé des objectifs de développement ambitieux.
Confirmant sa structure, il recrute son :

RESPONSABLE ADMINISTRATIF et FINANCIER

Cette importante fonction exige :
• Une **solide expérience** acquise dans le secteur bancaire (8 ans minimum). • Une connaissance approfondie des **procédures administratives et comptables** et des circuits **de recouvrement.** • La pratique du **contrôle de gestion.** • La capacité **d'animer** une équipe, et **le sens de la communication.**

Possibilités d'**évolution** dans l'Entreprise.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo + prétentions à : **CRÉDIT MUTUEL DE NORMANDIE**, DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES (P. VILLENEUVE), 27, rue de la Miséricorde B.P. 44 - 14010 CAEN CEDEX - *Discrétion assurée.*

SOCIETE DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX
recherche pour son développement en province

SPECIALISTES EN DROIT DES SOCIETES

- P.V. d'Assemblée, Conseils, etc...
- Constitutions, modifications statutaires, etc...

– Expérience indispensable (3 ans minimum exigé).
– Situations comportant larges responsabilités et autonomie.

Envoyer C.V. manuscrit avec prétentions et photo s/réf. 4870 qui seront transmis par :

Pierre Lichau S.A. - 10, rue de Louvois 75063 PARIS Cedex 02

Conception et développement produits nouveaux

airborne **Bordeaux** - Cette entreprise moyenne (100 millions de francs de chiffre d'affaires, 280 personnes), est spécialisée dans la conception, la fabrication et la vente de mobilier de bureau. Filiale du leader européen de l'aménagement de bureau, elle connaît depuis 4 ans un important développement et crée un bureau d'études conception autonome dans l'une de ses unités de production. Elle recherche, pour le prendre en charge, un responsable qui, rattaché au directeur commercial et en liaison étroite avec le bureau d'études de la maison mère, aura comme objectif, à partir des informations marketing et vente, de concevoir et réaliser les produits nouveaux et d'assurer le suivi et la mise au point des prototypes. Cette fonction, stratégiquement très importante, convient à un jeune candidat capable à la fois de concevoir, de mettre en œuvre et de manager un projet. Sa formation, si possible double (design et technique) est au minimum de niveau BTS ou école Boule. Son expérience d'au moins trois ans l'a amené à développer des projets dans une équipe de concepteurs ou en milieu industriel. Pour ce poste, basé à Bordeaux, la rémunération pourra atteindre 180.000 francs, mais sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Écrire à C. TIERZ en précisant la référence A T 7044M

MEMBRE DE SYNTEC



71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune Ingénieur mécanicien ou chimiste

Filiale automobile d'un grand groupe prestigieux, notre marché est situé sur des créneaux pointus et porteurs. Nous utilisons des techniques originales.
Nous confierons, dans un premier temps, à un Ingénieur Débutant ou ayant une première expérience, la responsabilité de la Fabrication Peinture (180 personnes, une maîtrise de professionnels hautement qualifiés).
Les moyens à mettre en œuvre pour obtenir une meilleure "productivité-qualité" lui seront donnés. Il devra analyser les problèmes, proposer des améliorations.
Ses capacités de jugement, d'organisation et de méthode, son autorité personnelle lui permettront de réussir dans cette première étape de sa carrière au sein de notre Groupe avant d'y évoluer.
Notre unité est basée à 200 Kms au Sud de Paris.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération souhaité sous référence RP/97 à notre conseil

KEYMEN 29, Bd Jean Jaurès 45000 Orleans

SOURCE 12 — MEMBRE DE SYNTEC

Formation
LYON

Nous sommes une équipe d'Intervenants-Formateurs d'une dizaine de personnes, fondée en 1973.

Nous intervenons pour bâtir et mener des actions de formation dans les entreprises sur le territoire national.

Nous recherchons celui qui viendra renforcer notre équipe. Il sera chargé progressivement de plusieurs missions :

- animer des actions de formation et en assurer le suivi,
- créer de nouveaux axes de formation et les développer.

Vous êtes un généraliste, vous avez au moins 35 ans, une formation supérieure, une expérience de terrain dans un poste à responsabilité hiérarchique d'environ 5 ans, une motivation pour les problèmes humains de l'entreprise.

Envoyez-nous votre C.V. :



132, Crs Charlemagne 69002 LYON

HAVAS CONTACT

PROVENCE — COURTIER EN MATIERES PREMIERES

Vous possédez d'indiscutables qualités de vendeur-négociateur et vous aimeriez les mettre à profit au sein d'une société leader dans son secteur d'activité.
Cambiste expérimenté du milieu boursier, homme de terrain spécialiste de l'affrètement maritime ou encore diplômé d'une grande école, votre profil nous intéresse.
Notre société est en mesure de vous garantir une rémunération qui sera le reflet de votre activité.
Si vous maîtrisez parfaitement l'anglais plus une deuxième langue (allemand ou espagnol) et si le secteur des matières premières et les marchés internationaux vous attirent, envoyez nous C.V. et lettre manuscrite à G.T.I.P.-Département Ressources Humaines - 395, chemin de l'Hostellerie - 30000 NIMES.

Pierre Lichau S.A. — GTIP

ALSTHOM
LYON

La Direction Générale de la **DIVISION APPAREILLAGE ELECTRIQUE**, 5 établissements, 4 filiales dont 2 à l'Etranger, 5000 personnes, C.A. 3 milliards, recherche

auditeur interne

Il contrôle la bonne application des normes comptables.
Il assure des missions d'audit au sein des différents établissements et filiales françaises et étrangères.
Il étudie le bon fonctionnement des systèmes de gestion et participe à l'élaboration du plan d'audit interne.

Agé d'au moins 26 ans, de formation **GRANDE ECOLE DE GESTION + DECS**, il est souhaitable qu'il ait une expérience d'au moins un à 2 ans dans un Cabinet d'Audit et un fort potentiel.

Intéressantes possibilités d'évolution à moyen terme.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé sous réf. 3625-M à MAMREGIES 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

DÉPARTEMENT DU GRAND SUD-OUEST
Recherche son

ATTACHÉ DE RELATIONS PUBLIQUES
(H.-F.)

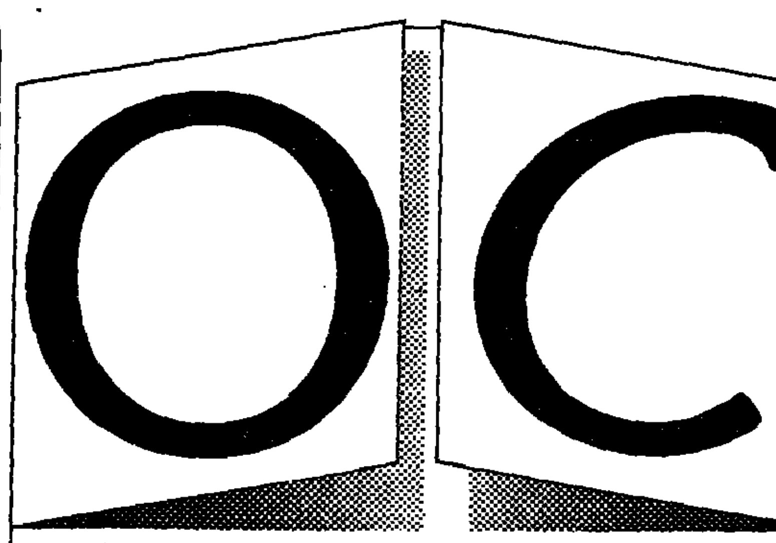
De formation supérieure, doté d'une bonne plume et du sens de l'animation, le candidat aura une solide expérience acquise dans la presse ou dans la pubicité.
Sa mission sera de concevoir et de mettre en œuvre la politique de communication et de relations publiques du Conseil général.
Une disponibilité immédiate sera un atout supplémentaire.
Envoyer votre c.v. détaillé avec lettre manuscrite, photo et prétentions, sous référence n° 7.767
le Monde Publicité SERVICE ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cabinet de conseils juridiques
recherche
pour région Touraine

SPÉCIALISTE DROIT FISCAL

pratique antérieure dans administration ou cabinet nécessaire.

Adresser c.v. à RÉGIE-PRESSE n° 311.836 M
7, rue de Montessuy, 75332 Paris Cedex 07 qui tr.



OC Conseil ouvre à Lyon

Au fait des réalités humaines et économiques grâce à 10 ans de pratique du recrutement en région Rhône-Alpes, Françoise Gautier assistera les entreprises dans la recherche de cadres, fidèle à la conception des ressources humaines développées par OC Conseil depuis 3 ans.

OC conseil - Françoise Gautier 54 cours Lafayette - 69003 Lyon. Tél. 78.95.22.93.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS conçoit, développe et produit des systèmes de haute technologie destinés à la recherche pétrolière. La place primordiale attribuée par la Société à la **qualité** et la **fiabilité** de ses **systèmes de mesure**, la conduise à créer un poste de:

INGENIEUR METHODES MECANICIEN / ELECTROMECANICIEN

Vous serez responsable de la mise en œuvre et du développement d'importants moyens de contrôle. Avec le concours de 2 techniciens, électronicien et mécanicien, vous devrez établir les gammes ou spécifications de contrôle des nouveaux produits et développer les méthodes de tests des produits existants.
Vos solides bases en informatique vous seront utiles pour étudier les possibilités d'utilisation de la CAO. Vos qualités relationnelles vous permettront de dialoguer avec les Etudes, la Production, la Qualité et les Fournisseurs pour définir les besoins futurs du Service et participer à la mise en Assurance Qualité de nouveaux Fournisseurs.

Vous êtes diplômé AM, INSA, avec une première expérience Méthodes. Votre anglais est bon. Votre goût du concret et votre intérêt pour la robotique sont des atouts.

Merci d'adresser votre candidature avec photo et prétentions sous réf. IM à ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER, 26, Rue de la Cavée 92140 CLAMART.

Schlumberger



Premier groupe français de réassurance, implanté sur les cinq continents, nous avons réalisé en 1984 un C.A. supérieur à 4,5 milliards de francs. Le souci constant de faciliter par des structures évolutives notre efficacité et notre développement, nous amène à rechercher pour notre siège à La Défense, un nouveau collaborateur qui parle anglais pour être :

L'adjoint du responsable de la comptabilité générale

La trentaine, vous avez 5 ans d'expérience de comptabilité générale comme adjoint ou chef d'un service. Vous serez responsable pour notre siège et ses filiales françaises, de l'ensemble des déclarations comptables et fiscales, de la liaison tant interne avec les comptabilités auxiliaires qu'externe avec un certain nombre d'organismes. Patron en second du service, vous en serez bien sûr aussi l'organisateur et l'animateur (9 personnes).

Merci de nous adresser lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 2153M – 24 rue Eugène Flachat – 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

PECHINEY aluminium

1er Producteur Européen d'Aluminium
recherche un

INGENIEUR DEVELOPPEMENT ELECTRICITE

Diplômé(e) ESE - N7 - IEG

Sa mission :
- promouvoir, sur les marchés français et étrangers, l'aluminium et ses alliages comme conducteurs électriques et plus particulièrement les fils et câbles,
- contribuer à une meilleure connaissance de ces mêmes marchés et proposer toutes actions de nature à y renforcer les positions de la Société,
- piloter les travaux de recherche appliquée.

Son profil :
- expérience souhaitée dans le domaine des lignes, canalisations et construction électriques ; expérience du marketing électricité appréciée.
- âge : 32 ans environ ; anglais lu, écrit, parlé.
- lieu de travail PARIS (voyage France / étranger).

Merci d'adresser dossier de candidature (CV, photo et prétentions), sous réf. AP 11 18, Pechiney Aluminium, Service Recrutement, 23, rue Balzac 75008 PARIS.

MASH

LES MATERIAUX DU PROGRES



DESTINATION LOGICIELS

Décollage immédiat pour l'avenir. Télésystèmes, une des toutes premières SSII françaises, détient une position-clé en matière de développement de logiciels, de conseil et d'assistance tout comme en matière d'ingénierie de réseaux et de systèmes ; de banques de données ; de services télématiques ; de centres informatiques. Si les logiciels sont, comme pour nous, votre destination, rejoignez-nous.

Notre dessein : renforcer nos équipes pour accroître notre avance et nos performances.

Votre objectif : approfondir vos connaissances et les appliquer dans les secteurs de pointe les plus porteurs. Avec Télésystèmes, participez à la conception et à la réalisation de produits ou d'applications spécifiques dans un environnement BULL, IBM, CDC, DEC (grands, mini, micro), à la réalisation d'applications vidéotex de dimensions internationales adaptées aux normes TELETEL, ASCII, NAPLPS, CAPTAIN... ; affirmez vos compétences en conseil, audit et méthodologie.

Les postes offerts : ingénieurs systèmes support technique, chefs de projets, responsables d'applications.

DONNEZ DES AILES A VOTRE AVENIR
Ecrivez dès aujourd'hui à : Télésystèmes, Direction du personnel, 115, rue du Bac, 75007 PARIS. Tél. : (1) 544.38.98. Ou venez nous rendre visite au SICOB : stand 3 DE 3452.



Gagnons ensemble.

GEO Ça prima Femme Actuelle

En 6 années d'existence notre Groupe est devenu l'un des leaders de la Presse Magazine, grâce au succès commercial de ses titres et à la qualité de ses méthodes de gestion.

*Pour faire face à la croissance de nos activités et assurer une **gestion dynamique de notre personnel** (250 personnes), nous créons le poste de :*

Responsable de la gestion du personnel — Paris

Rendant compte au directeur administratif, en charge de la **politique des relations humaines**, vous aurez pour missions principales :
— d'animer et superviser un service **d'administration du personnel** déjà en place (6 personnes) ;
— d'organiser **le recrutement et la formation** ;
— *de conseiller les responsables opérationnels dans l'application des **lois sociales** et des règles spécifiques à la profession* ;
— de mettre en place des procédures internes et des outils de gestion du personnel (budgets, statistiques, études...).

Agé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (juridique ou de gestion), vous justifiez d'une expérience réussie de la fonction au sein d'une société prestataire de services. Votre sens du dialogue, votre ouverture d'esprit, votre rigueur, votre diplomatie, vous permettent d'intervenir à tous les niveaux de la hiérarchie. **L'anglais ou l'allemand courant** est indispensable.

Gilbert RAYNAUD, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature en précisant **votre salaire actuel**. Il la traite confidentiellement sous la référence 5133/2.

argos
PARIS - LILLE - MONTREAL
DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : (1) 227.96.49

COMMUNICO



emplois régionaux

Dans le cadre de son développement,
la BANQUE HERVET
recherche pour ses succursales de
BOURGES et CHÂTEAUROUX

EXPLOITANTS H/F classe V

pour assurer le développement et la gestion d'un portefeuille de clientèle d'entreprises

Votre expérience de 2 à 4 années dans la fonction s'appuie sur un diplôme d'enseignement supérieur ou bancaire.

Ces postes présentent de réelles possibilités d'évolution pour des candidats souhaitant mettre à profit leur esprit d'initiative et leur sens des responsabilités.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite accompagnée d'un CV., photo et prétentions à la Direction des Relations Sociales et du Personnel de la Banque Hervet – B.P. 126 – 18003 BOURGES CEDEX.

BANQUE HERVET

Mutualité agricole de l'Ile-de-France
recherche

LE RESPONSABLE DÉPARTEMENTAL DE SES SERVICES EXTÉRIEURS DES YVELINES

Il sera chargé :
– de coordonner et animer sur le terrain l'action des équipes sociales, médicales, de renseignements et de contrôle ;
– d'assurer la représentation auprès des autorités locales ;
– *de développer les relations avec les adhérents.*

Les candidats ayant une formation de type ÉCOLE DE COMMERCE, DE GESTION, D'AGRICULTURE, possèdent une expérience professionnelle dans un domaine similaire.

Ils sont dotés d'aptitudes en matière d'organisation et disposent d'une autorité naturelle, de dynamisme et de qualités relationnelles.

Ils doivent être disponibles pour de fréquents déplacements à l'intérieur de l'Ile-de-France.

Résider dans le secteur attribué (Yvelines) et avoir une bonne connaissance du milieu rural seront des atouts appréciés.

La prise de fonctions sera précédée d'une formation complémentaire.

Ecrire avec CV, photo récente et prétentions à :
F.M.A. ILE-DE-FRANCE
Service des personnels - Section recrutement
29, rue de la Tombe-Issoire, 75014 PARIS

Ingénieur commercial



AT&T Microelectronics

Un leader mondial en Europe - ATT, l'un des plus importants groupes mondiaux (plus de 360.000 personnes), développe ses activités «composants» en Europe, à partir d'une large gamme de produits : micro-processeurs 32 bits, 1 Mbit DRAM's, ASIC's, MOS, circuits standards, bipolaires et hybrides, fibres optiques, composants électromécaniques divers... ATT Microelectronics Gmbh a la charge, à partir de Munich, de toutes ces activités ATT, et bénéficie du support des systèmes CAD et de la technologie avancée de Bell Laboratories. ATT Microelectronics met en place un réseau européen de centres d'études et de succursales marketing / ventes, et souhaite actuellement recruter un ingénieur commercial. Basé près de Paris, il aura la responsabilité des ventes de la gamme de composants pour une région française déterminée, utilisant notamment des distributeurs locaux. Il bénéficiera du support technique du futur centre d'études français, du siège européen de Munich et des USA. Les candidats seront, de préférence, diplômés de l'enseignement supérieur technique et dotés d'une expérience de trois ans minimum dans la vente de composants électroniques (si possible IC's). La pratique de l'anglais courant est indispensable et la connaissance d'une autre langue européenne serait appréciée. Une formation aux USA est prévue. Merci de téléphoner et/ou d'adresser votre dossier de candidature (impérativement en anglais) à Michael SOROKIN, en précisant la référence M/443N



PA Personalberatung
Ohmstraße 8, 8000 München 40, Tel.: 089/341051
Ein Unternehmen der PA Consulting-Gruppe

MEMBRE DE SYNTEC

SIEMENS

dans le cadre de notre expansion nous recherchons, pour notre DIVISION COMPOSANTS service composants actifs

des Ingénieurs Technico - Commerciaux

cartes et systèmes micro-ordinateurs

Ils seront chargés de la promotion et de la vente de nos produits sur l'ensemble du territoire français.

Ces postes, basés à Paris, conviendraient à des ingénieurs électroniciens (environ 30 ans) ayant une expérience de quelques années en bureau d'études ou autres activités techniques dans le domaine des micro-ordinateurs

Des stages de formation étant prévus dans nos usines en R.F.A., la connaissance de l'allemand lu, parlé, écrit, courant, est indispensable, celle de l'anglais est souhaitée.

Les candidats intéressés adresseront leur dossier avec C.V. détaillé et prétentions, en précisant bien la référence 1295/M à

Département du Personnel
B.P. 122 - 93204 SAINT-DENIS cedex 01

Siemens S.A.



Cie DES ENTREPOTS ET GARES FRIGORIFIQUES
16 filiales dont 8 gérées directement, en EXPANSION et PROFITABLE
470 MILLIONS F - 900 personnes
recrute pour Siège PARIS 8e

Jeune CADRE FINANCIER
Futur D.A.F. Adjoint (à terme d'un an)

Après une année de mise au courant et devenant D.A.F. Adjoint, IL ASSISTERA LE D.A.F. dans toutes ses tâches de supervision et d'animation des fonctions FINANCES, COMPTABILITÉ, TRÉSORERIE, FISCALITÉ, Administration générale, Vie sociale, juridique et administrative des sociétés (20 personnes au total).

Ce poste requiert

- LA TRENTAINE et une FORMATION SUPÉRIEURE DE GESTION : E.S.C. option Fin/Compt. ou Maîtrise de Gestion, plus D.E.C.S.
- une EXPÉRIENCE (2 à 5 ans) **Financière & Comptable** acquise en CABINET D'AUDIT ou D.A.F. d'Entreprise

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8273 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Dans le cadre de son développement
BEFEC-MULQUIN ET ASSOCIÉS
recherche

AUDITEURS CONFIRMES
EXPERTS-COMPTABLES STAGIAIRES

Ils travailleront au sein d'une organisation réputée pour la variété de ses interventions auprès de sociétés de dimension nationale et internationale.

Les candidats devront avoir une expérience d'au moins 2 ans en cabinet d'expertise comptable et d'audit français ou international et au minimum le DECS complet.

Les formations de CPA ou de chartered accountant seront appréciées de même que la maîtrise de l'anglais et de l'allemand, certaines missions se déroulant dans le cadre de notre groupe international B.D.O.
De larges possibilités de carrière sont ouvertes.

Merci d'adresser C.V., photo et lettre de candidature manuscrite, en précisant la rémunération actuelle, sous réf. B - 009 à
BEFEC – MULQUIN ET ASSOCIÉS.
Département du Personnel
12, rue Marguerite - 75017 PARIS.

pluud

Ingénieur chimiste
poste opérationnel en usine

CdF Chimie *Résines.*

spécialisée dans le domaine des polyesters, résines phénoliques et résines de pétrole, filiale du groupe CDF CHIMIE, recherche un **Ingénieur Chimiste.** Celui-ci se verra confier la responsabilité d'un secteur de fabrication fonctionnant en continu et comprenant un effectif de 30 personnes environ.

Ce poste très formateur, permettant de faire ses preuves dans l'exercice de responsabilités concrètes, conviendrait à des ingénieurs chimistes diplômés grandes écoles, ayant quelques années d'expérience ou débutants, témoignant de qualités marquées d'organisateur, d'animateur et de gestionnaire.
Larges possibilités d'évolution dans le groupe.

Poste à pourvoir dans le Pas-de-Calais.

Ecrire sous réf. AT 162 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris 

Membre de Syntec

Senior audit international
parfaitement bilingue anglais-français

UN GRAND GROUPE AMÉRICAIN, leader mondial dans ses activités, offre une possibilité de carrière internationale à un Audit Senior.

Basé à Paris, il exercera ses fonctions (essentiellement audit opérationnel) sur plusieurs pays d'Europe pour des filiales industrielles et/ou commerciales et, selon les missions, il pourra avoir à encadrer une équipe.
Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure ayant une expérience réussie de 4 ans minimum au sein d'un cabinet d'audit (ou comme audit interne d'un grand groupe) et parfaitement bilingue anglais-français.
La réussite dans ce poste particulièrement formateur lui ouvrira de larges perspectives d'évolution de carrière. Le candidat retenu effectuera au départ un audit de 6 semaines aux USA.

Ecrire sous réf. CV 164 CM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris 

Membre de Syntec

Chef des services techniques

SOCIÉTÉ, filiale d'un puissant groupe européen, en bonne santé économique et financière, recherche pour son usine récente et moderne de fabrication de transmissions mécaniques automobiles un **Chef des Services Techniques.**

Rattaché au Directeur de l'unité, il animera les services techniques (25 personnes) avec une large initiative dans les domaines de l'industrialisation des produits, la conception et la mise en place de nouvelles méthodes et techniques de production (usinage à commandes numériques, traitements thermiques...).
Ingénieur diplômé AM, ECL, INSA... âgé d'une trentaine d'années, il possédera une expérience de cinq années méthodes, techniques de fabrication, mise en place d'investissements... ainsi qu'une personnalité affirmée et dynamique.
Evolution possible dans le groupe pour candidat de fort potentiel.

Poste à Metz. **Rémunération : 250.000 F +/an**

Ecrire sous réf. EM 127 CM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris 

Membre de Syntec

Responsable des achats

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION ET DE NÉGOCE INTERNATIONAL, leader dans son secteur (pièces détachées, cycles, mobilier...), filiale d'un groupe important, modifie ses structures et crée la **Fonction Achat** (CA 150 millions de francs).

Elle recherche son **Chef de Service Achat** qui aura pour mission :
- de mettre en place les moyens et les méthodes (outils de gestion, fichier, procédures...),
- d'animer l'équipe composée de 4 personnes,
- d'analyser et de développer les sources d'approvisionnement,
- de mener les négociations avec les fournisseurs,

Ce poste sera confié à un candidat d'une trentaine d'années, disposant d'une expérience d'achat d'au minimum 3 à 4 ans dans le domaine de la distribution (centrales, grossistes...), de solides qualités d'organisateur, de gestionnaire et d'animateur. Anglais courant indispensable.
Evolution possible dans le Groupe.

Poste situé à Dreux. **Rémunération : 180.000 F./an**

Ecrire sous réf. LS 132 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris 

Membre de Syntec

ESSEC, ESCP, ESCAE, SCIENCES PO...
Nous recrutons les meilleurs et nous savons les garder



La lyonnaise des eaux est le chef de file d'un groupe de sociétés de service de 35.000 personnes. Son implantation est internationale et ses unités opérationnelles sont à taille humaine.
Au sein de ce groupe, une mobilité intelligente favorise des carrières dynamiques pour des cadres motivés, animateurs, ayant un fort potentiel de développement.
Si vous êtes débutant ou si vous avez une première expérience de 1 à 2 ans, nous vous proposons de commencer chez nous dans des fonctions d'Attachés de Direction, dont la polyvalence vous donnera une solide formation. Vous assumerez des responsabilités concrètes dans des domaines variés : organisation administrative, informatisation, comptabilité, gestion, personnel.

Deux postes sont actuellement à pourvoir :
- **Bordeaux** réf. YR 160 AM
- **Paris** réf. ZS 161 AM

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Membre de Syntec

Deux ingénieurs tout premier plan

Génie chimique référence : TM 156 AM
Génie biochimique référence : UN 157 AM

pour responsabilités de recherche développement de procédés

RHÔNE-POULENC SANTÉ **division du groupe Rhône-Poulenc est le premier français et un des dix premiers mondiaux de l'industrie pharmaceutique.**
Au sein de centres de recherches dotés de moyens importants, nous offrons deux postes évolutifs, à deux ingénieurs de haut niveau et de fort potentiel, l'un en génie chimique (chimie fine), l'autre en génie biochimique.
Ils auront une formation ingénieur grande école (+ doctorat, Master ou PhD apprécié), 10 ans d'expérience en développement procédés, (une expérience, même courte, en fabrication serait un atout). Ils témoigneront de capacités de dialogue et d'animation d'équipes, de qualités d'imagination et de rigueur scientifique, de goût pour l'expérimentation allié au goût pour la modélisation des résultats.
Connaissance de l'anglais nécessaire.
Rémunération à l'échelle de la valeur des candidats recherchés.
Postes à Paris.

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris 

Membre de Syntec

Société nouvellement acquise par un Groupe dynamique qui procède à la modernisation, tant sur le plan des implantations industrielles, que de l'informatisation de la gestion de production, recherche son

CHEF D'ETABLISSEMENT
à dominante production et gestion

Cette firme (200 personnes environ) met en œuvre des matériaux (bois-verre-céramique...) pour fabriquer des produits "design" destinés à l'habitat ayant la qualité artisanale et réalisés en petites séries.

Rattaché au Directeur Général, le Responsable du poste aura l'objectif de participer activement à la modernisation et à l'amélioration de la productivité, et dans ce but, il devra :
- animer et diriger des équipes de fabrication,
- développer des services méthodes et logistique,
- assurer la gestion du personnel et superviser la comptabilité.

Ce poste implique :
- une formation d'ingénieur alliée à une expérience de direction de production (minimum 5 ans) acquise de préférence dans les domaines : ameublement, éclairage, maroquinerie, etc.,
- des qualités réelles d'entrepreneur dynamique ayant un sens aigu du commandement et de la rentabilité.

Poste évolutif pour candidat de valeur.

Poste : région Grenoble. Rémunération motivante.

Ecrire sous réf. KD 148 CM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Membre de Syntec



Choisissez la Croissance

- Dans le monde un C.A. de plus de 2,5 Milliards de $ plus de 30.000 personnes.
- En France un C.A. de plus de 520 Millions de Francs 520 personnes - 5000 systèmes installés.
- Une croissance de 40% ces dernières années.

Pour renforcer notre filiale française spécialisée dans les financements, nous recherchons un

CADRE FINANCIER *HF*

Vous êtes responsable du suivi et du développement de la comptabilité de nos Sociétés de Location et de Credit Bail.
Vous procédez à l'élaboration des résultats mensuels et des documents fiscaux.
Vous analysez les comptes et êtes chargé du reporting à la Maison Mère.
Vous assurez le suivi des comptes clients, l'encaissement des loyers, les relations avec nos banques et le suivi de la trésorerie.
De formation Ecole de Commerce ou équivalent... + DECS, vous avez une première expérience et maîtrisez parfaitement l'anglais.

Merci d'adresser votre C.V. à Christian REVERT - Responsable du Recrutement
WANG FRANCE S.A. - Tour Galliéni I - 78-80, Avenue Galliéni - 93174 BAGNOLET CEDEX

Bleu

Jeune Juriste d'Entreprise *HF*

groupe carnaud leader de l'emballage métallique et plastique en France (C.A. : 6,2 milliards, plus de 20 sociétés) recherche pour son établissement de Boulogne-sur-Seine un JURISTE D'ENTREPRISE, ayant une bonne pratique de l'anglais et si possible de l'allemand. Il aura déjà 2 à 4 années d'expérience, principalement en Droit des Sociétés, dans un service juridique d'entreprise ou au sein d'une Fiduciaire.
Son acquis juridique, mais aussi son sens des responsabilités dans la conduite des dossiers le feront reconnaître comme un interlocuteur crédible auprès des opérationnels (y compris les filiales situées à l'étranger) et des meilleurs spécialistes extérieurs dans la résolution des problèmes de Droit des Sociétés et des autres missions qui lui seront confiées : Conseil et Assemblées Générales ; titres ; contentieux ; immobilier...
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et salaire actuel) sous référence 55 7401 M, à Christian SUTTER qui garantit la confidentialité.



EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS

Les paiements électroniques tout le monde en parle. Soyez un précurseur !

PAYMATEC, division du Groupe Schlumberger, axe son activité sur les publiphones, terminaux points de vente, cartes à mémoires, lecteurs de cartes à mémoires... Des produits qui montent et qui nécessitent des énergies nouvelles : c'est pour l'un d'eux que nous recherchons aujourd'hui un

Ingénieur Commercial

(Basé à Colombes)

Nous vous confions l'un de nos principaux produits. A vous de l'imposer sur le marché. Pour cela, vous élaborez la stratégie de vente et la mettez en application. Vous définissez les objectifs et les réalisez. Vous décidez de la politique promotionnelle pour votre produit. Une mission passionnante car elle touche aux techniques d'avant-garde, promises à un bel avenir. Tout comme le vôtre, peut-être... : le Groupe Schlumberger offre de nombreuses opportunités d'évolution.

A la fois commercial et marketing, c'est un poste que nous destinons à un jeune ingénieur en électronique (débutant ou première expérience). L'idéal : une formation complémentaire commerciale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature au Service du Personnel de Paymatec Schlumberger, 420 rue d'Estienne d'Orves, BP 84, 92704 COLOMBES.

PAYMATEC
Schlumberger

Systèmes de paiement électronique

Responsable SAV :

une fonction à créer et à développer...

... Au sein de PAYMATEC, division récemment créée du Groupe Schlumberger. Nos produits : publiphones, terminaux point de vente électronique, cartes à mémoire.

Il vous appartient de négocier des contrats de maintenance avec la clientèle, laquelle maintenance est assurée par différentes sociétés de services dont vous suivrez la fiabilité. C'est vous aussi qui détectez les problèmes rencontrés chez le client ; vous en tirez les analyses nécessaires et faites remonter l'information pour optimiser la qualité du service.

Vous animez une petite équipe chargée entre autre de la formation des sous-traitants. Bon gestionnaire, vous établissez et planifiez votre propre budget.

Pour bien tenir ce poste, une formation supérieure (Ingénieur Electronicien), ainsi qu'une expérience du SAV dans le domaine de l'électronique sont nécessaires. Lieu de travail : Colombes.

Adressez CV, photo et rémunération actuelle au service du Personnel, Paymatec Schlumberger, 420 rue d'Estienne d'Orves, BP 84, 92704 COLOMBES.

PAYMATEC
Schlumberger

Pour participer au développement de nouveaux systèmes de paiement :

Un ingénieur... ingénieux !

PAYMATEC, division du Groupe Schlumberger, développe des produits d'avant-garde : publiphones, terminaux points de vente, cartes à mémoires, lecteurs de cartes à mémoires... Activité en forte croissance, qui nous amène à renforcer nos compétences par le concours d'un

Jeune Ingénieur d'Etudes

D'abord intégré à une équipe puis, très vite, responsable à part entière de projets, vous allez imaginer et concevoir des produits nouveaux pour des applications cartes à mémoires dans le domaine des Télécommunications. «Professeur Nimbus» ? Pas seulement ! Vous aurez dans votre fonction à assurer des contacts importants avec la clientèle. SUPELEC, TELECOM, INPG : vous pouvez avoir une première expérience des études en milieu industriel électronique ou être complètement débutant. L'essentiel est votre formation de base, axée sur le HARDWARE et, si possible, complétée par des connaissances en informatique industrielle.

Le poste est basé à Colombes. Il est votre premier pas dans le Groupe Schlumberger qui vous offrira, au fil des années, de nombreuses opportunités de carrière.

Veuillez adresser votre dossier de candidature au Service du Personnel de Paymatec Schlumberger, 420 rue d'Estienne d'Orves, BP 84, 92704 COLOMBES.

PAYMATEC
Schlumberger

PB International Management

CONSULTANTS EN RECRUTEMENT FINANCIER
8, rue Georges-Ville, 75116 PARIS

Un IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL recherche pour son SIEGE PARISIEN un jeune

CADRE FINANCIER INTERNATIONAL

Vous avez 27-30 ans, un diplôme grande Ecole de Commerce, et votre anglais est courant.
Vous avez une première expérience financière orientée de préférence sur la Trésorerie Internationale au sein de la Direction financière d'une grande entreprise ou dans une importante banque d'affaires.
Nous souhaitons vous confier la Direction du Service TRESORERIE et à ce titre, vous assurerez avec une équipe de 6 personnes la gestion informatisée au jour le jour de la Trésorerie Francs et Devises (Encaissements, décaissements, budgets, prévisions) ainsi que les relations avec les organismes financiers, bancaires et douaniers, et la Gestion du risque de Change.
De réelles perspectives d'évolution sont envisagées au sein du Groupe pour un candidat ayant des qualités de leader et faisant la preuve d'un fort potentiel.

Vous pensez être le candidat que nous cherchons ; alors adressez rapidement une lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. CFI/09 à notre Conseil Patrick BRUNETEAU.

AFCOREM

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.85

La diversité et la puissance du Groupe Bouygues pour des Auditeurs juniors ou seniors

L'université de Riyadh, le pont de Bubiyan, la Tour Elf, le Musée d'Orsay... autant de réalisations associant prestige, audace et compétence.
Mais pour l'auditeur que vous êtes, insistons plutôt sur notre dimension (25.000 personnes, 31 filiales), les diversifications (para-pétrolier, électricité, eau...) et les résultats (25 milliards de CA avec triplement en 3 ans).
Qu'ils soient débutants ou confirmés, qu'ils interviennent dans les trois domaines COMPTABLE - GESTION - OPERATIONNEL ou qu'ils se spécialisent en INFORMATIQUE, les auditeurs que nous recherchons ont une solide formation :

DECS, EXPERTISE COMPTABLE, DESS D'AUDIT INTERNE, GRANDE ECOLE DE COMMERCE, OPTION FINANCES-COMPTABILITE.

Energiques et tenaces, ils apprécient le style BOUYGUES ; diplomates, ils ont un grand sens de l'adaptation et du concret. Responsables et ambitieux, ils seront à l'unisson des fortes personnalités qui ont bâti le Groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous référence AM à Danièle PETIT
BOUYGUES - B.P. 204 - 92142 CLAMART CEDEX

BOUYGUES

Seita

Société Nationale de 8 500 personnes, nous sommes le leader du marché des cigarettes en France avec 6 milliards de CA HT.
La Direction des Programmes recherche un

Jeune diplômé ESC maîtrise de gestion

Paris
Sous l'autorité du directeur du Département "Centralisation, Outils de Gestion", au sein d'une petite équipe expérimentée, vous participerez à la mise en place d'une nouvelle comptabilité analytique et à l'organisation des procédures notamment informatiques. Ce poste s'adresse à des candidats de formation commerciale supérieure ou de gestion attiré par l'informatique de gestion.

BJ FORCES vous remercie d'écrire sous réf. 776/1M (CV + photo) 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

Un département de Bernard Julhiet Psycom
BJ FORCES

Une société spécialisée en services énergétiques appartenant à un grand Groupe Français à vocation internationale prépare l'avenir :

Elle recrute plusieurs Responsables Régionaux de développement.

(PARIS - ROUEN - BORDEAUX - LYON - MARSEILLE)

- Vous êtes diplômé d'une grande école,
- Vous avez une expérience minimum de 3 ans en Bureau d'Études, Ingénierie, Société de Services ou Entreprise de Travaux,
- Votre profil est celui d'un commercial,
- Vous aimez les contacts à haut niveau,
- Vous avez des connaissances en thermique,
- Introduction Régionale appréciée.

Envoyer curriculum-vitæ, photo et prétentions à :



France Communication - F.C.
53, rue Claude Lorrain
75016 Paris

Jeune et Dynamique Assistant Controller

Région Parisienne Sud-Ouest **FF 200,000+**

Une opportunité très intéressante pour un jeune comptable (26 - 31 ans) d'occuper un poste à responsabilité dans la filiale française (CA FF 63 M) d'une société britannique (CA £350 M). Notre client a récemment développé et commercialisé des produits de haute technologie très innovants.

Vos qualifications et votre expérience vous ont permis d'acquerir:
- ★ une technique comptable parfaite
- ★ une bonne connaissance en informatique
- ★ un excellent sens du contact humain
- ★ un anglais courant

Vos responsibilités comprendront:
- ★ l'élaboration des rapports financiers et rapports internes
- ★ participation à la gestion des stocks
- ★ la prévision mensuelle des cash flows
- ★ le développement et l'amélioration des systèmes
- ★ la direction de l'équipe comptable

D'excellentes perspectives de carrière seront proposées au candidat, tant au sein de la société qu'au sein du groupe britannique sur un plan international.
Dans le cas ou vous pensez posséder les aptitudes nécessaires pour ce poste, veuillez contacter James Forte au 19 441 831 0431 ou lui envoyer un CV complet sous la réf. JF/1074/LM à Michael Page International, 39-41 Parker Street, London WC2B 5LH, United Kingdom.

MP
Michael Page International
Specialists in Finance Recruitment
London Brussels New York Sydney

Société commercialisant micro-ordinateurs P.C.

Recherche

Ingénieur commercial

Diplômé ESC ou équivalent
expérience en informatique appréciée
Rémunération élevée selon expérience
lieu de travail : Paris.

Ecrire à Régie-Presse N° 312009M, 7, Rue de Monttessuy - 75007 Paris, qui transmettra.

GRAPHIKA

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Filiale de la multinationale américaine, nous sommes en France le 1er fabricant et le 1er exportateur d'aspirateurs. Avec 900 personnes, nous réalisons un C.A. de 480 MF, dont 300 MF à l'export. Nous souhaitons afin de développer nos produits en France et à l'étranger :

A côté de notre PDG un ingénieur pour notre marketing

250 000 +

De la découverte des attentes des consommateurs à la réalisation de vos produits en passant par l'établissement des cahiers des charges avec les services techniques, vous êtes responsable de notre développement France et international.

32 ans environ, vous êtes ingénieur avec une formation et une expérience complémentaire marketing. Si à l'exercice d'une fonction proche de celle-ci, vous alliez des qualités de communication et de conviction, vous réussirez dans ce poste. Vous parlez anglais et si possible allemand ou italien. Basé à Dijon, vous vous déplacerez fréquemment.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 1244M - 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Communiquer notre maîtrise de l'informatique

Nous sommes un groupe de renommée mondiale spécialisé en ingénierie informatique au service des entreprises privées et du secteur public. **La division des Systèmes IBM**, en forte croissance (plus de 250 spécialistes), recherche

Formateur méthode réf. 10628/M

Conception et élaboration de modules de formation dans le domaine méthodologique, en particulier AXIAL. Formation et monitorat de nos clients aux méthodes AXIAL, MERISE et à nos outils de génie logiciel.

Formateur technique réf. 10629/M

Conception, mise à jour et animation de séminaires internes ou clients dans des domaines alliant les techniques de base de l'informatique aux systèmes les plus complexes : IMS, CICS, DB2, etc...

Ces deux postes s'adressent à des candidats :
- de formation ingénieur ou universitaire, possédant une bonne maîtrise de l'environnement technique ou méthode et souhaitant transmettre cette expérience.
- désireux de faire évoluer leur carrière vers des responsabilités de management (gestion d'équipe) ou techniques (prise en charge de projets de recherche appliquée à nos méthodes et outils).

Participer à notre ambition informatique et adressez votre candidature en indiquant la référence du poste choisi, à Marie Christine GILLES, responsable du recrutement.

SM SEMA·METRA 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex.

Membre de Syntec

GRANDE BANQUE INTERNATIONALE

recherche pour sa Direction des Etudes à Paris un

MACRO-ECONOMISTE

niveau 3e cycle ou équivalent, possédant quelques années d'expérience, de préférence sur la conjoncture française. Poste évolutif exigeant de larges aptitudes à l'expression tant écrite qu'orale.

Adresser C.V. et photo sous référence M 11 à L & A, 33, rue Vernet 75008 PARIS.

Responsable commercial

300.000 F

Un très important groupe américain spécialisé dans les vêtements de loisir (réputé notamment pour sa marque «Fruit of the Loom»), bien implanté en Europe, souhaite renforcer sa présence sur le marché français où il a décidé de créer sa propre organisation. Il recherche aujourd'hui son responsable commercial qui sera basé à Paris et placé sous l'autorité immédiate de la direction générale européenne située en Allemagne. Sa mission sera de mettre en place une organisation commerciale efficace (approche marketing, choix des produits, adaptation des collections, politique de distribution, recherche de représentants...), et de développer les ventes en conséquence. Ce poste s'adresse à un cadre connaissant bien les secteurs mode et habillement (de préférence vêtements de loisir), justifiant d'une expérience commerciale d'au moins trois ans dans la distribution des produits correspondants, et parlant couramment l'anglais. De bonnes perspectives de carrière peuvent être envisagées en cas de réussite. Fonction de l'expérience offerte, la rémunération annuelle brute sera de l'ordre de 300.000 francs, mais pourra être nettement supérieure pour un spécialiste reconnu de la profession. Pour ce poste, les dossiers de candidature seront transmis directement à notre client. Des informations complémentaires, peuvent être obtenues en téléphonant à Michael SOROKIN, PA Munich (n° 19.49.89.34.10.51). Dans tous les cas, écrire impérativement en anglais à PA Neuilly, qui transmettra en précisant la référence M/689M

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Responsables études

300.000 F

Paris - Cette très importante société, filiale d'un groupe français mondialement connu, conçoit, fabrique et commercialise des biens d'équipement à dominante électromécanique pour lesquels elle est leader en Europe et premier exportateur au monde. Actuellement en plein développement, elle crée des postes de responsables études. Ils prendront en charge la conception et les études complètes des différents matériels, depuis le cahier des charges jusqu'au plan d'exécution. Ils définiront les produits sous-traités. Ils assureront les contacts avec les fournisseurs, les clients et les usines. Ils seront assistés d'une équipe de collaborateurs qu'ils animeront. Ces opportunités s'adressent à des ingénieurs impérativement diplômés grandes écoles (ECP, ECL, AM, ENSI), âgés d'au moins 32 ans, ayant acquis une solide expérience dans un bureau d'études à dominante mécanique. Les candidats devront posséder le potentiel suffisant pour accéder rapidement à des responsabilités plus importantes au sein de l'une des usines. La pratique de l'anglais est souhaitée. Les rémunérations seront fonction de l'expérience acquise ; elles pourront atteindre 300.000 francs. Ecrire à M. FOBY en précisant la référence A/3856M



78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Chef du Département Finances-Gestion

H/F Grande Banlieue Parisienne

La Société MATRA ELECTRONIQUE (effectif 400 personnes - C.A. 180 Millions de Francs), spécialisée dans la production d'ensembles électroniques et aéronautiques extrêmement performants, recherche son CHEF DE DEPARTEMENT FINANCES-GESTION.

Sous l'autorité du Directeur Général, il assumera les responsabilités se rapportant à la fonction (comptabilité, trésorerie, banques . . .); mais il aura prioritairement à mettre en place une comptabilité analytique industrielle en liaison avec les services Fabrication, Gestion de production et Informatique. Membre de l'équipe de Direction, il participera au choix des orientations de la Société. Il entretiendra également des relations avec les services centraux du Groupe MATRA. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure «Gestion» et possédant quelques années d'expérience de la gestion acquise en milieu industriel avec impérativement la connaissance et la pratique de la comptabilité analytique. Ce poste est à pourvoir à Compiègne, ville universitaire.

Ecrire sous référence 757 à **GRH conseils 3, avenue de Ségur - 75007 Paris**

MATRA ELECTRONIQUE

PARTANCE ANNONCES

Jeune ingénieur électronicien

160.000 F

Technico-commercial Paris - Cet important constructeur français de matériel électrique et électronique (+ de 600 personnes, 250 millions de francs de chiffre d'affaires), dont le siège social est situé dans le sud-ouest, connaît un développement constant. Il recherche pour son agence de Paris un jeune ingénieur commercial. Intégré au sein de l'équipe en place, il aura pour mission de fidéliser une clientèle existante et de développer un nouveau marché à partir de produits intéressant les télécommunications et la télématique. Ce poste évolutif s'adresse à un candidat ayant une solide formation électronique (niveau ingénieur). Les candidatures de débutants seront acceptées. La connaissance de l'anglais serait appréciée. Les entretiens pourront avoir lieu à Paris. Ecrire à M. FABRE en précisant la référence A/T 7091M



71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



Filiale du Commissariat à l'Energie Atomique, INTERCONTROLE apporte le concours de ses méthodes, de ses équipements et de ses spécialistes aux opérations de contrôle non destructif effectuées sur les centrales nucléaires en France et à l'étranger.
Il n'est pas de mission plus exigeante sur le plan de la qualité.
Son développement très rapide l'amène à étoffer ses équipes et à recruter

ingénieurs électroniciens chefs de projet

Au sein de l'équipe commerciale, vous êtes chargés pour les applications en contrôle non destructif dans le domaine de l'énergie nucléaire de :
- l'étude et du développement d'appareils nouveaux,
- du suivi des affaires, de leur initiation jusqu'à leur aboutissement,
- de la coordination des activités électroniques de la Division nucléaire au point de vue développement et maintenance.

Diplômés d'une grande école d'ingénieur et spécialisés en électronique, vous avez acquis une expérience de quelques années en gestion de projets industriels et possédez des connaissances en techniques analogiques et digitales ainsi qu'en micro-processeurs. - Réf. 3072/M

ingénieurs «terrain»

Responsables opérationnels et techniques sur site nucléaire d'une équipe d'inspection de cuves de réacteurs, vous encadrez une trentaine de techniciens chargés des contrôles par ultrasons et assurez les liaisons avec le client.
Ces fonctions conviendraient à des diplômés d'une école d'ingénieur ou possédant un 3è cycle universitaire, expérimentés en CND, notamment en ultrasons.
Réf. 3073/M

Ces postes sont basés à Rungis mais comportent des déplacements, en France comme à l'étranger (20% du temps pour les premiers, 60 à 80% du temps pour le second). La connaissance de l'anglais est un atout. Une formation à nos techniques de pointe est assurée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manus., CV, rémunération) en précisant la référence du poste choisi à notre Conseil : Claudine FERRY-CLEMENT, Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE Cedex.

sélé CEGOS

MEMBRE DE SYNTEC

Philips Eclairage

Leader dans le domaine de la fabrication de sources lumineuses

JEUNES INGENIEURS

- en fabrication
- en développement
- en organisation industrielle
- en maintenance.

pour ses Centres Industriels hautement mécanisés et à vocation internationale de :
CHALON S/SAONE (tubes fluorescents)
CHARTRES (lampes automobiles)

Une première expérience dans le domaine industriel et une bonne maîtrise de l'anglais seront des atouts supplémentaires pour de jeunes ingénieurs de valeur souhaitant pouvoir évoluer dans une grande entreprise à vocation internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, (lettre, CV et photo) en précisant le poste choisi à PHILIPS ECLAIRAGE Direction des Affaires Sociales 120, avenue Charles de Gaulle 92522 NEUILLY S/SEINE Cedex.

L'AVENIR ENTRE VOS MAINS

PHILIPS



CONTESSE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

"International controller" 270 000 +

Entreprise française multinationale, nous sommes de celles qui comptent au plan mondial dans notre domaine des services ; nous attachons la plus grande importance à la gestion de nos filiales à l'étranger. Celles-ci sont autonomes et *rapportent à notre directeur international basé à Paris.*

Vous êtes en toute rigueur et compétence proche collaborateur de ce directeur international pour le management de l'ensemble des filiales. Vous saurez les convaincre et leur faire admettre des évolutions en termes d'organisation, outils, structures, etc.

30 ans ou plus, vous êtes HEC, ESSEC ou ESCP, option gestion finance. Parlant parfaitement bien l'anglais, vous avez impérativement une expérience de plusieurs années de contrôle de gestion au sein d'une multinationale, d'une banque ou d'un grand cabinet d'audit. Votre action qui s'est déroulée sur plusieurs pays fait de vous un "international minded" aussi dynamique et créatif que convaincant et diplomate. Ce poste basé à Paris implique des déplacements à l'étranger.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 2241M.
24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

A Londres une nouvelle carrière au-delà de la technique, pour un ingénieur 270 000 +

Dans notre secteur, nous sommes l'un des 5 premiers. Le réseau de nos bureaux et filiales couvre la planète. Appartenant à cet univers professionnel du tertiaire de haut niveau qui touche tant à la finance qu'à l'industrie, nous faisons appel à des compétences multiples d'hommes venant d'horizons divers.

Pour renforcer la structure de notre filiale anglaise et assurer son développement, nous avons décidé d'intégrer un ingénieur français qui sera basé à Londres. Vous serez en tant que responsable d'un secteur complet de notre activité sur le marché U.K., l'animateur d'une équipe de qualité. *Bien sûr nous vous apprendrons notre métier...*

35 ans ou plus, parfaitement bilingue anglais, une formation Mines, Centrale plus un MBA ou l'INSEAD, vous avez été, par exemple, pendant plusieurs années ingénieur d'affaire dans une grande société d'ingénierie. Aujourd'hui votre envergure et votre acquis vous font décider de rechercher une évolution de carrière au-delà de la technique...

Merci de nous adresser lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 2242M.
24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

ROSIÈRES

1600 personnes, 700 millions de Francs de C.A., notre société est spécialisée dans les équipements de cuisine pour particuliers, professionnels ou collectivités. Nous avons sur notre marché une position significative dont nous sommes fiers... l'évolution de notre structure nous amène à rechercher notre :

Responsable administratif 210 000 +

De tout ce qui concerne le droit du travail, jusqu'au contrôle des services généraux de l'entreprise et à la sécurité, en passant par la fiscalité et la vie administrative et juridique de la société (contrats, actionnariat, assemblées, conseils...) *vous êtes l'homme des solutions. Vous êtes donc en un mot le collaborateur sur qui s'appuie notre Directeur Général* dont vous dépendez, pour les décisions opérationnelles qui touchent à l'administratif et au juridique.

35 ans environ, passionné par la vie des affaires, vous êtes bien sûr juriste. Vous avez une expérience dans une fonction similaire au sein d'une entreprise de bonne taille. Ce poste qui demande rigueur et rapidité autant que pondération et souplesse est basé à Bourges.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 2243M.
24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

Filiale d'un groupe industriel international, produisant des équipements électromécaniques réputés (nous en sommes le second fabricant mondial) dans 3 usines en France, nous cherchons, pour notre siège du sud-ouest parisien,

le chef de notre service central qualité

Cet ingénieur coordonne, à partir d'informations saisies notamment sur le terrain, les actions des responsables Qualité de nos usines, intervient sur les études, les achats, la production. A partir d'une situation technique évoluée, nous *attendons qu'il fasse progresser notre organisation.*

Ingénieur diplômé, votre première expérience réussie de la fonction Qualité dans l'industrie mécanique ou électromécanique vous prépare bien à ce poste fonctionnel de grande responsabilité.

Notre consultant, J.P. DOURY vous remercie de lui écrire (réf. 4695 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Société internationale fabriquant et commercialisant des Spiritueux de grande notoriété. PARIS

Publicité pour l'Europe HF

Le candidat (e) aura la responsabilité de l'image de marque et de la publicité pour l'Europe des produits leaders de la gamme. Expérience *similaire réussie de 5 ans minimum en Agence ou chez l'Annonceur.* De bonnes connaissances de la coordination de projets au niveau européen dans les domaines de la grande consommation sont exigées. Formation supérieure HEC, ESSEC, SUP de CO ou équivalent et excellente pratique de l'anglais. De 30 ans environ, le candidat (e) devra intégrer une équipe jeune et performante. La créativité et la rigueur sont nécessaires pour ce poste comportant environ 35% de déplacements.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide) sous référence 25010-M

MRI conseil
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly.

L'informatique vous attire? Venez faire avec nous une carrière d'informaticiens

Nous sommes un groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique, de plus de vingt ans d'existence et resté néanmoins à taille humaine. Nous possédons une très bonne réputation dans les grands organismes du secteur public et du secteur privé. Nous recherchons :

Jeunes collaborateurs débutants

*Vous avez plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou de gestion. Vous êtes dégagés des obligations militaires et libres rapidement. Vous n'avez pas de connaissances en informatique : **nous vous formerons intégralement** à la technique et à nos méthodes, (et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de notre groupe).*

Adressez lettre avec C.V. détaillé + photo sous réf. 1609 à A.S. Publicité 3, rue de Liège 75009 Paris qui transmettra.

PUBLICITÉ

DIPLOME D'UNE GRANDE ECOLE DE GESTION

HEC, ESSEC, ESCP

Vous parlez couramment l'anglais et avez au moins 10 ans d'expérience financière orientée vers l'exportation dans la banque ou l'industrie.
Vous souhaitez vous voir confier des responsabilités de haut niveau dans une entreprise performante.

Vous voudrez bien adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous référence 15815 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.05

AGRI-AGRO, ZURICH : de l'Assistant de Direction... au Maître d'Oeuvre de projets européens...

Au sein d'une division d'un groupe AGRO-ALIMENTAIRE important, vous avez eu l'occasion d'effectuer des missions ponctuelles auprès du Marketing, de la Production, de la Recherche-Développement... Il est temps pour vous maintenant de *SYNTHETISER* cette connaissance des besoins, attentes et « réflexes » de tous ces responsables, en devenant notre

Scheduling project manager*- 230 000 F +

pour nos nouveaux projets de PRODUITS ALIMENTAIRES INTERMEDIAIRES.

Véritable « catalyseur » des initiatives de toutes les parties précitées, vous saurez MAINTENIR LE CAP... et les DELAIS, en bref, *créer la synergie optimale* pour que les projets avancent... et aboutissent, avec le souci constant de leur extension au niveau européen. Une fonction de contacts, en anglais le plus souvent, en allemand parfois, nécessitant : rigueur, sens de l'organisation *et bonne humeur...*

René DAGIRAL, *notre Conseiller, attend votre résumé de carrière, sous la référence C/SPM/LM*, pour entamer le dialogue.

* Responsable ordonnancement de projets

AFCOREM

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

ORGANISME PROFESSIONNEL D'ASSURANCE

leader sur son marché, recherche

Jeune chargé d'études

H/F

FORMATION : maîtrise Sciences-Eco, ou équivalent. Une formation complémentaire en Droit ou en Assurances serait particulièrement appréciée.
Il devra participer à la conception et à la réalisation des produits d'assurance, ainsi qu'à des missions d'aide et de conseil auprès des échelons régionaux.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous la référence 7635 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

CISI PETROLE



GROUPE CISI

Spécialiste Français de l'Informatique Pétrolière recherche

Ingénieur offshore

- Formation Grande Ecole ou équivalente.
- Expérience 3 ans en calcul de Jackets.
- Pratique STRUDL, SACS ou ASAS.
- Connaissances VAX/VMS ou IBM/VM.
- Anglais indispensable.

Envoyer CV à Département du Personnel CISI PETROLE SERVICES - 53 Avenue Gabriel Péri 92503 Rueil-Malmaison Cédex.

média-system

SPÉCIALISTE DES MOYENS DE PAIEMENT

Important Groupe Bancaire recherche un spécialiste des moyens de paiement connaissant l'exploitation bancaire.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans ce domaine et une bonne connaissance du milieu bancaire.

Dans le poste que nous vous proposons, vous aurez pour *mission* :
- de représenter notre Groupe dans les instances de concertation interbancaires,
- d'aider et de conseiller le réseau en matière de moyens de paiement (mise en place de nouveaux produits, relations banque-commerce...).

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. en précisant votre rémunération actuelle et en indiquant sur l'enveloppe la référence 3678 à RSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS. *Discrétion assurée.*

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

TRÈS IMPORTANT ORGANISME D'ASSURANCE
(proximité RER – 15' Etoile)
recherche

GESTIONNAIRES JURISTES

HF

maîtrise en droit (options droit des assurances ou droit de la construction appréciées) ou bien expérience équivalente.

Après formation complémentaire, il leur sera confié la gestion de dossiers de sinistres de la construction, tant amiables que contentieux.

Merci d'adresser CV détaillé, photo et niveau de rémunération sous référence 9183 à

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

Banlieue Nord-Ouest

RESPONSABLE COMPTABILITE ANALYTIQUE

Cet important groupe industriel français, qui a acquis dans le domaine des produits de haute technologie, une réputation mondiale de premier ordre, recherche pour une de ses unités de production de 2 500 personnes, un Responsable de la comptabilité analytique.

Sous l'autorité du Chef Comptable de l'usine, il anime une unité de 20 personnes. Il veille au maintien des procédures comptables et au respect des délais de reporting mensuel destiné à la maison mère. Il s'assure de la cohérence de l'information analytique. En tant qu'utilisateur, il participe à l'élaboration du futur système de traitement informatique.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la comptabilité (Ecole Supérieure de Gestion et/ou DECS). Il justifie d'une expérience de 3 à 5 ans en comptabilité analytique acquise nécessairement dans une entreprise industrielle.

Ses compétences et sa personnalité doivent lui permettre de progresser à terme dans le Groupe.

Pour recevoir des informations complémentaires, écrire sous réf. M 11/1296 E. à :

EGOR S.A
8, rue de Berri 75008 Paris.

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO
egor MONTREAL

MEMBRE DE SYNTEC

INTEGRER LA DIRECTION DU PERSONNEL D'UNE GRANDE BANQUE INTERNATIONALE

ANIMATEUR DE FORMATION EN RELATIONS HUMAINES — Réf. M 28/632 D

Il conçoit et anime des séminaires de management et de communication et intervient comme Conseil auprès des cellules de Formation technique

RESPONSABLE DE RECRUTEMENT — Réf. M 28/632 E

Il prend en charge les actions de recrutement de jeunes Cadres qui lui sont confiées (analyses des postes, entretiens individuels ou de groupe, rédaction des rapports de candidatures).

Pour ces postes basés à PARIS, nous recherchons des diplômés de l'enseignement supérieur (débutants ou première expérience) type DESS de PSYCHOLOGIE INDUSTRIELLE OU CLINIQUE, ECOLE DES PSYCHOLOGUES PRATICIENS, DESS GESTION DU PERSONNEL, SOCIOLOGIE...

Chacun d'entre eux fera partie d'une équipe autonome et pourra bénéficier de larges possibilités d'évolution de carrière dans la fonction Personnel.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence du poste choisi, à :

EGOR PROMOTION
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO
egor MONTREAL

Gérer 4 milliards de CA dont 60 % à l'export

CHEF DU SERVICE FINANCIER

Participer à l'élaboration de la politique financière et en suivre l'exécution, gérer la trésorerie en francs et en devises, établir les plans de financement, assurer les liaisons avec les organismes financiers, négocier les conditions avec les banques, suivre, sous l'angle financier et contrôle, les filiales commerciales étrangères, animer un service de huit personnes dont deux cadres. Ce sont les missions principales de ce chef de service rattaché au directeur financier de deux sociétés d'un groupe industriel français qui en compte une centaine.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (ESSEC, ESCP ou équivalent) dont l'expérience professionnelle (5 ans minimum) a été acquise dans une banque et/ou dans une société industrielle ou commerciale. A ces compétences techniques en matière de trésorerie et de finances doit s'ajouter une réelle capacité à négocier habilement pour contribuer à diminuer la charge financière des deux entreprises. Il maîtrise la langue anglaise et il peut voyager facilement.

Les perspectives de développement de carrière à l'intérieur du groupe sont multiples et variées.

Pour recevoir les informations complémentaires, merci d'écrire sous réf. M 4/477 AG à :

EGOR SA
8, rue de Berri 75008 Paris.

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO
egor MONTREAL

MEMBRE DE SYNTEC

UBAF
BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE
recherche

exploitant(e) grandes entreprises

Le candidat âgé de 28 ans minimum de formation supérieure aura une expérience bancaire d'au moins 4 ans et devra posséder une bonne expérience de l'exploitation, des produits bancaires domestiques et internationaux, le sens du risque et une très bonne maîtrise de l'anglais.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé à la Direction du Personnel UBA F. 190, av. Charles-de-Gaulle - 92200 NEUILLY.

Région Parisienne Est

FUTUR RESPONSABLE DES EQUIPEMENTS OPTIQUES

Filiale d'un grand groupe industriel, cette Société, en forte croissance, (400 personnes, 150 millions de chiffre d'Affaires) détient une place de tout premier ordre dans les produits et équipements optiques, destinés à l'aéronautique, l'armement, le médical et le chirurgical.

Le département des équipements à base de fibres optiques étudie, fabrique et commercialise des têtes de lecture, analyseurs, systèmes de visualisation et de codage. A terme, seront abordés les produits opto - électroniques.

Il recherche son futur responsable.

Chargé, dans une première phase transitoire, du développement commercial auprès d'une clientèle industrielle bien ciblée, vous assumerez rapidement la responsabilité totale de l'activité. Vous en assurerez notamment l'évolution technologique et de production, dirigerez et animerez le personnel.

De formation supérieur technique, âgé de plus de 28 ans, vous avez une expérience de 4 ans minimum d'une fonction similaire en entreprise liée à la mécanique de précision et/ou à l'optique.

Le poste offre une rémunération attrayante et de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet et prétentions sous Réf. M 5/1459 A

EGOR TECHNOLOGIES
Département Industrie
19, rue de Berri 75008 Paris.

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO
egor MONTREAL

---

aerospatiale
DIVISION ENGINS TACTIQUES

NOUS SOMMES des femmes et des hommes dont l'imagination et la créativité sont à l'origine de nos succès.

NOUS AVONS des moyens de recherche et de production modernes adaptés aux techniques de pointe développées au sein de nos principales Directions.

NOUS RECHERCHONS

DES INGENIEURS DE HAUT NIVEAU

Enthousiastes, ayant le goût du contact, de l'imagination, des qualités d'animation.

POUR LEUR CONFIER DES TRAVAUX De conception et de mise au point d'équipements d'avant garde dans des domaines très variés :

- autodirecteurs électromagnétiques, infrarouges,
- guidage inertiel, gyroscopes,
- calculateurs à base de microprocesseurs,
- micro-électronique hybride,
- CAO, éléments finis,

De définition, de développement, d'intégration des missiles et de leurs installations de lancement.

aerospatiale

Adresser CV détaillé à aerospatiale Division Engins Tactiques Service Relations-Formation, 2 rue Béranger, BP 84, 92322 Chatillon Cedex.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 596.10.05

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
recherche

PROF. DE FRANÇAIS

(+ législation et économie familiale).
8 h hebdo le mercredi.
Ecr. avec c.v. à CFAEC, 54, rue Etienne-Marcel, 75002 Paris.

URGENT temps complet **SURVEILLANT** expérience.
Tél. : 763-46-35.

SOCIÉTÉ GRASSOISE DE PARFUMERIE
en développement recherche

VENDEUR QUALIFIÉ

pour son bureau parisien.
Ecrire sous le nº 312 007 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7ᵉ.

THE CHASE MANHATTAN
recherche son

RESPONSABLE TITRES
CADRE CLASSE V

- Bac + niveau I.T.B.
- Expérience min. de 5 ans, dans la comptabilisation, l'administration et la fiscalité des titres français et étrangers.
- Anglais souhaité.

Adresser candidature manuscrite avec c.v. et photo à l'attention de Denise Thuillier, 41, rue Cambon, 75001 PARIS.

Les applications de la Haute Technologie Logiciel

INGENIEURS D'AFFAIRES CONSULTANTS

Débutants ou confirmés

Le leader mondial de la gestion de projet, vous connaissez ?

METIER c'est ARTEMIS, 80 millions de dollars en 1985 pour ce seul produit créé en 1977 par METIER MANAGEMENT SYSTEMS, il est présent sur les cinq continents. Implanté en France depuis 2 ans, ARTEMIS, promu par une équipe de 15 personnes en forte croissance, se développe très rapidement et représente déjà 35 millions de francs.

Vous avez une formation d'ingénieur grande école et une première approche professionnelle, même courte, des produits de quatrième génération ou de bases de données. Vous aimeriez conseiller à haut niveau dans une ambiance d'affaires internationales. Après une solide formation à ARTEMIS et à ses applications, vous prendrez en charge, en appui technique des responsables commerciaux, un volant de clientèle appartenant aux grands secteurs d'activité (engineering, aéronautique, énergie, construction, etc...) dont vous serez le conseil avant et après la mise en place du système.

Ces postes très évolutifs et bien rémunérés s'adressent à des éléments brillants et mobiles et sont à pourvoir à Paris (Sèvres) et Lyon (Tour Crédit Lyonnais), Lyon couvrant la moitié sud de la France.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle à Jacques Scarinoff sous réf. M/32/1469 A

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri 75008 Paris

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO
egor MONTREAL

Jeune chargé de recrutement HF

CONTRAT DE DUREE DETERMINEE : 9 MOIS MINIMUM.

Nous sommes une entreprise européenne à forte notoriété ; notre activité commerciale est tournée vers la distribution de produits de loisirs, 4 unités sont ouvertes sur Paris, 17 sur la province où nous poursuivons notre expansion.

Ce jeune cadre, intégré à la Direction des Affaires Sociales basée à Paris, participera, en liaison étroite avec l'Equipe actuelle, aux diverses missions de recrutement.

Ce poste, bien que fonctionnel, met en avant des aptitudes «terrain», sens des contacts, dynamisme, combativité, mais également compréhension et prise en compte des contraintes commerciales.

Il nécessitera également de fréquents et cours déplacements sur l'hexagone.

Il conviendrait à un débutant de formation supérieure (Psychoprat - DESS de Psycho indus. - ou équivalent) ayant déjà à son actif une courte expérience professionnelle dans ce domaine.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo sous réf 6190 à Média-System 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

média-system



STEIN HEURTEY

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE Nº 1 MONDIAL DANS SA SPÉCIALITÉ
CONÇOIT, ÉTUDIE, RÉALISE ET MET EN SERVICE
DES ÉQUIPEMENTS THERMIQUES INDUSTRIELS
recherche

ingénieur
" automatisation par calculateur "

Vous développerez des logiciels d'automatisation au sein d'une très jeune équipe de 15 personnes. Vous participerez à la définition du projet technique, élaborerez les programmes correspondants et en assurerez la mise en service.

Cette mission nécessite des déplacements à l'étranger et implique la maîtrise de l'anglais. La connaissance d'une autre langue étrangère est un plus (allemand, espagnol, russe, chinois).

Vous êtes ingénieur diplômé Grande Ecole, débutant, ou mieux, avec une expérience de 2 à 3 ans dans ce domaine.

Les perspectives d'évolution au sein de notre Société sont de nature à intéresser des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Martin DUVERNE
STEIN HEURTEY - B.P. 69 - 91002 EVRY CEDEX

dab's

---

banque privée
OPERATIONS FINANCIERES

PARIS

Une Banque Privée de haute valeur, aux équipes restreintes très spécialisées, souhaite intégrer deux Personnalités à sa nouvelle cellule "Opérations financières, Entreprises" (introductions en Bourse, augmentations de capital et emprunts obligataires).

responsable montage des opérations financières

Ce poste convient à un Cadre de Banque hautement qualifié, excellent technicien de l'ingénierie financière incluant l'aspect juridique et fiscal, et des opérations liées au capital, en relation avec la Bourse et le marché financier. **(Réf. 553-M)**

responsable des relations extérieures des opérations financières

Jeune Cadre (35 ans environ) de formation supérieure, il justifiera d'une expérience éventuellement courte mais significative, en ingénierie financière et d'un talent pour les contacts aux plus hauts niveaux. **(Réf. 555-M)**

Les rémunérations élevées prévues sont liées à la qualité de l'Etablissement et aux compétences très spécifiques en jeu. Si besoin est, appelez M. BELLAIS au (1) 285.14.34 avant même toute candidature, pour quelques éléments d'information.

Les dossiers de candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle) sont à adresser, en précisant la référence du poste souhaité au Cabinet R.C.C., 6, avenue du Coq, 75009 Paris.

Le **Cabinet R.C.C.** garantit le secret des candidatures.

RCC Recherche / Conseil / Cadres
6, AVENUE DU COQ - 75009 PARIS

Jeunes entrepreneurs, prenez vos responsabilités dans un groupe solide

Diplômés d'Etudes Supérieures, vous avez une expérience de 3 à 5 ans. Devenez opérationnels dans un milieu exigeant qui sait couronner les succès.
Si nous sommes l'un des plus grands dans un marché concurrentiel, nous le devons à la ténacité de nos commerciaux et au sérieux de nos équipes.
Le GROUPE BRUNO PETIT réunit 5 marques de maisons individuelles et plusieurs sociétés (services, industrie, foncier).
Aujourd'hui, nous poursuivons une politique de décentralisation intense qui répond à notre souci du service clientèle et à une volonté accrue de responsabiliser les hommes.
La qualité de votre acquis professionnel vous permet d'envisager une responsabilité complète dans la fonction de votre choix : bureau d'études, gestion complète d'unités de travaux, encadrement de force de vente, direction d'un centre de profit.
Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer de véritables animateurs d'hommes, gestionnaires rigoureux ayant le goût du challenge, une bonne maturité et possédant une grande capacité de travail.

Rejoignez le GROUPE BRUNO PETIT, nous saurons récompenser vos performances et vous faire progresser dans votre carrière. Adressez une lettre manuscrite, CV et prétentions à Isabelle Le Garsmeur GROUPE BRUNO PETIT BP 33 - 92190 MEUDON qui vous garantit la confidentialité.

GROUPE BRUNO PETIT

Banquier ou trésorier… Développez la clientèle "entreprise" de notre banque

200 000 +

Nous sommes filiale d'un grand groupe international. Nous commercialisons sur les marchés français et internationaux certains produits bancaires où notre valeur ajoutée est forte. Notre spécificité réside dans la personnalisation que nous offrons à nos clients grâce à une structure légère. Nous recherchons pour notre direction Exploitation Bancaire un collaborateur à dominante commerciale.
Vous vous ferez connaître comme l'homme du "sur-mesure" bancaire. Vous développerez notre présence chez les clients que nous vous confierons et prendrez, en accord avec votre hiérarchie, les décisions en tenant compte de vos évaluations des risques encourus. Nous vous demanderons aussi de mener, sur une cible d'entreprises choisies en fonction de l'importance de leur CA, des actions de prospection.
La trentaine ou plus, vous êtes, entre autres, compétent en analyse financière. Créatif, vous savez répondre aux demandes du marché. Vos qualités de contact et votre sens commercial sont parmi vos atouts.
5 années d'expérience en milieu bancaire ou financier comme trésorier d'entreprise ont assis votre professionnalisme. Bien entendu, vous parlez anglais et êtes diplômé de l'enseignement supérieur.
Merci de nous adresser lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 7188M. 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

SOURCES

Membre de Syntec



GROUPE HAY

GAMMA INTERNATIONAL, filiale du Groupe HAY (1200 consultants dans 27 pays) connaît un important développement. Pour y faire face, nous recherchons de

jeunes ingénieurs

De formation Grande Ecole, vous n'avez pas encore 30 ans, mais vous possédez déjà une courte expérience acquise dans une fonction « ORGANISATION » au sein d'une Entreprise ou dans un cabinet de Conseil, ainsi que de solides compétences en Informatique.

Nous vous invitons à rejoindre notre équipe forte de succès déjà importants dans un contexte d'expansion et d'internationalisation de nos activités.

Vous y prendrez en charge des missions d'organisation auprès d'une clientèle diversifiée : industries, banques, compagnies d'assurances, administrations...

Nous traiterons avec la plus grande discrétion votre candidature adressée, sous la référence 5008, à Madame BORDES - GAMMA INTERNATIONAL - 3, place de Valois - 75001 PARIS.

GAMMAINTERNATIONAL



BIAO

AFRIBANK

propose à de jeunes diplômés (libérés des O.M.) HEC, ESSEC, SUP de CO, IEP ecofi, ou équivalent, de les préparer à une carrière internationale en leur confiant dans un premier temps des postes de

Chargés d'Etudes

au sein de ses départements Analyse de crédits et Contrôle de gestion
Les candidatures *(lettre manuscrite, C.V. + photo)* devront être adressées, sous réf. 11, à la Direction du Personnel - BIAO
9, avenue de Messine - 75008 PARIS

amp

Promouvoir les produits TYMNET… …dans un staff marketing international

TYMNET

Au sein du Groupe McDONNELL DOUGLAS, devenu l'un des leaders dans les télécommunications publiques et la communication d'entreprise depuis l'intégration de TYMSHARE en 1984, donnez à votre carrière une DIMENSION INTERNATIONALE en venant rejoindre l'équipe Marketing aux postes de

Chefs de produits réseaux

Vous trouverez de nouveaux créneaux pour la technologie TYMNET en relation avec les équipes commerciales. Vous aiderez à la vente par des analyses précises sur le positionnement des produits et par la conception des opérations promotionnelles.
Vous serez à l'écoute des utilisateurs en participant aux différentes manifestations nationales ou internationales.
Vous interviendrez dans les réponses aux appels d'offres auprès des Grandes Administrations ou des sociétés multinationales. Vous serez présents dans les organismes de normalisation.
Soit vous maîtrisez les réseaux et avez la volonté de dépasser cette technique pour du marketing, soit, en tant qu'utilisateur, vous vous êtes déjà familiarisé avec le monde des réseaux. L'anglais parlé et écrit est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) sous réf. L/CPM à notre Conseil Philippe BLANC qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

CABINET D'AUDIT et de COMMISSARIAT AUX COMPTES *recherche*

AUDITEURS CONFIRMES

HEC, ESSEC, ESCP, IEP
Pratique 2 à 4 ans dans des fonctions similaires.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous ref 55616 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra en toute discrétion

valoriser votre expérience dans l'un des premiers groupes industriels français?

FISCALISTE HF

Vous prendrez progressivement mais rapidement la responsabilité des problèmes fiscaux de la Société et de certaines filiales françaises : taxe professionnelle (100 MF), TVA, impôts sur les bénéfices, pré-contentieux, contentieux. Dans l'ordre, vous utiliserez vos connaissances en fiscalité, en Droit des Affaires, en Finance.
Le poste sera proposé à un candidat de 32 ans minimum, Maîtrise de Droit (3ème cycle apprécié), Ecole des Impôts, IEP .... Une bonne connaissance de l'anglais, non indispensable, constituerait un plus pour le développement de carrière.
Merci d'adresser votre CV détaillé et niveau de salaire sous référence *M/203/AV* à notre Conseil qui vous garantit la discrétion d'usage et vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

AFCOREM

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

UNIGRAINS

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES, D'INTERVENTION ET DE FINANCEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES AGRO-ALIMENTAIRES *(90 personnes)* recrute à **PARIS** (Pont de l'Alma - rive droite) le poste

GESTION ET DÉVELOPPEMENT D'ENTREPRISES AGRO-ALIMENTAIRES

Relevant du Responsable de la sous-direction Economie Céréalière, il sera l'interlocuteur de dirigeants d'entreprises de transformation de céréales et sera chargé notamment de :
- **analyser** les secteurs – amidonnerie, malterie, meunerie, panification – afin d'en **dégager** les principales évolutions ;
- **établir** le diagnostic économique et financier des entreprises concernées ;
- **proposer** et **négocier** des interventions financières après analyse critique du plan de développement de ces entreprises et en **assurer le suivi** à travers leur évolution.

Courts déplacements en province.

Le candidat – 27 ans minimum – aura une formation supérieure et une expérience (2 à 3 ans) de gestion en entreprise.

Nous vous remercions d'écrire sous réf. U 38 M en précisant votre salaire actuel, à notre conseil : Richard BÉNATOUIL – **GROUPE BBC** – 1 bis, place de Valois, 75001 PARIS - Discrétion absolue et réponse rapide assurées à tous les candidats.

HAVAS CONTACT

Seita

Société nationale employant 8 500 personnes et réalisant 6 milliards de F de CA HT. Nous sommes leader du marché des cigarettes en France. Pour notre département de contrôle interne, nous recherchons des

Auditeurs internes débutants et confirmés

Paris

Au sein d'une équipe, il appréciera, sous l'angle comptable et financier, la qualité et le respect des procédures internes, la fiabilité du système d'information, la juste application de la législation et des instructions données par les directions et examinera la sauvegarde des actifs de la société. Pour ce poste très évolutif, nous souhaitons rencontrer des professionnels du contrôle interne de formation commerciale supérieure ou de gestion, complétée par un DECS, valorisée par une expérience de 2 à 8 années en audit interne. De plus, nous apprécierons une expérience dans le conseil en organisation. A ce poste basé à Paris, les nombreuses missions opérationnelles exigent mobilité et disponibilité auprès de nos établissements dans toute la France.

BJ FORCES vous remercie d'écrire sous réf. 777/1M (CV + photo) 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

Un département de Bernard Julhiet Psycom

BJ FORCES

DU PONT

DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.

Le Département Polymères en constant développement, recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Votre mission sera d'assurer et de promouvoir la vente de matières plastiques de haute technicité.

Âgé de 25 ans minimum, ingénieur mécanicien, électricien ou chimiste, vous parlez couramment anglais.

Une première expérience dans le domaine des matières plastiques, dans la vente ou l'étude de produits techniques constituerait un atout.

Après une formation complémentaire à Genève vous prendrez la responsabilité d'un territoire de vente ou d'une ligne de produits.

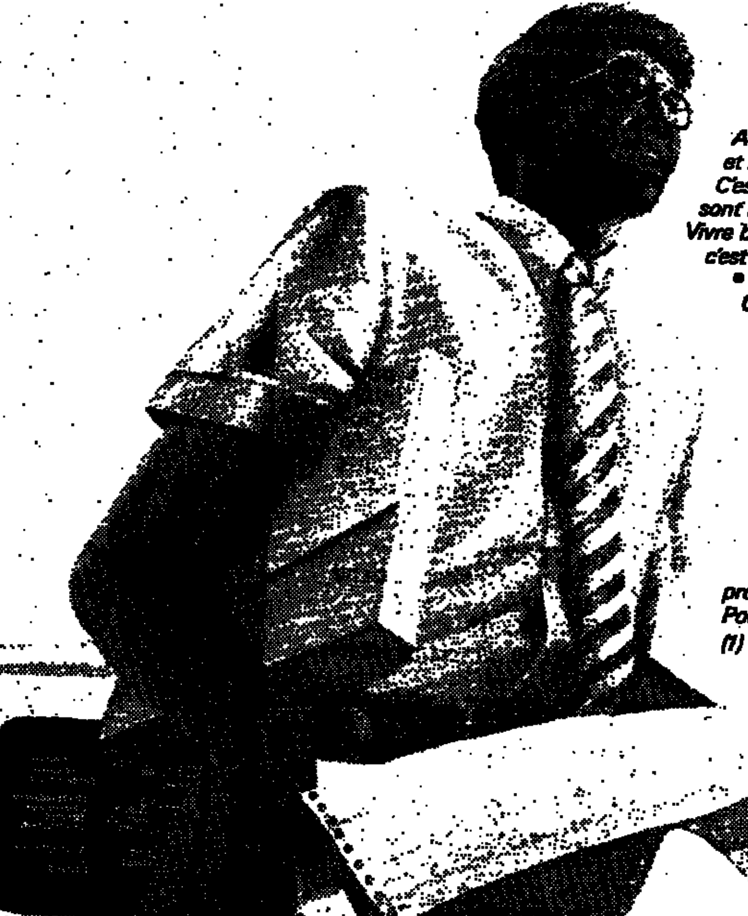
Au sein d'une société performante, nous offrons une rémunération motivante, une voiture de société et des avantages sociaux importants.

Veuillez adresser C.V. et prétentions au

Service du Personnel
DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
9, rue de Vienne, 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT





Aux PTT, nous sommes exigeants avec la qualité, et nos cadres sont exigeants.

C'est pourquoi les PTT (Postes et Télécommunications) sont une entreprise qui innove, qui investit, qui recrute.

Vivre bien sa vie de travail, être bien dans son métier c'est ce que nous vous offrons aux PTT avec :

- *Trois filières (Électronique, Informatique, Commerce-Gestion) et des métiers diversifiés.*
- *Deux niveaux de recrutement (BAC + 3 et BAC + 5) pour des personnalités mobiles, polyvalentes, talentueuses.*

Jeunes diplômés des Grandes Écoles (Ingénieurs et Commerce-Gestion), des Instituts et des Universités, barrez la route aux préjugés et venez tester votre potentiel à l'un de nos concours.

Ils vous donneront accès à de nouveaux domaines d'activités. Ils vous assureront une évolution vers des métiers variés.

Ils seront un tremplin vers votre accomplissement professionnel.

Pour en savoir plus, téléphonez au (1) 200.34.34 ou (1) 543.43.43.* * Appel gratuit.*

PTT le contact

HAVAS CONTACT

Compagnie Française de Produits Industriels

C.A. 700 millions de Frs - effectif 800 personnes
recrute pour sa DIRECTION MARKETING

INGENIEUR CHIMISTE MARKETING

Vous êtes ingénieur diplômé,
Vous avez complété votre formation de base par une formation économique,
Vous êtes à l'aise avec l'anglais et avez autant de goût pour la recherche d'informations technico-économiques, que pour les contacts humains.

Débutant ou ayant une première expérience, nous vous offrons de commencer votre carrière dans notre Société, comme

CHARGÉ D'ÉTUDES MARKETING ET RESPONSABLE DE PROJETS DE DÉVELOPPEMENT.

CFPI

Si vous êtes intéressé, adressez lettre manus. et c.v. sous réf. 521 à CFPI - Direction des Relations Humaines - 28, bd Camélinat 92233 Gennevilliers.

AXIAL publicité

IBM Europe

Notre siège social est situé à Paris-La Défense et emploie environ 2 000 personnes. Notre mission de Conseil et de Management s'exerce sur l'ensemble des pays d'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient.
Notre Service du Personnel souhaite renforcer son équipe.

VOUS ÊTES UN(E) JEUNE JURISTE

– Maîtrise de Droit + DEA ou DESS
– ou Sciences Po. Spécialiste Droit du Travail

Vous avez une expérience d'entreprise de 3 ans minimum.
Vous vous exprimez et rédigez correctement en anglais.
Vous avez des qualités relationnelles, d'autonomie et d'initiative.
Votre mission au sein du Service des Relations Humaines sera de suivre l'évolution de la législation sociale et de seconder la Direction dans ses négociations avec les partenaires sociaux.
Ce poste rempli avec succès vous permettra d'évoluer dans les structures de notre Société.

Envoyer votre C.V. et lettre manuscrite sous réf. EUR à notre Conseil, Scribe, 4, av. Hoche, 75008 PARIS.

Organisation et Publicité

Groupe Français de Premier Plan
Recherche dans le cadre de son développement:

ADJOINTS AUX CHEFS COMPTABLES

B.T.S. ou Expérience réussie de la fonction.

RESPONSABLES ANALYSES DES MARGES

Niveau B.T.S. Première expérience de la fonction.

Leur dynamisme et leur potentiel de communication leur permettra une évolution rapide à des postes de responsabilité.

Merci d'adresser candidature manuscrite, C.V. Photo récente et prétention à notre Conseil Marcel GARCIA.

ORSEG ET ASSOCIES
43, rue de Chateaudun 75009 PARIS

Société anonyme d'HLM région parisienne

recrute

UN GÉRANT D'IMMEUBLES

Chargé du recouvrement des loyers et charges, de la maîtrise des budgets, de l'animation du personnel administratif et de gardiennage, des relations avec les usagers, de l'entretien courant. Il sera tenu compte de l'expérience du candidat.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
REGIE-PRESSE sous nº 311.995 M
7, rue de Monttessuy, 75332 PARIS Cedex 07 q. tr.

OFFRE A UN(*) PAUVRE, RICHE D'UNE IDEE

Un bureau, une secrétaire, des sous et la casquette d'un grand groupe pour réaliser votre ambition dans le domaine de la communication. Ça vous intéresse ?
Venez vite raconter votre idée au responsable du développement de C.L.V. (on la protègera par un document contractuel). Appelez Jean Buclet au (1) 225 63 35 pour un rendez-vous.

(*UNE)

média-system

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

هكذا من الأصل

Nous recherchons pour notre DEPARTEMENT DOCUMENTATION

RESPONSABLE DOCUMENTALISTE SCIENTIFIQUE

Chargé(e) d'organiser le service documentation lié au développement en vision artificielle, opto-électronique et mécanique de précision.
Maîtrise scientifique ou équivalent.
Parfaitement bilingue anglais. Bonne connaissance en allemand appréciée.

Envoyer CV, photo et prétentions 40-44, rue des Meuniers, 93100 Montreuil.



CONTESSE

---

europhane recherche pour son Département MARKETING

UN INGÉNIEUR - CHEF DE PRODUITS

– Il (elle) assurera la gestion d'une gamme complète de produits.
– Il (elle) participera à l'élaboration des stratégies produits et coordonnera le développement des nouvelles gammes.
– Il (elle) analysera le marché, la concurrence, les ventes et définira le plan marketing de sa ligne de produits.
– Il (elle) apportera appuis et conseils techniques aux réseaux commerciaux.

Ce poste, basé à PARIS, sera confié à un (e) diplômé (e) d'une école d'ingénieurs, pratiquant l'anglais et possédant une première expérience de deux à trois ans acquise en milieu industriel.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. détaillé, photo, prétentions, réf. M09 à : EUROPHANE, Mme Nicole RABIER, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

---

europhane recherche pour sa DIRECTION EXPORT

UN RESPONSABLE DE ZONE

Ingénieur de formation (électricité ou mécanique), avec une expérience commerciale de 2 à 3 ans dans un contexte international, de préférence sur des produits techniques.

SES MISSIONS ESSENTIELLES SERONT :
- Le développement des ventes à l'intérieur de sa zone pour l'ensemble de nos produits ;
- La recherche de nouveaux agents ;
- La prospection, les réponses aux appels d'offres.

Ce poste nécessite une pratique parfaite de l'anglais : la connaissance d'une autre langue est souhaitable.

Prière d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, réf. M10, à l'attention de : Nicole RABIER – EUROPHANE – 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

L'E.N.S.T.
Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications

recherche

LE CHEF DU DÉPARTEMENT ÉLECTRONIQUE ET PHYSIQUE

PROFIL :
Ingénieur ou universitaire de très haut niveau (docteur d'Etat ou équivalent) ayant une forte expérience de l'enseignement et de la recherche dans le champ de l'électronique.

UN ENSEIGNANT-CHERCHEUR EN SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

PROFIL :
Agrégation de sciences économiques du secondaire ou équivalent et quelques années d'expérience dans la gestion des entreprises, l'innovation dans la filière électronique.

Envoyer c.v. et prétentions à :

DIRECTION DE L'E.N.S.T.
46, rue Barrault, 75634 PARIS Cedex 13.

Jeune ingénieur technico-commercial

Notre Société élabore des matériaux de haute qualité destinés aux secteurs industriels de pointe : aéronautique, aérospatiale, nucléaire, pétrochimie, automobile, constructions mécaniques...

Pour renforcer notre équipe de collaboration technique avec la clientèle, nous recherchons **un jeune ingénieur de formation A et M ou équivalent.**

Le candidat aura quelques années d'expérience, si possible au sein d'un laboratoire métallurgique ou d'un atelier de traitement thermique. Dynamique et accrocheur, il aura le goût de la négociation technique et une aisance certaine en clientèle.

Le candidat retenu pourra faire valoir rapidement ses qualités au sein d'un service aux structures légères.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 3682/LM, à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA

Equipements pour l'Aéronautique et l'Automobile - 7 500 personnes - 20 usines en France - 11 filiales à l'étranger - C.A. : 2,2 milliards de francs, recherche dans le cadre du développement de ses activités à l'étranger

DIVISION CABLAGE AUTOMOBILE

Leader sur le marché français. Produits exportés en Europe - Etats-Unis - Afrique.

JEUNE CADRE EXPORT

de formation commerciale possédant déjà une première expérience de la vente de biens industriels dans un contexte international.

Il sera chargé du suivi de la clientèle et du développement du chiffre d'affaires du secteur Europe du Nord.

Ce poste nécessite une parfaite connaissance de l'Allemand et de l'Anglais. Déplacements fréquents à l'étranger.
Lieu de travail : Bois-d'Arcy (78).

pml précision mécanique labinal

Merci d'adresser C.V. et prétentions à Précision Mécanique Labinal - Direction des Affaires Sociales - 5, avenue Newton - 78390 Bois-d'Arcy.

CONTESSE

Agence de presse

recherchons pour région parisienne

AGENT TECHNIQUE PRINCIPAL CONFIRMÉ

Pour maintenance d'installations à base de mini et micro
Matériel et logiciel
Anglais indispensable

Envoyer C.V. à REUTER MONITOR GIE
19/21, rue Poissonnière, 75002 Paris
A l'attention de Monsieur C. FLORIT.

Chef du département comptabilité trésorerie

REGION PARISIENNE

Fabricant de peintures et revêtements pour le bâtiment, cette société, filiale d'un grand groupe pétrolier est leader sur le marché en France et contrôle un réseau de filiales de production à l'étranger. Elle réalise un CA consolidé de 650 millions de francs et emploie 1.100 personnes.

Elle recherche son Chef du Département Comptabilité Trésorerie.

Responsable de la Comptabilité, de la Gestion de Trésorerie et de la Fiscalité, outre ses tâches de gestion habituelles, il participera à la conception et à la mise en place de nouveaux systèmes de gestion informatisés et d'une consolidation groupe et créera une fonction d'audit interne. Le candidat de formation supérieure (ESCP, ESSEC, HEC ou équivalent plus DECS) justifiera d'une expérience de 3/5 ans en cabinet ou entreprise. Les perspectives d'évolution sont réelles pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 7624 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

ORDIF, Agence du Groupe ECS, leader de la location de matériel informatique, recherche :

Responsable Administratif

Directement rattaché au PDG, vous aurez en charge le suivi des contrats, la gestion financière et la fonction Personnel.

Vous avez une formation supérieure type Ecole de Commerce et un ou deux ans d'expérience réussie dans la gestion d'entreprise.

Votre sens de l'autonomie et des responsabilités vous permettront de vous intégrer dans une équipe jeune et dynamique.

La connaissance de l'outil micro-informatique est un atout supplémentaire.



Merci d'adresser votre candidature (lettre manus. + C.V.) sous réf. PV546 au Responsable des Ressources Humaines ECS 16, rue Washington 75008 Paris.

ENSEMBLIER INDUSTRIEL EXPORT
DYNAMIQUE, EN PLEINE EXPANSION

recherche pour
NOUVEAUX CONTRATS EN COURS

INGÉNIEUR HOSPITALIER RESPONSABLE

Expérience demandée :
programmation, conception et projets hospitaliers, équipements médicaux, para-médicaux et chantiers hospitaliers.

Langues étrangères : Anglais/Espagnol
Pour Paris-8e – Voyages à prévoir.
Rémunération attrayante.
Poste disponible immédiatement.

Ecrire à Régie Presse sous nº 311.872 M
7, rue de Monttessuy, 75332 PARIS. Cedex 07 qui transmettra. Discrétion absolue.

En pointe dans notre métier d'assureur, nous le sommes aussi au niveau de l'analyse et la prévention des risques, et développons notre **Service Engineering** en créant deux nouveaux poste de

JEUNES INGENIEURS
Etude technique, prévention et garantie des risques industriels

Après une formation approfondie et une intégration progressive, d'abord en binôme avec un sénior, vous :
- ***évaluez*** les entreprises sur le terrain (usines, bureaux, entrepôts...) sur les plans incendie explosion, pertes d'exploitation et autres risques ;
- ***élaborez*** avec les chefs d'entreprises des plans de prévention ;
- ***rédigez*** à leur attention des rapports de synthèse ;
- ***étudiez et négociez*** des contrats d'assurances "sur mesures" ;
- ***suivez*** la politique de prévention des entreprises clientes.

Nous vous proposons à la fois un travail **très autonome** dans un climat de **délégation et responsabilité élevées**, et de **nombreux échanges** au sein d'une petite équipe d'ingénieurs. Base Paris-Défense, fréquents déplacements de courte durée en province.

Ingénieur débutant ou ayant une première expérience industrielle, vous connaissez l'anglais.

Adressez lettre, CV, photo sous référence 930 M à M. d'Aboville, Résonance 80, rue Taitbout 75009 Paris

résonance

LEADER DANS SON DOMAINE LA DIVISION ELECTRONIQUE ET ACOUSTIQUE d'une importante société française de 2000 personnes, située à PARIS recherche

UN INGENIEUR D'ETUDE

- Il se verra confié l'étude et le développement d'une famille de produits acoustiques professionnels, de la conception aux produits finis.
- Diplômé d'une école d'ingénieurs ou de formation universitaire, il possèdera avant tout un fort potentiel pour s'adapter rapidement aux problèmes industriels. Débutant ou justifiant déjà d'une expérience professionnelle dans le domaine acoustique, il parlera l'anglais.
- De réelles possibilités d'évolution sont offertes à un candidat apte à pourvoir ce poste avec efficacité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo et prétentions en précisant la référence 55790 **à PROJETS 12, rue des Pyramides - 75001 PARIS** *qui transmettra en toute discrétion.*

ANATOR S.A.

recherche

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

TÉLÉ-TRANSMISSION
Commercialisation de numéroteurs téléphoniques automatiques et de systèmes micro-informatiques clé en main. Bonne connaissance des équipements de transmissions de données (modem) indispensable.

CONTROLE D'ACCÈS, GESTION DE TEMPS, ENCAISSEMENT ÉLECTRONIQUE.
Commercialisation de la gamme de nos produits et systèmes auprès d'une clientèle très diversifiée.

Ces postes s'adressent à des candidats ayant :
– Une formation supérieure ;
– Une bonne connaissance des systèmes informatiques temps réel ;
– Trois ans d'expérience minimum ;
– Agé de trente ans environ.

Envoyer c.v. manuscrit + photo + prétentions à :
ANATOR S.A.
18, rue de Sartrouville, 95240 Cormeilles-en-Parisis.

BANQUE FRANÇAISE
d'importance nationale

recherche

EXPLOITANT ÉTRANGER H/F

pour développer la clientèle à vocation internationale d'une importante agence parisienne et coordonner l'information et la formation étranger de l'équipe d'exploitation de cette unité.

Ce poste nécessite une bonne connaissance des opérations internationales et une expérience d'environ 5 années de l'exploitation étranger où vous aurez apporté en outre la preuve de votre dynamisme commercial.

La réussite dans cette fonction détermine votre développement de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous réf. 1244 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 Paris, qui transmettra.

Crédit Mutuel d'Ile de France
recrute pour PARIS



Analystes de crédit

Ils se verront confier l'étude et la mise en place des crédits aux personnes morales ou aux particuliers. Ces postes nécessitent **une bonne connaissance en matière d'analyse de bilans et de la réglementation du crédit.** Les candidats s'intégreront au sein d'une équipe et participeront également à un travail de recherche et de mise en place de procédures et de produits nouveaux. Une solide formation bancaire, de bonnes bases juridiques sont nécessaires. Une première expérience dans la fonction est souhaitée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo + rémunération actuelle en précisant la référence AC 109, à la Direction des Relations Humaines et Sociales, Crédit Mutuel d'Ile-de-France, 19 Cité Voltaire, 75541 Paris Cédex 11.

Les Uns les Autres.

FIABILITE ET SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION SONT DES PREOCCUPATIONS MAJEURES DE L'ENTREPRISE

Vous êtes spécialiste en ce domaine, ou vous désirez le devenir. Alors venez nous rejoindre soit à PARIS, soit à LYON, pour une carrière en :

audit informatique

Dans le cadre d'un Cabinet International d'Audit et de *Conseil, leader en France, nous vous offrons un réel développement* associé à des interventions très diversifiées.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure ayant une expérience informatique de plusieurs années *sur gros systèmes.*

Veuillez adresser votre candidature à G. PETIT - H.S.D. Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris, La Défense 2 sous référence M5

La Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme

recherche pour la Direction Internationale de son Secteur Ferroviare à Paris

1 Contrôleur de Gestion

qui aura pour mission de participer à l'élaboration des plans à moyen terme et budgets de ses succursales et filiales européennes et d'en assurer le contrôle.

Ce poste, qui implique de courts déplacements à l'étranger, s'adresse à un candidat de formation supérieure en gestion, *ayant une première expérience professionnelle.*

Connaissance de l'Espagnol ou/et de l'Allemand souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prét. à la Direction du Personnel - M. PAMS 40, rue de L'Arcade 75008 Paris

---

Département TELECOMS d'une SSII en forte croissance, spécialisé dans les projets clés en mains de haute technicité

recherche

CHEF DE PROJET

A FORT POTENTIEL

Profil : - plusieurs années d'expérience de direction de projets importants en SSII,
- dynamisme, méthode.

Fonction - suivi technique et budgétaire,
- relations fournisseurs et clients,
- gestion d'une équipe de 15 à 20 personnes.

Projet - dans le cadre de la réalisation d'un important RESEAU A VALEUR AJOUTEE sur une gamme moderne de matériels à base de microprocesseurs,
- développement de logiciels système (protocoles de communications, techniques nouvelles de communication homme-machine, etc...) et des logiciels d'application.

Réelles perspectives de carrière pour candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 4695 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

Nous sommes une société jeune et dynamique. Nos ingénieurs ont prouvé par leurs réalisations qu'ils étaient sur le marché les meilleurs spécialistes de l'E.A.O. et des S.E.

SI VOUS ÊTES PASSIONNÉS DE PÉDAGOGIE
SI L'E.A.O. DE QUALITÉ ET LES SYSTÈMES EXPERTS VOUS INTÉRESSENT :
VENEZ REJOINDRE NOTRE ÉQUIPE.
NOUS RECHERCHONS URGENT :

2 INFORMATICIENS

niveau MIAGE, maîtrise ou DEA informaique, connaissance IMG appréciée, débutants ou 1 an d'expérience. Réf. 10.01.

3 INGÉNIEURS

grandes écoles mêmes débutants aimant rédiger en français et connaissant bien l'anglais. Réf. 10.02.

1 DIRECTEUR COMMERCIAL

très introduit dans les domaines informtique et formation. Rémunération très importante selon résultats. Réf. 10.03.

Envoyer C.V., photo, prétentions : RÉGIE-PRESSE nº 311.507 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris Cedex 07 qui transmettra.

Aérazur EFA
Groupe Zodiac
recherche

INGENIEUR D'ETUDES

ENSITM - ENSICA - ENSAM ou écoles équivalentes

Pour projets d'équipements aéronautiques.
Débutant ou quelques années d'expérience.
Lieu de travail : ISSY LES MOULINEAUX.

Envoyer CV, photo au Service du personnel 58, boulevard Galliéni 92130 ISSY LES MOULINEAUX.

CONTESSE

PRODUCTEUR D'ALLIAGES DE NICKEL LEADER EUROPÉEN RECHERCHE POUR ACCROITRE SA FORCE DE VENTE

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

25-30 ANS

Nous faisons partie du groupe INCO et disposons de deux principales unités de production : WIGGIN ALLOYS en Grande-Bretagne et HUNTINGTON ALLOYS aux Etats-Unis, présentant ainsi le programme le plus complet d'alliages de nickel dans le monde.

Ce poste s'adresse à un ingénieur métallurgiste ayant de préférence une expérience commerciale dans des secteurs tels que l'aéronautique, l'industrie chimique et pétrochimique, l'ingénierie.

Bonne connaissance de l'anglais indisp. et aptitude à la négociation commerciale.

Poste basé en région parisienne comportant de nombreux déplacements en France.

Merci d'adresser c.v., photo récente et rémunération souhaitée sous référence 60034 HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

Société française à vocation tertiaire (1 milliard 1/2 de C.A.) recherche pour son siège

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au contrôleur de gestion et en étroite relation avec celui-ci.

- Vous participez à la préparation et au suivi du processus budgétaire.
- Vous élaborez le compte d'exploitation mensuel et faites l'analyse des écarts.
- Vous êtes responsable de la mise à jour du tableau de bord de la société et intervenez pour des analyses ponctuelles.

Cette fonction implique un esprit rigoureux et la capacité de dialoguer avec les services comptables et informatiques de la société.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure type universitaire ou *ESC (option finance comptabilité).*

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 684 à **VALERS CONSEIL** BP 359 - 75064 PARIS Cedex 02

Société de Produits Chimiques, filiale d'un Groupe Américain, recherche

CHEF DE LABORATOIRE

de formation supérieure (ingénieur ou doctorat).

Le candidat devra justifier d'une expérience minimum de 3 à 5 ans dans un poste similaire de recherche et de développement en synthèse organique.

La connaissance des produits pétroliers sera appréciée.

Parfaite maîtrise de l'anglais nécessaire. Poste à *pourvoir en Région Parisienne.*

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 16088 à *CONTESSE PUBLICITE*, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui trans.

CONTESSE

Dynamique filiale française d'un important groupe pharmaceutique américain spécialisé en équipement médical.

recherche pour son contrôle gestion

UN(E) CANDIDAT(E)

minimum 28 ans bonne maîtrise :
- De la mise en place de systèmes informatiques ;
- De reportings mensuels et annuels ;
- De budgets et prévisions ;
- De la gestion de stock (physique et financière) ;
- De bonnes connaissances en anglais souhaitées.

Si vous êtes organisé et méthodique alors vous avez le profil idéal pour la création de ce poste dont la rémunération annuelle est environ de 180 000 F.

Adresser votre c.v. avec photo à l'intention de : M. YOUNG Squibb Medical Systems 119, rue de Paris, 92100 Boulogne.

PIRELLI FRANCE

recherche pour sa division « Articles chaussants loisirs et bottes en caoutchouc »

UN AGENT COMMERCIAL

auquel nous voudrions confier le marché français.

NOUS DEMANDONS :
- *expérience de vente, de préférence* dans le même secteur ;
- âge : 25-35 ans environ ;
- voiture personnelle ;
- disposé à voyager sur tout le territoire français ;
- *libre à partir du 1er décembre.*

NOUS OFFRONS :
- contrat d'agent commercial avec taux de commissions incitatif ;
- *minimum garanti pour la première année ;*
- cours de formation assuré par la maison mère en Italie du Nord.

Prière de faire parvenir C.V. dét. à PIRELLI FRANCE, *Direction du Personnel - 3, rue Scribe, 75009 PARIS.*

IMPORTANTE BANQUE D'AFFAIRES recherche pour sa SALLE DES CHANGES un

CAMBISTE DEPOT H/F

Dans un cadre de travail en pleine évolution, le candidat (gradé III/IV) possèdera :
- un tempérament dynamique
- une rapidité et une fiabilité dans le traitement des opérations
- une expérience de 2 à 3 années dans une salle des changes
- si possible une bonne connaissance de l'anglais.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 15952 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 *Paris* Cedex 01, *qui* transmettra. Discrétion assurée : préciser banque à laquelle votre C.V. ne doit pas être transmis.

CONTESSE

GROUPE BANCAIRE INTERNATIONAL *D'INVESTISSEMENT*

recherche

RESPONSABLE LEASING

Le candidat choisi aura la responsabilité du développement et du contrôle des activités de crédit bail et de location en France.

IL DEVRA :
- posséder une très bonne connaissance du marché français du crédit bail et de la location ;
- maîtriser parfaitement les langues française et anglaise ;
- être âgé de 30 ans environ.

Envoyer C.V. et prétentions s/nº 7.734 *le Monde* Pub., service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Banque d'affaires internationale

recherche

ANALYSTE DE CRÉDIT CONFIRMÉ (niveau cadre)

Fonction :

Analyse technique et financière des dossiers de crédit avant présentation au comité de crédit. La fonction comprend également l'étude des risques pays et celle de secteurs d'activité industrielle ou commerciale.

Profil :
- *Diplômé de l'enseignement supérieur* (grande école commerciale ou diplôme économique, MBA apprécié mais non exigé) ;
- 3 à 5 ans d'expérience dans la profession acquise de préférence dans un département international ;
- Parfaite maîtrise de la langue anglaise (écrit/parlé) ;
- Bonnes connaissances de comptabilité.

Env. C.V. et prét. sous nº 7753, le Monde, service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09.

Entreprise secteur tertiaire Paris

recherche

FUTUR CADRE

Pour CONTROLER et ANIMER des équipes décentralisées de 20 personnes, en région parisienne et traitant, sous procédure informatisée, des dossiers administratifs.

Ce poste, essentiellement opérationnel, suppose :
- Personnalité sachant s'affirmer et pouvant concilier prise en charge de la gestion et respect des objectifs.
- *Si possible, une première expérience des relations avec l'informatique en tant qu'utilisateurs.*

Les candidats, de préférence de formation supérieure, devront justifier si possible d'une première expérience *professionnelle d'encadrement.*

Ce poste, base à PARIS, suppose de nombreuses missions à travers la région parisienne et exige donc disponibilité et mobilité. (Possession d'un véhicule personnel.)

Ecrire avec C.V., photo récente et prétentions à : RÉGIE-PRESSE - Sous nº 311.850 M 7, rue de Monttessuy, 75332 PARIS Cedex 07, qui transm.

Groupe **fim fimotel**
22, Place Vendôme Paris 1er

recrute dans le cadre de son expansion son

RESPONSABLE COMPTABLE

poste évolutif pour candidat motivé
DECS minimum exigé,
expérience en cabinet souhaitée.

Écrire au Groupe **fim fimotel** avec C.V.



INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE
situé à RUEIL MALMAISON (92)

recrute dans le cadre de la recherche sur les moteurs et les carburants pour automobiles

INGENIEUR

motivé par la recherche

Diplômé Grande Ecole (Centrale, Chimie Paris, ENSI...) option énergie. Spécialisation ENSPM appréciée pour des études d'adaptation moteur-carburant (essence sans plomb, gas-oil).

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions sous réf. 15972 à *CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra* 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Nous recherchons pour notre DEPARTEMENT MAINTENANCE

RESPONSABLE DU DEPARTEMENT MAINTENANCE

2 ans d'expérience minimum.
De formation ingénieur, vous devrez organiser entièrement le service de maintenance de machines spéciales associant optique, *électronique et mécanique de précision.*

Envoyer CV, photo et prétentions 40-44, rue des Meuniers, 93100 Montreuil.

CENTAURE ROBOTIQUE

CONTESSE

Important Groupe Immobilier (C.A. 1,1 Milliard de loyers dans le secteur commercial et de l'entreprise), recherche

cadre confirmé

(H/F)

Pour suivi d'une partie de son Patrimoine aux plans administratif, financier, juridique et fiscal.
Le candidat de formation supérieure assurera l'animation d'une petite équipe.
Adresser lettre manuscrite, Curric.-Vitae, photo et prétentions, à: Madame ROBIN 37, rue de Surène - 75008 Paris.

P.R.B.

CIGREF ORGANISME PROFESSIONNEL

recherche pour **cellule de prospective informatique inter-entreprise**

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

Formation gestion appréciée.
Débutant ou première expérience pour études et animation de groupes de travail.

Envoyer c.v. avec photo à CIGREF, 21, avenue de Messine, 75008 PARIS.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

OFFRES D'EMPLOIS

LE TINTAMARRE recherche comédiens et comédiennes avec voix pour spectacle musical, emploi comique. Tél. au : 887-36-12 ven., sam. de 16 h à 20 h.

ASSOCIATION NATIONALE

RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE à vocation d'aide sociale auprès des populations âgées et en difficulté recherche :

RESPONSABLES DE PROJET

ils (elles) seront chargé(ées) :

- de l'élaboration de projets à partir des orientations politiques de l'association ;
- de l'évolution des actions actuelles et de leur orientation à moyen terme ;
- de la mise en œuvre et du suivi des projets ;
- un(e) des responsables devra être amené(e) à court terme à prendre la direction d'une des équipes en place.

Ayant une expérience de quelques années dans le domaine social et une solide connaissance du secteur SANITAIRE et SOCIAL.

Leurs postes seront basés à Paris avec une large autonomie de déplacement.

Un poste est prévu en province.

Adress. lettre manuscrite, C.V. et photo à C.I.P.E.S. (94), 6, place de la Madeleine, 75008 PARIS.

URGENCE INFORMATIQUE EUROPE recherche pour sa division INGENIERIE pr import projets nationaux et internationaux des :

INGÉNIEURS I, II, III

- MITRA MMT2
- SOLAR RTES-D
- VAX PDP VMS RSX11M
- 68000 UNIX
- 8086 PLM 86

FORTRAN ASSEMBLEUR PASCAL C

Projet : Téléphonie/Imagerie, Télé-Détection/Défense.

Si vous décidez de nous contacter, il vous sera proposé des conditions de travail et financières des plus motivantes.

Envoyer C.V. : 52, Chaussée-d'Antin, PARIS-9e ou tél. à M. DUBOIS : 874-36-23.

Organisme de formation recherche

INTERVENANT

en comptabilité et/ou droit pour préparation B.T.S. Adr. C.V. s/nº 311.894 M à RÉGIE-PRESSE 7, r. de Monttessuy, Paris-7e, q. tr.

STÉ D'INGENIERIE

recherche

SON FUTUR CONTROLEUR DE GESTION

Lieu de travail PARIS-11e.

FONCTION :

- Participera à la mise en place par un cabinet extérieur du système de contrôle de gestion et d'audit et du suivi des affaires. Devrait par la suite prendre la responsabilité du contrôle de gestion.
- Il devra en particulier obtenir et contrôler, dans les unités décentralisées (France), les informations périodiques fournies au sujet : prix de revient, travaux en cours, achats.

PROFIL :

Ingénieur ou cadre mécanique ayant déjà une expérience technique de terrain. Ouvert aux problèmes comptables et de gestion.

Env. C.V. dét. accomp. d'une lettre manuscrite et d'une photo à nº 8933, PUBLIFOP, 29, rue Bleue, 75009 PARIS, qui transmettra.

SETEC ORGANISATION

recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

2 ans d'expérience pour missions de conseil, organisation, gestion, management grands projets. Rigueur intellectuelle, curiosité, capacité d'adaptation, excellent contact humain. Esprit d'équipe.

Ecrire avec c.v., prétentions et photo à : SETEC ORGANISATION, pour Gemma D., 58, quai de la Rapée, 75583 PARIS CEDEX 12.

CABINET E.C. et C.C.

15 personnes Paris-17e rech.

EXPERT COMPTABLE ou MÉMORIALISTE

Possibilité association après période probatoire, discrétion assurée. Ecrire avec c.v. manuscrit + prétentions + photo s/réf. 1335 à LT ASSCOM, 31, bd Bonne-Nouvelle, 2e qui transmettra.

Important organisme jeunesse recherche

SON RESPONSABLE

35 a., gestionnaire, organisateur, imaginatif, dynamique. Env. CV, photo, prétentions à : Versailles Jeunesse 20, rue Montbauron, 78000 Versailles.

Groupe d'organismes du secteur tertiaire situé à Paris recherche d'abord

CHEF DE PROJET

(Compta. analytique et budgétaire, modernisation compta. générale) pour mise en place système contrôle et gestion candidat formation sup. (comptabilité et gestion) avec exp. Il (ou elle) évoluera vers prise de responsabilités auprès de la direction générale. Perspective d'un travail varié dans structure légère avec utilisation informatique.

Adresser CV détaillé et prétentions à RÉGIE-PRESSE Nº 311.906 M 7, r. de Monttessuy, 75332 Paris Cedex 07 qui transmettra.

Ingénierie à Saint-Germain-en-Laye (RER) Recherche ingénieur grande école, déb. ou qques années exp. pour responsabilités affaire, commercial, installations thermiques France et étranger. Anglais nécessaire. Ecr. s/nº 7.768 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ingénierie à Saint Germain-en-Laye (RER) Recherche techniciens supérieurs Débutants ou confirmés (BTS ou équivalent) Electromécanique, thermique pour responsabilité affaires, suivi chantier, mise en route installations thermiques. France et étranger. Anglais nécessaire. Ecr. s/nº 7.769 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Nous sommes un important ORGANISME DE FORMATION en expansion. Nous souhaitons développer notre éq. avec des :

CONSEILS EN FORMATION-ANIMATEURS

Vous avez 30 ans minimum et une expérience de 3 ans au moins de pratique pédagogique en entreprise.

Vous êtes diplômé d'une grande école, Sciences Po, ESSEC, maîtrise psycho-sociale ou équivalent.

Le travail proposé est très varié, intéressant et prenant : il s'agit d'activités de conseil et de relations avec la clientèle et d'animation de stages dans au moins 3 des domaines suivants : encadrement, expression, commercial, marketing, gestion du personnel, gestion qualité, organisation du temps.

Nous vous proposons une ambiance de travail confraternelle, participative ; une rémunération intéressante selon vos qualifications.

Veuillez nous adresser votre c.v. avec prétentions et photo à Monsieur HAMALIAN

CSP

66, rue Lafayette, Paris-9e.

Publication juridique et fiscale recherche

JURISTE

(niveau maîtrise/doctorat)

pour poste de rédacteur préférence à candidat spécialisé droit des affaires et des sociétés. Capable après période de formation d'assumer la responsabilité rédactionnelle du journal. Expérience exigée de 3 à 5 ans dans un poste similaire ou dans un service juridique.

Envoyer c.v., photo et prétentions à RÉGIE-PRESSE, nº 312 090 M 7, rue de Monttessuy, 75332 Paris Cedex 07 qui transmettra.

Ville de MARLY-LE-ROI (Yvelines) Recherche Le responsable (H ou F.) de son service scolaire, sport tourisme (attaché)

Ses missions :

- animer, suivre et contrôler l'activité du service scolaire et des secteurs rattachés au service (restaurants scolaires, conservatoire, village de vacances, piscine...)

Ses qualités

- Bon gestionnaire, sens des relations publiques.

Adresser candidature manuscrite + curriculum vitae + photo à : Monsieur le Sénateur-Maire Hôtel de Ville 78160 MARLY-LE-ROI.

1 ATTACHÉ OU 1 SECRÉTAIRE ADMINISTRATIF (Femme ou homme)

Au sein du bureau Education jeunesse et sports ((Direction de la coordination et de l'animation économique).

Il (ou elle) sera chargé(e) de seconder le chef du bureau et plus particulièrement pour la mise en œuvre des nouvelles compétences en matière d'enseignement, (coordination et animation des divers partenaires en cette matière).

PROFIL SOUHAITE : Titulaire d'un diplôme universitaire de droit public ou solide expérience administrative, si possible dans le domaine scolaire.

Envoyer candidature et CV détaillé avant le 31 octobre 1985 au : Conseil général du Val-d'Oise Direction du personnel et de l'action sociale Hôtel du Département, 2 LE CAMPUS 95032 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Établissement de recherche scientifique recrute

INGÉNIEUR TYPE AM OU ÉQUIVALENT

- Fonction : responsable de B.E.
- Mécanique de précision instrumentale
- Connaissances souhaitées des méthodes de CAO-DAO
- Lieu de travail : MEUDON

Adresser C.V. à : Observatoire de PARIS – SERT 61, av. de l'Observatoire, 75014 Paris.

ADMINISTRATION PARIS 7e recherche un

TECHNICIEN SUPÉRIEUR

en électronique ayant au moins 15 ans d'expérience industrielle. Il sera chargé de l'examen des dossiers techniques pour l'exportation et aura de nombreux contacts avec les entreprises industrielles et l'administration. Adresser lettre, CV et prétentions sous réf. CH1 à MIRICE SDP RECRUTEMENTS, M. HERVOUET, 66, rue de Bellechasse 75700 Paris Cedex.

ADMINISTRATION PARIS 17e recherche un(e)

INFIRMIER(ERE) D.E.

expérience confirmée – Il (elle) sera responsable d'une antenne médicale d'un important service situé dans le 17e arrdt. Adresser lettre, CV et prétentions sous réf. CH2 à MIRICE SDP RECRUTEMENTS, M. HERVOUET 66, rue de Bellechasse, 75700 PARIS CEDEX.

Société Conseil et formation recrute 2 ANIMATEURS de formation à temps complet connaissant micro-ordinateurs APPLE et IBM. PC, pratique des progiciels TEXTOR, LOTUS etc. langage et programmation BASIC et COBOL 2 postes de stagiaires aidant aux travaux pratiques Adresser CV s/nº 7.752 *Le Monde Pub* service annonces classées 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

La ville de Montreuil ouvre un concours sur titre pour le recrutement

D'UN(E) SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE

adjoint(e) au discothécaire. diplôme : CAFB option discothèque exigée Expérience souhaitée. Date de clôture des inscriptions : 30 septembre 85. Envoyer lettre manuscrite, CV, photo à M. le maire 93105 Montreuil Cedex.

REJOIGNEZ L'ANTITRADITION ! Si vous êtes jeune tête et jambes, si les techniques nouvelles vous intéressent informatique/Telecom, que vous vous sentez une âme de commercial dans une PME du 3e type, téléphonez à : Valérie COHEN – 205-66-60.

Ecole Privée banlieue Est sous contrat. recherche

INSTITUTRICE ET PROF. DE MATHS

2e cycle. Tél. H.B. : 302-48-71 env. C.V. Ecole Merkaz. 16, av. Maurice – 93250 Villemomble.

AVIS DE VACANCES DE POSTES DE PROFESSEURS À L'E.N.P.C.

4 chaires : Béton armé, Béton précontraint, Mécanique des fluides, Conception des ponts, sont vacantes à partir de l'année scolaire 1985-1986. Le texte détaillé des 4 appels d'offre est disponible au secrétariat de la direction de l'enseignement de l'E.N.P.C., 28, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS. Tél. : 260-34-13, p. 1208. Les cand. doivent déposer leur dossier à la Direction de l'enseignement le 15 OCTOBRE au plus tard.

SSCI en pleine expansion rech. pour son département

INFORM. INDUSTR. INGÉN. GRANDES ÉCOLES

(débutants acceptés) pour prendre en charge des projets de haute technologie (réseaux, automatismes, génie logiciel, CAO...) salaire motivant + intéressement aux bénéfices de l'entreprise. Possibilité après un ou deux ans d'être muté en province ou à l'étranger. Env. c.v. au Cabinet Nakache, 53, bd de Sébastopol, 75001 Paris ou téléphoner au 236-50-18 pour R.-V.

secrétaires

Organisme porte Dauphine recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

- Niveau BTS,
- 2 à 3 ans d'expérience,
- Anglais exigé,
- Allemand ou espagnol souhaité.

Adresser candidature : nº MO 92442 BLEU 17, rue Lebel, 94307 Vincennes cedex qui transmettra.

Ets Public Nord-Est Région parisienne recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

pour régie d'entretien de logements locatifs, responsabilités administratives. Exp. bât. ou été de services souhaitée. Ecrire sous le nº 311.518 M RÉGIE-PRESSE 7, r. de Monttessuy, Paris-7e, q. tr.

propositions diverses

GRAPHOLOGUE-CONSEIL

Sélection du personnel

CÈDE CLIENTÈLE

Prigent BP 53, 92152 Suresnes.

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger, demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM), B.P. 402 - 09 PARIS.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée FRANCE-CARRIÈRE (C 16). B.P. 402 - 09 PARIS.

capitaux propositions commerciales

FISCALISTE 31 ANS

titre cons. jurid. fisc, maîtrise droit, 3e cycle droit européen. Droit fisc., expérience dans cabinet. 1er plan, recherche collab. dans cabinet indép. bon niveau, avec éventualité assoc.

Ecrire sous le nº 7 740 *le Monde* Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

SOCIÉTÉ NATIONALE D'EAU ET D'ÉLECTRICITÉ (SONELEC)

Centrale thermique Diesel de Nouakchott 4X7 MW

AVIS DE PRÉSÉLECTION

La Banque Africaine de Développement (BAD), le Fonds Arabe de Développement Économique et Social (FADES), la Caisse Centrale de Coopération Economique (CCCE) et le gouvernement mauritanien financent le projet de la nouvelle centrale électrique de Nouakchott. A cet effet, toutes les firmes compétentes et possédant de bonnes références dans le domaine de la réalisation des travaux de centrales Diesel et de réseaux MT et BT sont invitées à soumettre leur offre de préqualification.

Les travaux à réaliser porteront sur :

Lot nº 1 - Génie civil : Le génie civil de la centrale comprend essentiellement : un bloc usine à 3 niveaux dans lequel sont intégrés un atelier électrique, un atelier mécanique, les bureaux des futurs responsables de la centrale, une salle des machines, une salle de commande et contrôle, une salle de relayage, une salle de services généraux et un poste 15 kV. Un bâtiment de traitement du fuel lourd. Un magasin.

Lot nº 2 - Groupes Diesel : Fourniture et installation de 4 groupes de 7 MW chacun, munis des accessoires et pièces de rechange. Le moteur sera classique, 4 temps, à injection mécanique de fuel lourd, à démarrage au gasoil. La machine synchrone sera à entraînement direct, 5,5 kV en tension de sortie et 0,8 de facteur de puissance. Un groupe de 630 kVA avec accessoires sera également fourni.

Lot nº 3 - Equipements électriques du poste élévateur 15 kV et de la salle de commande : fourniture et installation de l'équipement de relayage (salle de relayage, commande et contrôle), auxiliaires alternatifs et continus, 4 transformateurs de 10 MVA, 4 transformateurs de soutirage (alimentation des auxiliaires de tranche), réseau d'éclairage et de force motrice, réseau de terre et de téléphone, 1 poste 15 kV et 1 lot de pièces détachées.

Lot nº 4 - Evacuation de l'énergie (ligne 33 kV et câbles 15 kV) : construction d'une ligne 33 kV, 60 km, 3×148 mm2 almelec reliant la centrale à la station de pompage IDINI. Construction de réseaux souterrains, 15 kV, 22 km, 3×150 mm2 et 25 km, 3×70 mm2 avec 3 postes de distribution 15/0,4 kV.

Lot nº 5 - Distribution, extension et renforcement réseaux de distribution de Nouakchott : construction de 42 km de réseau BT préassemblés alu, 649 lampes, 9 postes de distribution 15/0,4 kV. Recyclage et formation d'agents en usine et sur site.

Les firmes intéressées par cet avis doivent soumettre un dossier de préqualification comprenant, entre autres : références techniques, références bancaires, situation financière des 3 derniers exercices, exemples de réalisations et/ou fournitures déjà effectuées avec attestations de services, type de matériel, date de mise en service, expérience dans projets similaires déjà réalisés en Afrique et/ou dans un pays du tiers-monde, capacité de formation, service après-vente, etc.

Les lots nºs 1, 2 et 3 seront acquis selon la réglementation des marchés publics applicables en République Islamique de Mauritanie et les règles et procédures de la BAD et du FADES, par appel d'offres international.

Les lots nºs 4 et 5 sont réservés aux fabricants/compagnie de la zone franc. Ils seront acquis selon la réglementation des marchés publics en République Islamique de Mauritanie et les règles et procédures de la CCCE.

Ces documents doivent être envoyés en deux exemplaires, sous double enveloppe cachetée à la cire, dont l'enveloppe extérieure doit porter la mention : « A Monsieur le Président de la Commission des Marchés de la SONELEC, SONELEC, B.P. 355, Nouakchott, République Islamique de Mauritanie. – A n'ouvrir qu'en commission des marchés. »

Date de clôture : 14 OCTOBRE 1985.

dreypart

Nous cherchons agent général qualifié

Pour les premiers produits biologiques exclusifs (non toxiques)

- Bio - Dérouilleur.
- Bio - Dégraisseur.
- Bio - Détartreur.
- Bio - Solvant pour ciment.
- Bio - Solvant anti-algues.

Saare + Partner GmbH Bahnhofstraße 12 · Postfach 51 · D-7345 Deggingen Telefon (07334) 5005 · Telex 715254 dreyp-d

Implanté s/Baléares, Palma-de-Majorque étud. ttes propositions ccIales ou représentations, dispos. burx. Contacter. T. (19-34-71) 26-54-83.

Magazine mensuel musical grand public en plein développement recherche

PARTENAIRE (S) FINANCIER (S)

Tél. : (37) 43-61-33.

Couple français, lui gestionnaire, elle styliste, cherche parten. pour créer unité textile ou cuir au MAROC. Ecrire : NAUX, 1, Clair-Vallon, 69270 FONTAINES-S/SAONE.

Disposant capitaux Sté apporterait collaboration à PMI-PME pour opérations import-export. Ecr. nº 4775 Publicités Réunies 112, boulevard Voltaire, 75011 PARIS.

les annonces classées **Le Monde** sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures au 555-91-82

DEMANDES D'EMPLOIS

Femme 28 ans, GRAPHO-PSYCHOLOGUE, 5 ans expérience. Sélection en cabinet et en entreprise. Etudierait toutes propositions. Tél. : 878-81-20 de 10 heures à 19 heures.

J.H. ARCHITECTE DPLG ÉTUDIE TTES PROPOSITIONS. Ecr. Havas Toulon 118 067.

Diplômée école diplomatique, études internat., notions droit communautaire, esp., franç. parfaits, ch. emploi relations Espagne. T. (6) 068-20-94.

J.H. 30 a., maîtrise Dauphine CNAM, exp. ind., rech. poste contrôle de gestion, organisation. P. André, 604-67-09.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION Trilingue (angl., esp.), cherche poste stable, 624-02-05.

CADRE FINANCIER

avec expériences financières, groupes anglo-saxons, gestion, fiscal., administ., ancien audit, 55 ans, mais profil et esprit jeunes, ESC anglais, caractère pragmatique, dynamique, humoristique. CHERCHE POSTE TEMPS COMPLET ou PARTIEL. Ecr. s/nº 2 842 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F., 19 ans, CAP et BEP SECRÉTARIAT, cherche emploi stable. Libre à partir de septembre. Téléph. : 990-03-90.

DIRECTEUR FINANCIER formation supérieure 39 ans expérience afrique franco cherche situation similaire. Ecr. s/nº 2 927 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 45 a., formé aux techniques de la nouvelle communication recherche

POSTE DE DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION D'ENTREPRISE

Expérience de haut niveau en matière de formation, promotion, édition et conception-réalisation A.V. Examine ttes propositions sur Paris, la province et l'étranger. Ec. s/nº 7749, *le Monde* Pub. Service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 Paris

J.H. 32 a., DEA sc. humaines, français, anglais, exp. formation tourisme tech., ch. empl. motivant tt secteur, rel. hum., commerce, etc., 589-10-65.

H. 29 a., thèse géo-aménagement, spé. télédétection, traitement données. Anglais, espagnol. Etudierait toutes propositions. Ecrire Bouchot, 5, rue du Général-Lacharrière, 94000 Créteil.

RESP. ADMINISTRATIF ET FINANCIER

15 ans exp. de cabinet audit et grandes entreprises. Ayant installé système informatique, trilingue anglais, allemand. Offre collab. à entreprise dynamique.

Ecr. s/nº 7 750 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECTEUR DU PERSONNEL Recherche contrat D. P. ou temps partiel. Tél. 790-02-08.

H. 37 a., diplôme assistant-bibliothécaire documentaliste (Institut catholique de Paris), formation programmeur, stage à la doc. écon. du « Monde », recherche poste correspondant Paris et région parisienne. Ecr. s/nº 6 789 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune Fille débutante, ayant CAP et BEPC, cherche emploi bureau dactylo, avec notions comptabilité. Ecr. s/nº 6 790 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ESC 37 ans

Gestionnaire confirmé, 11 ans expérience distribution, adjoint direction achats, importante société, anglais et espagnol courants, bonne connaissance italien et allemand, libre voyager recherche Poste responsabilité société internationale Ecr. s/nº 2.951 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PROFESSEUR D'ÉCONOMIE

Docteur ès sciences économiques cherche vacations ou poste enseignant en économie uniquement enseignement supérieur ou formation continue. Intéressée par EAO (Enseignement assisté par ordinateur) économique.

Ecr. s/nº 2.952 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

F. exp. polyvalente directrice sociale et administrative, gestion du personnel, recherche emploi Attachée de Direction ou assistante P.D.G. Tél. : 361-65-61.

J.F. plasticienne (graphisme-couleur), maîtrise de lettres, spécialiste des techniques et de l'hist. du tissu, mission enseignante écoles d'art, cherche emploi à responsabilités culture, pédagogie ou industrie. Ecrire sous le nº 312.002 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Couple cinquantaine ou H. seulement cherche emploi stable, région Méditerranée. F. cuisine, H. secrétaire-chauffeur de maître-majordome. Références. Tél. : (68) 92-04-11.

H. 40 ans recherche emploi plongeur ds restaurant. Libre de suite. Tél. : 367-58-80.

Homme 37 ans, très bonnes connaissances de l'agriculture méditerranéenne, spécialisé dans l'agriculture biologique, parlant espagnol, anglais, vivement intéressé par les problèmes éco. et sociaux liés à l'agriculture, cherche emploi pourtour méditerranéen. M. Garcia F., place de l'Eglise, 66170 Saint-Feliu-d'Amont.

Qualifiée en animation. Spécialisée sciences et techniques recherche poste communication, animation. Relations publiques. Ecrire à Régie Presse sous nº 311.968 M. 7, rue de Monttessuy 75332 Paris Cedex 07 qui tr.

CADRE TECHNICIEN MÉCANICIEN

recherche

EMPLOI AFRIQUE ou AUTRES PAYS convîendrait pour agro-aliment. ou T.P. Libre de suite, urgent.

Ecrire sous nº 2 949 *le Monde* Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

INFORMATICIEN

CONCEPTEUR, ANIMATEUR, GESTIONNAIRE

35 ans, Formation supérieure

8 ans de responsabilités au plus haut niveau en S.S.I.I.

Excellente connaissance du monde professionnel (Consultants, Constructeurs, S.S.I.I., Directeurs généraux et informatiques).

Relations privilégiées et compétences approfondies dans le SECTEUR BANCAIRE.

Autres domaines connus : Gestion de Production-Gestion immobilière

LARGE DISPONIB. Bonne pratique de L'ANGLAIS.

Recherche poste de HAUT NIVEAU dans un ÉTALISSEMENT FINANCIER et/ou un GRAND GROUPE INTERNATIONAL

Ecrire à RÉGIE-PRESSE, sous nº 311 622 M 7, rue de Monttessuy, 75332 Paris Cedex 07 qui tr.

PROGRAMMEUR VIDEOTEX

22 ans

qualifié en :
- TÉLÉMATIQUE
- INFORMATIQUE
- VIDEO

recherche emploi auprès d'entreprises dynamiques.

Toutes les propositions seront étudiées (contrat à durée déterminée, mise en place de services, etc.).

S'adresser à : F.O.L. FORMATION 1, bd Saint-Denis, 36000 CHATEAUROUX. Tél. : 54-34-39-91.

TRADUCTEUR TECHNIQUE Diplômé ESIT, angl., français, esp., doctorat en préparation, rech. travail correspondant. Compétence, à temps partiel. Tél. : 840-75-32 rep.

J.F. 30 ans niv. DECS, connais. informatique, sérieuses réf., ch. place responsable comptable Paris et banlieue est. Ecrire sous le nº 311.606 M RÉGIE PRESSE 7, rue de Monttessuy, 75332 Paris Cedex 07 q. tr.

Agent de maîtrise d'entretien, 21 ans d'expérience, recherche emploi stable, banlieue nord ou limitrophe. Connaissances : hydraulique, pneumatique, vapeur, régulation. Tél. : 026-32-82.

J.F. 40 ans excel. présent., longue expér. ch. poste à resp. ccIale orthopédie. Allemand, français, hollandais, anglais. Tél. : 530-20-30.

J.H. 28 ans cadre export dipl. ESCE, BTS commerce internat., pratiquant anglais, espagnol. 3 ans et demi d'exp. vente biens d'équipement. Ch. situation rég. parisienne. Libre pr dépl. et étudie ttes propositions. Ecrire à RÉGIE PRESSE sous nº 311.854 M. 7, rue de Monttessuy, 75332 Paris Cedex 07 q. tr.

H. 35 ans, format. universitaire, 12 ans exp. édition (direct. de collections) et librairie (ancienne et moderne), totale disponibilité, sérieux potentiel, très polyvalent, ch. emploi de confiance, responsabilités toutes branches. Ecrire à M. VALIN 44, rue Servan, 75011 Paris. Tél. : 805-29-03.

INGÉNIEUR CONSULTANT

CNAM – HAUT NIVEAU organisation et spécialiste FORMATION PROFESSIONNELLE Cadres et techniciens, relat. humaines, communications CERCLES de QUALITE Gestion et informatique. Sérieuses réf. contrôlables. Etudie ttes propositions Ecrire à RÉGIE PRESSE sous nº 311.964 M. 7, rue de Monttessuy 75332 Paris Cedex 07 q. tr.

Homme 48 ans, possédant bonne formation en gestion et connaissance pratique musique, théâtre, presse, cherche dans SECTEUR CULTUREL emploi d'administrateur ou tout poste à responsabilités où son expérience diversifiée sera appréciée. Toutes régions envisageables. Ecrire sous le nº 311 510 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. 32 ans, dipl. d'ESC + DECS, exp. 2 a. en PME et 5 a. en cab. expert comptable, comm. cptes, recherche poste à temps partiel (4/5 temps), ds compt., gest. financière. Ecr. s/nº 2 947 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 20 a., diplômée CCI Paris Londres, BTS comm. internat., trilingue angl., all., connaissances secrétariat et bureautique, cherche poste dans service import-export Paris, banlieue. Libre de suite. Tél. 332-30-96 Mlle F. Noel, 19, rue Auguste-Renoir, 93220 Gagny.

EXPERT COMPTABLE

36 a., expérience 3 a. cabinet, 5 a. entreprise, 5 a. sté internationale. Disponible oct. 85. Etudierait ttes propos. cabinets ou entreprises, région indifférente. Ecr. s nº 7 725 *le Monde* Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris ou Tél. (1) 847-59-10 9-13 h.

JEUNE FEMME 25 ANS

SECRÉTAIRE DACTYLO

3 ans expérience service ventes grand quotidien parisien et 4 ans service ventes hebdo parisien (secrétariat, relations clients, etc.) cherche place stable. Libre rapidement. Ecr. s/nº 6785 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JH 32 ans, DEA SCI humaines, français-anglais, exp. formation tourisme tech. Cherche emploi motivant tt secteur rel. hum. commerc., etc. T. : 589-10-65

Intellectuel, 36 a., dipl. ens. sup., exp. très div., créatif, dynamique, aimant jeu avec les mots et les formes, ch. empl. d'imagin. réflex. et réal. le plus motivant possib. préf. donnée à Presse Edition Publicité. Pour en savoir plus, Ecr. s/nº 2.917 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JURISTE 29 a., DESS droit des sociétés et fiscalité, 3 a. exp. cabinet. Etudie toutes prop. Ecr. s/nº 2 926 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Femme, expér. polyvalente cherche poste responsable cadre administrative et commerciale, gestions commandes, suivi, relations fournisseurs et clients. Dynamique, sens des contacts, bonne notion comptabilité-gestion. Téléphone : 361-65-51.

J. F., ESC., adjoint direction personnel, ch. Poste évolutif. Ecr. s/nº 2818 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

représentation demandes

Plusieurs directeurs des ventes regroupés en société recherchent tout produit ou service à commercialiser animation et création force de vente. Ecr. s/nº 6.791 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

travail à domicile

Je tape à domicile sur machine à traitement de texte. Téléph. : 838-64-61 (heures bureau).

cours et leçons

Anglais. Adultes. Cours supérieur. 20 Rathbraughan Park, Sligo, Irlande.

Bénévolement

séances de conversation en anglais, tous niveaux et anglais d'affaires. Tél. : 919-41-92.

Jeune femme 1er Prix conserv. donne à dom. leç. piano et de rythme, 236-02-79 ap. 20 h.

automobiles

ventes

moins de 5 C.V.

Fiat 500 L, juin 1971, bleue, inter. noir, moteur 66.000 km. Px 4.000 F. Tél. : 866-34-29.

de 5 à 7 C.V.

Cabriolet Peugeot 304 S 1973. Moteur 50.000 km. Peinture refaite, capote, pot, freins neufs, hard-top, porte bagages, pneus clous, T.B. état général. Px 18.000 F à déb., ap. 20 h. (1) 296-40-86 ou (77) 32-83-16.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	65,00	77,09
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,53
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

STAGES-FORMATION PROFESSIONNELLE STAGES-FORMATION

Le Département d'éducation permanente de l'Université de Paris-Dauphine

vous propose une formation préparant à la

MAITRISE DE SCIENCES ET TECHNIQUES DE GESTION ET ANIMATION DES SYSTEMES DE FORMATION

Cette action de formation continue, en alternance, échelonnée sur deux années s'adresse :
- à des formateurs en exercice,
- à des personnes appelées à exercer des responsabilités dans les Services Formation des Entreprises ou des Organismes spécialisés.

Conditions d'accès : - Expérience professionnelle de trois années.
- Diplôme de fin de 1er Cycle Universitaire ou équivalent.

UNIVERSITE PARIS DAUPHINE département d'éducation permanente

Pour tous renseignements, contacter Géraldine LENOBLE tél. 727.68.96
Place du Maréchal de Lattre de Tassigny - 75775 PARIS CEDEX 16

CNAM

DEVENEZ TECHNICIEN OU INGÉNIEUR CNAM (cours du soir ou du jour)

ÉLECTRONIQUE
INFORMATIQUE
ÉCONOMIE-GESTION
ORGANISATION

Centres de LA DÉFENSE - COURBEVOIE - NEUILLY PUTEAUX - NANTERRE - RUEIL

Inscriptions CNAM : 14, rue Mars-et-Roty, 92800 Puteaux. Téléphone : 506-37-74.

Centre des Mureaux : Inscriptions CNAM B.P. 2 - 78130 LES MUREAUX - Tél. : 475-01-91.

UNIVERSITÉ PARIS-VII ÉCOLE SUPÉRIEURE DES MINES DE PARIS

THERMIQUE ET REGULATION
appliquées à la gestion de l'énergie dans le bâtiment

• Diplôme national de 3e cycle : D.E.S.S.

Formation professionnelle de niveau BAC + 5, intégrant les technologies nouvelles (instrumentation, télégestion, informatique), s'adressant simultanément à :
- Des professionnels (minimum BTS + 3 ans d'expérience) désireux de se perfectionner ;
- Des jeunes diplômés scientifiques (BAC + 4) à la recherche d'une spécialisation dans un créneau porteur ;

* 10 mois à temps plein (début 15-10-85) ;
* Modalité : 500 heures de formation plus 3 semaines par mois de stage en entreprise durant 8 mois ;
* Statuts : stagiaire de la formation professionnelle, congé formation, étudiant.

Information et dossier de candidature sur demande écrite à :
UNIVERSITÉ PARIS VII — Département d'Education Permanente — IRÈNE ARDITI, 2, place Jussieu, 75251 PARIS Cedex 05.

IF

ENSEMBLE PRÉPARONS VOTRE AVENIR
devenez
ANALYSTE-PROGRAMMEUR INFORMATICIEN
formé aux métiers nouveaux de l'informatique
Stage de haut niveau sur IBM 3083 : 5 mois
Rapides ouvertures d'emploi. Financement 100 %
Institut de Formation INNOVACO
91, rue du Fg-St-Honoré - 75008 Paris
(1) 266.90.75

L'ISAII a été créé avec l'aide de l'Etat, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et d'un groupe d'industriels pour offrir des formations de haut niveau à ceux qui cherchent un métier passionnant et d'avenir. Il s'appuie sur une longue expérience des formations techniques opérationnelles.

CHERCHEURS D'EMPLOI

assurez-vous une seconde compétence
participez à une formation rémunérée par l'Etat
devenez spécialiste en automatisation des processus industriels

Niveau d'accès : ingénieurs, diplômés de maîtrise, MST, DEA.
Durée : 10 mois - Début : lundi 7 octobre 1985.

téléphonez au (90) 49-62-66 ou (90) 93-60-49.

isaii INSTITUT SUPÉRIEUR D'AUTOMATIQUE ET D'INFORMATIQUE INDUSTRIELLES
chemin du Temple, 13644 ARLES-EN-PROVENCE

ITS

encore quelques places disponibles

BTS INFORMATIQUE
— IBM 34
— IBM PC
— GOUPIL

admission Septembre 85

BTS EN 2 ANS

INSTITUT DES TECHNICIENS SUPERIEURS

Établissement d'enseignement technique supérieur privé

PARIS 75011 - 9, rue de la Petite Pierre - (Mo Charonne) - ☎ 348.90.10
MEAUX 77000 - av. des Sablons Bouillants Z.I. - ☎ 433.30.40
RUNGIS 94154 Cedex - 3, rue du Caducée, BP 368 - ☎ 687.24.05

PLURIAL

ÉCOLE D'ANIMATEURS PROFESSIONNELS des F.F.C. (Eure)

PRÉPARANT LE D.E.F.A. sélectionne candidats :

LES 25 ET 26 SEPTEMBRE pour le cyle de janvier 1986 à décembre 1986.
Tél. : (32) 52-60-04.

FORMATION PROFESSIONNELLE D'ANALYSTE PROGRAMMEUR
en 7 mois = 1 000 H
sur 30 micros et gros système IBM.
Assistance au placement.
Entretien et sélection sur R.D.V.
Crédit étudiant 100 %
Centre agréé par OLIVETTI et ERICSSON

Centre International d'Etudes et Formation Professionnelle en Informatique

ciefpi 11, r. de la Gare - 94230 CACHAN
Tél. (1) 740 12 22
Mo Arcueil-Cachan - 10' des Halles

FRANCACIP

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE BOLBEC - LILLEBONNE

STAGE 18-25 ANS FILIÈRE PRIORITAIRE RÉMUNÉRATION DE L'ÉTAT

TRADUCTEUR ASSISTANT
COMMERCE INTERNATIONAL

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Bolbec-Lillebonne, Région Haute-Normandie, recrute 15 stagiaires fortement motivés (ées). Connaissance de l'anglais usuel.

Applicants for this course will have studied up to a level at least equivalent to the baccalaureat, possibly on the technical side. They will hope to pursue a career in international commerce and they will be willing to travel at home and abroad. They should send their application to :

Les candidats d'un niveau équivalent à un baccalauréat pourront avoir suivi une formation technologique. Ils souhaitent s'orienter vers les carrières du commerce international. Ils seront disponibles pour des déplacements. Ils adresseront leur dossier à :

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :
- Directement au Centre d'Etude de Langues 4, rue Alsace-Lorraine, 76170 LILLEBONNE
- ou à la Chambre de Commerce et d'Industrie, B.P. 11, 76210 BOLBEC
- ou à votre A.N.P.E. locale.

INSTITUT PORTUAIRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE DU HAVRE

iper organise en association avec l'A.F.T.

Certificat d'Etudes Supérieures de transport international

niveau 3ème cycle

du 7 Octobre 1985 au 30 Juin 1986

ouvert aux Titulaires d'un diplôme de deuxième cycle universitaire ou équivalent, ou d'une expérience professionnelle de plusieurs années.

Inscriptions :
I.P.E.R. 1, rue E. Zola. 76090 LE HAVRE CEDEX.

DEVENEZ **ANALYSTE PROGRAMMEUR**

Ensemble construisons l'avenir !

stage sur IBM 38 BAC/BAC + 2

Votre meilleure garantie : notre image de marque auprès des employeurs.

Formation en 7 mois avec + de 70 % de pratique. Assistance au placement, sous réserve de l'obtention du Certificat de Technicité Informatique et de la mobilité géographique.

Paris - Nantes : IBM 38
Lyon - Lille : IBM 34 + complément 38.

IEI

Renseignements et inscription :
INSTITUT EUROPEEN INFORMATIQUE
41, rue Volta - 75003 PARIS - Tél. : (1) 274.33.28.

MEDIA BL

Cadres demandeurs d'emploi ou en congé-formation

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

vous propose un stage *rémunéré* de cinq mois

Assistant directeur de personnel

Participants : études supérieures, 1 an d'expérience en entreprise

Cette formation vous apportera :
- une compétence de gestionnaire du personnel ;
- une ouverture sur l'innovation sociale ;
- un entraînement aux techniques d'expression et d'animation.



Début du stage : 3 octobre 1985 — Recrutement immédiat

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
63, avenue de Villiers, 75017 PARIS — Madame FLOIRAC ☎ 766.84.22

Venez acquérir une seconde compétence à la 3e session du 22 Oct. 1985 au 18 Fév. 1986 de

CONCEPTEUR RÉALISATEUR D'APPLICATIONS MICRO-INFORMATIQUES

Inscriptions en cours : (1) 347.88.90/99

setec formation
58, quai de la Rapée
75583 Paris Cedex 12

L'immobilier

appartements ventes

6e arrdt

VIEUX COLOMBIER
150 m² caractère. 703-32-31.

7e arrdt

BAC. Etonnant immeuble XIXe, 4e asc., 155 m², ORIGINAL 3-4 P. serv. 31 m². BURON, 296-88-85.

9e arrdt

FG MONTMARTRE
3 pces caractère, cft, cuis. américaine aménagée, poutres apparentes. Exceptionnel. 830.000 F. 252-01-82.

12e arrdt

NATION 5 PCES
Stand., tt cft + chbre service. 1.350.000 F. Immo Marcadet, 252-01-82.

14e arrdt

ALÉSIA-SARRETTE
Imm. p. de t., STANDING
5 P. 1 400 000 F.
tt cft, asc., 542-40-90.

ED. QUINET, 4 p. 703-32-44.
TERRASSE SOLEIL

16e arrdt

Urgent Butte-aux-Cailles MAISON 220 m² 1.630.000 F, 546-28-26.

95- Val-d'Oise

St-Brice-sous-Forêt 95 : 15 mn de Paris Nord, F3, 73 m² tt cft. Px : 360.000 F. T. 419-15-98.

Province

NICE Centre, Appt 3 pces, rénové, 5e ét. sans asc. Prix 290.000 F. Village 20 km Nice, alt. 500 m, appt rénové 75 m². Prix : 340.000 F. Après 14 h : (93) 56-81-65, 79-57-48.

appartements achats

Recherche 1 à 3 p. PARIS, préfère RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux, PAIE CPT chez notaire. Tél. : 873-20-67 même le soir.

JEAN FEUILLADE, 54, av. La Motte-Piquet, 15e. 566-00-75. Recherche pour clients sérieux APPTS à partir de 100 m² dans 15e et 7e arrdts.

ACHÈTE Studio ou 2 pièces même à rénover. 223-73-73.

Rech. URGENT 110 à 140 m² Paris préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, 9e. PAIE CPT. Tél. : 873-57-80.

locations non meublées offres

Paris

PRONY-JOUFFROY
Très beau 6 p. cft, parfait état, dans imm. ancien, bonne tenue, UN APPT par étage, 4e s/ ascens., 10 500 F + charges. Tél. 522-69-92 le matin.

Informations sur diff. logements à louer du studio au 6 pièces, de 2.000 F à 10.000 F, selon confort et quartier. Également échanges possibles. Nous ne sommes ni agence, ni marchand de listes, mais une association sans but lucratif. Ecrire A.P.P.E.L., 75, B.P. 114, 75463 PARIS CEDEX 10. Réponse assurée à tout courrier sérieux.

locations non meublées demandes

Paris

Pour loger dirigeants et personnel muté IMPORTANTE BANQUE FRANÇAISE rech. divers appts 2 à 8 p., studios, villas, Paris et environs. Tél. : 504-04-45.

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine, 75008 PARIS.
rech. APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE, corps diplomat. et cadres de multinationales. Tél. : 562-78-99.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas tres banl., loyer garanti. (1) 889-89-66 - 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de standing, 4 pièces et plus. Tél. : 285-11-08.

Jeune ingénieur cherche chbre très calme pour 5 nuits par semaine, indépendante ou non à Paris. T. : 483-57-43 le soir.

maisons individuelles

SEPTEUIL, 48 km Paris, jolie maison Napoléon III, 6 p., gd cft. chff. centr. gaz, chapelle, s/1.720 m². 1.300.000 F. Tél. : 577-96-85.

pavillons

ST-MAUR, R.E.R., bords Marne, mais. sympa avec jard. 450 m² sur ss-sol, 4 ch., très jolie cuis., garage, s. de jeux. 1.200.000 F. T. : 577-96-85.

villas

Région Vichy, villa surface 188 m², 1 séj. 32 m², 4 ch., 1 cuis., 1 s. de bns, parc 1.500 m². Prix 850.000 F. Tél. samedi et dim., 12 h à 14 h : 70 41-46-27.

A.V. banlieue Pau, villa 2 ch., bains, séjour chem., cuis. équipée, gar., 1.200 m² terrain. 550.000 F. T. : (62) 08-83-74.

proprietes

Part. vd entre Reims et Rethel, près village tous services, très belle propriété de caractère, de construction récente, vaste séjour, cheminée, poutres, mezzanine, 4 chbres, bureau avec bibliothèque intégrée, cuisine aménagée + coin repas, 2 s. de bains, grand sous-sol, garage 2/3 voitures. Terr. 3 700 m² arboré, vue superbe sur forêt ardennaise et campagne. 850 000 F. Mme Galichet. Tél. : 16 (70) 51-61-17.

PROVENCE-GORDES 84
Vue exceptionnelle 3 mn village. Part. vend mas en pierre restauré, 4 chbres, 3 s. de b., cuis., séjour, cellier, garage. Surface hab. 163 m². Terrain 2371 m². Prix : 1.250.000 F. T. 16 (90) 72-04-12 ou 76-64-21.

Vd DRAGUIGNAN - VAR
Maison de maître, de caractère, sur 3 niveaux, 620 m² + dépendances + 3 ha, piscine, EDF, eau, tél. 4.000.000 F. Tél. : (94) 68-60-67.

Près BOURGES (Cher)
Vieux moulin sur 15.000 m², rivière poissonneuse, habitation confort, 7 pièces. Tél. : (16) 48-75-21-65 après 20 h 30.

viagers

F. CRUZ - 266-19-00
8, RUE LA BOÉTIE-8e
Conseil 48 ans d'expérience. Px rentes indexées garanties. Etude gratuite discrète.

immobilier information

POUR VENDRE OU ACHETER maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce, sur toute la France. INDICATEUR LAGRANGE Fondé en 1876, 5, rue Greffulhe, 75008 PARIS. Tél. : 16 (1) 266-46-40.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
355-17-50

ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLÉS - TRÈS HAUT NIVEAU
SALLE DE RÉUNIONS
SHOW-ROOM
SECRÉTARIAT-TELEX
TÉL. : (1) 727-15-59.

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + bureaux neufs, démarche R.C. et R.M.
SODEC SERVICE
Champs-Elysées ... 723-55-47
Nation ... 341-81-81

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 293-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitution de Société, démarches, secrétariat, etc.
ACTE S.A. 359-77-55

V/SIÈGE SOCIAL
TÉLEX SECRÉTARIAT
DÉMARCHES CONSTITUTIONS
(sans frais honoraires)
AGECO 294-95-28
STATIONNEMENT AISÉ

CHAMPS-ÉLYSÉES
DOMICILIATIONS
Bureaux équipés av. services tél., télex, secrétariat, salles de réunion avec vidéo, bar, etc. Loc. courte ou longue durée.
ACTE - 562-66-00

fonds de commerce

Achats

Groupe Int'l ch. acheter hôtels 3-4 ét. à Paris. Sérieux et discrétion. Courtiers s'abstenir. Ecr. s/no 2945 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Le Monde

ECONOMIE

La nouvelle offensive de Moulinex

Du moulin à légumes au four à micro-ondes, cinquante ans d'aventure industrielle

A quatre-vingt-cinq ans le 19 septembre prochain, M. Jean Mantelet, fondateur, animateur, président et principal actionnaire de Moulinex, annoncera un *« changement de dimension »* de la société, qui *« va foncer tête baissée »* dans la cuisson électrique des aliments et littéralement *« s'éclater »* dans une gamme complète de fours, notamment à micro-ondes. En prime, une nouveauté : l'adjonction d'un arrosage automatique par un petit moulin à aubes qui puise le jus dans le plat de cuisson et le déverse en continu sur le haut du rôti ! *« Une révolution mondiale »*, assure M. Mantelet, qui permettra aux femmes – ou aux hommes – de ne plus se brûler les doigts.

C'est une nouvelle invention – une de plus – de ce fertile octogénaire, qui, au début des années 30, pour se débarrasser des grumeaux dans la purée cuisinée par sa femme, imagina de remplacer le traditionnel pilon de bois par un moulin à légumes à manivelle, la célèbre Moulinette. Il décida, aussi, de la fabriquer dans son atelier de 40 m² à Belleville, où, depuis 1922, après s'être brouillé avec son père et lui avoir chipé un contremaître, il produisait de façon plutôt artisanale des colliers de douche, puis des pompes à main et des pulvérisateurs pour l'agriculture.

Telle fut l'origine de la réussite de M. Mantelet, avec, en 1937, une première décentralisation à Alençon, pour cause d'expansion, puis, en 1956, le passage décisif et obligatoire, compte tenu de l'évolution des mœurs, de la manivelle au moteur électrique, véritable point de départ de « l'aventure Moulinex ».

Aujourd'hui, la société vend encore deux millions de moulins à légumes mécaniques par an ; mais elle est devenue le premier producteur européen de petits appareils électroménagers électriques : robots de cuisine (batteurs, mixeurs, hachoirs, moulins à café, cafetières, grille-pain, friteuses, sèche-cheveux, aspirateurs, etc.). Elle emploie dix mille personnes dans douze usines en Normandie et réalise plus de 3 milliards de francs de chiffre d'affaires, dont 68 % à l'exportation.

Cette réussite, toute la France la connaît. Pendant vingt ans, la firme a bénéficié d'une expansion spectaculaire, avec des taux de croissance parfois vertigineux – des doublements de volume en trois ans – sur des marchés continuellement porteurs, avec une clientèle potentielle considérable de ménages encore sous-équipés. Dans toutes ses implantations normandes – (Argentan, Bayeux, Falaise, Saint-Lô, Caen), – où les municipalités, soucieuses d'occuper une main-d'œuvre féminine abondante, l'accueillaient avec enthousiasme, M. Mantelet appliquait rigoureusement ses idées industrielles d'intégration verticale : tous les composants fabriqués sur place, y compris les moteurs électriques, pour diminuer les prix de revient et, surtout, ne pas dépendre de sous-traitants dont la moindre défaillance serait catastrophique.

Essoufflement

Toutefois, à partir du milieu des années 70, au lendemain du premier choc pétrolier, et surtout du début des années 80, la belle croissance s'essouffle, les ventes plafonnent et les bénéfices diminuent. En France, un concurrent, SEB, parti de la Cocotte-Minute, s'est lancé aussi dans l'électroménager avec la friteuse électrique sans odeur, et est devenu le numéro un du fer à repasser (Calor) sous l'impulsion de la famille Lescure. A l'étranger aussi les concurrents se sont réveillés, notamment en Allemagne, premier marché pour Moulinex, avec Braun, filiale de Gillette, et Krups.

En Europe, Rowenta (RFA) représente la principale menace, puis le Hollandais Philips, tandis qu'à l'horizon se profilent les Américains, avec Black et Decker, qui a racheté à General Electric son secteur appareils ménagers, et Alleghany (marque Sunbeam). Dans l'avenir, il n'est pas exclu de voir apparaître les Japonais en Europe, où ils ne sont présents que dans le haut de gamme.

En outre, et surtout, les besoins des ménages sont presque satisfaits et le marché n'est plus alimenté que par une demande de remplacement, avec de temps à autre le lancement de produits nouveaux dont le succès est inégal. *« C'est devenu difficile*, reconnaît M. Mantelet. *Tout ce qui n'est pas nécessaire souffre. Les gadgets ? cela ne fonctionne plus ! »*

Les couteaux électriques ? Cela ne marche plus en France. Les yaourtières ? Pourquoi pas les yaourts tout faits ? Les machines à fabriquer les pâtes fraîches ? A 650 F, *« c'est un échec face à la concurrence des pâtes du commerce »*.

En outre, dès le milieu des années 70, des conflits sociaux très durs viennent secouer les usines normandes de la société, la sous-qualification de ses ouvrières sur les chaînes constituant le revers de sa réussite. *« Moulinex libère la femme, mais exploite ses travailleuses »*, clame la CFDT, qui retourne le slogan publicitaire de la firme. De plus, la mévente du petit électroménager en France et en Europe au début des années 80 et le gonflement des stocks conduisent au chômage technique et aux réductions d'emplois.

Le fondateur et animateur se refuse à licencier, mais envoie, fin 1980, en préretraite près de 500 personnes sur 11 000, tandis que les résultats chutent. C'est l'époque où Jean Mantelet, âgé de quatre-vingts ans, sans enfants pour lui succéder ni dauphin désigné – il a fait le vide, disent les mauvaises langues, – est pressé de passer la main. Il s'y résout et l'annonce ouvertement. Du coup, les spéculations se déchaînent : on parle de la CGE, de Thomson-Brandt, plus tard de Philips, du suédois Electrolux, et même de Black et Decker. Mais toutes ces rumeurs ne débouchent sur rien.



SZLAKMANN.

Entre-temps, M. Mantelet et ses collaborateurs ont entrepris de moderniser et d'adapter l'outil de production. Face au laminage des marges et à la concurrence des pays à main-d'œuvre bon marché, une solution : robotiser à mort, comme le fait de son côté Georges Chavanes, président des moteurs Leroy-Somer à Angoulême.

Aujourd'hui, Moulinex sort 100 000 petits moteurs électriques par jour, sur des chaînes entièrement automatisées, comme seul en a Black et Decker.

Surtout, un effort considérable est fait depuis cinq ans en faveur du four à micro-ondes, dont Moulinex est devenu premier producteur européen, avec pour objectif la démocratisation de cette machine à réchauffer instantanément les aliments déjà cuits et à décongeler en quelques minutes les produits surgelés, dont le marché « explose ». L'Europe, après un démarrage avorté, est très en retard : 180 000 fours par an en France et 150 000 en RFA contre 1 million en Grande-Bretagne et 9 millions aux Etats-Unis. Pour Moulinex, c'est le grand virage vers un secteur que la firme estime n'avoir pas été vraiment défriché, de même que celui des plaques de cuisson à résistance *« dont on s'occupe activement »*.

Sur le plan social, aussi, un gros effort a été fait. Un accord de formation en faveur des femmes a été signé avec les syndicats en 1983, et, après 1 000 suppressions d'emplois, l'embauche a repris : 129 personnes en 1984, mais exclusivement des jeunes et surtout des cadres spécialisés. La proportion des OS (50 %) diminue au profit des ouvriers qualifiés et des techniciens. Une seconde usine va être ouverte à Caen pour les fours à micro-ondes dont la demande ne peut plus être satisfaite.

Tout cela a coûté fort cher : 700 millions de francs d'investissements en quatre ans (1982 à 1985), *« plus que la valeur nette de la société »*. Comme celle-ci n'a pas voulu emprunter à long terme – *« c'était trop coûteux, surtout en période de désinflation »*), – elle a emprunté à court terme et, face à la dégradation des marges brutes, elle a littéralement été asphyxiée, avec une chute des bénéfices et une réduction des dividendes en 1984.

Un partenaire américain

Pour la première fois, Moulinex a dû demander de l'argent à ses actionnaires, 185 millions de francs l'été dernier. En outre, M. Mantelet a enfin trouvé, grâce à la Banexi, banque d'affaires de la BNP, un partenaire aux Etats-Unis, après avoir mis fin à une expérience américaine antérieure peu convaincante, avec la petite firme Regal. Il s'agit, on le sait, de la société Scovill, rachetée fin 1984 par le groupe canadien Belzberg, et dont la division Hamilton Beach est le numéro trois de l'électroménager outre-Atlantique. Cette division – les deux tiers de Moulinex – n'est pas présente en Europe, a des trous dans sa gamme (la cuisson notamment) et n'est pas intégrée industriellement. Elle a donc besoin de produits finis (30 à 40 millions de dollars par an) et de pièces détachées (plusieurs dizaines de millions de dollars par an).

D'ores et déjà, 1 million de petits moteurs électriques ont été commandés aux chaînes automatiques de Moulinex. Scovill a, de plus, acheté 20 % du capital de sa société à M. Mantelet, dont la part est ainsi ramenée à 43 %, le reste étant dans le public. Les Américains voulaient même 33 %, mais le fondateur a refusé.

« Scovill n'aura jamais Moulinex. Quant à ma succession, j'ai déjà refusé les groupes candidats, qui voulaient tous réduire encore les effectifs chez moi... Après le partenaire américain, je rechercherai d'autres partenaires et actionnaires en France dans la banque, l'industrie et l'assurance. Après moi, le patron sera élu par les actionnaires. » Ainsi parle cet homme de quatre-vingt-cinq ans, qui arrive tous les matins à 8 heures à son bureau, et qui, de l'aveu de ses collaborateurs, qui ont toujours un peu tremblé devant lui, reste encore le moteur de l'entreprise.

« C'est le « vieux » qui nous a poussés sur le four à micro-ondes : on n'y croyait pas tellement... » En privé, ils tempèrent l'optimisme irrépressible de leur patron, qui croit percevoir dans son entreprise *« un tonus invraisemblable, un changement jamais vu »*. Mais, qu'on le croie ou non, dans sa vieillesse encore verte, M. Mantelet continue à inventer et à parier sur l'avenir. Du moulin à légumes au four à micro-ondes, quel chemin !

FRANÇOIS RENARD.

LE CONTROLE DE LA PRODUCTION LAITIÈRE

Quinze ans de quotas au Canada

Les dépenses publiques sont contenues, mais le contingentement avec indexation pousse à la hausse des prix

par JEAN-PIERRE BUTAULT et DENIS HAIRY (*)

A l'heure où les Européens instaurent des quotas dans le secteur de la production laitière et s'interrogent sur les effets de cette nouvelle politique, l'observation de l'expérience canadienne est riche d'enseignements. Le contingentement de la production de lait fonctionne maintenant depuis environ quinze années au Canada et semble faire l'objet d'un large consensus, malgré les critiques des économistes les plus libéraux.

Il faut dire que, à la différence de leurs homologues européennes, les organisations de producteurs canadiens ont adhéré, dès l'origine, aux principes d'une politique de limitation quantitative de l'offre, dont elles ont, du même coup, largement contrôlé les conditions de mise en œuvre. Aux termes de l'accord qui s'est ainsi progressivement dégagé entre pouvoirs publics et producteurs de lait, les dépenses gouvernementales de soutien du marché laitier sont contenues dans d'étroites limites, mais elles garantissent, malgré tout, un certain niveau de revenu aux exploitations ; celles-ci ont obtenu, en contrepartie du contingentement, l'indexation du prix du lait, ce qui explique largement que le compromis puisse être durable.

Pour comprendre la politique laitière canadienne, il est nécessaire de connaître certaines particularités de l'organisation des marchés. L'une de ces particularités est l'existence de deux secteurs, le secteur du lait de consommation et le secteur du lait de transformation, chacun disposant de son propre niveau de prix et de son propre système de quotas. A l'origine de cette distinction, se trouve la volonté des industriels de s'approvisionner en lait de qualité, pour la consommation nature, auprès des producteurs les plus performants. Ces derniers se sont eux-mêmes organisés, et ont figé cette situation privilégiée en négociant leurs *« droits à produire »* du lait nature – leurs quotas – dans le cadre de *« plans conjoints »* de production locaux, puis provinciaux.

Aujourd'hui, tous les producteurs fournissent du lait de qualité sensiblement égale, mais ceux qui disposent d'un quota de lait nature ont vendu ce lait, au Québec, à 46 dollars (1) l'hectolitre en 1983, alors que le prix moyen était alors de 36 dollars pour le lait de transformation. Avec l'augmentation de la demande de lait nature, et aussi sous la pression des organisations syndicales, des quotas de lait nature ont été ont été distribués aux producteurs qui n'en possédaient pas. Cette distribution est toutefois très progressive, et n'annule donc pas tous les privilèges du « club » des anciens producteurs de lait nature. Ces derniers jouissent par ailleurs d'une meilleure situation structurelle : selon le réseau comptable québécois, ils produisaient en moyenne 2 700 hectolitres de lait, alors que les livraisons moyennes des producteurs de lait de transformation n'étaient que de 1 500 hectolitres. Au total, les exploitations laitières québécoises élevaient alors trente-neuf vaches sur une surface de 70 hectares.

Le gouvernement fédéral, à travers la Commission canadienne du lait (CCL), n'intervient que dans le secteur du lait industriel ; le lait nature reste aujourd'hui du domaine de la réglementation des gouvernements provinciaux. Cette intervention consiste d'abord en la fixation d'un quota national correspondant aux besoins intérieurs estimés (42,8 millions d'hl), augmenté d'une marge de sécurité de 4 % (1,7 millions d'hl) et d'une certaine quantité pour un programme d'exportation (2,2 millions d'hl). Cette fixation s'accompagne d'un contingentement strict des importations (essentiellement du fromage). Un certain pourcentage du quota national est ensuite alloué à chaque province, en fonction essentiellement de la répartition de la production entre les provinces au moment où le contingentement a été institué. C'est, de même, sur des bases « historiques » qu'a été effectuée la répartition initiale des « droits à produire » entre producteurs de chaque province.

Dans le cadre de ce quota national, le marché du lait de transformation est soutenu par les pouvoirs publics. La commission canadienne du lait fixe ainsi chaque année un prix visé pour la campagne (41 dollars l'hectolitre en 1983) : pour atteindre ce prix, la CCL verse une subvention directe aux producteurs de lait industriel (6 dollars l'hectolitre), et procède aussi à des achats de beurre et de poudre de lait à des prix « affichés » en début de campagne. Les stocks ainsi constitués sont utilisés pour régulariser le marché entre les provinces et entre les saisons, le surplus étant exporté. La CCL ne prend en fait en charge que les frais de transport et de stockage de ces produits : les pertes encourues pour la vente du surplus sur le marché mondial sont répercutées aux producteurs sous forme d'une taxe prélevée sur l'ensemble de la production (5 dollars l'hectolitre en 1983). Au-delà de leur quota, les producteurs paient évidemment une taxe très dissuasive (28 dollars l'hectolitre, soit 80 % du prix de base).

(Lire la suite page 41.)

(*) Chercheurs à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA).

(1) 1 dollar canadien = 6,5 francs.

L'angoisse du créateur d'entreprise au moment de la décision

Choyés, dorlotés, les créateurs d'entreprise peuvent aussi connaître le doute et cultiver le vague à l'âme, comme d'autres, à l'aventure moins exaltante.

La sollicitude dont ils sont entourés et même *le climat ambiant, favorable* à leur expérience, n'y changent rien. Promus héros des temps de crise, ils souffrent de leur solitude.

Exaltés ou désemparés, selon le moment, ils se *découvrent démunis à l'instant de la* décision, encore pris dans les contraintes de *leur passé* et irrésistiblement attirés par un avenir pavé de certitudes.

Trois d'entre eux, exemplaires s'il en fut, aidés comme personne, vivent à quelques dizaines de kilomètres de Pau. Qu'ils s'apprê*tent* à sauter le pas ou qu'ils viennent de rompre la dernière amarre, leur itinéraire est chaque fois significatif.

Il y a toujours une histoire pour expliquer les ressorts de la création d'entreprise, ses *affres* et ses servitudes. Et tous en sont arrivés à la même conclusion provisoire, en forme de paradoxe : *« C'est quand ça va mal pour l'économie que l'argent est le plus facile à trouver. »*

ALAIN LEBAUBE.

Dans l'attente inquiète des premières commandes

« DEPUIS *cet été, ma femme vit de nouveau avec moi.* » Installé au milieu des champs de maïs, entre un chemin vicinal et une coopérative agricole, sur le territoire de la commune de Miramont-Senacq (Landes), qui lui a fourni terrain et locaux neufs (1), M. Michel Lefils, PDG de la société EDMO-MECA, annonce la nouvelle qui lui redonne courage. « *Elle a obtenu un congé sans solde de deux ans de la banque parisienne qui l'emploie* ».

Cette fois, quinze mois après avoir fondé officiellement son entreprise, il n'est plus question de revenir en arrière. EDMO-MECA, spécialisée dans l'emboutissage et le découpage de pièces métalliques, doit trouver des clients, développer son marché.

Moralement, l'épisode qui vient de s'achever a été éprouvant. Chômeur depuis février 1982, M. Lefils a été « subventionné » par son épouse quand, plutôt que de rechercher un nouvel emploi dans sa branche – il était directeur d'une PME employant soixante-dix-sept salariés, – il s'est mis en tête de créer sa propre société.

Ses raisons ? « *Après trente et un ans passés dans l'emboutissage-découpage, je me suis dit que je mettrais trois années pour découvrir, éventuellement, ce qu'il pourrait y avoir de véreux dans la prochaine boîte que je dirigerai et que, ayant alors quarante-neuf ans, il serait trop tard pour moi* », explique-t-il d'abord. « *Mais je ne me serais pas lancé pour faire comme les autres*, ajoute-t-il aussitôt. *Je l'ai fait uniquement parce que je pensais disposer d'une bonne technique et du produit qui correspond à l'évolution du marché.* »

Une trouvaille

Créateur d'entreprise, M. Michel Lefils a, en effet, commencé par être un inventeur. En juillet 1982, il a déposé un premier brevet pour protéger sa trouvaille, un dispositif qui permet d'utiliser pour les petites et les moyennes séries (3 000 pièces à l'*heure environ*) la *presse* traditionnelle réservée à la production de masse. Grâce à une structure d'acier équipée de vérins, ce système de platines amovibles autorise l'emploi de moules différents dont la mise au point ne coûte, selon les cas, que de 30 000 à 50 000 francs.

Ainsi, on peut fabriquer, en une seule opération, des pièces métalliques qui nécessitaient plusieurs interventions successives. « *Le coût est abaissé de 30 %* », prétend M. Lefils, et cela au moment même où le marché de cette sous-traitance particulière bascule. Très soumis à l'*industrie automobile, ce marché* est envahi par des commandes de

Recevoir moins d'argent mais plus longtemps

petite et moyenne série auxquelles il ne peut être répondu valablement faute de matériel adéquat et, souligne le nouveau PDG, d'« *un personnel qualifié chez les outilleurs* ».

L'idée d'origine était à ce point intéressante et novatrice que l'une des filiales du groupe *Thomson*, l'usine S 20 de la Roche-sur-Yon, prenait contact dès juillet 1982 et ayant acquis une licence, utilisait déjà le procédé. Séduite, l'ANVAR fournissait à son tour une aide de 75 % non remboursable pour que l'inventeur s'assure avec des brevets dans la Communauté européenne, en Espagne, au Japon, au Canada et aux États-Unis.

« *Pour ma femme, cela commençait à aller mieux* », raconte M. Michel Lefils, qui, malgré ces premiers succès, dut encore patienter pour réaliser son rêve. Indemnisé par l'UNEDIC jusqu'en juin 1984, il passa tout son temps à monter son dossier, à trouver des financements (2) et, enfin, à découvrir sa future implantation. Hormis la période pendant laquelle, de septembre 1982 à septembre 1983, il suivit un stage de gestion – « *un domaine où je me sentais plus faible* », concède-t-il, – il s'est consacré à son projet *tout en pointant à l'ANPE.*

« *Depuis vingt-cinq ans, je viens en vacances juste à côté, et tout le monde me connaît* », dit-il pour expliquer son choix, facilité par les origines landaises de sa femme.

Conscient d'avoir été réellement soutenu, puisqu'il a pu glaner toutes les aides possibles – de la SOFREA, filiale d'Elf-Aquitaine à la SDR Expanso en passant par l'ANVAR, la Caisse d'équipement des PME, la région et le département, – *le* créateur d'entreprise est, malgré tout, angoissé. Sa machine, livrée en décembre 1984, est enfin au point depuis mai dernier ; mais il faudrait maintenant que les premières commandes arrivent. Sinon, il sait qu'il risque d'être tenté de vendre une nouvelle licence d'ici à la fin de l'année et, ensuite, de transformer *son atelier en salle d'exposition* pour prospecter ce marché, évalué à vingt cessions de licences « *au moins* ».

Dans cette période de décollage, le drame, estime M. Lefils, « *c'est que nous devons nous faire connaître et faire nos preuves. Il vaudrait mieux recevoir moins d'argent dans l'immédiat, mais pendant plus longtemps.* » Préoccupé, le PDG d'EDMO-MECA redoute de disparaître trop tôt. Il connaît désormais l'anxiété des chefs d'entreprise, alors qu'il n'a pas encore embauché les treize salariés prévus pour les deux ans à venir. Une autre course d'obstacles commence.

A. L.

(1) Le terrain a été vendu pour 1 F symbolique. Le bâtiment et la viabilisation ont coûté 1 million de francs hors taxes. Il sera cédé à EDMO-MECA, dans quinze ans, pour 550000 F.

(2) La SOFREA, filiale d'Elf-Aquitaine, a prêté 200000 F à rembourser sur sept ans au taux de 8 %. Le *Crédit d'équipement des PME a avancé la* même somme (sur neuf ans, à 7 % les deux premières années puis à 9 %) et la *Société de développement régional* EXPANSO a prêté 350000 F (à 9,25 % sur douze ans). L'ANVAR a fourni *411000 F, dont 120000 F de subvention*, remboursable en cas de succès. Les département et la région subventionnent *pour 72000 F et 108000 F respectivement.*

A la recherche d'une machine unique au monde

COMMENCÉE par une traque jusque dans les faubourgs de *Los Angeles*, l'aventure de M. Michel Bourgain, cinquante-deux ans, pourrait révolutionner le petit monde des producteurs de tuyauteries en *matériaux composites* (fibres de verre), tant en Europe qu'au Moyen-Orient.

« *J'en ai recensé quatre-vingt-seize au total qui, contactés par une simple lettre, ont été vingt et un à me répondre positivement* », répète à l'envi M. Bourgain, créateur d'entreprise, promu PDG de la société CJS Développement, qui attend de pouvoir emménager dans les locaux que la commune lui fait construire à Serres-Castet (Pyrénées-Atlantiques). Dans un mois ou deux, il pourra enfin utiliser la machine, venue des Etats-Unis, grâce à laquelle son projet prendra forme.

Il faut être totalement fou...

Dans le domaine des tuyauteries en matériaux composites, tous les fabricants butent sur la même difficulté. Dès que l'on doit réaliser les accessoires, et surtout les *manchons ou* les coudes, il faut en revenir à un procédé artisanal de confection à la main, ou utiliser une machine sophistiquée qui coûte 5 millions de francs. Or ces pièces, fragiles de surcroît, n'assurent que 5 % du chiffre d'affaires et trois sociétés seulement ont pu s'équiper en conséquence.

Directeur financier dans cette branche toute nouvelle, après bien d'autres fonctions à Paris, M. *Michel* Bourgain *s'est* beaucoup intéressé à ce maillon faible. Il a eu, assez vite, l'idée d'une solution, réalisable techniquement selon les spécialistes, mais qui exigeait « *trois années de recherches* ». C'est alors qu'il apprit, à mi-1984, l'existence d'un procédé similaire « *sur le continent américain* » et que, pour gagner du temps, il se décida à en rechercher l'unique utilisateur.

« *Il fallait faire vite : la SOFREA, à qui j'avais confié mon dossier, venait de conclure une précédente étude sur les tubes en fibre de verre en s'interrogeant sur le problème des accessoires ; un groupement des industriels français du secteur s'était mis sur la même piste...* », se souvient M. Bourgain, qui avait déjà quitté son emploi pour tenter l'expérience.

La chasse

Après le Canada, où il croyait trouver son homologue, il le dénicha dans la banlieue de Los Angeles, et s'y rendit en août 1984, flanqué d'un ingénieur d'ELF-Aquitaine. « *C'était une véritable chasse*, raconte-t-il. *J'ai découvert une société de douze salariés, animée depuis huit ans par deux frères, américains moyens. Ils réalisent 1 million de dollars de chiffre d'affaires, dégageant la moitié de gains par an et sont les seuls au monde à faire ça.* »

A toute vitesse, « *d'une poignée de main* », un accord est conclu, et la machine miracle achetée pour 1 500 dollars. Pendant dix ans, prévoit le contrat, les Américains fournissent leur technologie en exclusivité pour l'Europe et en priorité pour le Moyen-Orient, moyennant 25 % du capital de la société française et des royalties s'élevant à 5 % du chiffre d'affaires.

« *J'ai le droit de dupliquer la machine fournie et de créer des sociétés filiales majoritaires* », précise encore le PDG de CJS Développement, les deux partenaires devant en outre « *examiner les apports réciproques en matière de technologie* » avant de poursuivre leur collaboration, passée cette première période.

Parallèlement à l'exploitation du procédé, M. Bourgain entend en effet développer son propre système avec l'aide de spécialistes et associés qui vont le rejoindre dans les prochaines semaines. Il fourmille d'idées et envisage de nouveaux produits. Avec les six machines qui fonctionneront au printemps, il vise « *la captation d'un marché* » et souhaite « *occuper le terrain* » pour acquérir de « *la crédibilité* ». Rapidement, il pense réaliser un chiffre d'affaires de 10 millions de francs sur un marché global évalué à 100 millions, mais, insiste-t-il, « *il s'agit bien d'une innovation.* »

Paradoxe

Soutenu, à ce titre, par l'ANVAR, la SDR Expanso, la SOFREA, et ayant bénéficié de toutes les aides possibles – y compris du prêt participatif simplifié, supprimé depuis, – il s'est engagé à créer 10 emplois au début de 1986 et à embaucher 25 salariés en 1987.

Sans nul doute, M. Bourgain est un *créateur d'entreprise* privilégié, et, pourtant, cela ne l'a pas empêché de connaître, comme ses « confrères », des difficultés, grandes ou subalternes. « *Je vis financièrement grâce à ma femme restée à Paris. C'est elle qui me fait bouffer* », souligne-t-il en ironisant sur le paradoxe du chef d'entreprise potentiel qui se fait entretenir. « *C'est délicat*, avoue-t-il, *et en plus nous n'avons pas les moyens de nous voir souvent.* »

Pendant des mois, perdu dans la campagne paloise – « *Une merveille. J'ai la plus belle baignoire de France avec vue sur les Pyrénées* », – il a partagé son temps de célibataire forcé : « *Le matin j'étais créateur d'entreprise, l'après-midi je devenais électricien ou maçon pour retaper ma vieille baraque à l'abandon.* »

Ce qui le fait courir ? « *Mes quatre enfants d'un premier mariage sont fiers de me voir réaliser quelque chose à mon âge* », se plaît-il à observer, en signalant que, à son exemple, son fils de vingt-cinq ans vient de se lancer à son tour. « *Il y a quatre ans ce n'était pas possible. Le climat s'est modifié en faveur de l'entreprise et de l'homme. Aujourd'hui, on peut risquer et on peut réussir* », veut-il croire. Tout en affirmant qu'il « *faut être totalement fou* » pour entreprendre.

A. L.

Au nom de la vengeance

Plus d'un million de francs d'aides

SOLIDE comme un roc, blond comme il sied au « *seul Gersois d'origine hollandaise* », M. Antoine Gysberg, trente-quatre ans, doit à son *côté fleur bleue* sa motivation pour créer sa deuxième entreprise. Parce que son premier et unique employeur, spécialisé dans les distributeurs de *boissons chaudes pour les collectivités*, avait fait du mal à l'une de ses amies, il a décidé qu'un jour il se vengerait « *sur le terrain économique* ».

Toutefois, de cette obsession, entretenue tout au long de recherches menées depuis 1976, M. Gysberg a su faire un point fort. Elle l'a conduit à imaginer un autre distributeur de boissons, plus léger, moins encombrant, simple d'utilisation et d'entretien, qui devrait en outre être peu coûteux. « *Je vais arriver à un prix de 1 400 à 1 500 francs, alors que la concurrence se situe entre 5 000 et 8 000 francs* », affirme le patron de la société AG-Technics, *qui s'était fixé* pour objectif de produire son appareil avec une heure de main-d'œuvre et est parvenu à son montage en un quart *d'heure*.

A l'entendre, les perspectives du marché pour un tel matériel sont considérables. Pouvoir servir du café, du thé ou du chocolat est devenu une exigence pour les entreprises. A la dernière foire de Hanovre, qui attire les industriels du monde entier, la présentation d'un prototype a *suscité* plus que de l'intérêt, et de nombreux contacts, prometteurs, ont été pris.

Seulement voilà, pressé de conclure, habitué à conduire sa petite entreprise de location de distributeurs implantée dans la région de Pau, M. Antoine Gysberg s'est un peu trop vite imaginé *dans la peau d'un industriel* et a failli, comme il le reconnaît lui-même, anéantir ses chances de succès. En juin dernier, les experts de la SOFREA, la filiale d'ELF-Aquitaine, qui a misé sur le projet depuis mars 1984, lui ont adressé un rappel à l'ordre.

« *Tenez votre plan, vous avez dévié de votre route* », ont-ils déclaré au bouillant entrepreneur en lui signifiant que l'aide fournie prévoyait la fabrication de trois cents appareils à la fin de l'année 1985 pour tester la valeur du produit. Ensuite, et seulement au vu des résultats obtenus, une deuxième phase pourrait être engagée avec – et cela avait été précisé dès l'origine – « *un partenaire, un coéquipier, un sous-traitant* ».

« *Puisque j'avais su mettre au point, je croyais qu'il était facile de produire*, avoue M. Gysberg. *J'ai eu l'ambition de fabriquer un produit industrialisé, mais j'ai commis l'erreur de sous-évaluer le problème industriel.* » Contrit, le jeune chef d'entreprise fait d'autant plus facilement son autocritique aujourd'hui qu'il s'est rendu compte que « *le moindre détail technique entraîne deux mois de retard* ».

Revenu à une conception *plus réaliste de son rôle*, il travaille dans les locaux d'une entreprise de moulage plastique, elle aussi aidée par la SOFREA, et y met la dernière main à son appareil. « *Je me suis trop avancé sur le plan commercial* », admet-il volontiers, maintenant qu'il s'est entièrement mobilisé pour sortir son appareil dans des conditions idéales.

La revanche, la réussite, ce sera pour demain, car tout est désormais réuni pour que cette affaire soit un succès, patiemment préparé. Après tout, en disposant de 1,4 million de francs en *aides, subventions* et prêts venus de toutes parts (la SOFREA, la SDR Expanso, l'ANVAR), M. Gysbert n'a-t-il pas la preuve que tout le monde croit en son idée ? *Si tout marche* bien, il y aura du travail pour les sous-traitants et de l'emploi grâce à une société qui n'a pas encore de locaux fixes.

A. L.

A travers les revues étrangères

Le salaire réel diminue-t-il quand l'emploi augmente ?

L'ÉVOLUTION des salaires réels au cours du cycle économique est l'un des quelques points d'accord entre Keynes et les économistes néo-classiques de l'entre-deux-guerres. Tous estiment qu'en règle générale l'augmentation de l'emploi ne peut que s'accompagner d'une baisse des salaires réels. En effet, à court terme, c'est-à-dire à équipements installés constants, lorsque l'emploi augmente, la productivité du travail, et, de ce fait, le salaire réel, diminuent ; et réciproquement. Les mouvements des salaires réels sont donc contracycliques. Or toutes les études économétriques ne confirment pas le raisonnement théorique. Dès 1938, certains travaux statistiques avaient jeté un doute sur ce point.

Dans le dernier numéro (1985, nº 4) du *Journal of Political Economy*, **Mark J. Bils** présente une analyse sur « l'évolution des salaires réels au cours du cycle, étudiée sur des données individuelles ». Son originalité provient de ce que l'auteur n'utilise pas des séries chronologiques agrégées. Celles-ci présentent en effet un inconvénient majeur ; en raisonnant sur le salaire réel moyen, elles laissent supposer que la structure de l'emploi reste la même pendant tout le cycle économique. Or cela est manifestement abusif ; le cycle économique ne se traduit pas pour tous les travailleurs de la même façon. Il est vraisemblable, par exemple, que les salaires de ceux qui conservent leur emploi et de ceux qui le perdent, pendant un temps au moins, n'évoluent pas de la même façon.

L'utilisation de données individuelles permet d'éviter cette objection. L'auteur utilise des données provenant d'entretiens effectués en 1966 auprès de plus de cinq mille Américains âgés de quatorze à vingt-quatre ans à l'époque, et recommencés, auprès des mêmes, pratiquement tous les ans jusqu'en 1980. La variable qui doit décrire le cycle des affaires est la variation du taux de chômage de l'économie américaine d'une année sur l'autre.

Les résultats obtenus sont les suivants : contrairement à ce que beaucoup pensent, les salaires réels varient de façon procyclique : une augmentation d'un point du chômage entraîne une baisse du salaire réel de 1,5 à 2 points. Cette évolution est encore plus accentuée pour les Noirs que pour les Blancs. Lorsque l'on distingue parmi les personnes interrogées celles qui ont changé d'emploi, le mouvement procyclique du salaire est deux fois plus prononcé : c'est ainsi qu'une diminution de chômage de 1 point s'accompagne d'une augmentation du salaire réel de 3,5 points chez les Blancs et de 4 points chez les Noirs. Mais pour les personnes qui ont eu la chance de conserver leur emploi, la diminution du chômage des autres ne s'accompagne pas d'une hausse très sensible de leur salaire réel personnel. Les individus qui conservent leur emploi sont donc largement à l'abri des effets du cycle économique.

Trente cycles

Le *Journal of Economic Literature* a publié, dans son numéro de juin 1985, un article de **Victor Zarnowitz** : « Travaux récents sur les cycles des affaires, mise en perspective historique ». Zarnowitz est professeur à l'université de Chicago et membre du National Bureau of Economic Research (NBER) ; c'est un spécialiste mondialement connu de la théorie des cycles. L'histoire économique confirme l'existence de fluctuations de longue durée du produit national brut, alternant des phases d'expansion et de récession.

Depuis le milieu du dix-neuvième siècle jusqu'à 1982, les Etats-Unis ont connu trente cycles, avec des phases d'expansion d'une durée moyenne de trente-trois mois, et des phases de récession de dix-huit mois. Cependant, la durée des cycles et leur amplitude sont irrégulières : depuis 1949, les Etats-Unis ont connu sept phases d'expansion d'une durée moyenne de quarante-six mois ; la plus courte a duré douze mois (juillet 1980-juillet 1981), la plus longue cent six mois (février 1961-décembre 1969).

Keynes et les néo-classiques mis en cause par une étude de cas individuels

par DANIEL VITRY (*)

Si tous les secteurs d'activité n'ont pas la même évolution, on peut cependant dégager quelques grandes caractéristiques. Prenons le cycle du PNB comme référence : l'agriculture obéit naturellement à d'autres lois ; mais la production des biens durables et l'emploi dans ce secteur évoluent conformément au cycle du produit national brut ; l'amplitude des cycles des biens de consommation courante est plus faible et celle des services encore plus faible. L'évolution du chiffre d'affaires des grossistes a une amplitude plus grande que celle des détaillants, mais plus faible que celle des fabricants ; parallèlement les prix de gros varient plus que les prix de détail. Enfin, les carnets de commandes varient de façon plus ample que la production.

Il existe certains indicateurs avancés du cycle. Tous les projets d'investissement varient bien avant la production et l'emploi ; de même, la productivité horaire du travail précède le cycle. Le profit par unité de produit chute avant les ventes. Enfin, les anticipations et les projets d'achat des consommateurs précèdent largement le cycle du PNB.

Comment expliquer les cycles ? Il y a, en prenant le risque de simplifier, deux familles de théories du cycle. Dans la première famille, on fait du cycle un mouvement auto-entretenu ; le cycle est engendré soit par l'investissement, soit par le crédit, soit enfin par la relation prix-coût-profit. Dans cette approche, les chocs extérieurs sont secondaires ; la dynamique du système est interne. Ainsi, en 1898, le Suédois Knut Wicksell expliquait le cycle par l'écart entre le taux d'intérêt du marché et le taux d'intérêt naturel ; ou encore, en 1939, Joseph Schumpeter expliquait que la croissance était le résultat du progrès technique et de la concentration d'innovations majeures à certaines époques, ces époques privilégiées revenant de façon cyclique.

Entre 1930 et la fin des années 40, on a assisté à une floraison de modèles décrivant le cycle de façon endogène, en combinant deux relations plus ou moins mises à jour par Keynes, le multiplicateur qui explique le niveau du produit national par celui de la demande, et l'accélérateur qui explique la demande d'investissement par les variations de la demande de produit final. Ce sont les retards entre les variables, la forme linéaire ou non des relations, et l'explication de l'investissement qui permettent de différencier les modèles. Malheureusement, ces modèles laissent presque toujours de côté les aspects monétaires et financiers.

La deuxième famille fait du cycle une réponse de l'économie à un choc extérieur, qui peut être une guerre, une variation de la population, un changement technologique, une modification de politique monétaire ou fiscale, ou encore une variation brusque du prix des matières premières, comme dans le cas des chocs pétroliers. Dès lors, c'est le poids accordé aux facteurs réels ou au contraire aux facteurs monétaires qui permet de classer les modèles. Par exemple, pour les monétaristes, les variations du revenu national nominal dépendent des variations du stock de monnaie. L'origine des cycles dans la théorie de Milton Friedman réside dans l'alternance de forte croissance de la masse monétaire et de ralentissement. C'est donc l'irrégularité de la politique monétaire qui déstabilise l'économie, en particulier son secteur privé.

L'un des développements récents de la théorie néoclassique contemporaine est la théorie des anticipations rationnelles. Cette théorie a pour ambition de construire un modèle de cycle respectant scrupuleusement deux idées de la théorie de l'équilibre général : les agents économiques poursuivent leurs intérêts personnels, et les marchés sont en équilibre. Selon cette approche, les agents économiques anticipent exactement comme le ferait l'utilisateur de la meilleure théorie économique de l'époque.

Lorsque la politique monétaire est parfaitement connue, ses effets étant prévisibles, toutes les variables nominales vont s'adapter en conséquence et il n'y aura pas de cycle économique. Les fluctuations des variables réelles ne peuvent s'expliquer que par les variations aléatoires de la masse monétaire qui provoquent des mouvements de prix inattendus et des erreurs de calcul des agents. Reste à savoir si ces fluctuations peuvent durer. Signalons enfin un très important courant de pensée qui recherche l'origine des cycles dans les rigidités de l'économie, en particulier du fait de la présence des contrats à long terme et de l'indexation des salaires.

Surprises américaines

L'examen de la phase actuelle de l'expansion américaine réserve bien des surprises. Le produit national brut a augmenté exactement comme il l'avait fait en moyenne au cours des phases de reprise des autres cycles, 12 % en deux ans par rapport au point bas de la récession. Mais l'investissement a bien plus augmenté qu'au cours des autres phases de reprise, alors qu'il n'avait pas plus baissé au cours de la récession de 1980-1982 qu'au cours des autres récessions. En effet les dépenses d'équipements durables, qui augmentaient en moyenne de 20 % en deux ans au cours des reprises des cycles précédents, ont augmenté cette fois de 40 % en deux ans. Pour les équipements de bureau, la croissance, qui était en moyenne de 26 % en deux ans, est de 59 % cette fois.

Le reprise de l'investissement n'a du reste pas profité qu'à l'industrie américaine, une partie de ces investissements ayant été importée. Puisque le produit national brut a connu la reprise traditionnelle, ce n'est pas lui qui peut expliquer le boom de l'investissement. Dans un article paru dans le dernier numéro des *Brookings Papers*, **Barry Bosworth** se demande s'il n'y a pas une relation entre *« l'impôt et la reprise de l'investissement »*. Des mesures fiscales prises en 1981 et 1982 ont en effet beaucoup diminué le taux d'imposition des revenus d'investissements nouveaux. Le coût du capital s'en est trouvé modifié.

L'auteur a utilisé les modèles traditionnels d'investissement sans grand succès ; ceux-ci sous-estiment en effet l'investissement. Il a donc construit un modèle désagrégé, car il estime que les mesures fiscales prises n'ont pas eu un effet identique sur tous les types d'investissement. En mesurant l'impact des mesures fiscales de 1981-1982 par la variation du taux d'imposition, l'auteur montre que ces mesures n'ont eu qu'un très faible effet, contrairement à toute attente. Certains investissements (équipements de bureau, camions) supportent même un taux d'imposition plus élevé qu'avant.

En mesurant maintenant l'impact des mesures par l'évolution du coût du capital, l'auteur montre que ce coût n'a baissé en moyenne que de 4 %. En définitive, il ne trouve aucune corrélation entre l'évolution des dépenses d'investissement et les changements fiscaux. Cela ne signifie pas que les mesures fiscales n'ont pas eu d'effets ; elles en ont eu, en particulier à court terme, sur le *cash flow* des entreprises. L'auteur estime que le système fiscal américain est devenu tellement complexe que les mesures prises n'ont pas nécessairement les effets attendus. La fiscalité est une sorte de boîte noire, en somme, que l'administration Reagan cherche à simplifier. Puisse-t-elle ne pas en faire une boîte de Pandore.

(*) Professeur à l'université de Paris-II.

Quinze ans de quotas au Canada

(Suite de la page 39.)

On comprend que, dans ces conditions, les dépenses gouvernementales en faveur du soutien du marché du lait ne s'accroissent que modérément (310 millions de dollars en 1983, contre 283 millions en 1976). Le quota national excède les besoins intérieurs, mais ce sont, en définitive, les producteurs qui financent l'exportation de ce surplus. Ce qu'ils perçoivent en subventions directes, ils le reversent sous forme de taxes. Pour quelles raisons les producteurs demeurent-ils donc attachés à ce système ?

Il apparaît tout d'abord que, dans le cadre de cette organisation du marché, les fédérations de producteurs de lait se trouvent en position de force dans leurs négociations avec l'industrie. Dans certaines provinces, comme l'Ontario, la fédération exerce, en effet, un monopole complet sur les ventes de lait et règle la répartition des livraisons entre les laiteries, qui sont soumises, de fait, à un quota global d'approvisionnement. Ces laiteries paient d'ailleurs le lait selon l'utilisation qu'elles en font, la fédération assurant une péréquation entre les producteurs.

Les producteurs ont en outre obtenu, comme on l'a déjà dit, l'indexation du prix du lait. En 1975, le prix visé par la CCL a été calculé pour couvrir le coût de production d'une exploitation moyenne ; depuis cette date, il est ajusté annuellement en fonction d'un indice prenant en compte l'évolution des charges de la production et le niveau général des prix. Le revenu des producteurs a donc évolué favorablement sous l'effet de cette indexation des prix. D'autres facteurs ont également joué dans ce sens : l'instauration de quotas s'est notamment accompagnée d'une très forte restructuration du secteur – le nombre des producteurs livrant à l'industrie revenant de 123 000 à 50 000 entre 1972 et 1982, – et la dimension économique des exploitations s'est accrue.

Les difficultés ne sont pas, bien entendu, pour autant absentes dans le fonctionnement du système. La fixation du quota national en fonction des débouchés intérieurs peut conduire à des ajustements brutaux : c'est ainsi que ce quota a dû être réduit de 18 % en 1976 (les capacités d'absorption du marché intérieur avaient, semble-t-il, été largement surestimées au cours des campagnes précédentes) ; il a encore diminué de 4,5 % en 1983.

La répartition de ce quota national entre les provinces est, également, source de tensions. Ainsi, en 1983, a-t-on vu la Colombie britannique *« faire sécession »* du système national de gestion des approvisionnements laitiers : sa production ne correspondait qu'à 35 % de sa consommation, et elle n'admettait plus que le système de gestion nationale ne lui permette pas d'augmenter son degré d'auto-approvisionnement. Elle a maintenant fixé ses propres quotas au-dessus de ce qui lui était autorisé par le plan national. Ses producteurs ne perçoivent plus la subvention directe versée par la CCL, mais ne paient plus la taxe destinée à financer les exportations.

La situation déficitaire de la Colombie britannique la met en fait dans une position de force par rapport aux autres provinces. Celles-ci sont en effet perdantes dans ce contexte ; ce que la Colombie ne leur achète plus alimente le surplus à exporter sur le marché mondial, les taxes payées par leurs producteurs pour financer le coût de ces exportations augmentant donc nécessairement. On peut imaginer que certains pays déficitaires de la CEE pourraient être tentés d'adopter une attitude semblable à celle de la Colombie britannique, si le gel des situations devait se prolonger...

Une véritable barrière

Le système de contingentement a enfin conduit à une prise de valeur des quotas qui constitue maintenant une véritable barrière à l'entrée de nouveaux producteurs, et accroît les difficultés lors de la transmission des exploitations. Il faut être conscient que, dès qu'un droit de produire est créé et devient de ce fait un bien rare, il acquiert nécessairement une valeur et fait l'objet d'un échange, même si celui-ci est réglementairement interdit. Dans presque toutes les provinces, les solutions administratives de redistribution des quotas ont été abandonnées, et les fédérations ont organisé un marché sur lequel se vendent et s'achètent les quotas. En Ontario, il s'agit d'un marché de type boursier. Jusqu'à présent, les ventes se faisaient aux enchères dans la province du Québec ; à cet automne, un marché de type boursier va être également mis en place.

Depuis quelques années, la valeur des quotas n'a pas cessé de s'accroître. Ainsi, au Québec, le prix de l'hectolitre annuel de lait de transformation est passé de 36 à 72 dollars entre 1980 et 1983 : la valeur du quota correspond donc à deux recettes laitières annuelles, et la mise en production d'une vache supplémentaire coûte à un producteur environ 3 600 dollars. L'achat d'un quota est donc d'un coût élevé pour les exploitants, mais ce coût constitue aussi un facteur d'attachement des producteurs au système actuel : il est en effet évident qu'un éleveur qui vient d'acheter des quotas pour plusieurs milliers de dollars ne peut pas souhaiter une déréglementation du secteur qui annulerait la valeur de son investissement.

L'expérience canadienne révèle ainsi l'intérêt d'un système de contingentement de la production, et aussi la nature des problèmes qu'il ne manquera pas, à terme, de poser. Les quotas fournissent un instrument de régulation de l'offre – et de limitation des dépenses publiques – indéniablement efficace. Mais le blocage des quantités mises en marché semble bien avoir pour contrepartie l'apparition de fortes pressions à la hausse des prix à la production : le système d'indexation des prix qui lui est lié constitue sans doute aujourd'hui, dans un contexte de lutte anti-inflationniste, l'un des points les plus sensibles du débat engagé sur l'avenir des quotas laitiers au Canada.

JEAN-PIERRE BUTAULT et DENIS HAIRY.

Bouleversement en Europe

Comment vont s'effectuer les transferts de quotas

LE système canadien met en relief l'importance déterminante, dans ce type de régulation du marché, des mécanismes d'allocation et de transfert des quotas. Une triple question se pose ici : comment assurer, dans le cadre d'une politique de stabilisation du volume global de l'offre, les nécessaires ajustements des structures d'exploitation ? Est-il possible de veiller, conjointement, à la prise en compte d'un certain nombre d'impératifs d'ordre sociostructurel (préservation du caractère familial des exploitations, maintien des équilibres régionaux) ? Sur quel type d'organisation s'appuyer pour y parvenir ?

Après de multiples expériences, les Canadiens ont répondu clairement à cet ensemble de questions : le mode de régulation qui a été adopté consiste à « faire confiance » au marché pour assurer le transfert des quotas entre producteurs ; ce marché a cependant été strictement organisé sous l'égide du syndicalisme agricole : rien n'assure, dans ce dispositif, la prise en charge « directe » des objectifs d'ordre sociostructurel.

Les conséquences de ces choix fondamentaux sont claires : la concentration de la production s'est activement poursuivie, la prise de valeur des quotas constituant pour les producteurs financièrement les moins bien dotés une incitation puissante à quitter le secteur en réalisant la valeur capitalisée de leurs droits à produire. En contrepartie, l'apparition de cette nouvelle rente a bien évidemment alourdi les charges financières des agriculteurs susceptibles de s'engager dans un processus d'expansion de la production.

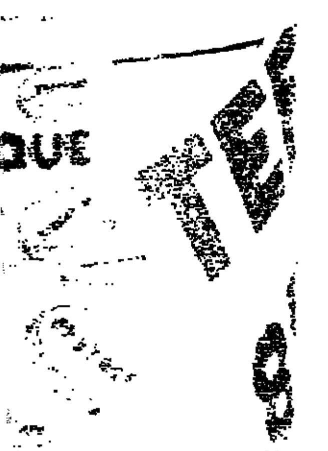
Dans quelle mesure cette situation est-elle transposable aux cas de l'Europe et de la France ? Il faut souligner, tout d'abord, que les mutations structurelles, dans notre pays, sont loin d'être achevées ; au cours des dernières années, le maintien d'un rythme élevé de croissance de la production a constitué, du moins pour les exploitants les plus jeunes, le plus sûr moyen d'accéder à des niveaux de revenus « améliorés ».

Il paraît donc évident que de fortes pressions vont s'exercer pour que les « transferts de quotas » s'effectuent avec le plus de souplesse possible. La procédure actuellement engagée, et qui vise, pour l'essentiel, à désigner administrativement les catégories de producteurs « prioritaires » et à réduire le niveau des taxes en organisant une « péréquation » entre producteurs, au sein de chaque laiterie, voire entre laiteries, au plan national, pourrait rapidement trouver ses limites.

Qu'adviendra-t-il par la suite ? Des pressions se sont déjà exercées, en Grande-Bretagne notamment, pour que le marché arbitre, en dernier ressort, les transferts de quotas entre exploitations. Il y a gros à parier que cette tendance se renforcera dans l'avenir. Des formes « hybrides » de gestion pourraient cependant être trouvées, qui verraient coexister une répartition « administrative », sous l'égide de l'office du lait par exemple, d'une fraction annuelle des quantités libérées, et dans le cadre de laquelle serait assurée la réalisation d'objectifs socio-économiques généraux (installation des jeunes, maintien de la production en zone de montagne, etc.), avec une gestion « par le marché » des transferts « privés » de quotas entre producteurs ou entre laiteries.

Cette formule aurait sans doute – l'expérience canadienne en fait foi – le mérite de la transparence. Elle contrevient toutefois, dans son principe, au règlement communautaire actuel, lequel lie strictement tout transfert de quota à celui de son « support » foncier. Il paraît donc difficile de dépasser ici le stade des simples conjectures ; nul doute, cependant, que les règles du jeu qui régissent, depuis longtemps, les processus de concentration et d'intensification de la production laitière ne soient profondément bouleversées au cours des mois et des années à venir.

J.-P. B. et D. H.



La chronique de Paul Fabra

La retraite-frustration

BIEN que le nombre de personnes directement touchées doive sans doute rester inférieur à 20 000, ce n'est pas une mince affaire que ce projet de loi visant à décourager les cumuls emploi-retraite que M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, est en train de préparer en toute urgence, comme s'il s'agissait d'un dangereux courant à endiguer avant qu'il ne devienne irrésistible. La raison de cette hâte n'est évidemment pas sans rapport avec le fait que le premier ministre avait annoncé, dans son émission télévisée du 5 septembre, qu'il allait agir dans ce sens.

Les mesures qui vont être prises ont en effet un caractère hautement dissuasif, ce qui pourrait sembler être une autre façon pour le gouvernement de prouver sa détermination à s'opposer à la prolifération d'une pratique qu'il juge génératrice de chômage. La cotisation de solidarité mise à la charge des « cumulards » d'une pension de retraite et d'un emploi rémunéré sera très fortement relevée, selon un système de pénalisation à deux étages impliquant une abrupte progressivité.

Pour les titulaires d'une pension de retraite qui continuent à travailler, et qui reçoivent pour leur travail une rémunération au plus égale à deux fois et demie le SMIC, soit environ 11 000 F par mois, la cotisation en question, versée aux régimes d'indemnisation de chômage (UNEDIC, Fond de solidarité, CANCAVA, selon le cas) — et non pas au fisc, — est doublée. Elle passe de 5 % à 10 % aussi bien pour le salarié que pour son employeur. Raisonnons sur l'exemple simple d'un retraité qui touche une pension d'un montant supérieur au SMIC (si elle est inférieure à ce montant, le cumul n'est pas « pénalisé ») et perçoit en plus pour la fonction qu'il occupe une rémunération de 11 000 F. La cotisation de solidarité, qu'il est tenu, par les textes en vigueur depuis avril 1983, de verser, revient à amputer son salaire (ou ses honoraires) de 550 F aujourd'hui (5 % de 11 000 F) et de 1 100 F demain, quand la nouvelle loi sera votée. Quant à la cotisation mise à la charge de l'employeur, elle a pour effet de majorer de la même somme le coût total des services qu'il demande au « cumulard » : 11 000 F + 550 F aujourd'hui et + 1 100 F demain. La cotisation s'ajoute, bien sûr, aux charges sociales.

M. DELEBARRE a indiqué, à l'occasion du dernier conseil des ministres, que, au cas où la rémunération dépasse 11 000 F, la cotisation de solidarité sera portée à 100 %, partagée entre l'employeur et celui qu'il emploie. Le ministre n'a pas fait preuve d'humour noir. Comme cela ressort clairement de l'exemple cité, les 100 % de cotisation dont il a parlé ne signifient pas que le « cumulard » sera privé sans autre forme de procès de la totalité de ses gains, hors pension, dépassant 11 000 F. Il reste que la tranche supérieure de sa rémunération, égale à 8 000 F dans notre hypothèse (19 000 F — 11 000 F), sera très sévèrement amputée, puisqu'il n'en recevra que la moitié (cotisation de 50 % à sa charge). Cela vaudra-t-il encore la peine pour lui de travailler ? Et son employeur n'y regardera-t-il pas à deux fois avant de l'embaucher, vu que, pour lui, cette deuxième tranche correspondra à un débours effectif de 8 000 F + 4 000 F = 12 000 F, sans parler des charges sociales ? La volonté de découragement paraît bien animer les auteurs du projet.

Un doute s'introduit toutefois dans l'esprit quand on s'avise de la portée probable de la mesure envisagée. On ne compterait guère plus de 18 000 à 19 000 « cumulards » déclarés, car ils ne sont mis à contribution qu'à concurrence de leur déclaration auprès des organismes de recouvrement — lesquels ne disposent pas de moyens d'investigation efficaces. La question s'est posée de savoir si le gouvernement profiterait de l'occasion pour assortir de sanctions le non-versement des cotisations de solidarité. Elle a été tranchée par la négative, bien que l'administration soit persuadée qu'une fraude importante ait lieu.

En revanche, il n'a même pas été sérieusement envisagé d'augmenter le nombre des personnes visées en pénalisant le cumul pour les retraités âgés de moins de soixante ans. Par une telle extension, on eût atteint certaines catégories de fonctionnaires, tels les anciens militaires ou d'anciens membres du personnel de certaines entreprises du secteur public. Le renoncement du gouvernement peut s'expliquer de trois façons : ou bien il ne croit pas vraiment — faute de pouvoir y apporter le moindre commencement de preuve — à son raisonnement selon lequel en combattant le cumul on combat le chômage; ou bien il n'a pas osé mécontenter un trop grand nombre de « cumulards » ; ou bien encore il redoute que, en dissuadant de travailler des hommes et des femmes pas encore assez vieux pour être présumés incompétents, il fasse éclater au grand jour les inconséquences de son parti pris. Aurait-il eu le souci de donner une satisfaction de façade aux syndicats qui s'élèvent avec le plus de vigueur contre le cumul ?

RIEN ne serait plus erroné qu'un calcul cynique fondé sur l'idée qu'en touchant finalement très peu de monde on obtient un grand avantage psychologique auprès de toute une partie de l'opinion publique prompte à voir dans tout « cumulard » un homme qui occupe le poste convoité par un chômeur. La vérité serait plutôt qu'on risque, par une mauvaise appréciation des effets psychologiques réels d'une telle mesure, d'aggraver le malaise dont souffrent un nombre non négligeable de Français et de Françaises implicitement accusés d'accaparer des emplois.

Les adversaires du cumul ont trop beau jeu de répondre que, après tout, personne dans ce pays n'est absolument obligé de prendre sa retraite à soixante ans ; précisons qu'en droit, sinon en fait, cette obligation n'existe pas davantage à soixante-cinq ans, car il n'y a pas, contrairement à une croyance quasi universellement répandue, d'âge légal de la retraite, en tout cas pas pour les salariés du secteur privé (pour le secteur public, la question est juridiquement moins claire). A telle enseigne que la légalité des rares conventions collectives qui stipulent la mise à la retraite à soixante ans pourrait être contestée devant les tribunaux.

DANS les faits, la situation se présente de façon très différente, même si on peut penser que le vieillissement progressif de la population conduira dans l'avenir beaucoup plus de gens qu'aujourd'hui à faire valoir, le troisième âge venu, leur droit au travail : un mouvement de ce genre se manifeste déjà aux Etats-Unis. S'il n'est pas douteux que la faculté donnée par l'ordonnance de mars 1982 de faire valoir ses droits à la retraite dès l'âge de soixante ans a été bien accueillie par une grande partie de la population, il n'en est pas moins vrai que beaucoup de nos concitoyens n'en ont usé que parce qu'on les a poussés à le faire. C'est le même texte et son décret d'application d'avril 1983 qui a institué la cotisation de solidarité, laquelle, il convient de le rappeler, s'applique aux salariés, artisans et commerçants, mais non aux membres des professions libérales ni aux agriculteurs parce que le régime de la retraite à soixante ans ne leur a pas été accordé.

La règle posée est que, pour demander son admission à la retraite, il faut cesser de travailler dans l'entreprise qui vous emploie. Une présomption que le gouvernement a lui-même raisonné sur l'hypothèse que, dans de nombreux cas, la renonciation au travail dès l'âge de soixante ans serait ressentie comme une frustration est qu'il a voulu d'emblée, comme pour rétablir l'égalité, pénaliser ceux qui trouveraient un emploi de remplacement.

CE faisant, il n'a fait qu'accroître la pression morale qui s'exerce désormais sur les hommes (et les femmes) de soixante ans pour qu'ils abandonnent « volontairement » un emploi auquel ils sont en général d'autant plus attachés qu'ils le remplissent utilement. Leur fermer les débouchés de substitution et ponctionner sans pitié la rémunération supplémentaire qu'ils en tirent, c'est courir le risque, comme le dit Dominique de La Martinière, ancien et brillant directeur général des impôts (1967-1973), puis directeur général dynamique et inflexible de l'IDI (1975-1984), de « mettre hors circuit économique l'expérience acquise ». C'est aussi — de nombreuses et souvent émouvantes lettres reçues l'attestent — culpabiliser de nombreux Français et Françaises qui continuent à travailler tout simplement parce qu'ils ont à faire face à des charges de famille encore lourdes.

Dans son article 6, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen proclame que « tous les citoyens étant égaux aux yeux de la loi, ils sont également admissibles à toutes les dignités, places et emplois publics selon leur capacité et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents ». Le même principe de non-discrimination vaut pour le marché de l'emploi. Il se fait que, lorsqu'ils sont conçus avec clarté, les grands principes du droit ne contredisent pas les lois de l'économie. Mais on sait que les technocrates n'aiment pas le droit ; on commence à soupçonner qu'ils ne connaissent pas aussi bien l'économie qu'on l'avait cru.

économie

COMMERCE EXTÉRIEUR

LES CRÉDITS A L'EXPORTATION

Les banquiers et le ministère des finances cherchent un point d'accord

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, voudrait tirer parti de la baisse des taux, et même quelque peu anticiper sur elle, pour donner un premier coup de pioche dans une des plus imposantes et des plus hideuses constructions érigées par le zèle interventionniste des pouvoirs publics français. Il s'agit du dispositif qui leur permet, à coups de subventions s'élevant à plus de 11 milliards de francs, d'aider les exportateurs en abaissant artificiellement le coût des crédits qu'ils consentent à leurs clients étrangers. Par ce moyen, nos grandes entreprises peuvent emporter des contrats vers les pays qui leur achètent de gros matériels d'équipement, voire des usines clés en main, qu'il est de plus en plus difficile de vendre.

Tout en étant d'accord sur l'orientation générale de cette politique qui devrait avoir l'avantage de leur offrir un nouveau champ d'activité en battant en brèche le monopole dont jouit la Banque française du commerce extérieur (BFCE) pour l'octroi et pour la mise en œuvre de ces crédits, les banques françaises rechignent, car elles redoutent de devoir supporter des risques supplémentaires.

Les taux du marché intérieur sont tombés légèrement au-dessous du niveau des taux de faveur que la France comme les autres pays à taux intérieurs élevés est autorisée par l'OCDE à accorder aux pays classés par cette dernière institution comme clients *« relativement riches »*, l'URSS et plusieurs pays pétroliers étant les principaux (*le Monde* du 20 août).

Ces taux minimaux sont de 12 % pour des crédits compris entre deux et cinq ans et de 12,25 % pour des crédits relatifs à des matériels dont le paiement est échelonné sur plus de cinq ans. En conséquence, la Rue de Rivoli a exprimé son intention de supprimer, pour cette catégorie d'acheteurs, les subventions. Celles-ci resteraient en vigueur pour les clients de la catégorie intermédiaire (catégorie B), tel le Brésil, pour lesquels les taux arrêtés au sein de l'OCDE sont respectivement de 10,7 % et de 11,2 %. Il en serait de même *a priori* pour les pays classés comme *« relativement pauvres »*, ceux de la catégorie C, pour lesquels le taux est, toutes durées confondues, de 9,85 %.

M. Bérégovoy veut mettre les banques en concurrence pour financer l'exportation, domaine quasi exclusif jusqu'à présent de la Banque française du commerce extérieur (BFCE). Mais les banquiers trouvent cette activité bien risquée

Il est bien sûr entendu que les pays qui n'ont pas besoin de subventionner de cette façon leurs exportateurs sont censés offrir les taux de leur marché intérieur, qui peuvent être nettement plus bas que les taux dits du consensus ou « taux matriciels », qui viennent d'être cités.

Mais, là encore, la communauté internationale, souvent échaudée, a pris une précaution qui consiste à enregistrer, pour chacun des pays à monnaie forte, et donc à taux bas, un *« taux d'intérêt commercial de référence »* (CIRR, d'après le sigle anglais). La France pourrait demander qu'un tel taux de référence lui soit attribué en ce qui concerne ses exportations vers les pays de la catégorie A. Cela supposerait qu'entre-temps soit réglé le différend qui oppose la Rue de Rivoli aux banques.

Mécanisme protecteur

Ces dernières estiment que la Rue de Rivoli est trop exigeante. Leur argumentation est la suivante : on nous demande de financer nous-mêmes les exportations vers les *« pays relativement riches »*. Où pourrions-nous trouver les ressources ? Une première possibilité serait d'émettre des emprunts obligataires dont les taux sont actuellement de l'ordre de 11,30 % à 11,40 %.

Les banques jugent cet écart très insuffisant, sous-entendu pour leur assurer une rentabilité suffisante. Une deuxième possibilité serait de s'adresser au marché dit monétaire, c'est-à-dire au marché des créances à court terme, où les taux sont nettement plus bas, actuellement de l'ordre de 9,75 %. Cela reviendrait donc pour elles à financer des prêts à moyen ou long terme, assortis d'un taux fixe, par de l'argent emprunté à court terme. Dans les circonstances actuelles, le risque paraît trop grand aux banques. Elles menacent de ne plus offrir aux clients étrangers que des prêts à taux variable, ce qui mettrait les exportateurs français dans une situation d'infériorité vis-à-vis de la plupart de leurs concurrents.

Un argument supplémentaire des banques françaises est que M. Pierre Bérégovoy anticipe quelque peu le mouvement de baisse des taux français; or il est probable qu'au mois de décembre prochain les taux matriciels de l'OCDE soient abaissés d'un demi-point.

En conséquence, les banques demandent qu'on prévoie en leur faveur ce qu'elles appellent un *« mécanisme protecteur »* qui existe dans plusieurs autres pays, dont la Grande-Bretagne, les États-Unis et même le Japon, mais pas en Allemagne, où ce sont les entreprises exportatrices elles-mêmes qui supportent le risque inhérent à la variation des taux.

Qu'à cela ne tienne, rétorque M. Bérégovoy, que les banques mutualisent leurs risques! A quoi le ministre de l'économie, des finances et du budget ajoute une autre demande : qu'elles diminuent l'exorbitante commission de 1 % qu'elles exigent sur tous les crédits à l'exportation alors que ces crédits sont garantis à concurrence de 95 % par la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur), organisme d'État. Ce à quoi les banques répliquent à leur tour : les impayés absorbent environ le quart des marges afférentes à nos opérations à l'exportation.

Les verrues

L'enjeu véritable dépasse les intérêts des exportateurs organisés en puissants groupes de pression. A travers un mécanisme plus ou moins complexe, les banques françaises ont la possibilité de réescompter un taux privilégié de 7,5 %, et pratiquement sans limite, les crédits à l'exportation qu'elles consentent. Autrement dit, c'est l'institut d'émission qui finance les crédits accordés à nos clients des pays de l'Europe de l'Est, de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Afrique.

Les créances ainsi accumulées par la Banque de France, qui s'élèvent à plus de 80 milliards, en défigurent le bilan, qui comporte encore quelques autres verrues du même genre, dont l'une n'est autre que les bons du Trésor représentant le financement par la monnaie du déficit budgétaire.

Si M. Bérégovoy obtenait gain de cause, on pourrait voir ce portefeuille, pour la première fois depuis plus de dix ans, se dégonfler d'une somme qui pourrait se situer entre 5 et 10 milliards de francs. Cette amélioration, toutefois, serait plus apparente que réelle, car le marché monétaire sur lequel les banques se procureraient les nouvelles ressources est lui-même largement alimenté par l'institut d'émission.

PAUL FABRA.

MULTIPLICATION DES CONTENTIEUX ENTRE LA CEE ET LES ETATS-UNIS

Pêches en conserve, vin, oranges et pâtes...

***« Si les Etats-Unis deviennent protectionnistes cet automne, nous réagirons »*, vient de déclarer M. Jacques Delors, président de la Commission européenne. Le président Reagan avait annoncé la semaine dernière l'ouverture d'une enquête sur ce qu'il appelle *« les pratiques commerciales déloyales »* des partenaires commerciaux des Etats-Unis et les contentieux se multiplient entre l'Europe et Washington.**

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes.) – Fruits en boîtes, raisins secs, oranges, pâtes alimentaires, vin : les contentieux ponctuels se multiplient entre l'Europe et les Etats-Unis. Manœuvrer dans cet imbroglio n'est pas évident pour la CEE, qui souhaite bien sûr défendre ses intérêts, mais dans le même temps a le souci de ne pas compliquer la tâche du président Reagan, dont la volonté de contenir les pressions protectionnistes catégorielles n'est pas mise en doute.

Voici quelques jours, le chef de l'exécutif américain vitupérait publiquement les pratiques déloyales de plusieurs partenaires commerciaux des Etats-Unis et menaçait ainsi la Communauté européenne de ses foudres, si elle ne supprimait pas, avant le 1er décembre, les avantages, à ses yeux excessifs, dont bénéficient les producteurs européens de fruits en conserve. Etaient ainsi épinglées les conserves de pêches, dont les importations dans la CEE en provenance des Etats-Unis ont en quelques années été ramenées à pratiquement zéro (9 000 tonnes en 1981, 106 tonnes en 1984), alors que les exportations des Dix ont au contraire progressé (1 tonne en 1981, 4 500 en 1984). Les principaux producteurs de conserve de pêches sont les Grecs, les Italiens et, accessoirement, les Français.

En dépit du caractère spectaculaire de l'avertissement américain, les autorités bruxelloises n'ont été ni surprises, ni choquées, et inclineraient plutôt à consentir un geste d'apaisement dans cette affaire. La Communauté avait été grandement soulagée, voici quelques semaines, lorsque le président Reagan, prenant le contre-pied des recommandations qui lui étaient faites, refusait, au nom du libre-échange, de contingenter les importations de chaussures. Le chef de la Maison Blanche, pour faire passer la pilule, annonçait dans la foulée son intention de faire preuve de sévérité pour contrer les abus des partenaires commerciaux des États-Unis. D'où le récent éclat contre le Japon, la Corée, la Communauté.

Le dossier choisi pour critiquer cette dernière, à savoir les conserves de pêches, n'est pas le plus sensible et, en outre, les experts bruxellois, sans le reconnaître crûment, ne sont pas loin de penser que le président Reagan sur ce point n'a pas tout à fait tort. Les Américains reprochent à la CEE d'avoir annulé les effets de la concession tarifaire qu'elle leur avait consentie sur les conserves de pêches lors du « Tokyo round », en accordant une aide substantielle à ses producteurs.

En Californie...

La Communauté rétorque que les exportations américaines vers d'autres destinations ont également diminué, ce qui démontre que l'aide européenne n'est pas à l'origine des déboires des producteurs californiens. Elle ajoute que l'aide accordée aux conserveurs a été diminuée de 20 % en 1984 et de 12 % en 1985.

Cependant le *panel*, c'est-à-dire l'instance d'arbitrage constituée au GATT à la demande des Etats-Unis pour examiner le problème des aides accordées par la Communauté à ses producteurs de raisins secs, ainsi qu'à ceux de fruits en conserve, a donné raison à la CEE dans le premier cas – qui était le plus important pour Washington – et tort dans le second, lui recommandant de faire le nécessaire pour que la concession tarifaire redevienne effective. Les conclusions du panel pour s'imposer aux parties concernées doivent être avalisées par le Conseil du GATT, l'organe permanent de cette institution.

La Communauté jusqu'ici s'est arrangée pour retarder ce dernier acte de la procédure d'arbitrage. Pour permettre à la Maison Blanche de sauver la face, elle pourrait dans les prochains jours accepter les conclusions du panel et soit réduire très substantiellement l'aide assurée aux conservateurs, soit la maintenir, mais accorder en compensation d'autres réductions de droits aux Américains.

Toutefois est-ce le moment de se montrer ainsi conciliant, alors qu'une nouvelle menace pèse sur les exportations européennes de vin, un risque considérable pour les producteurs italiens, français, allemands, demain espagnols. Les producteurs de raisin américains avaient dans le passé déposé une première plainte contre les exportateurs européens de vin. Mais elle avait été déclarée irrecevable par la Commission du commerce international, faisant valoir que le préjudice supposé, pour pouvoir être pris en considération, devait être directement lié à l'importation. Or les producteurs de raisin ne sont pas directement gênés par les importations de vin. La loi américaine a été modifiée, si bien que ces mêmes producteurs de raisin sont désormais habilités à déposer plainte, ce qu'ils ont fait.

Bruxelles attend avec inquiétude la réaction de la commission, puis celle de l'administration américaine. S'en prendre aux ventes européennes de vin serait considéré comme un acte patent de guerre commerciale. D'où l'idée de différer le geste de bonne volonté qui pourrait être fait sur les pêches. L'aide aux conservateurs européens a été fixée en juillet 1985 pour un an. La CEE pourrait annoncer avant le 1er décembre – date butoir donnée par le président Reagan – une réduction importante de l'aide, avec application au 1er juillet 1986. Le temps de voir venir...

...et en Méditerranée

Un autre contentieux porte sur les oranges. Les Etats-Unis contestent les facilités d'accès que la CEE accorde aux producteurs méditerranéens (marocains, israéliens, etc.), et qui, expliquent-ils, portent préjudice à leurs propres exportateurs. Dans des conditions très critiquables, le panel, du GATT leur a donné raison. Mais il est apparu clairement par la suite qu'une majorité de pays représentés à Genève étaient décidés à rejeter les conclusions de ce panel. Afin d'accroître la pression sur la Communauté dans cette affaire des oranges, Washington avait menacé d'appliquer un droit de douane de 40 % sur les importations de pâtes alimentaires. Panique en Italie ! Une trêve avait été conclue avant l'été, qui expire le 15 octobre. Pour l'obtenir, Bruxelles avait accepté de réduire la subvention accordée pour exporter les pâtes alimentaires vers les Etats-Unis.

Comment éliminer définitivement ce contentieux ? Les Etats-Unis, qui, encore une fois, ont le conseil du GATT contre eux, pourraient se contenter semble-t-il d'un geste symbolique sur les oranges, par exemple d'une baisse de 1 % du droit de douane qui leur est appliqué (de 20 % à 19 %). Mais une telle concession, même très limitée, serait mal accueillie par les fournisseurs méditerranéens de la Communauté, qui sont déjà préoccupés par les conséquences qu'aura sur leurs exportations agricoles l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal. La Communauté aimerait régler le problème plus général de ses relations futures avec les partenaires sud-méditerranéens avant de trouver un *modus vivendi* avec les Etats-unis sur les oranges. Mais le 15 octobre est pour cela un délai trop bref.

PHILIPPE LEMAITRE.

REPÈRES

Dollar : nouveau repli à 8,85 F

Sur des marchés des changes assez agités, le dollar a poursuivi sa baisse lundi 16 septembre, revenant de 2,92 DM à 2,9050 DM et de 8,89 F à 8,85 F environ. Cette baisse avait été amorcée à la veille du week-end, après publication d'indicateurs américains *(voir ci-dessous)*.

Politique économique : la Banque interaméricaine de développement critique le Fonds monétaire international

Les pays endettés d'Amérique latine ont de « solides motifs » pour contester les politiques économiques qui leur sont prescrites par le Fonds monétaire international (FMI), estime un rapport publié par la Banque interaméricaine de développement (BIAD). Dans son étude annuelle sur le développement économique et social de l'Amérique latine, la BIAD estime que les mesures prises par le FMI pour résoudre la crise frappant un pays ne sont que des *« palliatifs à court terme »*, dont l'effet n'a été que d'exacerber les tendances inflationnistes et de compromettre les perspectives à long terme. Dans une partie du rapport, rédigée par M. Albert Fishlov, professeur d'économie à l'université de Californie, il est indiqué que la charge de la dette de l'Amérique latine est deux fois supérieure à celle qui incombait à l'Allemagne au titre de réparations après la première guerre mondiale et que ce pays jugeait intolérable.

Renault : toujours premier exportateur français en 1984

Renault reste en tête des exportateurs français en 1984, d'après le vingt et unième palmarès annuel, les *Leaders de l'exportation*, publié par le Moniteur du commerce international (MOCI). La Régie a réalisé 37,6 milliards de francs de ventes à l'étranger, devançant de peu le deuxième exportateur français, PSA (34,2 milliards de francs). Les deux groupes automobiles ont assuré 7,5 % des exportations françaises en 1984. Le numéro trois, Thomson, arrive assez loin derrière (20,8 milliards de francs). Le MOCI recense ainsi mille cent trente-huit entreprises françaises qui ont vendu à l'étranger plus de 50 millions de francs en 1984. Ensemble, les « leaders » ont réalisé, hors de l'Hexagone, un chiffre d'affaires de 675 milliards de francs, soit près de 70 % des exportations françaises.

ÉTRANGER

LA CROISSANCE AUX ÉTATS-UNIS

Les experts restent réservés malgré de bons résultats

Les derniers indicateurs économiques américains fournissent une nouvelle occasion de s'interroger sur les perspectives de la croissance américaine. Pour le président Reagan, la croissance de la production industrielle (+ 0,3 % en août), le net recul de prix de gros (– 0,3 %, pour le même mois, avec un taux annuel de 0,8 %) et la forte hausse des ventes de détail (+ 1,9 % en août contre + 0,2 % en juillet) laissent prévoir une poursuite de l'expansion.

Il faut aussi noter la progression des ventes d'automobiles américaines (7,8 % en août), et l'amélioration des ventes de maisons individuelles, deux des principaux moteurs de l'économie américaine. Au cours des dix premiers jours de septembre, les ventes d'automobiles se sont encore améliorées, de 56,5 % par rapport à la même période de 1984.

Pourtant, à la Maison Blanche même, M. Beryl Sprinkel, chef des conseillers économiques, a noté que, si les récents indicateurs semblaient montrer *« un regain de la croissance »* qui s'était tassée au début de l'année, il ne fallait pas exclure la publication de statistiques *« mitigées »* au cours des prochains mois. Notamment, a précisé M. Sprinkel, l'énorme déficit budgétaire américain *« menace »* l'expansion à long terme du pays.

Certains analystes font une critique encore plus sévère de la situation actuelle. Ils notent que la hausse de la production industrielle en août a été inférieure au chiffre avancé la semaine dernière (0,5 % environ). Surtout, la Réserve fédérale a révisé à la baisse les indices de production industrielle de mai et juillet : selon les derniers chiffres, après avoir augmenté de 0,1 % en avril, l'indice est resté inchangé en mai (0,1 % en première estimation), a progressé de 0,3 % en juin, et est encore resté stable en juillet (+ 0,2 % en première estimation). Au cours des douze derniers mois, l'indice n'a donc augmenté que de 1 %.

SOCIAL

Selon l'INSEE

LE TRAVAIL A TEMPS PARTIEL SE DÉVELOPPE CHEZ LES FEMMES SALARIÉES

A peine dépouillée, l'enquête annuelle sur l'emploi de l'INSEE, réalisée en mars 1985, fournit ses premiers résultats. Effectuée auprès de 60 000 ménages, elle fait apparaître un taux de chômmage de 10,2 % par rapport à la population active, contre 7,8 % en 1982 et 3,8 % en 1975. Selon les premières indications, également, il se confirmerait bien que le marché de l'emploi enregistre un ralentissement de la baisse des effectifs salariés : au premier trimestre 1985, les pertes d'emploi des salariés seraient de 0,1 %, en données corrigées (soit 14 000 de moins) contre 0,3 % ou 0,4 % en moyenne trimestrielle depuis 1983.

Les jeunes gens de quinze à vingt-quatre ans sont touchés par le chômage (24,5 %), mais cependant moins que les jeunes filles du même âge (30,5 % contre 10,1 % en 1975). Parallèlement, le travail à temps partiel se développe, et sa progression est particulièrement forte chez les femmes. En mars 1985, 1 920 000 femmes (soit 21,8 % des femmes actives) travaillaient à temps partiel contre 18,9 % en 1982 et 15,3 % en 1975. Près de 800 000 d'entre elles travaillaient dans le secteur privé, où elles représentaient 19,2 % des femmes salariées, plus de 600 000 étant salariées à temps partiel dans les administrations.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	8,8380	8,8410	+ 100	+ 115	+ 200	+ 230	+ 580	+ 600
$ can.	8,2214	8,2318	+ 17	+ 46	+ 33	+ 84	– 85	+ 45
Yen (100)	3,6574	3,6609	+ 93	+ 102	+ 194	+ 211	+ 584	+ 634
DM	3,0497	3,0518	+ 124	+ 135	+ 258	+ 274	+ 749	+ 796
Florin	2,7131	2,7149	+ 81	+ 89	+ 169	+ 182	+ 506	+ 546
F.B. (100)	15,7131	15,1387	+ 93	+ 145	+ 148	+ 251	+ 53	+ 352
F.S.	3,6948	3,6984	+ 144	+ 160	+ 305	+ 327	+ 873	+ 941
L (1 000)	4,5486	4,5549	– 135	– 93	– 252	– 203	– 778	– 685
£	11,7811	11,7983	– 203	– 165	– 380	– 314	– 933	– 757

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 7/8	8 1/8	8 1/16	8 3/16	8 1/8	8 1/4	8 3/8	8 1/2
DM	4 1/8	3 4/8	4 7/16	4 9/16	4 7/16	4 9/16	4 9/16	4 11/16
Florin	5 3/4	6	5 11/16	5 13/16	5 11/16	5 13/16	5 13/16	5 15/16
F.B. (100)	8	9	8 11/16	9	8 5/8	9 1/8	9 1/2	10
F.S.	1	2	4 1/2	4 5/8	4 9/16	4 11/16	4 11/16	4 13/16
L (1 000)	10	12	12	13	12 1/4	13	13	13 1/2
£	11 1/4	11 1/2	11 7/16	11 9/16	11 3/8	11 1/2	11 5/16	11 7/16
F. franç.	9 3/8	9 5/8	9 1/2	9 3/4	9 5/8	9 7/8	10 7/16	10 11/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AFFAIRES

INTRODUIT LE 24 SEPTEMBRE AU SECOND MARCHÉ DE PARIS

Latécoère retrouve des ailes

Latécoère entre à la Bourse. Une façon d'en finir avec la série de «pépins» qu'a connue cette entreprise moyenne de sept cents salariés, célèbre pour sa place dans l'histoire de l'aviation civile. Didier Daurat et Jean Mermoz furent ses illustres collaborateurs. L'Aérospatiale légendaire lui dut ses ailes et les sept cent soixante-seize hydravions que la société construisit portèrent loin le nom de cette vieille famille de la Bigorre.

Le «pépin», ce fut d'abord la rocambolesque affaire qui vit M. Pierre-Jean Latécoère, son directeur général, cinquante-trois ans, exporter frauduleusement, en 1980, vers le Canada, *trente-cinq mille* pièces d'or dissimulées depuis quarante-sept ans sous le plancher du château familial de Ramonville-Saint-Agne (Haute-Garonne). Certes, la fraude restait d'ordre privée et on le proclama haut et fort tant à la direction de l'entreprise que parmi les salariés. 70 % de ceux-ci signèrent une pétition pour demander que M. Pierre-Jean Latécoère puisse rentrer de l'exil suisse auquel l'avait contraint une condamnation par défaut à dix-huit mois de prison (*le Monde* du 26 avril 1984).

Il n'empêche : ce réflexe de peur devant les risques d'une guerre mondiale en pleine affaire des otages américains à Téhéran ne collait pas avec l'image de technicité et de sérieux qu'avait acquise cette entreprise sous-traitante des plus grands noms de l'aéronautique européenne tels que Aérospatiale, Aeritalia, Dassault, CNES et Westland. La fabrication assistée par ordinateur et la polymérisation de matériaux composites s'accommodaient mal de cette pantalonnade financière.

Le deuxième accident était, lui, plus classique. Le 31 janvier 1984, un incendie détruisait 14000 mètres carrés d'ateliers d'assemblage et d'usinage de l'usine de Toulouse. Malgré la location de locaux de remplacement, les activités de fabrication ont connu un net tassement et le chiffre d'affaires a chuté de 279 millions de francs en 1983 à 162 millions de francs l'année suivante. Les dommages ont été vite réparés. Les assurances ont réglé une indemnisation de 316 millions qui a permis de couvrir les pertes d'exploitation et de reconstruire des locaux modernes.

« Notoriété financière »

La famille Latécoère a demandé au Crédit lyonnais, à la banque Paribas et aux agents de change Jacques-François Dufour et Jean-Louis Kervern d'introduire, le 24 septembre, leur société au second marché de la Bourse de Paris. La *qui détient* 99,99 % *des actions*, s'apprête à en vendre 10%, soit 90000 actions au prix minimum d'offre de 400 F. Un calcul rapide montre que les 36 millions de francs attendus de cette introduction couvrent exactement le montant de l'amende arrêtée avec les douanes qui a mis fin, le 10 juillet dernier, aux procédures engagées contre M. Latécoère et autorisé son retour en France.

Peut-on dire que la mise en bourse et l'amende sont liées ? « *Non*, répond M. Pierre-Jean Latécoère. *Si je n'avais pas connu ce problème personnel, la société industrielle d'aviation Latécoère aurait été introduite en Bourse voici deux ans, car il fallait que nous ajoutions à notre notoriété technique une notoriété économique et financière afin d'être mieux perçus par nos clients étrangers. Je précise que nous avions passé avec les douanes un accord qui prévoyait que nous aurions les moyens de régler cette malheureuse affaire, même si l'introduction en Bourse ne se concrétisait pas.* »

La Société industrielle d'aviation Latécoère (SILAT) qui se présente au public est donc débarrassée des handicaps psychologiques et techniques pesant sur ses activités depuis quelques années. Ses bâtiments toulousains ne paient pas de mine, hormis la nouvelle unité de fabrication. En revanche, ils sont équipés d'outils informatiques performants pour satisfaire aux exigences de l'extrême technicité de la construction aéronautique et spatiale.

Les activités de Latécoère se divisent en trois secteurs. Le bureau d'études (30 % du chiffre d'affaires de 1985), qui travaille avec des systèmes de conception assistée par ordinateur, participe, par exemple, à la mise au point de l'inverseur de poussée du réacteur CFM-56 de l'Airbus A-320 par Hispano-Suiza et à la définition d'éléments de cellules de l'avion de transport régional franco-italien ATR-42, du Falcon-900 et du Jaguar. Le secteur électronique (15 % du chiffre d'affaires) câble et vérifie le nez du Mirage-50, le missile de lutte antisous-marine Malafon ou le commutateur de vérification des fusées balistiques des sous-marins nucléaires. Bien qu'il ait vu sa part diminuer, le secteur de la fabrication reste le premier de la SILAT (55 % du chiffre d'affaires). Dans le hall de 8 000 mètres carrés où s'affaire le personnel, on trouve, bien sûr, en cours de montage des cabines d'hélicoptères (Westland, Gazelle), des inverseurs de poussée de CFM-56, des pièces de Falcon-900, des nez de Mirage, mais aussi des machines à commande numérique pour le fraisage, le tournage et l'usinage ainsi qu'un autoclave géant où se cuisent les composites (carbone, verre, kevlar) destinés aux panneaux des satellites ou aux carlingues d'hélicoptères.

Incontestablement, la société se porte bien. Son résultat net déclaré s'est élevé à 27,56 millions de francs en 1981, 25,93 millions en 1982, 20,92 millions en 1983 et 81,53 millions en 1984. Son fonds de roulement est confortable avec un excédent de 102,5 millions de francs en 1984 par rapport à l'actif immobilisé. Le bénéfice net par action devrait s'établir, en 1985, à 42,20 F et en 1986 à 48 F. Par rapport au prix d'offre minimum de l'action, Latécoère capitalisera 9,5 fois le bénéfice net par action en 1985. Sur la base du dividende envisagé pour cette année, le rendement global ressortirait à 3,8 %.

La société devrait voir son activité se conforter au fur et à mesure que le marché de l'aéronautique civile retrouvera son tonus. En effet, elle est présente dans les grands programmes (Airbus A-320, ATR-42, Falcon 900) qui montent en puissance. Sa qualité de sous-traitant ne lui a pas été défavorable, car la SILAT a toujours fonctionné avec une importante proportion de personnel temporaire, environ 20 %.

La Bourse dira si ces perspectives favorables peuvent faire oublier les mauvais moment traversés.

ALAIN FAUJAS.

LES GROUPES SOCIALISTES D'ENTREPRISES ET LA NATIONALISATION DU CRÉDIT

La banque au poing

De notre envoyé spécial

Nevers. – « *Trois ministres de l'économie de la Communauté européenne échangent quelques propos à bâtons rompus ; un Français, un Britannique et un autre que je ne souhaite pas nommer. La discussion vient tout naturellement sur les dénationalisations et le ministre britannique s'empresse de faire valoir tout l'intérêt qu'il tire du programme de reprivatisation en cours dans son pays. « Ça m'aide bien » pour financer mon budget...* », tient-il à préciser. *Le Français ne dit mot, mais le troisième, « grand argentier », ne peut s'empêcher de faire remarquer : « Fort bien, mais » quand vous aurez fini de tout » dénationaliser, comment pensez-» vous continuer à financer votre » budget ?... »*

Cette anecdote – véridique, dit-il, – rapportée par M. Pierre Bérégovoy à l'occasion de la journée nationale des Groupes socialistes d'entreprises (GSE) des banques nationalisées, qui s'est tenue samedi 14 septembre dans sa ville de Nevers, illustre fort bien le ton des discussions au cours de ce colloque – le premier du genre – sur le bilan des nationalisations. Alors que l'opposition fourbit ses armes en vue d'une reprivatisation bancaire – si la sanction des urnes veut bien la porter au pouvoir en mars 1986, – les GSE, qui sont au Parti socialiste ce que le RPR-Banque, très bien implanté, est au mouvement de M. Chirac, estiment qu'ils n'ont pas à rougir de l'action générale entreprise par le gouvernement. Ni des décisions prises sur le terrain par leurs « *camarades-présidents* », dont certains avaient tenu à être présents à la tribune.

Avant mai 1981, « *une partie du secteur bancaire était considérablement fragilisée. Ici ou là, des banquiers avaient tendance à sous-estimer l'évolution des risques. La concurrence entre les banques dans les années de croissance avait pris la forme d'une course à l'ouverture des guichets qui avait contribué à accroître le coût des réseaux comme le poids des charges du personnel ; parallèlement, le retard dans la mutation technologique et dans la formation des hommes portait en germe les problèmes actuels d'adaptation* », devait rappeler M. Marius Bogey, responsable national des Groupes socialistes d'entreprises.

Citoyens et... électeurs

« *Non seulement les catastrophes prédites ne sont pas survenues, mais le secteur public élargi s'est donné des règles de gestion plus rigoureuses qui ont porté leurs fruits dès l'année 1983.* » Elles ont abouti à une amélioration globale des résultats et à un assainissement des situations, estime M. Bogey, soulignant l'action entreprise « *par un outil bancaire rénové* » au service de la « *modernisation industrielle* ».

C'est sur le bilan du nouveau dialogue social instauré dans l'entreprise bancaire que les partisans de « la rose au poing » se sont montrés le plus critiques. S'ils ont écouté avec attention la façon, par exemple, dont Mme Paule Dufour, présidente du Comptoir des entrepreneurs, a appliqué dans son propre établissement les lois Auroux, le temps partiel, les horaires variables, et dressé l'oreille lorsque fut mentionnée la durée hebdomadaire de travail (36 h 15) appliquée au CDE, « *sans perte de productivité* », ils n'ont pas manqué de critiquer le rôle de simple chambre d'enregistrement que continuent à jouer trop souvent les conseils d'administration, où figurent désormais des administrateurs salariés.

Avec ce goût prononcé de la flagellation que pratique volontiers les socialistes, Mme Christiane Doré, présidente de la Banque Sofinco, spécialisée dans le crédit à la consommation, est intervenue pour souligner que « *les familles modestes, souvent endettées, sont celles qui ont le moins bénéficié de notre action* ». Certes, « *en dehors de services financiers accrus, nous avons humanisé le crédit à la consommation, mais, sur le plan des usagers, nous n'avons rien fait ou presque. Or les consommateurs sont certes des citoyens mais aussi... des électeurs* » !

Tenus de se financer sur le marché monétaire pour y trouver les ressources nécessaires, les établissements de crédits spécialisés pratiquent encore des conditions trop élevées. Mme Doré en convient qui ajoute cependant : « *Sofinco a été la seule banque de ce secteur à avoir été nationalisée. S'il y en avait eu quelques autres, nous aurions eu sans doute plus de poids pour peser sur les décisions à prendre.* »

A six mois d'une importante échéance électorale, M. Jean-Paul Bachy, secrétaire national du PS aux entreprises, a préconisé une vaste action afin de démontrer à l'opinion publique, à travers les nationalisations bancaires « *la compétence et la capacité à gérer de la gauche* » avec si possible ce « *supplément d'âme* » revendiqué par un militant anonyme.

PLus prosaïque, le ministre de l'économie et des finances a rappelé les importants regroupements intervenus afin de consolider l'appareil bancaire français, le décloisonnement opéré entre des réseaux désormais véritablement concurrents, y compris sur les produits, et « *l'effort de réconciliation* » entrepris entre la banque et les PME. « *Sans la nationalisation, ces réformes n'auraient pas pu être conduites* », a estimé M. Bérégovoy. « *Avant 1981, la France avait un large secteur bancaire privé, mais l'Etat administrait une grande partie des crédits à l'économie et exerçait une tutelle étroite sur les marchés monétaire et financier.*

» *Nous avions ce paradoxe d'entendre la droite critiquer les nationalisations en brandissant le risque d'étatisation alors qu'elle n'avait cessé de renforcer le financement étatique de l'économie.* » Or, à présent, « *les perspectives de dénationalisation font peser une réelle menace sur l'avenir et l'indépendance du secteur bancaire. Cette menace consiste à accepter, de la part de l'opposition, que certains établissements puissent passer sous contrôle étranger. A l'intérieur même de cette opposition, des voix se sont élevées contre le passage à l'étranger du patrimoine public* ». « *Je préfère,* a conclu le ministre, *voir des entreprises publiques verser des dividendes à l'Etat parce qu'elles sont bien gérées que des entreprises publiques que l'on vendrait à l'étranger en se privant de ressources à venir et de la nécessaire indépendance.* »

SERGE MARTI.

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 5 septembre
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	421 941
dont :	
Or	246 370
Disponibilités à vue à l'étranger	86 876
ECU	70 794
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 900
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	31 134
dont :	
Concours au Trésor public	23 580
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	149 140
dont :	
Effets escomptés	83 079
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	72 467
5) DIVERS	9 648
Total	684 330

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	206 670
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 276
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	9 433
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	35 795
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution des réserves	21 660
5) ECU A LIVRER AU FECOM	70 794
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	288 150
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 030
8) DIVERS	8 180
Total	684 330

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 28 décembre 1984

	6 sept.	13 sept.
Valeurs franç. à revenu variable	121,2	120,1
Valeurs industrielles	112,7	110,8
Valeurs étrangères	94,8	94,5
Pétroles-Énergie	91,6	91,1
Chimie	125,6	122,9
Métallurgie, mécanique	132,1	129,2
Électricité, électronique	128	122,7
Bâtiment et matériaux	133,7	131,9
Ind. de consommation non alimentaire	107,4	106,1
Agro-alimentaire	100,4	98,9
Distribution	120	120,2
Transports, loisirs, services	120,6	119,5
Assurances	158,8	164,8
Crédit banque	132,9	131,7
Sicomi	112,7	112,3
Immobilier et foncier	125	125,7
Investissement et portefeuille	161,9	161,7
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs françaises à revenu fixe	102,7	102,7
Emprunts d'État	102,1	102,2
Emprunts garantis et assimilés	103	102,9
Sociétés	102,8	102,6
Base 100 en 1949 :		
Valeurs françaises à revenu variable	1 883,1	1 875,9
Valeurs étrangères	2 988,3	2 988,2
Base 100 en 1972 :		
Valeurs françaises à revenu variable	273,1	270,7
Valeurs étrangères	404,4	403,9
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	112,2	112,8
Emprunt d'État	112,4	112,5
Emprunts garantis et assimilés	112,8	112,7
Sociétés	114,2	113,9
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	222	219,9
Produits de base	172,1	169,4
Construction	157,2	155,7
Biens d'équipement	220,1	216,3
Biens de consom. durables	228,9	223
Biens de consom. non durables	283,8	283,4
Biens de consom. alimentaires	348,1	343,7
Services	198,4	196,1
Sociétés financières	315	315,8
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	223,5	218,7
Valeurs industrielles	210,1	206,7
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	197,3	198,3

AUTOUR DE LA CORBEILLE

ACCOR. – Le chiffre d'affaires du premier semestre 1985 est en progression de 21,2 % à 5,7 milliards de francs, l'augmentation étant de 26,2 % à l'étranger et de 13,4 % en France. Celle des bénéfices est de 20 % (chiffres non certifiés).

PROMODÈS. – Pour le premier semestre 1985, le chiffre d'affaires provisoire du groupe est en augmentation de 12,6 % à 14,5 milliards de francs. Le résultat avant impôts s'inscrit en baisse à 93 millions de francs (– 22,6 %). Les charges et les provisions exceptionnelles prises en compte par les activités françaises au cours du semestre ramènent à 2 millions de francs la part du groupe dans le résultat net, contre 61 millions de francs au premier semestre 1984.

CFAO. – Bien que les résultats de la société mère pour le premier semestre 1985 soient en recul de 17,6 % à 4,4 millions de francs, le redressement constaté dans la plupart des filiales permettra de clore l'exercice avec des résultats définitifs supérieurs à ceux de 1984. Les résultats consolidés du groupe CICA sont passés de 7,63 millions de francs à 27,8 millions de francs, l'incidence de cette progression devant être surtout sensible, en 1986, dans les comptes de la maison mère.

GOUPIL. – Pour le premier semestre 1986, le chiffre d'affaires du groupe SMT-GOUPIL a augmenté de 86 % à 160 millions de francs, le bénéfice net progressant de 294 % à 4 millions de francs. Ces résultats ont été obtenus à la fois grâce aux ventes réalisées dans le cadre du plan informatique pour tous (micro-ordinateurs dans les lycées et les écoles) et grâce au succès des nouveaux produits de la gamme G4.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	13 sept.
Valeurs françaises	117,5
Valeurs étrangères	96

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	12 sept.	13 sept.
Indice général	219,8	219,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 16 septembre ...... 9 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	13 sept.	16 sept.
1 dollar (en yens)	243,35	clos

BOURSE DE PARIS Comptant 13 SEPTEMBRE

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours

Actions au comptant

Étrangères

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	2280	....
BARP	675	665
Calberson	328	325 50
Cap Gemini Sogeti	1089	1060
C. Equip. Elect.	280	280
C. Occid. Forestière	140 20	140 20
Defiss	205	200
Dauphin O.T.A.	1700	1701
Davaslay	720	720
Elect. S. Dassault	780	782
Filipacchi	510	510
Guy Degrenne	710	720
Marlin Immobilier	374	374
Métallurg. Minière	280	280
M.M.B.	360	348
Navale-Delmas	423	420
Om. Gest. Fin.	312	318
Petit Bateau	380	347
Petroligaz	830	817
Pochet	1700	1700
Poron	312	306
St-Gobain Emballage	909	910
S.C.G.P.M.	288	280
S.E.P.	796	763
Sofibus	230	....
Sovac	885	881

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Boris	295	295
Cochery	52 50	54 10
Coparex	470	470
Hydro-Énergie	227	235
Rorento N.V.	128	126 70
S.P.R.	141	137 50
Thann et Mulhouse	111 30	234 d
Ufimex	344 50	340
Union Brasseries	147 80	149

SICAV 13/9

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ♦ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 13/9	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	9 042	8 992	8 650	9 180
ECU	6 798	6 800	....	....
Allemagne (100 DM)	304 820	304 890	296	310
Belgique (100 F)	15 107	15 101	14 500	15 350
Pays-Bas (100 fl.)	271 420	271 440	262	277
Danemark (100 krd)	84 190	84 150	79	79
Norvège (100 k)	104 830	104 620	100 500	106 500
Grande-Bretagne (£ 1)	11 781	11 878	11 300	12
Grèce (100 drachmes)	6 405	6 367	6	7 500
Italie (1 000 lires)	4 579	4 544	4 300	4 800
Suisse (100 fr.)	368 680	368 800	3 580	3 780
Suède (100 krs)	104 420	104 080	100	106
Autriche (100 sch)	43 410	43 440	42 450	44 400
Espagne (100 pes.)	5 167	5 166	4 900	5 450
Portugal (100 esc.)	5 120	5 100	4 600	5 400
Canada ($ can 1)	6 579	6 488	6 250	6 650
Japon (100 yens)	3 715	3 670	3 550	3 700

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 13/9
Or fin (kilo en barre)	92800	92050
Or fin (en lingot)	92050	91850
Pièce française (20 fr)	548	547
Pièce française (10 fr)	405	....
Pièce suisse (20 fr)	555	566
Pièce latine (20 fr)	535	536
Souverain	672	675
Pièce de 20 dollars	3705	3705
Pièce de 10 dollars	1985	2000
Pièce de 5 dollars	1300	....
Pièce de 50 pesos	3465	3435
Pièce de 10 florins	587	586

Le Monde

APRÈS L'EXPULSION PAR L'URSS DE VINGT-CINQ BRITANNIQUES

Londres envisage de nouvelles représailles contre Moscou

Le ton est à la fermeté à Londres où l'on attendait que le Foreign Office annonce ce lundi 16 septembe – avant le départ de Mme Tatcher pour le Proche-Orient – de nouvelles contre-mesures en réplique à l'expulsion par l'URSS de vingt-cinq Britanniques, diplomates, journalistes et hommes d'affaires.

Les représailles annoncées par Moscou – à la suite du renvoi, le 12 septembre, de vingt-cinq Soviétiques en poste en Grande-Bretagne – semblent avoir surpris par leur ampleur les responsables britanniques et ont été qualifiées de « totalement injustifiées ».

S'il semblait vraisemblable que des mesures de rétorsion étaient envisagées au Foreign Office, Londres s'efforcerait toutefois de ne pas s'engager dans une escalade qui affecterait trop gravement les relations avec Moscou, déjà sérieusement compromises.

Du tac au tac

De notre correspondant

Moscou. – En décidant d'expulser exactement autant de Britanniques que ceux-ci renvoient chez eux de Soviétiques, M. Gorbatchev a créé la surprise. L'ambassadeur de Grande-Bretagne, Sir Bryan Cartledge – qui n'est en poste que depuis deux mois – a en effet été convoqué le samedi 14 septembre au ministère soviétique des affaires étrangères. Il a été informé que l'URSS demandait le départ d'ici à trois semaines de vingt-cinq ressortissants britanniques parmi lesquels onze diplomates et cinq journalistes. Le parallélisme est frappant avec la mesure prise le 12 septembre par le Foreign Office qui touchait vingt-cinq Soviétiques dont six diplomates et cinq journalistes. Le nombre de diplomates est différent mais il s'agit sans doute d'un détail.

On s'attendait en effet à une réaction soviétique modérée. Personne ne tablait sur une riposte « du tac au tac ». Les Soviétiques entretiennent en effet à l'étranger des bataillons officiels généralement plus nombreux que ceux qu'ils acceptent de laisser entrer chez eux. Ils ont en conséquence la sagesse de ne jamais se laisser entraîner dans des représailles strictement symétriques d'où ils sortiraient perdants. Ils l'ont fait cette fois-ci, peut-être pour éviter que l'Occident n'interprète leur modération comme un signe de faiblesse à un peu plus de deux mois du sommet Gorbatchev-Reagan de Genève.

D'habitude les Soviétiques n'expulsent en guise de représailles qu'une fraction des effectifs qu'ils doivent eux-mêmes rapatrier. En 1971, ils n'avaient ainsi exigé que *dix-huit départs en réplique* à l'expulsion de leurs cent-huit ressortissants chassés de Grande-Bretagne et en 1983 ils n'avaient même pas riposté aux quarante-sept expulsions prononcées par M. Mitterrand. Il est vrai que, s'ils avaient réagi alors comme ils viennent de le faire avec *les Britanniques, il ne serait resté* à Moscou qu'un seul diplomate français...

« Activités illicites »

L'expulsion, par la Grande-Bretagne, de *« certains représentants soviétiques »* contre lesquels *« des accusations malintentionnées et totalement injustes ont été formulées »* est une *« provocation grossière »*, écrit, dimanche, la *Pravda*. Cette mesure *« a un caractère nettement politique et vise à empoisonner l'atmosphère des relations soviéto-britanniques »*, ajoute le quotidien du parti. Il n'est évidemment nulle part question dans la presse soviétique de l'événement qui est à l'origine de tout ce chassé-croisé, à savoir la défection du « résident » du KBG à Londres, M. Oleg Gordievsky.

Les représailles contre les vingt-cinq Britanniques ne sont pas non plus présentées en tant que telles. Ceux-ci sont, en effet, accusés par la *Pravda*, d' *activités illicites »*. Le chef de la deuxième direction européenne du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Vladimir Souslov, a, pour sa part, eu recours devant l'ambassadeur de Grande-Bretagne, à la formule traditionnelle selon laquelle les expulsés se livraient à des *« activités incompatible avec leur statut »*. En clair, qu'ils étaient des espions. L'ambassadeur a aussitôt protesté contre cette mesure et rejeté cette accusation.

Après ces expulsions, la section de l'ambassade britannique chargée de *suivre la politique intérieure soviétique* est pratiquement décapitée. Le vicomte Asquith, descendant de l'ancien premier ministre britannique du même nom, et Mme Janet Gunn, tous deux premiers secrétaires et spécialistes de l'URSS, figurent en effet en tête de liste des partants. *Si des deux côtés personne* n'était remplacé, il ne resterait que trente-deux diplomates britanniques à Moscou et trente-trois diplomates soviétiques à Londres.

Parmi les journalistes britanniques, c'est l'hécatombe : Tim Sebastian (BBC), Mark Frankland *(Observer)*, Robin Gedye *(Daily Telegraph)*, Dennis Blewett *(Daily Mail)* et Alan Philips *(Reuter)* doivent faire leurs bagages. Il s'agit de l'expulsion la plus massive de correspondants occidentaux jamais opérée par l'URSS. Les effectifs de la presse britannique à Moscou passent de quatorze à neuf.

Le caractère de pures représailles de ces expulsions et l'absurdité des accusations d'espionnage portées contre les journalistes apparaissent clairement dans le fait que l'un des correspondants visés, Robin Gedye, n'est en poste que depuis trois semaines. Sa carrière d'« espion » supposé aura été remarquablement brève.

Les relations soviéto-britanniques vont vraisemblablement connaître une nouvelle période de froid après le réchauffement enregistré ces derniers mois. Mais des deux côtés on ne veut sans doute pas aller trop loin. Une délégation d'hommes d'affaires britanniques est arrivée dimanche soir à Moscou. Le ministre chargé des affaires écossaises, M. George Younger, une personnalité proche de Mme Thatcher, qui devait la diriger, a certes annulé son voyage, mais les businessmen britanniques ont été accueillis tout à fait normalement et devraient sans encombres poursuivre leur visite jusqu'à jeudi.

DOMINIQUE DHOMBRES.

DE PRÉFÉRENCE AU MIRAGE-2000

Les Saoudiens achètent pour 15 milliards de francs d'avions de combat à la Grande-Bretagne

L'Arabie saoudite et la Grande-Bretagne ont conclu un accord de principe pour la livraison à l'armée de l'air saoudienne de quarante-huit chasseurs-bombardiers Tornado (de conception anglo-germano-italienne) et de trente avions d'entraînement Hawk (de fabrication britannique), pour un montant de l'ordre de 1,3 milliard de livres (environ 15 milliards de francs). Pour l'équivalent de la moitié du montant de ce contrat, l'accord s'accompagne d'un échange aux termes duquel le Royaume-Uni acquiert du pétrole saoudien pour, éventuellement, le réexporter à des clients tiers.

A Paris, on ne fait aucun commentaire sur cette transaction. La France était en concurrence avec la Grande-Bretagne pour la fourniture de quarante à soixante avions Mirage-2000 à Ryad.

Selon l'hebdomadaire britannique *Sunday Times*, que le ministre britannique de la défense n'a pas démenti, l'accord, qui stipule également la livraison de divers autres équipements militaires, dont des radars et des avions plus légers que le Tornado et le Hawk, a été conclu, à la fin du mois d'août, entre des représentants saoudiens et le premier ministre, Mme Thatcher, qui était en vacances en Autriche.

Le contrat définitif, dont de nombreux détails restent à régler, devrait être signé officiellement lors de la visite à Londres, à la fin de septembre, du ministre saoudien de la défense, le prince Sultan Ben Abdel Aziz. Il demeure notamment à préciser les modalités de l'accord pétrolier, en dépit des règles strictes de refus de troc en vigueur à l'OPEP, présidée par le ministre saoudien du pétrole. Les Saoudiens ont longtemps hésité entre les propositions britanniques et les offres françaises, le Mirage-2000 étant notamment moins cher que le Tornado. Dans le même temps, les Saoudiens avaient souhaité acheter une quarantaine de nouveaux avions américains F-15, qui se seraient ajoutés aux soixante-deux déjà livrés en 1978 à la condition que ces appareils ne seraient pas stationnés sur des bases d'où il serait facile d'atteindre Israël. La même condition était imposée, de nouveau, à Ryad par les Etats-Unis, dont le président a finalement renoncé à accepter la transaction de crainte de réactions hostiles au Congrès.

En revanche, aucune restriction d'emploi n'a été mise en avant par les négociateurs britanniques, et, de surcroît, les Américains, à en croire le *Washigton Post*, ont indiqué aux responsables saoudiens qu'il n'y avait aucune objection à l'achat par eux d'équipements militaires non-américains. L'Arabie saoudite s'équipe traditionnellement en armes aux Etats-Unis.

La France, aussi, a livré dans un passé récent beaucoup de matériels terrestres (notamment des chars AMX-30) et des équipements de défense anti-aérienne, de même qu'elle arme la marine saoudienne en frégates porte-hélicoptères et en pétroliers. Cependant, les discussions sur la livraison éventuelle de Mirage-2000 ont été perturbées par le reproche, adressé par Ryad à Paris, de vouloir vendre des centrales nucléaires à Israël. La France a démenti qu'une transaction avec Israël ait, pour l'instant, abouti, mais cette perspective n'est pas appréciée de Ryad. Si le contrat était définitivement signé entre les Britanniques et les Saoudiens, il marquerait, de toute façon, un échec pour la politique française dans cette région du monde. Déjà, le sultanat d'Oman vient d'acquérir huit avions Tornado, et a pris une option pour huit autres. Ce sont les deux premiers contrats du Tornado à l'exportation, et l'on peut penser que les Saoudiens, à la suite de l'accord intervenu entre l'Allemagne fédérale, l'Italie, la Grande-Bretagne et l'Espagne pour la fabrication d'un nouvel avion de combat, voient dans leur achat de Tornado la possibilité d'une future continuité dans leurs acquisitions au même fournisseur, au détriment des industriels français de l'aéronautique.

En principe, les premières livraisons de Tornado à Ryad devraient intervenir dans les vingt mois qui suivront la signature définitive du contrat. Dans un communiqué de la cour saoudienne, diffusé le week-end dernier, il est indiqué que le choix de Ryad est conforme à la politique du Royaume de diversifier ses sources d'armement. Mais on peut estimer que les Tornado resteront une vingtaine d'années en service dans l'armée de l'air saoudienne.

J. I.

Sur le vif

Barbes et nuisettes

Vous avez des garçons ? Ils sont grands et ils habitent encore à la maison ? Vous rouscaillez souvent parce qu'ils sont feignasses, désordre et qu'ils laissent traîner leurs blousons par terre sous la table à café. C'est rien à côté de ce qui vous attend. On en reparlera le jour où vous ramasserez un collant en dentelle taille 46 négligemment jeté à côté de la machine à laver. Et où vous les verrez plonger dans le frigidaire avec une barbe de deux jours, la taille serrée dans une guêpière portée sur un caleçon à volants.

Ne vous récriez pas. Je sais très bien que les vôtres ne sont pas... comme ça. Mais c'est comme ça qu'ils s'habilleront. J'ai vu les collections de prêt-à-porter printemps-été pour hommes. Ils nous ont tout piqué : les jupes en satin et en tulle, les boucles d'oreilles, les lunettes roses assorties à des bermudas et à des shorts coupés à *ras le bonbon*.

Et attention, c'est pas tout. Les cheveux longs d'exaspérante mémoire sont de retour. On les laisse tomber aux épaules façon Joconde, on les natte, on les tresse, on les noue en queue de cheval ou en chignon. Si ça peut vous consoler, la mode est aux talons plats ou bottier. Vos parquets ne risquent pas de souffrir, pas encore, du talon aiguille.

Hier en entrant dans ma chambre j'ai surpris mon fils en train d'essayer une de mes chemises de nuit. Je lui ai demandé si ce n'était pas trop petit. Il m'a dit que non, les nuisettes, cette année, seront transparentes et serrées. C'est exactement ce qu'il lui fallait. Il est gentil quand même. Il m'a barboté mon déshabillé, mais en échange il m'a donné un tuyau. Je vais vous en faire profiter. Pour ceux et pour celles qui porteraient encore des pantalons, gare à la braguette. Il faut qu'elle soit à boutons. La fermeture éclair, c'est d'un vulgaire !

CLAUDE SARRAUTE.

M. Jospin dénonce « la double caricature qui est faite du PS »

De notre envoyé spécial

Chartres. – M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui participait, le dimanche 15 septembre, à deux fêtes de la Rose, l'une à Chartres, l'autre à Hérouville-Saint-Clair, dans la banlieue de Caen, a estimé que *les socialistes* font l'objet d'une « double caricature » : de la part du PC, pour qui les socialistes auraient abdiqué toute idée de transformation sociale, et de la part de la droite, qui veut convaincre l'opinion de l'incapacité de la gauche à gérer le pays.

Au PC, M. Jospin répond que, à mesure qu'approchera l'échéance de 1986, *« il sera clair que l'affrontement sera entre la droite et entre la gauche »* ; il deviendra *« de plus en plus difficile à la direction du PC d'en rester à un langage qui oublie les responsabilités de la droite (...), les menaces (...) contenues dans ses programmes »*. *« Comment voulez-vous*, a ajouté M. Jospin, à propos de l'assimilation Fabius-Barre faite par la direction du PC, *qu'on ait une véritable mobilisation à gauche, qu'on ait les idées claires ? »*

Face à la droite, il invite les socialistes à profiter de la « crédibiliter » que leur a donnée l'exercice du pouvoir, avec des résultats dont ils peuvent être *« raisonnablement fiers »*. « Il faut donc, dit-il aux socialistes, que vous ayez *« confiance en vous »*.

M. Jospin voit des analogies entre la situation actuelle et celle d'avant 1981. Il en tire des conclusions sur les débats du congrès de Toulouse : *« Il faut*, dit-il, *approcher cette période (...) avec (...) la même méthode qui avait prévalu dans les années 79-80. Les socialistes débattent entre eux, oui, mais pour se rapprocher et non pas pour s'écarter les uns des autres. Ils ont dans leur sein des hommes et des femmes de talent qui ont de leur propre destin individuel (...) une vision quelque peu différente, et tant mieux si nous avons cette richesse (...), mais chacun d'entre eux doit savoir que son destin individuel ne prendra vraiment son sens que s'il épouse le destin de la collectivité des socialistes. »*

J.-L. A.

Le numéro du « Monde » daté 15-16 septembre 1985 a été tiré à 419 209 exemplaires

A B C D E F G